



RAPPORT ANNUEL 2013

ACKERMANS & VAN HAAREN



Rapport annuel 2012



Rapport annuel 2011



Rapport annuel 2010

ACKERMANS & VAN HAAREN

RAPPORT ANNUEL 2009

Ackermans & van Haaren • Rapport annuel 2008

Ackermans & van Haaren • Rapport annuel 2007

Ackermans & van Haaren / Rapport annuel 2006

CALENDRIER FINANCIER

16 mai 2014	Déclaration intermédiaire Q1 2014
26 mai 2014	Assemblée générale ordinaire
28 août 2014	Résultats semestriels 2014
18 novembre 2014	Déclaration intermédiaire Q3 2014
27 février 2015	Résultats annuels 2014
25 mai 2015	Assemblée générale ordinaire



RAPPORT ANNUEL 2013

ACKERMANS & VAN HAAREN

Conformément à l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis aux négociations sur un marché réglementé belge, Ackermans & van Haaren doit mettre son rapport financier annuel à la disposition du public. Ce rapport comprend le rapport annuel combiné - statutaire et consolidé - du conseil d'administration, établi conformément à l'article 119, dernier alinéa C. Soc.. Le rapport contient également une version abrégée des comptes annuels statutaires, établis conformément à l'article 105 C. Soc., et la version intégrale des comptes annuels consolidés. Conformément aux articles 98 et 100 C. Soc., les comptes annuels statutaires complets, accompagnés du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire, sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique. Le commissaire a remis, en ce qui concerne les comptes annuels statutaires et consolidés, une attestation sans réserve. Conformément à l'article 12, §2, 3° de l'AR du 14 novembre 2007, les membres du comité exécutif (notamment Luc Bertrand, Tom Bamelis, Piet Bevernage, Piet Dejonghe, Koen Janssen et Jan Suykens) déclarent, pour autant qu'ils leur soient connus, que :

- a) les comptes annuels contenus dans le présent rapport, établis en conformité aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats d'Ackermans & van Haaren et des entreprises comprises dans la consolidation ;
- b) le rapport annuel contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation d'Ackermans & van Haaren et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le rapport annuel, les versions intégrales des comptes annuels statutaires et consolidés et les rapports du commissaire concernant les comptes annuels précités sont disponibles sur le site internet (www.avh.be) et peuvent être obtenus gratuitement, sur simple demande à l'adresse suivante :

Begijninvest 113
2000 Anvers, Belgique
Tél. +32 3 231 87 70
Fax +32 3 225 25 33
E-mail info@avh.be

TABLE DES MATIÈRES

		Mission	6
		2013 d'un coup d'œil	8
		Faits marquants en 2013	10
		Acquisition du contrôle de CFE	12
Rapport annuel	14	Le message des présidents	16
		Rapport annuel sur les comptes annuels statutaires	20
		Rapport annuel sur les comptes annuels consolidés	24
		Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise	32
		Rapport des rémunérations	40
		Responsabilité sociétale des entreprises	44
Rapport d'activités	48	Organigramme	49
Marine Engineering & Infrastructure	50	DEME	54
		CFE	58
		Algemene Aannemingen Van Laere	62
		Rent-A-Port	64
		SNTC	65
Private Banking	66	Delen Investments	70
		Banque J. Van Breda & C°	74
		ASCO-BDM	77
Real Estate, Leisure & Senior Care	78	Extensa	82
		Leasinvest Real Estate	85
		Groupe Financière Duval	88
		Anima Care	90
Energy & Resources	92	Sipef	96
		Sagar Cements	98
		Oriental Quarries & Mines	99
		Max Green	100
		Groupe Telemond	101
Development Capital	102		
Etats financiers	120		
		Données générales concernant la société et le capital	192

MISSION

Notre mission :
créer de la valeur
pour l'actionnaire en
investissant à long
terme dans un nombre
limité de participations
stratégiques avec un
potentiel de croissance
internationale.



Positionnement d'Ackermans & van Haaren

- un groupe indépendant diversifié
- géré par une équipe de gestion multidisciplinaire et expérimentée
- ayant une structure financière saine permettant le support des ambitions de croissance des participations

Perspectives à long terme

- des objectifs clairement définis avec les participations
- responsabilité des participations de leur propre position financière
- viser une croissance annuelle des résultats de chaque participation et du groupe dans son ensemble
- centré sur des secteurs de croissance dans un contexte international

Actionnaire proactif

- impliqué dans la sélection du top management et la définition de la stratégie à long terme
- en dialogue permanent avec le management
- le suivi et le contrôle de l'axe stratégique, de la discipline opérationnelle et financière
- soutien actif à la direction pour des projets opérationnels et stratégiques spécifiques

2013

D'UN COUP D'ŒIL

Ackermans & van Haaren clôture l'exercice 2013 avec un bénéfice net consolidé de 293,9 millions d'euros. Ce résultat comprend une plus-value de revalorisation de 109,4 millions d'euros qu'AvH a dû comptabiliser, en vertu des règles IFRS, lors de l'acquisition du contrôle de CFE en décembre 2013, suite à l'apport dans CFE de sa participation de 50% dans DEME. Sans cette plus-value de revalorisation, le bénéfice net s'établirait à 184,5 millions d'euros (5,51 euros par action), ce qui représente une augmentation de 10% par rapport au bénéfice net de 167,3 millions d'euros de 2012.

- Chez **DEME**, le taux d'activité particulièrement élevé s'est traduit par un chiffre d'affaires franchissant pour la première fois la barre des 2,5 milliards d'euros et un bénéfice net en hausse (109,1 millions d'euros).
- Depuis le 24 décembre 2013, AvH exerce, avec une participation de 60,4%, le contrôle exclusif sur **CFE** (et par voie de conséquence, sur DEME). Etant donné que cette transaction n'est intervenue que quelques jours calendrier avant la fin de l'année, l'impact sur le compte de résultats d'AvH reste limité, en 2013, à la revalorisation – prescrite par l'IFRS – de la participation de 50% dans DEME apportée par AvH dans CFE pour un montant de 550 millions d'euros.
- **Delen Investments** et la **Banque J.Van Breda & C°** ont affiché des performances remarquables en 2013 et ont vu leurs actifs sous gestion atteindre un nouveau niveau record.
- Grâce à une gestion proactive, **Leasinvest Real Estate** a pu faire croître son portefeuille immobilier pour le porter à 718 millions d'euros. **Extensa** a réussi, grâce à un redressement des résultats en promotion immobilière, à renouer avec le bénéfice.
- Sous l'effet d'une baisse des volumes de production et des prix pour l'huile de palme et le caoutchouc, le résultat de **Sipef** est en recul en 2013. **Sagar Cements** et **Max Green** font face à des conditions de marché difficiles.
- Dans le segment **Development Capital**, les performances ont été très diverses : une belle plus-value a été réalisée sur la vente de la participation dans Spano, tandis que les frais de restructuration et les réductions de valeur ont continué à peser, en 2013, sur la contribution de certaines autres entreprises.

Composition du résultat net consolidé (part du groupe) - IFRS

(€ mio)	2013	2012
■ Marine Engineering & Infrastructure	59,7	51,7
■ Private Banking	84,5	71,5
■ Real Estate, Leisure & Senior Care	15,8	3,6
■ Energy & Resources	8,7	16,4
■ Development Capital	-6,6	5,9
Résultat des participations	162,1	149,1
Plus-values development capital	29,5	22,7
Résultat des participations (y compris plus-values)	191,6	171,8
AvH & subholdings	-7,2	-3,9
Autres résultats non-récurrents (e.a. plus-value de revalorisation sur l'apport de 50% de DEME dans CFE en 2013)	109,5	-0,6
Résultat net consolidé	293,9	167,3 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Voir les états financiers révisés 2012 (note 2 dans les comptes annuels consolidés)



Commentaires généraux sur les chiffres

- Les fonds propres d'AvH (part du groupe) ont augmenté pour s'établir à 2.251,5 millions d'euros au 31 décembre 2013, ce qui correspond à 67,22 euros par action. Au 31/12/2012, les fonds propres s'élevaient encore à 2.003,3 millions d'euros, soit 59,80 euros par action.
- Fin 2013, AvH disposait d'une trésorerie nette de -3,1 millions d'euros, contre 87,9 millions d'euros fin 2012. Cette diminution est avant tout la conséquence du paiement à Vinci de 138,0 millions d'euros pour l'acquisition de la moitié de sa participation

dans CFE (3.066.440 actions). D'autre part, AvH a distribué en juin 2013 un dividende de 1,67 euro par action, ce qui a entraîné une diminution des fonds propres de 55,3 millions d'euros. La trésorerie comprend notamment, outre des liquidités et des dépôts à court terme, des placements de trésorerie (actions propres incluses) pour 44,8 millions d'euros et des dettes à court terme sous forme de commercial paper pour 38,9 millions d'euros.

- Outre l'acquisition précitée de la participation de 60,4% dans CFE, acquittée pour 138,0 millions d'euros, AvH a également investi dans plusieurs entreprises présentes dans son portefeuille. Les montants les plus

importants portent sur le renforcement du capital de Hertel (37,5 millions d'euros), Anima Care (10,5 millions d'euros), Atenor (0,9 million d'euros) et LRE (0,5 million d'euros). D'autre part, les participations dans Corelio, Sipef et Sagar Cements ont été légèrement relevées.

- AvH a poursuivi, par ailleurs, la rationalisation de son portefeuille avec comme principale transaction la vente de sa participation dans le groupe Spano (72,92% via Sofinim). Le montant total des désinvestissements s'élève à 135,3 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice.

Fonds propres

(part du groupe - avant affectation du résultat)

2.251,5

(millions d'euros)

67,22

(euros par action)

Résultat net

(incl. plus-value de revalorisation de 109,4 millions d'euros)

293,9

(millions d'euros)

8,87

(euros par action)

Dividende brut

56,9

(millions d'euros)

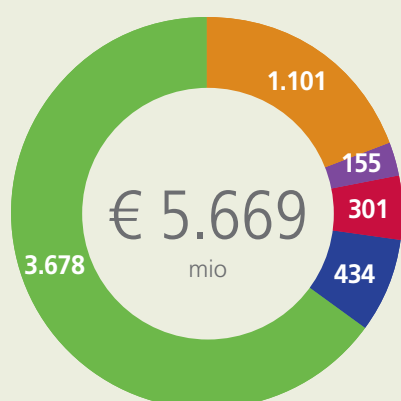
1,70

(euro par action)

Information par segment

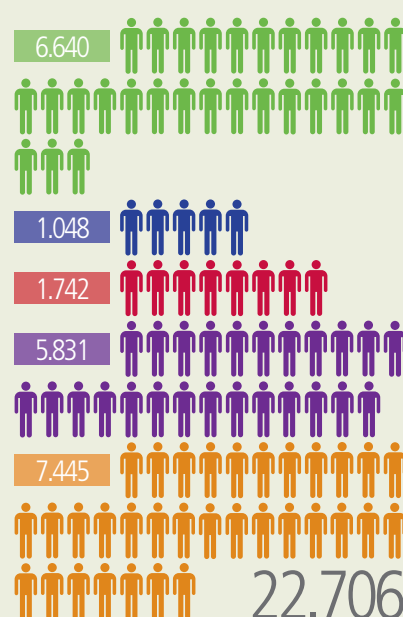
(basée sur les résultats consolidés 2013 et y incl. l'acquisition du contrôle de CFE et DEME, pro forma : toutes les participations de contrôle (exclusif) sont reprises intégralement, les autres participations proportionnellement)

Chiffre d'affaires pro forma (€ millions)



- Marine Engineering & Infrastructure
- Private Banking
- Real Estate, Leisure & Senior Care
- Energy & Resources
- Development Capital

Personnel pro forma



FAITS MARQUANTS EN 2013

Janvier

- DEME émet un emprunt obligataire de 200 millions d'euros (6 années), qui est clôturé anticipativement.
- Sofinim annonce la vente de sa participation dans le groupe Spano.
- Sofinim et NPM Capital contribuent, par une injection de liquidités pour un total de 75 millions d'euros, à un refinancement majeur de Hertel.



Leasinvest Real Estate - Motstraat (Malines)

Février

- Sipef acquiert dans le sud de Sumatra (Indonésie) une licence supplémentaire pour le développement de 4.811 hectares.

Mai

- Delen Private Bank rouvre les bureaux entièrement rénovés à l'Avenue de Tervueren, à Bruxelles.
- La vente du groupe Spano est clôturée avec une plus-value (part AvH) de 34 millions d'euros.

Juin

- Leasinvest Real Estate réalise avec succès, fin juin, une augmentation de capital de 60,7 millions d'euros.
- Euro Media Group étend sa capacité en reprenant les installations techniques d'Alfacam.
- Corelio et Concentra annoncent l'intention de regrouper leurs journaux flamands et leurs activités d'édition numérique au sein de Mediahuis.
- Anima Care acquiert la maison de repos et de soins "St James" à La Hulpe (59 lits).

Septembre

- Ackermans & van Haaren et Vinci parviennent à un accord sur l'apport par AvH dans CFE de sa participation de 50% dans DEME et une nouvelle structure de contrôle.
- Leasinvest Real Estate acquiert le deuxième centre commercial Knauf au Grand-Duché de Luxembourg et récolte 75 millions d'euros avec l'émission d'un emprunt obligataire.

Octobre

- Sipef conclut une joint-venture pour le développement de palmiers à huile hybrides 'high yielding F1'.



Sipef - Palmiers à huile à Hargy Oil Palms (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Mars

- Leasinvest Real Estate vend l'immeuble de bureaux Pasteur au Grand-Duché de Luxembourg.



DEME - Northwind

Avril

- GeoSea (DEME) obtient des contrats pour les parcs éoliens offshore Westernmost Rough (Royaume-Uni) et Borkum Riffgrund 1 (Allemagne).



Delen Private Bank - Bruxelles

Juillet

- AvH s'engage dans un programme de liquidité avec Kepler Cheuvreux pour améliorer la liquidité de l'action AvH.
- DEME décroche pour 250 millions d'euros de nouveaux contrats pour des projets liés à l'énergie.
- Anima Care acquiert "Château d'Awans" (auprès de Liège), une maison de repos et de soins qui exploite 168 lits.



Anima Care - Château d'Awans

Novembre

- GeoSea (DEME) décroche des contrats supplémentaires pour une valeur de 200 millions d'euros pour l'énergie éolienne offshore en Allemagne (Gode Wind) et au Royaume-Uni (Kentish Flat Extension).
- DIAP (DEME) décroche un nouveau contrat pour Jurong Island (Singapour).



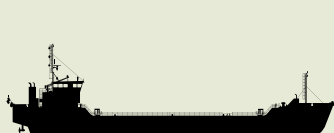
Décembre

- Leasinvest Real Estate acquiert un immeuble commercial de 12.000 m² au Grand-Duché de Luxembourg.
- AvH acquiert une participation de 60,39% dans CFE et, ce faisant, le contrôle de DEME. (voir la page suivante)

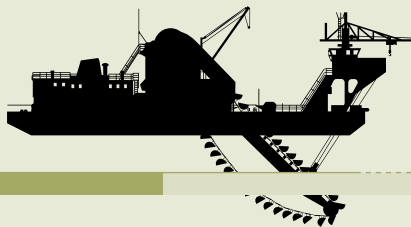
ACQUISITION DU CONTRÔLE DE CFE

2013 a été, pour Ackermans & van Haaren, une année importante sur le plan stratégique. Par la reprise de CFE, le groupe a obtenu le contrôle exclusif sur DEME. Par cette opération, AvH souligne l'importance des activités de dragage pour le groupe, fondé en 1876 par Hendrik Willem Ackermans et Nicolaas van Haaren.

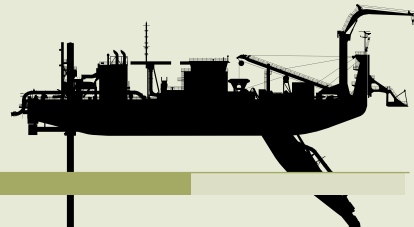
1974



Création du holding DEME, au sein duquel sont réunies les activités de dragage de deux entreprises belges de dragage : Dredging International et Baggerwerken De Cloedt (AvH 39,5%).



2004



Ackermans & van Haaren et CFE fusionnent leurs activités de dragage et créent Dredging International (AvH 50%).

1991

Relèvement de la participation dans le groupe DEME après le désintéressement de la famille De Cloedt (en 2000, à hauteur de 48,5%) et consécutive-ment de GIMV (50%).



Conseil d'administration - de gauche à droite : John-Eric Bertrand, Christian Labeyrie, Piet Dejonghe, Jan Suykens, Luc Bertrand, Alain Bernard, Renaud Bentégeat, Philippe Delaunois, Philippe Delusinne, BCiska Servais, Koen Janssen, Alfred Bouckaert, Jan Steyaert

// Je suis convaincu que nous créerons de la valeur ajoutée pour toutes les parties concernées, y compris les actionnaires d'Ackermans & van Haaren et de CFE. Ackermans & van Haaren souhaite soutenir CFE en vue du développement rentable de toutes ses activités (tant en ingénierie maritime avec DEME qu'en construction, infrastructures routières et ferroviaires, multitechniques, immobilier et concessions PPP), pour que le groupe puisse résister aux cycles économiques à long terme. CFE pourra en outre mettre pleinement à profit les possibilités de synergie avec nos activités de construction et de dragage en Belgique et à l'étranger. Pour poursuivre sa croissance, CFE devra également mettre en place les processus nécessaires pour diriger ses entreprises avec la discipline requise. Je pense que nous sommes au début d'une nouvelle étape de croissance où les actionnaires, de même que le personnel et les clients pourront profiter pleinement des avantages opérationnels et financiers du regroupement des activités sous un même toit. //

Luc Bertrand,
24 décembre 2013

19 septembre :

AvH et Vinci parviennent à un accord sur une nouvelle structure de contrôle en ce qui concerne CFE et DEME.

13 novembre :

- L'assemblée générale extraordinaire de CFE approuve l'augmentation de capital par apport en nature.
- La nomination des représentants d'AvH au conseil d'administration de CFE est approuvée.

18 décembre :

Approbation par la Commission européenne

24 décembre :

- AvH apporte sa participation de 50% dans DEME dans le capital de CFE dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature d'une valeur de 550 millions d'euros en échange de l'émission de 12.222.222 nouvelles actions CFE à 45 euros par action.
- AvH rachète à Vinci 3.066.440 actions CFE (qui représentaient, avant l'augmentation de capital, 23,42% du capital de CFE) au prix de 45 euros par action, pour un montant total de 138 millions d'euros.

2014

19 septembre

13 novembre

24 décembre

11 février

5 mars

2013

11 février :

AvH émet, suit à l'acquisition de plus de 30% des actions avec droit de vote de CFE, une offre publique obligatoire sur toutes les actions CFE réparties dans le public. L'offre publique est émise à un prix identique à celui du prix d'émission de l'augmentation de capital de CFE, soit 45 euros par action.

5 mars :

Clôture de l'offre. AvH détient à présent 60,40% du capital de CFE.

AvH détient 15.289.521 actions CFE (60,40% du capital) et acquiert, via CFE, le contrôle intégral sur DEME.





RAPPORT ANNUEL 2013

ACKERMANS & VAN HAAREN

LE MESSAGE DES PRÉSIDENTS

Luc Bertrand et Jacques Delen



Mesdames, Messieurs,

Après de nombreuses années de stagnation, l'économie d'Europe occidentale montre les premiers signes de croissance.

Les "pays de la crise" ont enregistré de belles avancées dans la réforme de leur économie et certains pays, comme l'Espagne et l'Irlande, redeviennent attrayants pour de nouveaux investissements. Dans ce contexte, l'euro et la Banque centrale européenne sont sortis renforcés de la crise. Tous deux ont été d'importants facteurs de stabilité au cours de la crise financière.

Le groupe Ackermans & van Haaren s'est bien adapté à la crise des 6 dernières années. Bien que le groupe ait suivi une stratégie défensive, AvH a réussi, pendant les années de crise (2008-2013), à faire croître ses fonds propres de 48,4% pour atteindre 2.251,5 millions d'euros. Ceci s'est également traduit par la constitution d'importantes liquidités. Après le renforcement de notre pôle financier, avec l'achat de JM Finn & Co et ABK en 2011, cette stratégie prudente a fourni au groupe les moyens de franchir, à la fin de la crise, un nouveau pas important dans le développement de nos intérêts historiques dans notre pôle construction et travaux maritimes.

Le bon partenariat avec le groupe Vinci et avec la direction de **CFE** a permis de créer pour toutes les parties concernées, y compris les actionnaires d'AvH, une "structure de gouvernance" plus efficiente.

L'acquisition de CFE représente un nouveau défi pour l'équipe de direction d'AvH. Le redéploiement de nos intérêts dans CFE et la mise en place de processus adaptés pour l'encadrement de ce nouveau groupe d'envergure constituent clairement une priorité. Comme en 1974, lors de la fusion entre les activités de dragage d'AvH et la "Société Générale de Dragage", cette nouvelle étape représente une amélioration notable sur le plan opérationnel et financier grâce au regroupement de la plupart des activités sous un même toit.

Durant la dernière année de la crise financière, AvH a une nouvelle fois enregistré un résultat des participations en hausse, à 192 millions d'euros en 2013 contre 172 millions d'euros en 2012. Ce résultat a entraîné une nouvelle augmentation des fonds propres consolidés, qui s'établissent ainsi à 2.251,5 millions d'euros (2.003,3 millions d'euros en 2012). Même après l'acquisition de CFE, notre bilan n'affiche toujours pratiquement aucune dette (3 millions d'euros de dettes financières nettes après l'acquisition).

Après l'intégration de l'entière des activités de CFE et DEME, le chiffre d'affaires du groupe grimpe à 5,7 milliards d'euros (3,3 milliards d'euros en 2012). Le chiffre d'affaires hors UE s'élève ainsi à 2,3 milliards d'euros, si bien que la part hors UE s'établit désormais à 40% du chiffre d'affaires du groupe (contre moins d'un tiers l'année précédente). Il en résulte que dans le futur, la croissance du groupe sera encore plus soutenue par l'expansion économique en dehors du monde industriel traditionnel.

Dans le segment **Marine Engineering & Infrastructure**, le chiffre d'affaires et l'EBITDA de **DEME** (AvH 60,4% à partir de 2014, 50% en 2013) augmentent respectivement de 32% et 25% pour atteindre le niveau record de 2,5 milliards d'euros (1,9 milliard d'euros en 2012) et 438 millions d'euros (351 millions d'euros en 2012) respectivement. En conséquence, le résultat net a progressé de 22% pour s'établir à 109 millions d'euros (89 millions d'euros en 2012).

Malgré cette forte croissance, le chiffre d'affaires dans l'UE est resté stable à 44% (45% en 2012). Il y a eu clairement un transfert de chiffre d'affaires vers l'Asie – Australie incluse – qui passe à 31%, contre 20% en 2012. Au niveau des activités, le chiffre d'affaires a surtout progressé dans les travaux maritimes, qui passent de 14% à 22% en 2013. Cette évolution a été soutenue principalement par les activités dans le secteur de l'énergie renouvelable. Dans le même temps, il y a eu une expansion vers le secteur du pétrole et du gaz, où notre clientèle est passée de 22% en 2012 à 27% en 2013.

Les activités de DEME continuent à s'appuyer sur les grandes tendances économiques de la nouvelle décennie : la croissance continue de la population mondiale, le réchauffement de la planète qui entraîne une montée des eaux, l'expansion du PIB au niveau mondial combinée à l'expansion du commerce mondial, et enfin l'augmentation de la consommation d'énergie et de matières premières dans le monde. La prise en compte de ces évolutions à long terme a contribué à notre décision d'intensifier les investissements dans DEME. Celle-ci a encore été renforcée par la confiance que nous inspirent le caractère entrepreneurial de la direction de DEME et les diverses nouvelles technologies qui sont à la base de la croissance de l'entreprise.

Dans le segment **Private Banking** également, les résultats d'AvH ont atteint un niveau record. Grâce à un important afflux de nouveaux actifs et à l'évolution positive du marché, **Delen Investments** a vu ses actifs confiés croître de 14% pour s'établir à 29,5 milliards d'euros, ce qui constitue un nouveau record, tant en Belgique qu'au Royaume-Uni. Avec un cost-income ratio de 54,8% (42,4% en Belgique), la direction de Delen Private Bank est fidèle à sa réputation en matière d'efficacité. Cela se traduit par un solide ratio Core Tier1 de 25,3% (23,1% en 2012) et par un résultat net record de 76 millions d'euros (62,6 millions d'euros en 2012). L'offre d'une gestion patrimoniale prudente visant à protéger les liquidités croissantes de l'épargnant européen est parfaitement en phase avec la stratégie de la banque.

La **Banque J.Van Breda & C°** a vu les avoirs confiés par les entrepreneurs et professions libérales croître de 1 milliard d'euros pour s'établir à 9 milliards d'euros. Ceci a entraîné, chez Delen Private Bank, une augmentation de 500 millions d'euros des avoirs confiés des clients de la Banque J.Van Breda & C°, lesquels ont atteint 3 milliards d'euros. Le portefeuille de crédits de 3,5 milliards d'euros (3,3 milliards d'euros en 2012) est totalement en équilibre avec les dépôts de clients confiés à la banque (3,7 milliards d'euros, contre 3,4 milliards d'euros en 2012). Cette croissance équilibrée se traduit aussi par un résultat net courant record de 31,5 millions d'euros (contre 27,7 millions d'euros en 2012). En dépit des ratios de capital solides et de la réussite commerciale de la banque, nous restons préoccupés par l'évolution des charges fiscales qui pèsent sur les dépôts de clients et qui, pour une banque belge, sont 31 points de base plus élevées que pour un concurrent étranger sur notre marché.

Le segment **Real Estate, Leisure & Senior Care** a affiché une contribution au bénéfice de 15,8 millions d'euros, en progression par rapport aux 3,6 millions d'euros de 2012. Il le doit en grande partie au redressement d'**Extensa**, qui a pu renouer avec ses bénéfices traditionnels dans le domaine des lotissements et dont l'activité de promotion a montré les premiers signes de reprise en termes de bénéfices. Nous pensons que cette tendance se poursuivra durant l'exercice en cours.

Au niveau de **Leasinvest Real Estate**, l'orientation stratégique vers la distribution et le Luxembourg porte ses fruits. Soutenue par une augmentation de capital de 60,7 millions d'euros en 2013, par le placement d'une émission obligataire publique de 75 millions d'euros et par un placement privé de 20 millions d'euros, LRE a connu en 2013 une croissance importante, mais aussi équilibrée. Il en résulte un bénéfice record de 26,9 millions d'euros (20,5 millions d'euros en 2012). Sur le plan stratégique, la sicaf est bien positionnée pour l'exercice en cours.

Groupe Financière Duval et **Anima Care** procèdent tous deux aux investissements nécessaires pour assurer leur croissance et leur rentabilité dans le futur.

Le segment **Energy & Resources** a apporté, en 2013, une contribution de 8,7 millions d'euros, contre 16,4 millions d'euros en 2012. La diminution du résultat de **Sipef** (de 68 millions USD à 56 millions USD) est liée à une baisse des prix de l'huile de palme de 142 USD la tonne en moyenne et des prix du caoutchouc de 582 USD la tonne en moyenne. En outre, les conditions climatiques difficiles ont entraîné une réduction de 4,5% des volumes de production d'huile de palme. Néanmoins, l'augmentation actuelle des prix de l'huile de palme de plus de 100 USD la tonne offre une base solide pour l'exercice en cours. Le groupe est convaincu que les investissements conséquents en nouvelles plantations porteront leurs fruits dans les années à venir.

La modification du cadre réglementaire en Flandre a eu une influence très négative sur la rentabilité et les perspectives de la centrale biomasse de **Max Green**. Le groupe a dès lors décidé d'amortir la totalité de son investissement. Les activités de **Sagar Cements** dans le domaine du ciment en Inde connaissent également des conditions de marché difficiles.

Dans le segment **Development Capital**, les résultats sont très divers. Au début de l'année passée, la participation dans Spano a été vendue, ce qui s'est traduit par une plus-value de 34 millions d'euros pour AvH. Celle-ci a pu être réalisée grâce au partenariat avec la famille Ide et il en a résulté un I.R.R. de 19% sur une période de 7 ans. Les pertes chez Hertel (12 millions d'euros part AvH) et chez Corelio (4 millions d'euros part AvH) ont conduit à une diminution de la contribution du segment Development Capital. Ces pertes ne devraient pas avoir de caractère récurrent lors de l'exercice en cours. Après la vente de Spano, la valeur de l'actif net corrigée de ce segment a une nouvelle fois augmenté et s'établit à 511 millions d'euros (481 millions d'euros fin 2012).

Avec l'investissement dans CFE (138 millions d'euros en cash), la trésorerie nette du groupe est devenue légèrement négative (-3,1 millions d'euros).

En dépit de la croissance des fonds propres du groupe à 2.251,5 millions d'euros (2003,3 millions d'euros en 2012), du bénéfice net de 294 millions d'euros et des perspectives positives pour l'année en cours, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale une augmentation limitée du dividende de 3 eurocents pour le porter à 1,70 euro brut par action. Cette décision a été prise dans le contexte de l'intégration de CFE et de la reconstitution de la trésorerie historique du groupe.

Nous remercions tous les collaborateurs du groupe pour les bons résultats obtenus dans une conjoncture difficile.

26 mars 2014

Luc Bertrand
Président du comité exécutif

Jacques Delen
Président du conseil d'administration



RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cher actionnaire,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation notre rapport sur les activités de notre société au cours de l'exercice écoulé ainsi que les comptes statutaires et consolidés clôturés au 31 décembre 2013. Les rapports annuels portant sur les comptes annuels statutaires et consolidés ont été réunis, conformément à l'article 119 C. Soc.

I Comptes annuels statutaires

1. Capital et actionnariat

Au cours de l'exercice écoulé, aucune modification n'est intervenue dans le capital de la société. Le capital souscrit est de 2.295.278 euros et est représenté par 33.496.904 actions sans mention de valeur nominale. Toutes les actions ont été entièrement libérées.

Dans le cadre du plan d'options sur actions, 49.500 nouvelles options ont été attribuées en 2013. L'ensemble des options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2013 donnent droit à l'acquisition de 330.500 actions Ackermans & van Haaren (0,99%).

La société a reçu, le 31 octobre 2008, une communication en matière de transparence dans le cadre du régime transitoire de la loi du 2 mai 2007, Scaldis Invest SA ayant – conjointement avec Stichting Administratiekantoor "Het Torentje" – communiqué son pourcentage de participation. Les données pertinentes de cette communication en matière de transparence peuvent être consultées sur le site internet de la société (www.avh.be).

2. Activités

Pour un aperçu des principales activités du groupe au cours de l'exercice 2013, nous renvoyons au Message des présidents (p. 16).

3. Commentaires sur les comptes annuels statutaires

3.1 Situation financière au 31 décembre 2013

Les comptes annuels statutaires ont été établis conformément à la législation comptable belge.

Le total du bilan s'élève, fin 2013, à 2.381 millions d'euros, ce qui représente une diminution par rapport à l'année précédente (2012 : 2.424 millions d'euros). L'actif comprend 12 millions d'euros d'immobilisations corporelles (principalement l'immeuble de bureaux situé dans la Begijnenvest et la Schermersstraat à Anvers), 44 millions d'euros de placements de trésorerie et 2.311 millions d'euros d'immobilisations financières.

L'investissement principal en 2013 a été l'acquisition du contrôle exclusif de Compagnie d'Entreprises CFE SA ("CFE") par l'apport de notre participation de 50% dans D.E.M.E. SA ("DEME") et la reprise de la moitié de la participation de Vinci Construction S.A.S. dans CFE (à savoir 23,42% avant augmentation de capital).

Du côté du passif du bilan, la distribution du dividende de 57 millions d'euros et la perte de l'exercice de 155 millions d'euros se soldent par une diminution des fonds propres, lesquels s'établissent à 1.426 millions d'euros (2012 : 1.639 millions d'euros). En 2013 également, les dettes financières à court terme se composent pour l'essentiel de dettes financières contractées à l'égard d'AvH Coordination Center, une société qui fait partie intégrante du groupe et qui joue le rôle de banquier





interne du groupe. Les autres dettes incluent déjà la répartition bénéficiaire proposée à l'assemblée générale ordinaire pour l'exercice 2013.

En tenant compte de la répartition bénéficiaire proposée à l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2014, les fonds propres statutaires d'Ackermans & van Haaren s'élèvent, fin 2013, à 1.426 millions d'euros, contre 1.639 millions d'euros fin 2012. Dans ce montant, il n'est pas tenu compte des plus-values latentes présentes dans le portefeuille d'Ackermans & van Haaren et des sociétés du groupe.

Au cours de l'année 2013, Ackermans & van Haaren a acheté 258.287 actions propres et en a vendu 252.262. Ces mouvements s'inscrivent à la fois dans le cadre de l'exécution du plan d'options sur actions et du contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux qui est entré en vigueur le 1er juillet 2013.

3.2 Affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter comme suit le résultat (en euros) :

Bénéfice reporté de l'exercice précédent	1.464.602.196
Perte de l'exercice	155.487.541
Total à affecter	1.309.114.655
Dotation à la réserve légale	0
Dotation aux réserves indisponibles	5.941.112
Dotation aux réserves disponibles	0
Rémunération du capital	56.944.737
Tantièmes	400.300
Bénéfice à reporter	1.245.828.506

Le conseil d'administration propose de distribuer un dividende brut de 1,70 euro par action. Après retenue du précompte mobilier, le dividende net s'élève à 1,2750 euro par action.

Si l'assemblée générale ordinaire approuve cette proposition, le dividende sera mis en paiement à partir du 6 juin 2014.

Nous souhaitons porter à l'attention des détenteurs d'actions au porteur que les actions au porteur qui n'avaient pas été converties en actions nominatives ou en actions dématérialisées pour le 31 décembre 2013 au plus tard, ont été converties de plein droit en actions dématérialisées le 1er janvier 2014. Ces actions ont été inscrites sur un

compte-titres au nom d'Ackermans & van Haaren. Les droits liés à ces actions (droit de vote, droit de participation au bénéfice, etc.) ont été suspendus. Le détenteur de telles actions peut à nouveau faire valoir ses droits en se présentant à sa banque muni de ses titres au porteur et en demandant que les actions soient inscrites à son nom. Nous conseillons à ces actionnaires de prendre contact à cet effet avec leur banque au cours de cet exercice.

Après cette répartition, les fonds propres s'élèvent à 1.425.789.485 euros et se composent comme suit :

Capital	
- Souscrit	2.295.278
- Primes d'émission	111.612.041
Réserves	
- Réserve légale	248.081
- Réserves indisponibles	18.296.918
- Réserves immunisées	0
- Réserves disponibles	47.508.662
Bénéfice reporté	1.245.828.506
Total	1.425.789.485

3.3 Perspectives

Comme les années antérieures, les résultats de l'exercice en cours dépendront dans une large mesure des dividendes qui seront distribués par les sociétés du groupe et de la réalisation de plus-values et/ou moins-values éventuelles.



4. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Depuis la clôture de l'exercice 2013, il ne s'est produit aucun fait marquant de nature à influencer de manière significative le développement de la société, excepté ceux qui sont mentionnés au point II.3 ci-après.

5. Recherche et développement

La société n'a entrepris aucune activité en matière de recherche et développement.

6. Instruments financiers

Au sein du groupe, des instruments financiers pour la gestion des risques peuvent être utilisés. Il s'agit notamment d'instruments financiers visant à maîtriser les risques liés à des taux d'intérêts ou des taux de change fluctuants. Les contreparties de ces instruments financiers sont exclusivement des banques de premier plan. Fin 2013, ni Ackermans & van Haaren, ni aucune autre participation consolidée intégralement dans le segment 'AvH & subholdings', n'avaient de tels instruments en cours.

7. Communications

7.1 Application de l'article 523 du Code des Sociétés

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren du 13 novembre 2013 :

'Rapport du comité des rémunérations du 13 novembre 2013

Avant que le conseil d'administration n'entame la délibération sur l'approbation des recommandations du comité des rémunérations, Luc Bertrand signale qu'en tant que bénéficiaire final d'une éventuelle augmentation de la prime annuelle (à charge de la société) à l'assurance de groupe, il a un intérêt direct de nature patrimoniale en opposition avec la décision proposée, au sens de l'article 523 C. Soc.

A l'issue de cette réunion, Luc Bertrand, conformément à l'article 523 C. Soc., informera le commissaire de la société du conflit d'intérêt. Luc Bertrand quitte la réunion et ne prend pas part à la délibération et à la prise de décision sur ce point. Pierre Macharis rend compte de la réunion du comité des rémunérations qui s'est déroulée ce matin.

Le conseil d'administration approuve toutes les recommandations.

Les conséquences patrimoniales pour la société qui résultent de l'approbation de l'augmentation de la prime à l'assurance de groupe au profit de Luc Bertrand se limitent à une augmentation de la prime mensuelle de 9.833,32 euros et au paiement d'une prime unique de 80.000 euros. Luc Bertrand rejoint à nouveau la réunion.'

'Mandat pour l'attribution d'options sur actions

Avant que le conseil d'administration n'entame la délibération sur l'attribution d'options sur actions, Luc Bertrand signale qu'en tant que bénéficiaire du plan d'options sur actions, il a un intérêt direct de nature patrimoniale en opposition avec la décision proposée, au sens de l'article 523 C. Soc.

A l'issue de cette réunion, Luc Bertrand, conformément à l'article 523 C. Soc., informera le commissaire de la société du conflit d'intérêt. Luc Bertrand quitte la réunion et ne prend pas part à la délibération et à la prise de décision sur ce point. Sur la base des recommandations formulées par le comité des rémunérations, le conseil d'administration décide, dans le cadre de l'actuel plan d'options sur actions, d'accorder à Jacques Delen et Luc Bertrand, chacun agissant séparément, un pouvoir spécial en vue d'offrir un maximum de 50.000 options sur actions Ackermans & van Haa-



ren aux membres du comité exécutif et à certains membres du personnel et prestataires de services indépendants d'Ackermans & van Haaren et de Sofinim.

L'offre des options doit avoir lieu le 2 janvier 2014. Comme les années précédentes, le prix d'exercice sera déterminé sur la base de la moyenne des cours de clôture de l'action pendant les 30 jours qui précèdent l'offre.

Etant donné que la société a pour politique de couvrir les options sur actions par le rachat d'actions propres, les conséquences patrimoniales pour la société sont en principe limitées (i) aux intérêts supportés ou non perçus sur la période allant du rachat des actions à la revente aux titulaires d'options, (ii) à la différence éventuelle entre le prix de rachat des actions propres et le prix d'exercice des options attribuées, et (iii) au coût comptable qui, conformément à l'IFRS 2, doit être exprimé dans le compte de résultats et qui a un impact sur le résultat par action.

Luc Bertrand rejoint à nouveau la réunion.'



7.2 Rémunération complémentaire du commissaire

Nous vous informons, conformément à l'article 134, §§ 2 et 4 C. Soc., que nous avons payé une rémunération complémentaire de 6.630 euros (hors TVA) à Ernst & Young Tax Consultants au titre de conseils fiscaux et 17.850 euros (hors TVA) à Ernst & Young Réviseurs d'entreprise au titre d'activités diverses.

7.3 Rachat ou cession d'actions propres

Le 25 novembre 2011, l'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren à racheter des actions propres dans une fourchette de prix déterminée, et ceci durant une période maximale de 5 ans.

Durant l'exercice 2013, Ackermans & van Haaren a racheté 258.287 actions propres en vue de couvrir ses engagements à la fois dans le cadre du plan d'options sur actions (75.000 actions) et dans le cadre de son contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux. Vous trouverez des informations plus détaillées à ce sujet dans les états financiers (p. 177).

Compte tenu de la vente de 72.000 actions suite à l'exercice d'options, la situation au 31 décembre 2013 se présente comme suit :

Nombre d'actions propres	310.225 (0,93%)
Pair comptable par action	0,07 euro
Prix moyen par action	58,87 euros
Valeur totale d'investissement	18.262.165 euros

Par ailleurs, Brinvest, une filiale directe d'Ackermans & van Haaren, détient encore 51.300 actions Ackermans & van Haaren.

7.4 Communication en vertu de la loi sur les offres publiques d'acquisition

Dans un courrier du 18 février 2008, Scaldis Invest a envoyé à la société une communication rédigée conformément à l'article 74, §7 de la loi du 1er avril 2007 relative aux offres publiques d'acquisition. Il ressort de cette communication que Scaldis Invest détient plus de 30% des titres avec droit de vote d'Ackermans & van Haaren et que Stichting Administratiekantoor "Het Torentje" détient le contrôle final sur Scaldis Invest.

7.5 Mécanismes de protection

(i) Pouvoirs de l'organe de gestion

Le 25 novembre 2011, l'assemblée générale extraordinaire a renouvelé l'autorisation accordée au conseil d'administration de procéder, dans le cas d'une offre publique d'achat sur les titres d'Ackermans & van Haaren, à une augmentation de capital selon les conditions et dans les limites de l'article 607 C. Soc.

Le conseil d'administration peut faire usage de cette autorisation pour autant que la notification de l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) informant la société qu'une offre publique d'achat lui a été notifiée, intervienne au plus tard trois ans après la date de l'assemblée générale extraordinaire précitée (soit le 25 novembre 2014). Le conseil d'administration est également autorisé, pendant une période de trois ans expirant le 14 décembre 2014, à acquérir ou à céder des actions de la société dès lors qu'une telle acquisition ou cession est nécessaire pour éviter à la société de subir un préjudice grave et menaçant.

(ii) Principales conventions

Le "Facilities Agreement" (contrat de crédit) que la société a conclu le 18 octobre 2013 avec BNP Paribas Fortis SA/NV pour le financement de la reprise de CFE confère à la banque le droit d'exiger le remboursement anticipé du montant principal du crédit et des intérêts dus en cas de modification du contrôle sur Ackermans & van Haaren.



DEME - Thornton Bank

II Comptes annuels consolidés

1. Risques et incertitudes

Dans ce chapitre sont décrits, en termes généraux, d'une part les risques auxquels Ackermans & van Haaren est confrontée en tant que société d'investissement internationale, et d'autre part les risques financiers et opérationnels liés aux différents segments dans lesquels elle est active (soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de ses participations).

Le comité exécutif d'Ackermans & van Haaren est responsable de l'élaboration d'un cadre de contrôle interne et de gestion des risques qui est soumis pour approbation au conseil d'administration. Le conseil d'administration est chargé d'évaluer la mise en application de ce cadre, en tenant compte des recommandations du comité d'audit. Au moins une fois par an, le comité d'audit évalue les systèmes de contrôle interne élaborés par le comité exécutif afin de s'assurer que les principaux risques ont été correctement identifiés, signalés et gérés. Les filiales d'Ackermans & van Haaren sont responsables de la gestion de leurs propres risques opérationnels et financiers. Ces risques, qui varient d'un secteur à l'autre, ne sont pas gérés de manière centrale au niveau d'Ackermans & van Haaren. Les équipes de direction des différentes filiales rendent compte de leur gestion des risques à leur conseil d'administration ou à leur comité d'audit.

Risques au niveau d'Ackermans & van Haaren

Risques stratégiques

L'objectif d'Ackermans & van Haaren est de créer de la valeur pour l'actionnaire en investissant à long terme dans un nombre limité de participations stratégiques. La présence d'opportunités d'investissement et de désinvestissement dépend toutefois des circonstances macroéconomiques, politiques et sociales. La réalisation de l'objectif peut être influencée négativement par des difficultés rencontrées lors de l'identification ou du financement de transactions ou lors de la reprise, de l'intégration ou de la vente de participations.

La définition et la mise en œuvre de la stratégie des participations dépendent également de ces circonstances macroéconomiques, politiques et sociales. En agissant comme un actionnaire proactif centré sur la création de valeur à long terme et le maintien d'une discipline opérationnelle et financière, Ackermans & van Haaren s'efforce de limiter ces risques autant que possible.

Dans le cadre de diverses participations, Ackermans & van Haaren travaille en collaboration avec des partenaires. Dans Delen Investments, le contrôle est partagé avec la famille Jacques Delen. Les décisions stratégiques requièrent l'accord préalable des deux partenaires. Dans certaines participations, AvH détient un intérêt minoritaire. Le contrôle plus limité qui peut en résulter pourrait engendrer des risques relativement plus

importants, mais ceci est compensé par une collaboration étroite et une représentation active au sein du conseil d'administration des participations concernées.

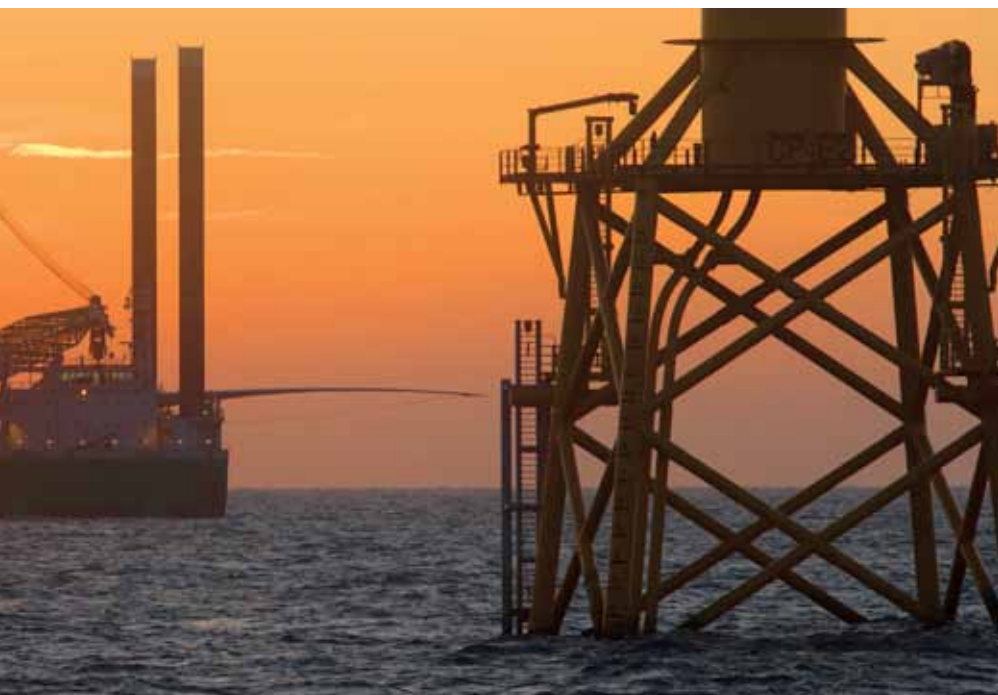
Risques liés à la cotation en bourse

En raison de sa cotation sur NYSE Euronext Brussels, Ackermans & van Haaren est soumise à des dispositions relatives, entre autres, aux obligations en matière d'information, aux notifications de transparence, aux offres publiques d'acquisition, à la gouvernance d'entreprise et au délit d'initié. Ackermans & van Haaren accorde l'attention requise au suivi et au respect de cette législation et de cette réglementation qui font régulièrement l'objet de modifications.

La volatilité sur les marchés financiers a une influence sur la valeur de l'action d'Ackermans & van Haaren (et de certaines de ses participations cotées). Comme indiqué plus haut, Ackermans & van Haaren vise une création systématique de valeur pour l'actionnaire sur le long terme. Les variations de cours à court terme et la spéculation y afférente peuvent engendrer temporairement un profil de risque divergent pour l'actionnaire.

Risque de liquidité

Ackermans & van Haaren a des moyens suffisants à sa disposition pour mettre sa stratégie en application et vise une position sans dettes financières



Van Laere - Hangar d'aviation TUI

nettes. Les filiales sont responsables de leur propre financement de dettes, étant entendu qu'Ackermans & van Haaren, en principe, ne fournit pas de lignes de crédit ou de sûretés au profit de ses participations. En décembre 2013, AvH a utilisé pour 88 millions d'euros de crédit à moyen terme (3 ans) dans le cadre de l'acquisition du contrôle sur CFE. Les autres dettes financières externes 'd'AvH & subholdings' correspondent plus ou moins aux certificats de trésorerie émis par Ackermans & van Haaren (programme 'commercial paper'). Ackermans & van Haaren dispose de lignes de crédit confirmées auprès de différentes banques avec lesquelles elle entretient une collaboration à long terme, lesquelles dépassent largement les obligations en cours en matière de commercial paper. Le conseil d'administration estime que le risque de liquidité est assez limité.

Risques au niveau des participations

Marine Engineering & Infrastructure

Les risques opérationnels dans ce segment sont principalement liés à l'exécution de travaux d'entreprise souvent complexes, sur terre et sur l'eau, et portent notamment sur les éléments suivants : la conception technique des projets et l'intégration de nouvelles technologies ; la fixation du prix lors d'une adjudication avec, en cas de divergence, la possibilité ou l'impossibilité de se couvrir contre les surcoûts et les augmentations de prix ; les obli-

gations liées aux prestations (coût, conformité, qualité, délai d'exécution) avec les conséquences directes et indirectes qui en résultent ; et l'intervalle entre l'offre et l'exécution effective. Pour pouvoir faire face à ces risques, les différentes participations travaillent avec des collaborateurs qualifiés et expérimentés. Ackermans & van Haaren est, en principe, impliquée uniquement dans les décisions stratégiques au niveau du conseil d'administration et dans la sélection de la haute direction de *DEME*, *CFE* et *Van Laere* entre autres, et non dans la gestion des risques opérationnels énumérés ci-dessus.

Le secteur de la construction et du dragage est particulièrement sensible aux fluctuations **conjoncturelles**. Le marché des grands travaux traditionnels de dragage et d'infrastructure peut subir de fortes variations cycliques, que ce soit au niveau national ou international. Ceci influence en effet la politique d'investissement, tant des clients privés (p. ex. compagnies pétrolières ou groupes miniers) que des autorités locales et nationales. *DEME* et *Rent-A-Port*, étant active dans des pays comme Oman, le Qatar, le Vietnam et le Nigeria, sont exposées à des **risques politiques**. Les relations personnelles et un solide réseau local constituent ici les principaux facteurs de gestion du risque.

DEME est active dans une large mesure en dehors de la zone euro et est dès lors exposée à un **risque de change**. *DEME* se couvre contre les fluctuations des taux de change ou procède à la vente à terme de devises étrangères. Certains matériaux ou matières premières, comme les carburants,

sont également couverts. Chez *CFE*, la plupart des activités se déroulent à l'intérieur de la zone euro, mais on s'efforce néanmoins, s'il y a lieu, de limiter l'exposition aux fluctuations de devises étrangères. Bien que *Rent-A-Port* soit surtout active dans des pays extérieurs à la zone euro, elle est principalement exposée à l'USD, étant donné que la plupart des contrats commerciaux sont conclus dans cette devise.

Vu l'importance des contrats dans ce segment, le **risque de crédit** est aussi suivi de très près. Tant *DEME* que *CFE* ont établi des procédures afin de limiter le risque de leurs créances clients. En outre, une grande partie du chiffre d'affaires consolidé est réalisée avec des clients publics ou semi-publics. D'autre part, la concentration du risque de contrepartie est limitée en raison du grand nombre de clients. Pour canaliser le risque, les participations concernées surveillent en permanence les créances clients en souffrance et ajustent, le cas échéant, leurs dispositions. C'est ainsi que *DEME*, dans le cadre d'importants contrats à l'étranger, fait régulièrement appel au Credendo Group (l'ancien Office national du Ducroire), pour autant que le pays en question entre en ligne de compte et que le risque puisse être couvert par une assurance crédit. Pour les grands travaux de dragage et d'infrastructure, *DEME* dépend de la capacité des clients d'obtenir le financement requis et peut, le cas échéant, organiser le financement du projet. Le risque de crédit, bien qu'il soit limité, ne peut néanmoins jamais être totalement exclu. *Rent-A-Port*, compte tenu du type d'activités dans lesquelles le groupe est actif, a un nombre limité de clients et de contreparties. Il court, de ce fait, un

risque accru en matière de crédit. Le groupe parvient à réduire fortement ce risque en s'assurant une couverture contractuelle adéquate, mais aussi en nouant et en entretenant des relations solides avec ses clients. Van Laere facture et est payée au prorata de l'avancement des travaux. A la *SNTC*, le risque de discontinuité des revenus est jugé relativement faible dans la mesure où l'entreprise a conclu des contrats de transport à long terme avec de grandes sociétés pétrochimiques nationales ou internationales.

Le **risque de liquidité** est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes banques, et d'autre part en les répartissant dans une large mesure à long terme. DEME veille en permanence à sa structure de bilan et s'efforce de maintenir un équilibre entre les fonds propres consolidés d'une part, les dettes nettes consolidées d'autre part. DEME dispose d'importantes lignes de crédit et de garantie auprès d'un grand nombre de banques internationales. Dans les contrats de crédit auprès des banques concernées, des ratios (covenants) déterminés ont été convenus dans certains cas et doivent être respectés par DEME. Elle dispose en outre d'un programme 'commercial paper' pour les besoins financiers à court terme. Les investissements de DEME portent principalement sur du matériel qui a une longue durée de vie et qui est amorti sur plusieurs années. DEME veille par conséquent à structurer une partie importante de ses dettes sur le long terme. Par ailleurs, pour diversifier ses sources de financement, DEME a émis en janvier 2013 un emprunt obligataire pour 200 millions d'euros. Cet emprunt a été placé auprès d'un groupe diversifié d'investisseurs (principalement privés). Conformément aux modalités de l'émission, DEME ne procédera à aucun remboursement intermédiaire du capital, mais remboursera la totalité à l'échéance en 2019.

Private Banking

Le **risque de crédit** et le profil de risque du portefeuille de placements sont délibérément maintenus à un niveau très bas depuis de longues années, aussi bien chez *Delen Investments* qu'à la *Banque J. Van Breda & C°*. Les banques investissent de manière conservatrice. Chez *Delen Private Bank*, l'octroi de crédits est très limité en termes de volume, dans la mesure où ceci n'est qu'un produit de soutien dans le cadre de la gestion de fortune. Les crédits octroyés concernent le plus souvent des besoins en matière de crédit pont et sont amplement couverts par un gage sur un portefeuille de titres. Chez *JM Finn & Co*, le risque de crédit est très limité. Le portefeuille de crédits de la Banque J. Van Breda & C° est largement réparti parmi la clientèle d'entrepreneurs et titulaires de professions libérales locaux chez Banque J. Van

Breda & C° et des cadres et indépendants chez ABK. La banque applique à cet effet des limites de concentration par secteur et des plafonds de crédit par relation.

La Banque J. Van Breda & C° mène une politique prudente en ce qui concerne le **risque de taux d'intérêt**, largement dans les limites des normes de la BNB. Lorsque les durées des éléments d'actif et de passif ne concordent pas suffisamment, la banque a recours à des instruments financiers (une combinaison de swaps de taux d'intérêt et d'options) pour corriger cet écart. Chez *Delen Private Bank*, le risque de taux d'intérêt est limité, en raison du fait que la banque se consacre principalement à la gestion de patrimoine.

Delen Investments s'efforce de limiter en permanence le **risque de change**. Les positions en devises sont systématiquement suivies et couvertes sur le marché au comptant. L'exposition nette à la livre britannique est actuellement limitée dans la mesure où l'impact d'une fluctuation du taux de change sur les fonds propres de *JM Finn & Co* est neutralisé par un impact inverse sur l'engagement de liquidité envers les 26,51% restants dans *JM Finn & Co*.

Le **risque de liquidité et de solvabilité** est surveillé en permanence grâce à une gestion des risques proactive. Les banques veulent s'assurer à tout moment qu'elles répondent aux exigences réglementaires et maintiennent un niveau de capitalisation amplement suffisant pour faire face au niveau de l'activité et aux risques pris. En outre, les deux groupes disposent de liquidités plus que suffisantes pour satisfaire à leurs obligations, même en cas de circonstances imprévues sur le marché, et présentent des ratios de capitaux propres Core Tier1 solides.

Les deux banques disposent d'une protection suffisante contre le **risque lié à la volatilité des revenus**. Les frais d'exploitation de *Delen Private Bank* sont plus que suffisamment couverts par la proportion de revenus fixes, tandis qu'à la Banque J. Van Breda & C°, les revenus de la banque de relation sont très diversifiés, aussi bien en termes de clients que de produits, et sont complétés par l'activité spécialisée 'vendor' pour concessionnaires automobiles (*Van Breda Car Finance*).

Le **risque de marché** peut provenir, d'une part, des placements très limités à court terme et en nom propre de *Delen Private Bank* dans des titres non porteurs d'intérêts et, d'autre part, de positions ouvertes sur les comptes intermédiaires via lesquels des titres sont négociés pour des porte-



Banque J. Van Breda & C°



Extensa - Bruxelles Environnement



Max Green - Rodenhuis (Gand)



Banque J. Van Breda & C°



feuilles de clients. Le but est que les positions sur ces comptes intermédiaires soient liquidées, afin que la banque ne soit pas soumise à un risque de marché.

Real Estate, Leisure & Senior Care

Les risques opérationnels dans le secteur immobilier peuvent être classés en fonction des différentes étapes du processus. Un premier élément crucial est la qualité de l'offre de bâtiments et de services. Ensuite, des contrats de location à long terme avec des locataires solvables doivent permettre d'assurer un taux d'occupation le plus élevé possible des biens et des services ainsi qu'un flux de revenus récurrents, et doivent limiter le risque de défaut de paiement. Enfin, le risque de rénovation et d'entretien est également suivi en permanence.

L'activité de promotion immobilière est exposée à de fortes variations cycliques (**risque de conjoncture**). Dans le domaine des immeubles de bureau, les activités de promotion immobilière suivent avant tout le cycle de conjoncture classique, tandis que les activités résidentielles réagissent plutôt de manière directe à la conjoncture, à la confiance et au niveau des taux d'intérêt. *Extensa Group* est présent aussi bien dans le BeLux (où se situe l'essentiel de son activité) qu'en Turquie, Roumanie et Slovaquie, et est donc soumis également à la conjoncture locale. La répartition des activités immobilières entre différents secteurs (notamment résidentiel, logistique, bureaux, retail) a cependant pour effet de limiter ce risque.

Le risque de change est très limité dans la mesure où la majeure partie des activités se situe dans le BeLux, à l'exception des activités d'*Extensa* en Turquie (risque lié à l'USD et à la livre turque) et en Roumanie (risque lié au RON). *Leasinvest Real Estate* et *Extensa Group* disposent à suffisance de facilités de crédit à long terme et de lignes de back-up pour leur programme 'commercial paper' pour couvrir les besoins d'investissement actuels et futurs.

Grâce à ces facilités de crédit et lignes de back-up, le risque de financement est couvert. **Le risque de liquidité** est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes banques, et d'autre part en diversifiant les dates d'échéance des facilités de crédit à long terme. LRE a réalisé avec succès, en 2013, une augmentation de capital de 60,7 millions d'euros, suivie par le groupe AvH à concurrence de sa participation (30,01%), et a émis des obligations pour 95 millions d'euros,

respectivement sur le marché obligataire public (75 millions d'euros) et privé (20 millions d'euros). La politique de couverture des activités immobilières vise à limiter autant que possible **le risque de taux d'intérêt**. Pour cela, il est fait usage d'instruments financiers comme les collars de taux d'intérêt spot & forward, les interest rate swaps et les CAP.

Energy & Resources

Dans ce segment, l'accent est mis sur des entreprises actives dans les marchés émergents comme l'Inde, l'Indonésie et la Pologne. Etant donné que les entreprises en question sont, dans une large mesure, actives en dehors de la zone euro (*Sagar Cements* et *Oriental Quarries & Mines* en Inde, *Sipef* entre autres en Indonésie et Papouasie-Nouvelle-Guinée), **le risque de change** (tant au niveau du bilan que du compte de résultats) est plus significatif dans ce segment que dans les autres. Les développements **géopolitiques** dans ces régions constituent également un point d'attention particulier.

Les volumes produits et, par voie de conséquence, le chiffre d'affaires et les marges réalisées par *Sipef*, sont influencés dans une certaine mesure par les conditions **climatiques**, notamment les précipitations, l'ensoleillement, la température et le taux d'humidité.

Quant à savoir si le groupe réussira par ailleurs à réaliser **l'expansion** supplémentaire envisagée, cela dépendra de l'acquisition de nouveaux contrats de concession pour des terres qui soient appropriées sur le plan agronomique et qui cadrent avec la politique de développement durable, à des conditions économiquement fondées.

Le groupe est également exposé aux variations de prix des **matières premières** (p.ex. principalement huile de palme et huile de palmiste pour *Sipef*, charbon pour *Sagar Cements*).

Enfin, le groupe est actif dans la production d'énergie renouvelable. Un cadre **réglementaire** stable et clairement défini, garantissant aux projets un soutien à la fois indispensable et prévisible, est essentiel pour le développement de ce genre de projets. Dans la réalité, toutefois, le cadre réglementaire est régulièrement modifié, ce qui peut avoir un impact important sur les résultats de ces projets.

Development Capital

Ackermans & van Haaren fournit du capital à risque à un nombre limité d'entreprises qui présentent un

Sipef - Plantules de palmiers à huile en pré-pépinière (Nord Sumatra)



DEME - Valdemarsvik (Suède)

potentiel de croissance internationale. L'horizon d'investissement est plus long, en moyenne, que celui des acteurs traditionnels sur le marché du private equity. Ces investissements se font en général à des taux d'endettement conservateurs, aucune avance ou sûreté n'étant en principe octroyée aux participations concernées ou à leur profit. Le caractère diversifié de ces investissements contribue en outre à une répartition équilibrée des risques économiques et financiers. En règle générale, Ackermans & van Haaren finance ces investissements avec des capitaux propres.

La situation **conjoncturelle** a un impact direct sur les résultats des participations, surtout en ce qui concerne les entreprises plus cycliques ou dépendantes des consommateurs. La répartition des activités des participations entre différents secteurs assure une protection partielle contre ce risque.

Chaque participation est exposée à **des risques opérationnels** spécifiques, comme les fluctuations des prix des services et matières premières, la capacité d'adapter les prix de vente et les risques de concurrence. Les entreprises suivent elles-mêmes ces risques et peuvent tenter de les limiter par une discipline opérationnelle et financière et par une stratégie cohérente. Sur ce plan, le suivi et le contrôle par Ackermans & van Haaren en tant qu'actionnaire proactif jouent également un rôle important.

Différentes participations (comme *Hertel*, *Manuchar* et *Egemin*) sont largement actives en dehors de la zone euro. Dans ces cas-là, **le risque de change** est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

2. Commentaires sur les comptes annuels consolidés

Les comptes annuels consolidés ont été établis selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Le total du bilan consolidé du groupe au 31 décembre 2013 s'élève à 10.888 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 60% par rapport au 2012 (6.822 millions d'euros). Ce total du bilan est bien entendu influencé par la manière dont certaines participations sont intégrées dans la consolidation. Le total du bilan a fortement augmenté en raison de l'intégration complète de CFE et DEME suite à la reprise de CFE.

Les règles d'évaluation ont été adaptées sans impact notable.

Les fonds propres (part groupe) s'élèvent, fin 2013, à 2.252 millions d'euros, soit une hausse de 248 millions d'euros par rapport au 2012. En juin 2013, AvH a distribué un dividende brut de 1,67 euro par action, ce qui a entraîné une diminution des fonds propres de 55,3 millions d'euros.

Outre l'acquisition de la participation de 60,4% dans CFE, acquittée pour 138 millions d'euros, AvH a également investi dans plusieurs entreprises présentes dans son portefeuille. Les montants les plus importants portent sur le renforcement du capital de Hertel (37,5 millions d'euros), Anima Care (10,5 millions d'euros), Atenor (0,9 million d'euros) et LRE (0,5 million d'euros). D'autre part, les participations dans Corelio, Sipef et Sagar Cements ont été légèrement relevées. AvH a poursuivi, par ailleurs, la rationalisation de son portefeuille avec comme principale transaction la vente de sa participation dans le groupe Spano (72,92% via Sofinim). Le montant total des désinvestissements s'élève à 135,3 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice.



Groupe Financière Duval - Aren'Ice

Fin 2013, la dette financière nette d'Ackermans & van Haaren s'élevait à 3,1 millions d'euros, par rapport à une trésorerie nette positive de 87,9 millions d'euros fin 2012.

Une ventilation (économique) des résultats entre les différents pôles d'activités du groupe est fournie dans les 'Chiffres clés' annexés au rapport annuel.

Marine Engineering & Infrastructure: Chez DEME, le taux d'activité particulièrement élevé s'est traduit par un chiffre d'affaires franchissant pour la première fois la barre des 2,5 milliards d'euros et un bénéfice net en hausse (109,1 millions d'euros).

DEME (AvH 60,4% à partir de 2014 ; 50% en 2013) a affiché de très bonnes performances en 2013 avec un chiffre d'affaires de 2.532 millions d'euros (1.915 millions d'euros en 2012). Cette augmentation significative du chiffre d'affaires (32%) a été réalisée grâce à un taux d'activité élevé qui s'est traduit par une bonne occupation de la flotte, mais aussi grâce à la livraison de matériel aux grands projets éoliens de GeoSea pour quelque 230 millions d'euros. Le résultat net a augmenté, passant de 89 millions d'euros en 2012 à 109 millions d'euros en 2013.



Hertel - Princesse Amalia éolienne



NMC

Les activités de dragage traditionnelles représentaient, en 2013, 62% du chiffre d'affaires de DEME. Les spécialistes en travaux hydrauliques maritimes et offshore, en particulier GeoSea et Tideway, ont connu une très forte croissance sous l'influence du marché en plein essor des énergies renouvelables et des développements dans le secteur pétrolier et gazier. Les grands chantiers de DEME en Australie (Gladstone, Wheatstone) ont connu une évolution favorable et ont apporté une contribution positive au chiffre d'affaires et à la rentabilité de DEME en 2013. Au Moyen-Orient, l'aménagement d'un nouveau port à Doha (Qatar) a atteint sa vitesse de croisière. A Abu Dhabi, un chantier important a été remarquablement parachévé sur le plan technique mais donne lieu à des négociations avec le client en raison de travaux non prévus et de surcoûts importants. DEME a intégré ceci d'une manière prudente dans ses chiffres.

Le carnet de commandes s'est maintenu à un haut niveau (plus de 3 milliards d'euros) grâce à des commandes réparties entre tous les continents et toutes les activités. De grands projets liés au pétrole et au gaz (en Colombie, Venezuela, Australie, Irlande et Inde) ont ainsi été engrangés pour une valeur totale de 250 millions d'euros. Le groupe a également signé un important contrat pour le remblai de 148 ha dans le cadre de l'agrandisse-

ment de Jurong Island (Singapour) d'une valeur totale de 625 millions d'euros, dont environ la moitié pour DEME, et en plus, le groupe a obtenu des nouveaux contrats au Brésil et au Nigéria. D'autre part, GeoSea et Tideway ont ajouté 200 millions d'euros au carnet de commandes avec les parcs éoliens Kentish Flats Extension (Royaume-Uni) et Gode Wind (Allemagne).

Avec le paiement de la drague suceuse à désagrégateur Ambiorix début 2013, DEME a réglé la dernière tranche d'un important plan d'investissement. Le capex total, en ce compris les grandes réparations qui ont été activées, s'élève pour l'ensemble de l'exercice à 209 millions d'euros (2012 : 343 millions d'euros).

En 2013, DEME a diversifié ses sources de financement par l'émission d'un emprunt obligataire de 200 millions d'euros d'une durée de 6 ans.

Fin 2013, AvH a franchi un pas stratégique important avec l'acquisition du contrôle exclusif sur DEME, via **CFE**. L'accord qui avait été conclu en septembre avec Vinci a été finalisé le 24 décembre 2013.

Comme annoncé précédemment, AvH a apporté sa participation de 50% dans DEME dans le capital de CFE dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature d'une valeur de 550 millions d'euros en échange de l'émission de

12.222.222 nouvelles actions CFE. De même, AvH a acquis 3.066.440 actions CFE (représentant, avant l'augmentation de capital, 23,42% du capital de CFE) auprès de Vinci au prix de 45 euros par action, pour un montant total de 138 millions d'euros.

Le 31 décembre 2013, AvH détenait 15.288.662 d'actions dans CFE (60,39%).

En apportant dans CFE sa participation de 50% dans DEME, AvH est passée d'un contrôle conjoint à un contrôle exclusif. Conformément aux règles IFRS en la matière, AvH a été obligée de revaloriser sa participation de 50% dans le compte de résultats. Une plus-value de revalorisation de 109,4 millions d'euros a été inscrite dans le compte de résultats, à concurrence de la différence entre la valeur d'apport de 550 millions d'euros et la valeur comptable consolidée de DEME.

En dehors de cette plus-value, l'acquisition du contrôle de CFE n'a aucun impact sur le compte de résultats 2013 d'Ackermans & van Haaren, étant donné que les nouveaux pourcentages de participation ne seront appliqués qu'à partir du 1er janvier 2014. Dans le bilan consolidé au 31 décembre 2013, les participations dans CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy, respectivement, sont consolidées intégralement, ce qui entraîne une augmentation notable du total du bilan, lequel s'établit à 10.888 millions d'euros (2012 : 6.822



Leasinvest Real Estate - Motstraat (Malines)

millions d'euros). L'acquisition du contrôle de CFE et son traitement comme décrit ci-dessus résultent dans l'inscription d'un goodwill de 252,3 millions d'euros sur DEME et d'une obligation conditionnelle pour risques éventuels de 60,3 millions d'euros en rapport aux autres activités de CFE.

Après la finalisation des deux transactions, AvH, compte tenu du dépassement du seuil de 30% des actions avec droit de vote de CFE, a émis le 11 février 2014 une offre publique obligatoire sur toutes les actions CFE réparties dans le public, contre paiement de 45 euros par action.

Private Banking: Delen Investments et la Banque J.Van Breda & C° ont affiché des performances remarquables en 2013 et ont vu leurs actifs sous gestion atteindre un nouveau niveau record.

Les actifs confiés à **Delen Investments** (AvH 78,75%) ont atteint, fin 2013, un niveau record de 29.536 millions d'euros (2012 : 25.855 millions d'euros). Tant Delen Private Bank (20.210 millions d'euros) que JM Finn & Co (9.326 millions d'euros) ont contribué à cette progression de 14,2%. La forte augmentation résulte d'un impact positif des marchés financiers sur les portefeuilles de clients et d'une solide croissance nette organique (principalement chez Delen Private Bank) des clients particuliers, existants comme nouveaux. En 2013, le groupe a poursuivi sa stratégie visant à optimiser la qualité et l'efficacité de la gestion de fortune en s'efforçant d'augmenter la proportion de mandats de gestion. Fin 2013, 74% (Delen Private Bank) et 63% (JM Finn & Co) respectivement des avoirs confiés étaient gérés directement de manière discrétionnaire ou via des sicavs patrimoniales propres.

Grâce, notamment, à l'augmentation des actifs sous gestion, les produits bruts d'exploitation ont

progressé pour atteindre 255,2 millions d'euros (2012 : 214,8 millions d'euros). Le coefficient d'exploitation (cost-income ratio) est très compétitif à 54,8% (42,4% chez Delen Private Bank, 84,5% chez JM Finn & Co) et a diminué légèrement par rapport à 2012 (55,2%). Le bénéfice net a atteint 76,0 millions d'euros en 2013 (contre 62,6 millions d'euros en 2012), un total qui inclut la contribution de 4,6 millions d'euros de JM Finn & Co. Les fonds propres consolidés de Delen Investments s'élevaient à 464,1 millions d'euros au 31 décembre 2013 (contre 414,5 millions d'euros au 31 décembre 2012). Le groupe est largement capitalisé et satisfait amplement aux exigences de Bâle II et Bâle III en matière de fonds propres. Le ratio de capital Core Tier1 s'établissait à 25,3% à la fin de l'année 2013, ce qui est largement supérieur à la moyenne du secteur.

En 2013, Delen Private Bank a emménagé dans ses bureaux entièrement rénovés à Gand et à Bruxelles.

2013 a été une nouvelle fois une année très positive pour la **Banque J.Van Breda & C°** (AvH 78,75%). L'approche stable et prudente de la banque et le degré élevé de satisfaction des clients se sont traduits par une croissance continue des volumes commerciaux. Les avoirs investis par les clients ont augmenté de 13% pour atteindre 9,0 milliards d'euros, dont 3,7 milliards d'euros de dépôts de clients (+8%) et 5,3 milliards d'euros d'actifs confiés (+16%). Sur ce total, 3,0 milliards d'euros sont gérés par Delen Private Bank. L'octroi de crédits privés a continué de croître également (+5%) à 3,5 milliards d'euros, tandis que les provisions pour pertes de crédit ont été exceptionnellement basses (0,04%). Ce succès commercial s'est traduit par un bénéfice net consolidé de 31,5 millions d'euros, en hausse de 14% par rapport

à 2012, ceci dans un environnement de marché difficile. Malgré des investissements continus dans des nouvelles applications informatiques, dans l'organisation commerciale et la rénovation des bureaux, le cost income-ratio s'est établi à 59% (2012 : 58%). La banque se situe ainsi parmi les banques belges les plus performantes.

Les fonds propres (part du groupe) ont augmenté en 2013, passant de 427 millions d'euros à 448 millions d'euros, et comme les années précédentes, ils n'ont pas été affectés par des réductions de valeur sur instruments financiers. Ces fonds propres renforcent la capacité de la banque de poursuivre sa croissance continue d'une manière financièrement saine. La Banque J.Van Breda & C° répondait déjà amplement, à la fin 2010, à toutes les normes de solvabilité renforcées pour le futur et présentait en 2013 un levier financier (rapport entre les fonds propres et l'actif) de 10 et un ratio de capital Core Tier1 de 13,7%.

La participation de la Banque J.Van Breda & C° dans ABK bank a été relevée fin 2013, passant de 91,8% à 99,9%.

Real Estate, Leisure & Senior Care: Grâce à une gestion proactive, Leasinvest Real Estate a pu faire croître son portefeuille immobilier pour le porter à 718 millions d'euros. Extensa a réussi, grâce à un redressement des résultats en promotion immobilière, à renouer avec le bénéfice.

Extensa (AvH 100%) a vu son résultat net grimper à 4,5 millions d'euros en 2013 (par rapport à une perte de 5,3 millions d'euros en 2012). Ce faisant, Extensa met un terme à plusieurs années difficiles, consécutives à un retard dans l'obtention de permis et à des amortissements sur des participations minoritaires.

Les lotissements et les projets résidentiels à Hasselt

(Cederpark), Gand (De Lange Velden) et Roulers (De Munt) ont connu une évolution normale. La vente des maisons, appartements et parcelles restantes est prévue pour 2014.

Sur le site de Tour & Taxis, le parachèvement du bâtiment pour Bruxelles Environnement s'est poursuivi et la réception est prévue au premier semestre 2014. L'Hôtel de la Poste historique a été rénové et sera utilisé pour des événements. Enfin, le développement de 105 appartements et d'un immeuble de bureaux de 48.000 m² est également prévu sur le site. Les travaux de terrassement pour le projet Cloche d'Or (Luxembourg) ont commencé et la commercialisation de la première phase d'habitations est attendue en 2014.

Leasinvest Real Estate (LRE, AvH 30,01 %) a poursuivi de manière systématique sa réorientation stratégique en 2013. Suite aux investissements significatifs réalisés dans le retail au Grand-Duché de Luxembourg (le plus important étant le centre commercial Knauf Pommerloch), ce pays est devenu pour LRE le principal marché d'investissement (60% du portefeuille immobilier, contre 40% en Belgique) et le retail est désormais la catégorie d'actifs la plus importante dans le portefeuille global (retail 42%, bureaux 36% et logistique 22%).

La juste valeur ('fair value') de ce portefeuille immobilier consolidé, y compris les développements de projets, s'élevait à 718 millions d'euros fin 2013 (contre 618 millions d'euros au 31.12.12). L'augmentation de 16% provient notamment des investissements dans le deuxième centre commercial Knauf et dans l'immeuble commercial loué à Hornbach, et des investissements de suivi dans le projet Royal20 à Luxembourg. Grâce à ces investissements, les revenus locatifs sont en hausse et s'établissent à 45 millions d'euros, contre 38 millions d'euros fin 2012.

La 'duration' moyenne du portefeuille a augmenté, passant de 4,9 ans à 5,2 ans, du fait des nouvelles (re)mises en location et des investissements entièrement loués. Le taux d'occupation, en hausse, est passé de 95% (2012) à 97%. Le rendement locatif sur la juste valeur affiche un pourcentage comparable à l'exercice précédent, à savoir 7,31% (2012 : 7,30%).

LRE a réalisé avec succès, en 2013, une augmentation de capital de 60,7 millions d'euros, suivie par le groupe AvH à concurrence de sa participation (30,01%), et a émis des obligations pour 95 millions d'euros, respectivement sur le marché obligataire public (75 millions d'euros) et privé (20 millions d'euros). Ces opérations, entre autres, ont fait croître les fonds propres à 335 millions d'euros (2012 : 256 millions d'euros) et ont fait baisser le taux d'endettement à 53,53%.

LRE a clôturé son exercice 2013 avec un résultat net en hausse de 31%, à 27 millions d'euros (21 millions d'euros au 31/12/12).

Energy & Resources: Sous l'effet d'une baisse des volumes de production et des prix pour l'huile de palme et le caoutchouc, le résultat de Sipef est en recul en 2013. Sagar Cements et Max Green font face à des conditions de marché difficiles.

Le groupe de plantations **Sipef** (AvH 26,78%) a été confronté, en 2013, à une baisse des volumes et des prix en huile de palme, caoutchouc et thé, si bien que le chiffre d'affaires a diminué de 12,3% pour s'établir à 291,7 millions USD (2012 : 332,5 millions USD). La marge brute s'est cependant maintenue au-delà de 32%. Le résultat net a diminué de 18,7%, à 55,6 millions USD (2012 : 68,4 millions USD).

Des indicateurs agronomiques défavorables en Asie du Sud-Est ont eu comme conséquence que la production annuelle d'huile de palme est restée inférieure de 4,5% aux volumes record de 2012, si bien que 2013 aura été une année de production relativement faible. Seules les surfaces nouvellement développées dans le cadre du projet UMW à Sumatra Nord ont affiché une production en croissance. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les hausses de rendement dues au fait que les extensions arrivent progressivement à maturité n'ont pas pu compenser la faible production des exploitations environnantes. Dans le caoutchouc également, les volumes de production sont restés inférieurs aux attentes. Les prix de vente de l'huile de palme sont apparus relativement peu volatils en 2013. Suite aux fortes productions enregistrées fin 2012, les stocks mondiaux étaient trop importants en début d'année. Grâce à une demande croissante émanant du secteur du biodiesel et à la diminution des volumes de production d'huile de palme, l'équilibre a pu être rétabli progressivement. Au second semestre, les grands volumes de production de fèves de soja ont pesé sur les prix du marché, mais l'annonce selon laquelle l'Indonésie imposerait pour 2014 l'addition de biodiesel a suffi à renforcer les prix du marché en fin d'année.

Les conditions climatiques, les procédures de développement durable et les limitations techniques ont entraîné un ralentissement dans l'exécution des plans d'expansion en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Indonésie. Néanmoins, 1.459 hectares sont venus s'ajouter aux surfaces plantées du groupe, lesquelles comptent désormais 66.942 hectares, dont 17,6% n'ont pas encore atteint le stade de production.

Development Capital: Dans le segment Development Capital, les performances ont été très diverses : une belle plus-value a été réalisée sur la vente de la participation dans Spano, tandis que les frais de restructuration et les réductions de valeur ont continué à peser, en 2013, sur la contribution commune des autres entreprises. Les résultats des différentes participations de ce segment sont décrits à partir de la page 102.



Distriplus - Club

3. Faits marquants survenus après la clôture de l'exercice

Après la clôture de l'exercice, Ackermans & van Haaren a annoncé, le 11 février 2014, le lancement de son offre publique d'acquisition obligatoire sur toutes les actions CFE qui n'étaient pas encore en sa possession à cette date, à un prix de 45 euros par action. Cette offre court jusqu'au 5 mars. Vu le cours de l'action CFE, qui s'élevait en moyenne à 66,4 euros pendant la période d'acceptation, l'offre n'a rencontré, comme prévu, un succès minime.

4. Recherche et développement

Sur le plan de la recherche et développement au sein des participations intégralement consolidées d'AvH, les équipes de R&D et du Central Competence Center de DEME développent de nouvelles technologies innovantes, tandis que chez CFE et Van Laere, le service d'études est impliqué dans les projets en matière de génie civil et de bâtiments.

5. Instruments financiers

Dans le groupe (e.a. la Banque J. Van Breda & C°, Leasinvest Real Estate, DEME, Extensa), on veille à mener une politique prudente en matière de risque de taux d'intérêt en ayant recours aux swaps de taux d'intérêt et aux options. Un grand nombre de participations du groupe (dont DEME, Delen Investments, Sipef, Hertel, Manuchar et Telemond Group) sont actives en dehors de la zone euro. Dans chaque cas, le risque de change est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

6. Perspectives

Le conseil d'administration est optimiste quant aux perspectives du groupe pour l'exercice en cours.

III Déclaration en matière de gouvernance d'entreprise

1. Généralités

Ackermans & van Haaren utilise comme code de référence le Code belge de gouvernance d'entreprise (le 'Code'), tel que publié le 12 mars 2009. Le Code peut être consulté sur le site web de la Commission Corporate Governance (www.corporategovernancecommittee.be).

Le 14 avril 2005, le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren a approuvé la première Charte de Corporate Governance (la 'Charte').

Le conseil d'administration a ensuite adapté cette Charte à plusieurs reprises.

- Le 18 avril 2006, la Charte a été actualisée afin de la mettre en conformité avec les différents arrêtés royaux adoptés en exécution des règles européennes relatives à l'abus de marché.
- Le 15 janvier 2008, le conseil d'administration a adapté l'article 3.2.2. (b) de la Charte de manière à clarifier la procédure en matière d'examen des irrégularités.
- Le 12 janvier 2010, la Charte a été adaptée au nouveau Code et aux nouveaux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc.
- Le 4 octobre 2011, enfin, le conseil d'administration a délibéré sur l'adaptation de la Charte à la loi du 6 avril 2010 visant à renforcer la gouvernance d'entreprise dans les sociétés cotées et à la loi du 20 décembre 2010 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées. A cette occasion, le conseil d'administration a également durci sa politique en matière de prévention des abus de marché (section 5 de la Charte) par l'introduction d'une interdiction du 'short selling' et de la spéculation en actions.

La Charte peut être consultée en trois langues (néerlandais, français et anglais) sur le site internet de la société (www.avh.be).

Ce chapitre (la 'Déclaration en matière de Gouvernance d'Entreprise') contient les informations visées dans les articles 96, §2 et 119, deuxième alinéa, 7° C. Soc. Conformément aux prescriptions du Code, il accorde une attention particulière aux informations de fait concernant la gouvernance d'entreprise et donne des explications à propos des dérogations à certaines dispositions du Code pendant l'exercice écoulé selon le principe 'comply or explain'.

2. Conseil d'administration

Nom	Né(e) en	Nature du mandat	Fin du mandat
Jacques Delen	1949	Président, non exécutif	2016
Alexia Bertrand	1979	Non exécutif	2017
Luc Bertrand	1951	Exécutif	2017
Teun Jurgens	1948	Non exécutif	2014
Pierre Macharis	1962	Indépendant, non exécutif	2016
Julien Pestiaux	1979	Indépendant, non exécutif	2015
Thierry van Baren	1967	Indépendant, non exécutif	2014
Frederic van Haaren	1960	Non exécutif	2017
Pierre Willaert	1959	Non exécutif	2016

2.1 Composition

Jacques Delen (°1949, belge) a obtenu en 1976 le diplôme d'agent de change. Jacques Delen est président du comité de direction de la Banque Delen. Il est également administrateur du groupe coté en bourse Sipef, spécialisé dans les plantations, et de la Banque J. Van Breda & C°. Jacques Delen a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 1992 et est président du conseil d'administration depuis 2011.

Alexia Bertrand (°1979, belge) a obtenu le diplôme de licenciée en droit à l'Université Catholique de Louvain (2002) et a obtenu un Master of Laws à la Harvard Law School (2005). Alexia Bertrand est spécialisée dans le droit financier et le droit des sociétés. Elle travaille depuis 2012 comme conseillère au cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères. Dans le passé, Alexia Bertrand a été avocate au barreau de Bruxelles, chez Clifford Chance, ensuite chez Linklaters. Elle fut également assistante à la faculté de Droit de l'Université Catholique de Louvain et collaboratrice scientifique à la Katholieke Universiteit Leuven. Alexia Bertrand a été nommée administratrice d'Ackermans & van Haaren en 2013.

Luc Bertrand (°1951, belge) est président du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren. Il a obtenu en 1974 le diplôme d'ingénieur commercial (KU Leuven). Luc Bertrand a commencé sa carrière chez Bankers Trust, où il a assumé la fonction de Vice-Président et Regional Sales Manager, Northern Europe. Il est en fonction chez Ackermans & van Haaren depuis 1986. Il assume différents mandats d'administrateur au sein du groupe Ackermans & van Haaren, ainsi qu'en dehors du groupe. Il est notamment président du conseil d'administration de DEME, Dredging International, Finaxis, Sofinim

et Leasinvest Real Estate et administrateur de CFE, Sipef, Atenor Group et Groupe Flo. Luc Bertrand assume, en dehors du groupe, des mandats d'administrateur chez Schroeders et ING Belgium. Luc Bertrand est également actif sur le plan social ; il est entre autres président de Guberna (Belgian Governance Institute), de l'Institut de Duve et de Middelheim Promotors et est membre du conseil d'administration d'une série d'autres associations sans but lucratif et d'institutions publiques comme la KU Leuven, l'Institut de Médecine Tropicale et le Musée Mayer van den Bergh. Luc Bertrand a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 1985.

Teun Jurgens (°1948, néerlandais) a obtenu son diplôme d'ingénieur agronome au Rijks Hogere Landbouwschool à Groningen (Pays-Bas). Il a été membre du comité de direction de la Banque Paribas Nederland et fondateur de Delta Mergers & Acquisitions. Teun Jurgens a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 1996.

Pierre Macharis (°1962, belge) a obtenu en 1986 le diplôme de licencié en sciences commerciales et financières et en 1983 le diplôme d'ingénieur industriel en automatisation. Il est actuellement CEO et président du comité de direction de la société VPK Packaging Group, un groupe à intégration verticale actif dans l'emballage et dont le siège central est situé en Belgique. Pierre Macharis est également président de Cobelpa, l'association des fabricants de pâtes, papiers et cartons de Belgique, et est administrateur d'AXA Belgium et de CEPI, la confédération européenne des industries papetières. Pierre Macharis a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2004 et est président du comité des rémunérations depuis 2011.



Conseil d'administration - de gauche à droite : Thierry van Baren, Frederic van Haaren, Pierre Macharis, Teun Jurgens, Luc Bertrand, Julien Pestiaux, Jacques Delen, Alexia Bertrand, Pierre Willaert

Julien Pestiaux (°1979, belge) a obtenu le diplôme d'ingénieur civil en électromécanique (spécialité énergie) en 2003 à l'Université Catholique de Louvain et a aussi obtenu un master en engineering management à la Cornell University (Etats-Unis). Julien Pestiaux se spécialise dans les matières d'énergie et de climat et est associé chez Climact, un bureau de conseils dans ce segment. Pour le compte du gouvernement fédéral, il a finalisé en 2013 un plan stratégique concernant l'énergie durable en Belgique en association avec le "Department for Energy and Climate Change" au Royaume-Uni. Auparavant, il a été actif durant 5 ans comme consultant et chef de projet chez McKinsey & C°. Julien Pestiaux a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2011 et est membre du comité d'audit.

Thierry van Baren (°1967, français/néerlandais) est licencié et agrégé en philosophie et est titulaire d'un MBA obtenu à la Solvay Business School. Il est actuellement consultant indépendant. Thierry van Baren a été nommé administrateur d'Acker-

mans & van Haaren en 2006. Il est membre du comité d'audit et du comité des rémunérations.

Frederic van Haaren (°1960, belge) est entrepreneur indépendant et conseiller communal de la commune de Kapellen. Il est également actif en tant qu'administrateur de différentes sociétés et associations. Ainsi, il assume entre autres un mandat d'administrateur chez water-link, il est président de Consultatiebureau voor het Jonge Kind à Kapellen, de l'école primaire Zonnekind à Kalmt-hout et de Bosgroepen Antwerpen Noord et il est membre du conseil de police de la zone de police Nord. Frederic van Haaren a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 1993 et est membre du comité des rémunérations.

Pierre Willaert (°1959, belge) est licencié en sciences commerciales et financières et a obtenu le diplôme de l'Association Belge des Analystes Financiers (ABAF-BVFA), dont il est toujours membre. Il a occupé longtemps la fonction d'analyste financier à la Banque Puilaetco et suivait à ce

titre les principaux secteurs représentés à la bourse belge. Il y a été, par la suite, responsable du département gestion institutionnelle. Pierre Willaert a été associé commandité et membre du comité d'audit de la Banque Puilaetco jusqu'en 2004. Il est aussi administrateur de Tein Technology, une entreprise ICT bruxelloise qui est notamment spécialisée dans la vidéosurveillance. En 1998, Pierre Willaert a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren et il préside, depuis 2004, le comité d'audit.

Les mandats de Teun Jurgens et Thierry van Baren arrivent à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2014. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire de renouveler le mandat de Teun Jurgens pour une période de 2 ans et le mandat de Thierry van Baren pour 4 ans et cela en tant qu'administrateur indépendant, compte tenu du fait que l'intéressé répond aux critères d'indépendance mentionnés à l'article 2.2.4 de la Charte de Corporate Governance de la société.

2.2 Administrateurs indépendants

- Pierre Macharis
- Julien Pestiaux
- Thierry van Baren

Pierre Macharis, Julien Pestiaux et Thierry van Baren répondent aux critères d'indépendance de l'article 526ter C. Soc.

2.3 Autres administrateurs

- Alexia Bertrand
- Luc Bertrand
- Jacques Delen
- Teun Jurgens
- Frederic van Haaren
- Pierre Willaert

Luc Bertrand et Jacques Delen sont administrateurs de Scaldis Invest qui, avec une participation de 33%, est le principal actionnaire d'Ackermans & van Haaren. Luc Bertrand et Frederic van Haaren sont également administrateur de Belfimas qui, avec une participation de 91,35%, contrôle Scaldis Invest. Scaldis Invest et Belfimas sont des holdings qui investissent exclusivement (directement et indirectement) en actions Ackermans & van Haaren.

2.4 Rapport d'activités

Le conseil d'administration s'est réuni à neuf reprises en 2013. Le taux moyen de participation s'est élevé à 98,7%. Thierry van Baren n'a pas pu participer à la réunion extraordinaire du conseil d'administration du 15 septembre 2013.

En 2013, le conseil d'administration a notamment défini les axes stratégiques, examiné et actualisé à intervalles réguliers le budget pour l'exercice courant, suivi les résultats du groupe et l'évolution des activités des différentes participations sur la base des rapports remis par le comité exécutif, et examiné les recommandations des comités consultatifs.

Le conseil d'administration a invité en 2013 les équipes dirigeantes d'Anima Care, Banque J. Van Breda & C°, Euro Media Group, Manuchar et Sipef pour une présentation relative à la situation générale de l'entreprise concernée ou des explications concernant un investissement concret

Le conseil d'administration a également pris, durant l'exercice écoulé, une importante décision en matière d'investissement, à savoir l'acquisition du contrôle exclusif sur CFE.



Les procédures d'évaluation ont lieu de façon périodique au sein du conseil d'administration, conformément à l'article 2.7 de la Charte. Elles se déroulent à l'initiative et sous la conduite du président.

L'évaluation annuelle de la relation entre le conseil d'administration et le comité exécutif par les administrateurs non exécutifs a eu lieu le 27 mars 2013, en l'absence de l'administrateur exécutif. Les administrateurs non exécutifs ont exprimé, à cette occasion, leur satisfaction générale sur la bonne coopération entre les deux organes et ont transmis, à ce propos, quelques suggestions à l'administrateur exécutif.

A la même date, le conseil d'administration a également examiné les résultats de l'évaluation quadriennale sous la conduite de Guberna. Cette évaluation portait sur la taille, la composition et le mode de fonctionnement du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que sa relation avec le comité exécutif.

Les administrateurs estiment que leur rôle et leurs pouvoirs sont clairement définis et apprécient la collaboration constructive et transparente avec le comité exécutif.

Les administrateurs souhaitent par ailleurs consacrer un temps de réunion suffisant au suivi des principales participations et assurer en temps

voulu la préparation à la succession du président du comité exécutif, lequel atteindra la limite d'âge de 65 ans le 14 février 2016. Les administrateurs souhaitent également, entre les dates de réunion du conseil d'administration, être informés rapidement des développements importants au sein du groupe.

2.5 Règles de conduite en matière de conflits d'intérêts

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (articles 2.9. et 4.7.) sa politique concernant les opérations entre, d'une part, Ackermans & van Haaren ou l'une de ses sociétés liées, et d'autre part, des membres du conseil d'administration ou du comité exécutif (ou leur famille proche), pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts (au sens du Code des sociétés ou autrement). Aucune décision donnant lieu à la mise en application de cette politique n'a dû être prise en 2013.

2.6 Règles de conduite en matière de transactions financières

Le conseil d'administration a repris dans la Charte (section 5) sa politique concernant la prévention de l'abus de marché.



3. Comité d'audit

3.1 Composition

Président	Pierre Willaert Administrateur non exécutif
	Julien Pestiaux Indépendant, administrateur non exécutif
	Thierry van Baren Indépendant, administrateur non exécutif

Tous les membres du comité d'audit disposent de l'expertise nécessaire dans le domaine de la comptabilité et de l'audit :

- Pierre Willaert (°1959) est licencié en sciences commerciales et financières et a obtenu le diplôme de l'Association Belge des Analystes Financiers (ABAF-BVFA), dont il est membre. Il a occupé longtemps la fonction d'analyste financier à la Banque Paribas. Il y a été, par la suite, responsable du département gestion institutionnelle. Pierre Willaert a été associé commandité et membre du comité d'audit de la Banque Paribas jusqu'en 2004. En 1998, Pierre Willaert a été nommé administrateur

d'Ackermans & van Haaren et il préside, depuis 2004, le comité d'audit.

- Julien Pestiaux (°1979) a obtenu le diplôme d'ingénieur civil en électromécanique (spécialité énergie) en 2003 à l'Université Catholique de Louvain et a aussi obtenu un master en engineering management à la Cornell University (Etats-Unis). Le master en engineering management porte essentiellement sur les analyses financières et économiques. Une grande partie des cours ont aussi été donnés à la Johnson Graduate School of Management de Cornell. Julien Pestiaux est associé chez Climact, un bureau de conseils sur l'énergie et le climat avec de nombreux clients dans le monde des entreprises. Auparavant, il a été actif durant 5 ans comme consultant et chef de projet chez McKinsey & Co où il s'est familiarisé avec les différents aspects de la comptabilité. Julien Pestiaux a été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2011.
- Thierry van Baren (°1967) est licencié et agrégé en philosophie et est titulaire d'un MBA obtenu à la Solvay Business School. Dans le cadre de cette formation, il s'est spécialisé, entre autres, dans les branches 'Finance', 'Financial Accounting' et 'Managerial Accounting'. Thierry van Baren est actuellement consultant indépendant et à ce titre, il est familiarisé avec différents aspects de la comptabilité. Thierry van Baren a

été nommé administrateur d'Ackermans & van Haaren en 2006.

3.2 Rapport d'activités

Le comité d'audit s'est réuni à trois reprises en 2013 et était à chaque fois au complet.

Le 25 février et le 23 août 2013, le comité d'audit s'est principalement penché, en présence de la direction financière et du commissaire, sur le processus d'élaboration des rapports financiers annuels et semestriels, respectivement, ainsi que sur l'analyse de ces rapports. Les membres du comité d'audit avaient reçu au préalable les rapports disponibles des comités d'audit des filiales opérationnelles d'Ackermans & van Haaren.

Le comité d'audit du 21 mars 2013 a été consacré aux rapports financiers, tels qu'ils figurent dans le rapport annuel de 2012, et au contrôle de la règle 'un pour un' en ce qui concerne les services hors audit fournis par Ernst & Young. D'autre part, les plans d'options existants au sein du groupe ont été examinés, de même que les engagements hors bilan et le site internet.

Le comité d'audit a rendu compte, de façon systématique et détaillée, de l'exercice de ses tâches au conseil d'administration.

4. Comité des rémunérations

4.1 Composition

Président	Pierre Macharis
	Indépendant, administrateur non exécutif
	Thierry van Baren
	Indépendant, administrateur non exécutif
	Frederic van Haaren
	Administrateur non exécutif

4.2 Rapport d'activités

En 2013, le comité des rémunérations s'est réuni à deux reprises, à savoir le 27 mars 2013 et le 13 novembre 2013, et était à chaque fois au complet.

Le comité des rémunérations, lors de sa réunion du 27 mars 2013, a examiné le projet de rapport de rémunération qui, conformément à l'article 96, §3 C. Soc., constitue une section spécifique de la Déclaration de gouvernance d'entreprise, et s'est assuré que le projet de rapport contenait toutes les informations légales. Le comité a ensuite vérifié si le paiement de la rémunération variable aux membres du comité exécutif respectait les recommandations qu'il avait formulées à ce sujet lors de sa réunion du 13 novembre 2012. Enfin, le comité a formulé des recommandations en ce qui concerne le délai de préavis à reprendre dans le contrat de prestation de services indépendants avec Koen Janssen et l'augmentation de la rémunération fixe des administrateurs.

Lors de la réunion du 13 novembre 2013, le comité a examiné les points suivants et a adressé des recommandations à ce sujet au conseil d'administration : la rémunération fixe et variable des membres du comité exécutif pour 2014, l'assurance de groupe du CEO, la rémunération des administrateurs et le nombre d'options sur actions à attribuer aux membres du comité exécutif.

5. Comité des nominations

Le conseil d'administration, siégeant en tant que comité des nominations, a délibéré les 26 février et 27 mars 2013 et a décidé, conformément à la procédure de l'article 2.2.2. de la Charte, de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2013 de renouveler les mandats de Luc Bertrand et Frederic van Haaren et de nommer (pour son premier mandat) Alexia Bertrand.



6. Comité exécutif

6.1 Composition

Président	Luc Bertrand
	Tom Bamelis
	Piet Bevernage
	Piet Dejonghe
	Koen Janssen
	Jan Suykens

Jacques Delen, président du conseil d'administration, assiste aux réunions du comité exécutif en tant qu'observateur.

Jan Suykens (*1960, belge) est membre du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren. Il est licencié en sciences économiques appliquées (UFSIA, 1982) et a obtenu un MBA à la Colombia University (1984). Il a travaillé plusieurs années à la Générale de Banque dans le Corporate & Investment Banking avant de rejoindre Ackermans & van Haaren en 1990.

Piet Bevernage (*1968, belge) est secrétaire général et membre du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren. Il est licencié en droit (KU Leuven, 1991) et il a obtenu un LL.M. à la University of Chicago Law School (1992). Il a d'abord travaillé comme avocat au sein des départements Corporate et M&A de Loeff Claey Verbeke, avant de rejoindre Ackermans & van Haaren en 1995.

Piet Dejonghe (*1966, belge) est membre du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren. Après des études de licencié en droit (KU Leuven, 1989), il a obtenu un post-graduat en gestion à la KU Leuven (1990) et un MBA à l'Insead (1993). Avant de rejoindre Ackermans & van Haaren en 1995, il

était avocat attaché à Loeff Claey Verbeke et était actif comme consultant auprès de Boston Consulting Group.

Tom Bamelis (*1966, belge) est CFO et membre du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren. Après des études d'ingénieur commercial (KU Leuven, 1988), il a encore obtenu un Master in Financial Management (1991). Il a travaillé chez Touche Ross et Group Bruxelles Lambert et est entré chez Ackermans & van Haaren en 1999.

Koen Janssen (*1970, belge) est membre du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren depuis le 1er avril 2012. Après ses études d'ingénieur civil en électromécanique (KU Leuven, 1993), il a encore obtenu un MBA à l'IEFSI (France, 1994). Il a travaillé pour Recticel, ING Investment Banking et ING Private Equity avant d'entrer chez Ackermans & van Haaren en 2001.

6.2 Rapport d'activités

Le comité exécutif s'est réuni à 21 reprises en 2013. Le taux moyen de participation s'est élevé à 96,83%. Le comité exécutif est notamment responsable de la gestion journalière d'Ackermans & van Haaren et prépare les décisions qui doivent être prises par le conseil d'administration.

Au cours du dernier exercice, le comité exécutif a préparé et suivi la participation aux conseils d'administration des filiales, étudié de nouvelles propositions d'investissement (à la fois pour les participations actuelles et en dehors de celles-ci), approuvé certains désinvestissements, préparé les rapports financiers trimestriels, semestriels et annuels et étudié l'impact des modifications de loi importantes pour la société.



porté sur un modèle de contrôle interne adapté mais qui inclut néanmoins tous les éléments essentiels d'un système classique. Le système de contrôle interne et de gestion des risques se caractérise par une structure transparente et collégiale. Le comité exécutif délibère et décide de manière consensuelle. Dans ce cadre, les risques sont identifiés de façon continue et analysés d'une manière adéquate. Des mesures appropriées sont ensuite proposées en vue de l'acceptation, de la limitation, du transfert ou de la prévention des risques identifiés. Ces évaluations et décisions sont clairement consignées et documentées afin de permettre un suivi rigoureux.

Le conseil d'administration estime par ailleurs que la publication en temps utile d'une information financière complète, fiable et pertinente, dans le respect des normes IFRS et des règles belges en matière d'information financière, à l'attention de toutes les parties internes et externes concernées, constitue un élément essentiel de sa politique de gouvernance d'entreprise. Le contrôle interne et les systèmes de gestion en matière d'information financière visent à satisfaire au maximum ces exigences.

7.3.1 L'environnement de contrôle

L'environnement de contrôle constitue le cadre dans lequel sont mis en place les systèmes de contrôle et de gestion des risques. Il comprend les éléments suivants :

a. Intégrité et éthique

Les valeurs familiales qui sont à la base de la réussite du groupe se traduisent aujourd'hui par une relation fondée sur le respect entre les différentes parties prenantes, à savoir les actionnaires, la direction, le conseil d'administration et le personnel, mais aussi les partenaires commerciaux. Ces valeurs sont transmises au quotidien par la direction, mais sont aussi reprises de manière explicite dans les "Directives internes à l'entreprise" afin qu'elles soient claires pour tous.

b. Compétences

La collaboration au sein d'une équipe professionnelle constitue une autre pierre angulaire de la politique d'Ackermans & van Haaren. Le groupe veille ainsi tout particulièrement à pourvoir de manière équilibrée aux différentes fonctions dans l'organisation en y plaçant des personnes de qualité. Une attention particulière est en outre accordée aux formations, afin d'affiner sans cesse les connaissances. Des personnes de valeur, avec l'expérience et la mentalité requises, dans la fonction adéquate : telle est la base du système de contrôle interne et de maîtrise des risques du groupe. Ceci s'applique également au niveau du conseil d'administration

7. Audit interne et externe

7.1 Audit externe

Le commissaire de la société est Ernst & Young Réviseurs d'Entreprise SCCRL, représenté par Marnix Van Dooren. Le commissaire assure l'audit externe (tant sur les chiffres consolidés que sur les chiffres statutaires) d'Ackermans & van Haaren et rend compte deux fois par an au conseil d'administration. Le commissaire a été nommé lors de l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2013 pour une période de trois ans qui s'étend jusqu'à l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2016.

En 2013, la rémunération annuelle du commissaire pour le contrôle des comptes statutaires et consolidés d'Ackermans & van Haaren s'élève à 46.480 euros (hors TVA). Par ailleurs, un montant supplémentaire de 6.630 euros (hors TVA) a été payé à Ernst & Young Tax Consultants pour des conseils fiscaux et de 17.850 euros (hors TVA) à Ernst & Young Réviseurs d'entreprise pour des activités diverses.

La rémunération totale qu'Ackermans & van Haaren et ses filiales consolidées ont payée à Ernst & Young pour les activités d'audit s'élevait à 702.525 euros (y compris les 46.480 euros mentionnés ci-dessus).

7.2 Audit interne

L'audit interne est effectué par les 'group controllers', Hilde Delabie et Ben De Voecht, qui rendent compte au comité exécutif. Au moins une fois par an, les 'group controllers' rendent compte directement au comité d'audit.

7.3 Caractéristiques principales du contrôle interne et des systèmes de gestion sur le plan du processus de reporting financier et de l'élaboration des comptes annuels consolidés

Le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren est responsable de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de la gestion des risques. Via le système existant, le conseil d'administration vise, au niveau du groupe, à veiller à la réalisation des objectifs du groupe, et au niveau des filiales, à s'assurer de la mise en place de systèmes adéquats tenant compte de la nature de la société en question (taille, type d'activités,...) et de sa relation avec Ackermans & van Haaren (participation de contrôle, convention d'actionnaires,...). Compte tenu, d'une part, du portefeuille diversifié et d'autre part, de la taille limitée de l'effectif au niveau du holding, le choix s'est



et du comité d'audit, où l'on fait en sorte que le bagage et l'expérience des membres soient complémentaires.

c. Organe de gestion / comité d'audit

Le fonctionnement et les responsabilités du conseil d'administration et, par extension, de ses comités consultatifs, parmi lesquels le comité d'audit, sont décrits clairement dans la Charte. Il est ainsi précisé que le comité d'audit exerce un contrôle sur le reporting financier du groupe, le système de contrôle interne et de gestion des risques, le fonctionnement de l'audit interne et de l'audit externe.

d. Structure organisationnelle, responsabilités et compétences

Comme indiqué précédemment, Ackermans & van Haaren présente, au niveau du groupe, une structure organisationnelle très transparente dans laquelle les décisions sont prises collégialement par le comité exécutif. La structure organisationnelle et les compétences sont décrites clairement dans les "Directives internes à l'entreprise".

7.3.2 Processus de gestion des risques

Les risques sur le plan du reporting financier ont été identifiés et peuvent être subdivisés en plusieurs catégories.

Risques au niveau des **filiales** : ces risques sont très variés par nature et sont pris en charge par la participation des 'investment managers' d'Ackermans & van Haaren aux réunions des conseils d'administration et des comités consultatifs des filiales, des instructions claires en matière de reporting à l'adresse des filiales avec des délais et des formats et règles d'évaluation uniformes, et un audit externe portant sur les chiffres semestriels et annuels et tenant compte des éléments de contrôle interne et de gestion des risques au niveau de la société en question.

Risques sur le plan de la **transmission d'informations** : il est pallié à ces risques par un audit IT périodique, une approche proactive par la mise en œuvre de mises à jour, des dispositifs de sauvegarde et la réalisation en temps voulu de tests de l'infrastructure IT. Des plans de business continuity et disaster recovery ont également été prévus.

Risques sur le plan des **réglementations** changeantes : il est remédié à ces risques par un suivi rigoureux du cadre législatif en matière de reporting financier ainsi que par un dialogue proactif avec le commissaire.

Il y a enfin le risque pour l'**intégrité**, qui est pris en charge par une intégration maximale de la comptabilité et du logiciel de reporting, un reporting interne détaillé à différents niveaux et une évaluation proactive des transactions complexes et importantes.

7.3.3 Activités de contrôle

Comme indiqué ci-dessus dans la section consacrée aux risques, différents contrôles sont mis en place au niveau du reporting financier afin de pouvoir répondre de manière optimale aux objectifs fixés en matière de reporting.

Premièrement, une série de contrôles de base comme la séparation des fonctions et la délégation de pouvoir sont prévus dans les cycles administratifs au niveau du groupe : achats, payroll et (dés)investissements. Ceci fait en sorte que seules des transactions licites soient traitées. L'intégration de la comptabilité et du logiciel de reporting au niveau du groupe permet de pallier à une série de risques pour l'intégrité. D'autre part, une infrastructure IT stable, avec les systèmes de sauvegarde requis, permet d'assurer une transmission appropriée de l'information.

Des instructions claires en matière de reporting avec des délais communiqués en temps voulu, des formats de reporting standardisés et des règles d'évaluation uniformes permettent de se prémunir d'une série de risques quant à la qualité des rapports émanant des filiales.

Il existe par ailleurs un cycle d'audit externe portant à la fois sur le reporting consolidé du groupe et le reporting des filiales. Ce contrôle externe a également comme but de faire une évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de maîtrise des risques au niveau des filiales et de rendre compte de cette évaluation au commissaire d'Ackermans & van Haaren.

Il existe, enfin, un système de vérification interne du reporting financier par les différents niveaux de gestion et de direction. Cette vérification interne est réalisée préalablement au reporting externe.

Les modifications au niveau du cadre législatif concernant le reporting financier sont suivies de près et l'impact sur le reporting du groupe est analysé de manière proactive avec la direction financière et l'auditeur externe.

7.3.4 Information et communication

Dans la Charte, il est stipulé que tout collaborateur d'Ackermans & van Haaren peut s'adresser directement au président du conseil d'administration et/ou au président du comité d'audit pour leur faire part d'éventuelles irrégularités en ce qui concerne le reporting financier ou d'autres questions.

7.3.5 Pilotage

Le système de contrôle interne et de gestion des risques est testé annuellement par un des 'group controllers' qui en vérifie l'efficacité et la bonne application. Ceci fait l'objet d'un rapport à l'adresse du comité d'audit.

8. Structure de l'actionnariat et participations croisées

8.1 Structure de l'actionnariat

Scaldis Invest possède 11.054.000 actions, ce qui représente une participation de 33% dans le capital d'Ackermans & van Haaren. Scaldis Invest est à son tour contrôlée par Belfimas, qui détient une participation de 91,35% dans le capital de Scaldis Invest. Le contrôle final sur Scaldis Invest est exercé par "Stichting Administratiekantoor Het Torentje".

8.2 Participations croisées

Ackermans & van Haaren détient une participation indirecte de 2,59% dans le capital de Belfimas. Ackermans & van Haaren détient, au 31 décembre 2013, 310.225 actions propres. Ces actions ont été acquises entre 2001 et 2013 e.a. en vue de couvrir le plan d'options sur actions. Sa filiale directe Brinvest SA (Ackermans & van Haaren 99,9%) détient 51.300 actions Ackermans & van Haaren.

8.3 Présentation schématique

La situation de l'actionnariat et des participations croisées, telle qu'on la connaît au 31 décembre 2013, peut être représentée comme suit :

8.4 Actionnaire de référence

Belfimas est (indirectement) l'actionnaire de référence d'Ackermans & van Haaren. Le seul objet de Belfimas est d'investir, directement ou indirectement, en actions Ackermans & van Haaren.

Tout transfert d'effets émis par Belfimas est soumis à un droit d'approbation statutaire du conseil d'administration de Belfimas. Deux administrateurs d'Ackermans & van Haaren, à savoir Luc Bertrand et Frederic van Haaren, sont membres du conseil d'administration de Belfimas. Le conseil d'administration n'a connaissance d'aucune convention entre actionnaires d'Ackermans & van Haaren.

9. 'Comply or explain'

La Charte d'Ackermans & van Haaren ne déroge aux recommandations du Code que sur deux points :

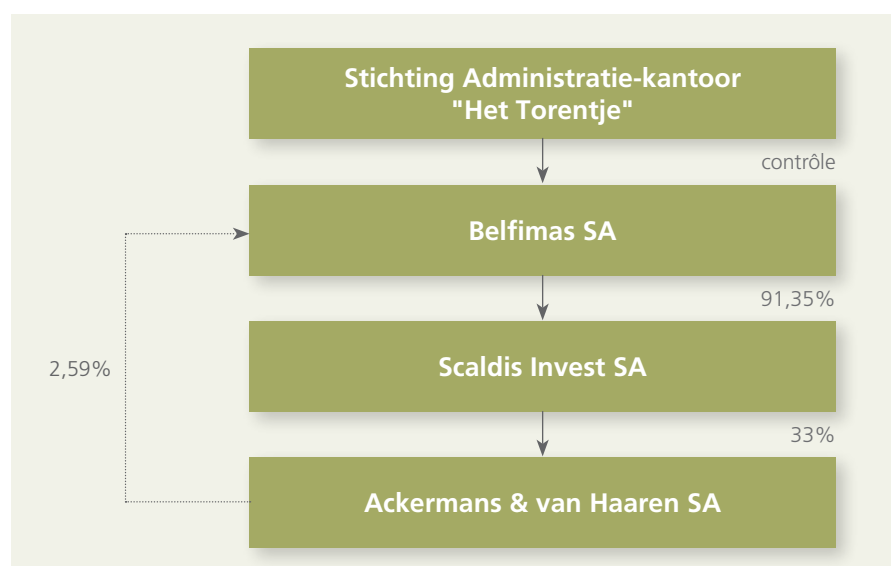
9.1 Diversité des genres

Conformément à la disposition 2.1 du Code, le conseil d'administration doit être composé dans le respect de la diversité des genres et de la diversité en général. Le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren est actuellement composé de huit hommes et une femme qui réunissent des connaissances et expériences diverses mais complémentaires.

Le conseil d'administration a pris connaissance de la recommandation de la Commission Corporate Governance en matière de représentativité des femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse et est également informé de l'article 518bis C. Soc. Le conseil d'administration s'efforcera de proposer la nomination d'au moins 2 candidats-administrateurs féminins à l'assemblée générale avant le 1er janvier 2017.

9.2 Composition du comité des nominations

Conformément à la disposition 5.3/1 de l'Annexe D du Code, le comité des nominations doit être constitué d'une majorité d'administrateurs indépendants non exécutifs. Le comité des nominations d'Ackermans & van Haaren est constitué de tous les membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration n'étant composé que de 3 administrateurs indépendants non exécutifs (sur un total de 9 administrateurs), la Charte déroge au Code sur ce point. Le conseil d'administration estime cependant qu'en tant qu'ensemble, il est mieux à même d'évaluer sa taille, sa composition et la planification de sa succession.



IV Rapport des rémunérations

1. Procédure pour l'élaboration d'une politique de rémunération et pour la fixation du niveau de rémunération

En 2013, la société a suivi la procédure suivante pour le développement de sa politique de rémunération et la fixation du niveau de rémunération des administrateurs non exécutifs et des membres du comité exécutif.

1.1 Politique de rémunération

Le comité des rémunérations, lors de sa réunion du 27 mars 2013, a examiné le projet de rapport de rémunération qui, conformément à l'article 96, §3 C. Soc., constitue une section spécifique de la Déclaration de gouvernance d'entreprise, et s'est assuré que le projet de rapport contenait toutes les informations légales. Le comité a ensuite vérifié si le paiement de la rémunération variable aux membres du comité exécutif respectait les recommandations qu'il avait formulées à ce sujet lors de sa réunion du 13 novembre 2012. Enfin, le comité a formulé un avis motivé sur le délai de préavis contenu dans le contrat de prestation de services indépendants conclu avec Koen Janssen, qui est membre du comité exécutif depuis le 1er avril 2012. Le comité a recommandé de fixer à 18 mois le délai maximal de préavis en cas de résiliation du contrat par la société. Cette disposition a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2013, conformément à l'article 554, quatrième alinéa C. Soc.

Lors de la réunion du 13 novembre 2013, le comité a examiné la rémunération fixe et variable des membres du comité exécutif pour 2014, la rémunération des administrateurs et le nombre d'options sur actions à attribuer aux membres du comité exécutif et a adressé des recommandations à ce sujet au conseil d'administration.

Il est rappelé que l'assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2011 a autorisé le conseil d'administration, par dérogation à l'article 520ter, deuxième alinéa C. Soc., à lier l'entièreté de la rémunération variable des membres du comité exécutif à des critères de prestation préalablement définis et mesurables objectivement sur une période d'un an.

1.2 Niveau de rémunération

La rémunération des membres du comité exécutif comprend cinq composantes (infra, 2.1). Ces composantes sont évaluées chaque année, en général lors d'une réunion en novembre ou décembre, par le comité des rémunérations, lequel vérifie si elles sont conformes au marché. Cette vérification est effectuée à partir de données publiques (p.ex. données de rémunération reprises dans les rapports annuels d'autres sociétés cotées comparables) et/ou d'études salariales. Les modifications proposées par le comité des rémunérations sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

La rémunération des administrateurs non exécutifs se compose uniquement d'une rémunération fixe. Cette rémunération fixe se compose d'une rémunération de base, d'une rémunération complémentaire selon que l'administrateur en question est membre d'un comité déterminé et un jeton de présence par participation à une réunion du conseil d'administration, du comité d'audit ou du comité des rémunérations. La rémunération des administrateurs non exécutifs est évaluée périodiquement par le comité des rémunérations.

Les modifications proposées par le comité des rémunérations sont soumises pour approbation à l'assemblée générale.

2. Application de la politique de rémunération aux membres du comité exécutif en 2013

2.1 Principes

La rémunération des membres du comité exécutif comprend cinq composantes : (i) une rémunération fixe, (ii) une rémunération variable, à savoir un bonus (en espèces) lié au résultat net consolidé, (iii) des options sur actions, (iv) une assurance de groupe de type 'contribution fixe' (pension complémentaire, capital en cas de décès, allocation d'invalidité et pension d'orphelin) et une assurance hospitalisation, et enfin (v) une voiture de société et un smartphone.

La société vise un équilibre entre une rémunération fixe conforme au marché, d'une part, et une combinaison d'incitants à court terme (comme le bonus annuel en espèces) et d'incitants à long terme (options sur actions), d'autre part.

La rémunération fixe des membres du comité exécutif (salaire, assurance de groupe et hospitalisation, voiture de société) évolue en fonction de leurs responsabilités, leurs expériences, ainsi que des développements sur le marché.

Le bonus accordé aux membres du comité exécutif dépend de critères de prestation préalablement définis et mesurables objectivement mesurés sur une période d'un exercice, et notamment du résultat net consolidé. Il n'existe pas de plan d'incitation en espèces à long terme. Le bonus est payé en espèces, après approbation par le conseil d'administration du résultat net consolidé de l'exercice précédent.

L'attribution d'options sur actions n'est pas liée à des critères de prestation préalablement définis et mesurables objectivement. Le conseil d'administration statue sur l'attribution d'options sur actions aux membres du comité exécutif, sur recommandation du comité des rémunérations. L'attribution intervient dans le cadre d'un plan d'options sur actions qui a été approuvé en 1999 par le conseil d'administration et qui prévoit également des incitants pour d'autres personnes que les membres du comité exécutif. Conformément à la législation fiscale applicable, les membres du comité exécutif sont chargés de l'attribution des options sur actions. La valeur finale de cette composante de la rémunération dépend de l'évolution du cours de l'action.

2.2 Importance relative de chaque composante de la rémunération

La part relative de chaque composante dans la rémunération totale des membres du comité exécutif s'établissait comme suit en 2013 :

Rémunération fixe	46,84%
Bonus	37,10%
Options sur actions	4,93%
Assurance de groupe et assurance hospitalisation	10,27%
Voiture de société et smartphone	0,86%

2.3 Caractéristiques des options sur actions

Les options sur actions qui sont attribuées dans le cadre du plan d'options sur actions d'Ackermans & van Haaren ont les caractéristiques suivantes :

- Offre : début janvier.
- Prix d'exercice : prix fixé sur la base de la moyenne des cours de clôture de l'action pendant les 30 jours qui précèdent l'offre.
- Période d'exercice : les options sont exerçables à partir de la fin de la troisième année civile suivant l'année pendant laquelle l'offre a eu lieu et jusqu'à la fin de la huitième année à compter de la date de l'offre.

2.4 Changements dans la politique de rémunération

La politique de rémunération n'a pas subi de changements notables en 2013, à l'exception de l'augmentation des primes à l'assurance de groupe au profit de Luc Bertrand (infra, 2.6).

2.5 Politique de rémunération pour les deux prochains exercices (2014-2015)

Le conseil d'administration prévoit de ne pas modifier fondamentalement la politique de rémunération pendant l'exercice en cours et le suivant.

2.6 Rémunération du CEO

Le montant brut de la rémunération et autres avantages accordés en 2013, directement ou indirectement, par Ackermans & van Haaren ou ses filiales au CEO, peut être ventilé comme suit :

Statut	indépendant
Rémunération fixe	€ 687.420
Rémunération variable*	€ 624.198
Options sur actions (base imposable)	€ 103.673
Assurance de groupe (type 'contribution fixe') et assurance hospitalisation (primes versées par la société)	€ 215.073
Avantages en nature (voiture de société et smartphone)	€ 11.880

* Y inclus le tantième de Sipef pour un montant de 20.000 euros (voir ci-dessous 3.)

Afin de porter le capital vie garanti, auquel Luc Bertrand aura droit lorsqu'il atteindra l'âge de la pension, à un niveau plus conforme au marché, le

conseil d'administration a décidé le 13 novembre 2013, sur recommandation du comité des rémunérations, d'augmenter la prime mensuelle à l'assurance de groupe au profit de Luc Bertrand de 9.833,32 euros et de verser une prime unique de 80.000 euros. Cette décision donne à Luc Bertrand la perspective de percevoir, à l'âge de la pension, un capital vie de 1,6 million euros (brut).

2.7 Rémunération des autres membres du comité exécutif

Le montant global brut de la rémunération et autres avantages accordés en 2013, directement ou indirectement, par Ackermans & van Haaren ou ses filiales aux autres membres du comité exécutif, peut être ventilé comme suit :

Statut	indépendant
Rémunération fixe	€ 1.622.075
Rémunération variable	€ 1.205.051
Options sur actions (base imposable)	€ 139.310
Assurance de groupe (type 'contribution fixe') et assurance hospitalisation (primes versées par la société)	€ 291.086
Avantages en nature (voiture de société et smartphone)	€ 30.923

2.8 Options exercées par et options accordées aux membres du comité exécutif en 2013

(I) Exercées en 2013

En 2013, différents membres du comité exécutif ont exercé au total 55.500 options.

Nom	Nombre	Prix d'exercice	Année d'accordance
Luc Bertrand	16.000	€ 46,09	2006
	16.000	€ 27,08	2005
Tom Bamelis	4.000	€ 46,09	2006
	4.000	€ 37,02	2009
Piet Bevernage	3.500	€ 19,02	2004
Piet Dejonghe	4.000	€ 27,08	2005
	4.000	€ 37,02	2009
Koen Janssen	4.000	€ 46,09	2006

(II) Attribuées en 2013

Echéance	2 janvier 2021
Prix d'exercice	€ 61,71
Luc Bertrand	16.000
Jan Suykens	5.500
Tom Bamelis	4.000
Piet Bevernage	4.000
Piet Dejonghe	4.000
Koen Janssen	4.000
Total	37.500

2.9 Principales conditions contractuelles

Les contrats des membres du comité exécutif contiennent les dispositions usuelles en matière de rémunération (fixe et variable), de non-concurrence et de confidentialité. Les contrats ont une durée indéterminée. Aucun contrat n'a été conclu après le 1er juillet 2009, à l'exception du contrat conclu le 17 avril 2012 avec Koen Janssen concernant son mandat en tant que membre du comité exécutif dont il fait partie depuis le 1er avril 2012.

Le président du comité exécutif peut mettre fin à son contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de préavis de six (6) mois. La société peut mettre fin de manière unilatérale à ce contrat moyennant la notification d'un délai de préavis de 12 mois.

Les autres membres du comité exécutif peuvent mettre fin à leur contrat de manière unilatérale moyennant la notification d'un délai de préavis de 6 mois. La société peut mettre fin de manière unilatérale au contrat de ces membres moyennant la notification d'un délai de préavis de 18 mois. Ce délai peut être porté à 24 mois maximum en fonction de l'âge du membre concerné du comité exécutif au moment de la résiliation unilatérale du contrat par la société, excepté pour Koen Janssen dont le contrat de prestation de services indépendants est postérieur à l'entrée en vigueur de l'article 554, quatrième alinéa C. Soc. (à savoir le 3 mai 2010), qui a introduit des limitations en ce qui concerne la durée des délais de préavis :

- 18 mois en cas de résiliation avant le 50^{ième} anniversaire,
- 20 mois en cas de résiliation entre le 50^{ième} et le 52^{ième} anniversaire,
- 22 mois en cas de résiliation entre le 52^{ième} et le 54^{ième} anniversaire,
- 24 mois en cas de résiliation après le 54^{ième} anniversaire.

Les contrats entre la société et les membres du comité exécutif contiennent désormais des dispositions concernant les critères d'attribution relatifs à la rémunération variable et prévoient un droit de recouvrement au profit de la société de la rémunération variable accordée sur la base de données financières incorrectes.

3. Rémunération des administrateurs exécutifs ou non exécutifs

Sur recommandation du comité des rémunérations, le conseil d'administration a proposé, le 27 mars 2013, d'adapter comme suit la rémunération des administrateurs, qui était restée inchangée durant les exercices 2011 et 2012, pour l'exercice 2013 :

Montant de base pour le président du conseil d'administration	€ 60.000
Montant de base pour les administrateurs	€ 30.000
Montant supplémentaire pour les membres du comité des rémunérations	€ 2.500
Montant supplémentaire pour le président du comité d'audit	€ 10.000
Montant supplémentaire pour les membres du comité d'audit	€ 5.000
Jeton de présence par participation à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité consultatif	€ 2.500

Cette proposition a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2013. Au cours de l'assemblée susmentionnée, le président a précisé que le montant de 2.500 euros pour les jetons de présence devait être considéré comme un montant maximal. Le conseil d'administration a décidé de mettre cette augmentation en application de manière graduelle, à savoir 800 euros pour 2013, 1.600 euros pour 2014 et 2.500 pour 2015 et les années suivantes. Le comité de rémunération délibérera chaque année afin de réexaminer l'opportunité de l'application de cette augmentation.

Chaque administrateur a reçu un tantième en 2013 (sur l'exercice 2012).

Les montants de la rémunération individuelle et autres avantages accordés en 2013 (sur l'exercice 2012), directement ou indirectement, par Ackermans & van Haaren et ses filiales aux administrateurs, sont limités à ces tantièmes et s'établissent comme suit :

Luc Bertrand	€ 30.000
Jacques Delen	€ 40.000
Teun Jurgens	€ 30.000
Pierre Macharis	€ 32.500
Julien Pestiaux	€ 35.000
Thierry van Baren	€ 37.500
Frederic van Haaren	€ 32.500
Pierre Willaert	€ 40.000
Total	€ 277.500

Compte tenu du fait que les montants des tantièmes ne sont pas en rapport avec l'importance des résultats, ces montants peuvent être assimilés à une rémunération fixe non liée aux prestations.

Pour être complet, il convient de préciser que Luc Bertrand a également reçu en 2013 une rémunération en tant que président du comité exécutif d'Ackermans & van Haaren ainsi qu'un tantième de Sipef pour un montant de 20.000 euros (voir ci-dessus, 2.6). Jacques Delen a reçu en 2013, directement et indirectement, une rémunération de 900.000 euros (y compris l'assurance-pension) en tant que président du comité de direction de la Banque Delen et en tant que gérant d'entreprise de Delen Investments et il dispose d'une voiture de société. En tant qu'administrateur de Sipef, il a également reçu un tantième de 20.000 euros en 2013. Les rémunérations payées par Sipef à Luc Bertrand et Jacques Delen sont mentionnées dans le rapport financier annuel de Sipef (Rapport des rémunérations - Rémunération des administrateurs non-exécutifs) portant sur l'exercice 2013.

Au nom du conseil d'administration,
le 26 mars 2014

Luc Bertrand
Président du comité exécutif

Jacques Delen
Président du conseil d'administration

Gestion journalière et contrôle

Comité exécutif

Président Luc Bertrand

Membres Tom Bamelis
Piet Bevernage
Piet Dejonghe
Koen Janssen
Jan Suykens

Gestion participations

(à côté des membres du comité exécutif)
John-Eric Bertrand
André-Xavier Cooreman
Marc De Pauw
Matthias De Raeymaeker

Services de groupe

Finances

Tom Bamelis	<i>Directeur financier</i>
Hilde Delabie	<i>Group controller</i>
Ben De Voecht	<i>Group controller</i>
Marc De Groote	<i>Accountant</i>
Bart Bressinck	<i>Accountant</i>
Jean-Claude Janssens	<i>Treasurer</i>
Katia Waegemans	<i>Information & communication manager</i>

Affaires juridiques et administratives

Piet Bevernage	<i>Secrétaire général</i>
Sofie Beernaert	<i>Legal counsel</i>
Brigitte Adriaenssens	<i>Corporate secretary</i>
	<i>Sofinim</i>
Michel Malengreau	<i>Conseiller fiscal</i>

Commissaire

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprise
SCCRL, représenté par Marnix Van Dooren



Comité exécutif - de gauche à droite : Jan Suykens, Koen Janssen, Piet Bevernage, Luc Bertrand, Piet Dejonghe, Tom Bamelis



RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

Ackermans & van Haaren et ses participations visent à mettre en œuvre une politique sociale durable et cohérente, conforme aux attentes de la collectivité et de toutes les parties prenantes (dont les travailleurs, les clients et les actionnaires). A cet effet, le groupe a mis en application différentes mesures en matière de gestion du personnel responsable, de politique économique à long terme, de sauvegarde de l'environnement, d'entreprise socialement responsable et de gouvernance d'entreprise.

Ackermans & van Haaren porte haut les valeurs familiales de ses familles fondatrices, qui sont toujours étroitement impliquées dans l'entreprise. C'est ainsi que des éléments tels que la continuité, l'entreprise éthique, la réflexion à long terme, la création de valeur par la croissance, la collaboration avec les partenaires et le respect mutuel sous-tendent la politique du groupe depuis des années.

Ce chapitre aborde plusieurs initiatives en matière de responsabilité sociétale des entreprises, tant au niveau du groupe que des participations. Les exemples cités le sont à titre purement illustratif et ne présument pas de la valeur des autres efforts au sein du groupe.



Euro Media Group

Politique du personnel

Le capital humain joue un rôle crucial dans le succès de toute stratégie d'entreprise, tant chez **Ackermans & van Haaren** que dans ses participations. Une priorité consiste donc à attirer et fidéliser des collaborateurs talentueux aux connaissances et expériences complémentaires. AvH est aussi impliqué activement dans la sélection du top management de ses participations.

Le statut du personnel, la politique de sélection et de promotion et les systèmes d'évaluation n'opèrent aucune distinction sur la base du sexe, des convictions, de l'origine ou de l'orientation sexuelle. Le groupe interdit par ailleurs toute forme de discrimination lors du recrutement et de la promotion. Le groupe s'efforce d'entretenir la motivation et l'engagement du personnel, qui se compose de 22.706 collaborateurs (via ses parts dans les différentes participations). Formation et

entraînement constituent un élément important pour tous les collaborateurs afin de continuer à développer leurs talents et à contribuer ainsi au succès du groupe. Certaines participations disposent pour cela de leur propre centre de formation, tandis que d'autres font appel à des organisations externes.

Pour la **Banque J.Van Breda & C^o**, la mise en œuvre d'une politique du personnel ciblée commence par le recrutement d'un personnel hautement qualifié, soucieux du client et très attaché aux valeurs d'intégrité, d'enthousiasme et de sens des responsabilités. La banque offre aux collaborateurs de nombreuses possibilités pour leur permettre de conserver un bon équilibre entre travail et vie privée, notamment par le travail à temps partiel ou à domicile, et les encourage à entretenir leur forme. Cette approche a déjà été récompensée à 3 reprises par une nomination pour le titre de "Meilleur Employeur" (décerné par le HRM Centre de la Vlerick Business School) et par le certificat "Fit Bedrijf - Entreprise en Pleine Forme" (délivré par Het Gezonde Net België).

Enfin, la sécurité joue également un rôle important dans ce contexte. Des programmes QHSE sont mis en place, de même que des initiatives axées sur la certification et les programmes tels que Six Sigma et Lean Manufacturing. De nombreuses participations ont compilé ces prescriptions et recommandations dans leur certification ISO, OHSAS et VCA ou dans des manuels de sécurité.

Ceci ne se limite pas à un exercice théorique, comme en témoignent les chiffres d'accidents chez **DEME**. La notification précoce, la résolution immédiate et la documentation des situations



Banque J. Van Breda & C°



DEME



Sipef

dangereuses et des quasi-accidents a en effet conduit à une plus grande attention pour la sécurité parmi le personnel, avec comme résultat une baisse significative (-51% en 2013) du 'lost time incident frequency rate'. DEME visera toujours, dans le futur, à mettre en place un environnement de travail sûr avec 'zéro incident' et fait usage à cet effet de MPACT, une nouvelle plateforme de gestion des risques opérationnels, où ces situations sont signalées et suivies. Ceci permettra d'intervenir préventivement d'une manière uniforme et de prévenir les accidents graves.

Politique économique à long terme

Relations économiques avec les clients et les fournisseurs

Ackermans & van Haaren attache beaucoup d'importance à un service professionnel et veille à ce que ses participations offrent toujours une solution sur mesure à leurs clients. Non seulement la gamme de produits doit être en permanence adaptée aux besoins et souhaits des clients, mais ces produits et services doivent également, si possible, avoir un caractère durable. Par ailleurs, AvH entend collaborer de préférence avec des fournisseurs qui partagent les mêmes valeurs sur le plan de la responsabilité sociétale. Celle-ci porte principalement sur les droits de l'homme, la politique en

matière d'emploi, la lutte contre la corruption et la protection de l'environnement.

DEME a décrit des normes éthiques les plus strictes dans sa charte d'intégrité. L'intégrité personnelle est l'un des fondements de l'entreprise et ceci favorise la confiance parmi les collaborateurs, les fournisseurs et les clients. Les membres du personnel font preuve du dévouement et de la flexibilité nécessaires et exercent leurs activités en toute franchise et honnêteté. DEME ne recherche pas d'avantage déloyal par la manipulation, la dissimulation ou l'usage abusif d'informations confidentielles.

A l'occasion du 75^{ème} anniversaire de **Van Laere**, la direction et les administrateurs ont mené une enquête auprès d'une série de clients (potentiels). Le but était de mener conjointement une réflexion sur l'avenir afin de pouvoir leur offrir un service optimal. Sur la base de ces nouvelles données concernant les attentes du marché vis-à-vis de l'entreprise, un plan concret par étapes a été élaboré afin d'y donner suite au sein de l'organisation.

Innovation

La demande croissante de gestion responsable et éthique s'exprime également dans une dimension supplémentaire sur le plan de l'innovation, tant au niveau technologique qu'au niveau des services et produits proposés. En effet, il ne suffit plus de

développer de nouvelles applications ; celles-ci doivent également tenir compte de l'impact sur la société.

DEME a poursuivi en 2013 ses projets novateurs en R&D. Le processus d'innovation suit une trajectoire méthodique, systématique et structurée impliquant des procédures formelles. Parmi ces innovations figure EcoPLUME, un système qui aide à préserver l'environnement et à éviter tout impact négatif sur les communautés lors de l'exécution de travaux de dragage. EcoPLUME, qui s'articule sur un modèle mathématique hydrodynamique, prédit dans quelle mesure les critères de qualité de l'eau dans des zones sensibles sur le plan environnemental seront respectés ou non. Le modèle simule la distribution, par les courants et les vagues, des sédiments qui sont libérés dans l'eau par les activités de dragage. S'il apparaît que ces critères ne peuvent pas être respectés, des programmes de travail alternatifs sont envisagés.

Sipef travaille, en collaboration avec New Britain Palm Oil, au développement de palmiers à huile hybrides F1 à haut rendement qui devraient apporter des améliorations sensibles en termes de rendement et de productivité pour l'industrie mondiale de l'huile de palme, et pour l'agriculture en général. Une variété hybride F1 est la première génération d'un croisement entre deux lignées clairement distinctes et génétiquement uniformes, possédant toutes deux le même ensemble de chromosomes. Cette technologie a le potentiel d'augmenter substantiellement le rendement d'huile de palme par unité de surface par rapport à la méthode conventionnelle.

Manuchar a mis en œuvre en 2013 un système mondial de qualité et de durabilité : MQM (Manuchar Quality Management). Ceci lui permet de déployer au niveau mondial des normes qui, non seulement, garantissent la qualité des produits et des services, mais qui favorisent également des pratiques respectueuses de l'environnement et préservent la santé, la sécurité et le bien-être du personnel. L'un des premiers projets MQM a été la mise en place d'un système "Non Conformance Reporting". Par une analyse standardisée des causes des problèmes de qualité et par l'identification de mesures correctives et préventives, Manuchar vise à réaliser des améliorations continues.

Environnement

L'énergie renouvelable a pris, ces dernières années, une place toujours plus importante dans la stratégie d'Ackermans & van Haaren. Un grand nombre de participations ont opéré l'année dernière des investissements et des extensions en matière d'énergie renouvelable, d'économies d'énergie ou de cogénération. Par ailleurs, la majeure partie des participations intègrent des initiatives respectueuses de l'environnement dans leurs activités existantes et leur fonctionnement quotidien.

La nouvelle participation **CFE** intègre de plus en plus, elle aussi, les facteurs environnementaux. Grâce à l'application de différentes techniques, chaque entreprise joue un rôle très concret dans la réduction de la consommation d'énergie non renouvelable et/ou la production d'énergie verte lors de projets de construction et de rénovation. Le résultat est que bon nombre de projets ont reçu ou sont en passe de recevoir la certification BREEAM. Citons à titre d'exemple le bâtiment administratif passif pour Elia (Bruxelles), le projet résidentiel Lichttoren (Anvers), le nouveau bureau de police (Charleroi), le bâtiment pour la Croix-Rouge de Flandre (Malines) et l'immeuble de bureaux GreenWings Offices (Varsovie).



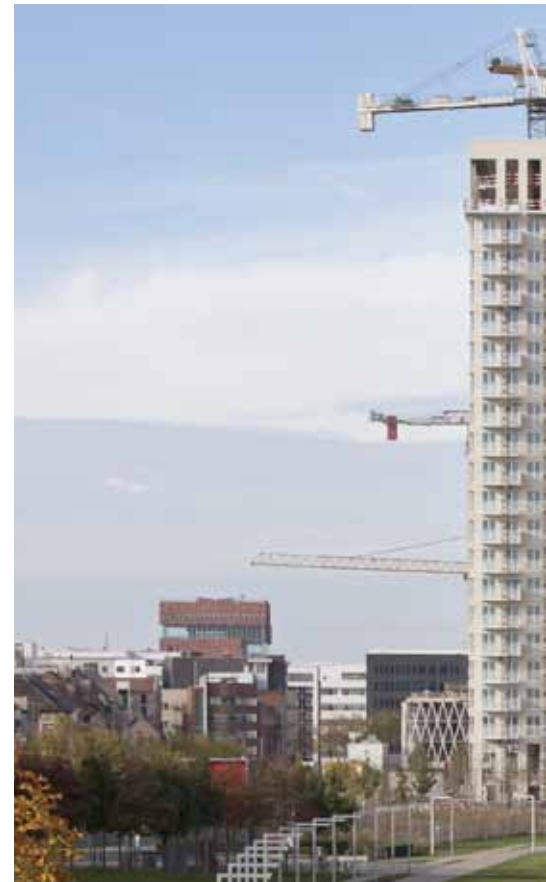
Leasinvest Real Estate - Canal Logistics



Leasinvest Real Estate a placé, durant l'année 2013, des panneaux solaires sur le toit de Canal Logistics (Neder-over-Heembeek). Cette installation, d'une surface de 49.775 m² pour un total de 14.220 panneaux solaires, aura une capacité de production de 3,15 GWh/an, ce qui correspond à la consommation moyenne de 920 ménages et ce qui permet de réduire les émissions annuelles de CO₂ de pas moins de 640 tonnes.

Les plantations **Sipef** s'intègrent toujours dans l'environnement social et naturel. Le respect de l'environnement cadre avec les techniques de management et constitue la garantie de la poursuite de ses activités. Toutes les usines d'huile de palme de Sipef ont été certifiées RSPO. Cette norme englobe une série d'aspects écologiques et sociaux très exigeants de la production d'huile de palme.

Egemin Automation vise à mettre en place, en tant qu'employeur, une politique de mobilité durable. Outre des possibilités de télétravail étendues et un bureau satellite, l'entreprise offre à ses collaborateurs une série d'alternatives aux voitures de société. Parmi les solutions durables proposées figurent, entre autres, un vélo d'entreprise, un abonnement aux transports en commun, le choix personnel pour une voiture en leasing plus petite



CFE - Lichttoren (Anvers)

et moins énergivore, ou encore une voiture en leasing 'Flex Benefits' en remplacement de la voiture personnelle. Le budget que les collaborateurs, de cette manière, n'utilisent pas pour leur voiture de société leur est restitué sous la forme d'une prime mensuelle temporaire.

Responsabilité sociale / Mécénat

Les parties prenantes, pour une entreprise, ne se limitent évidemment pas au personnel, aux clients et aux fournisseurs. Les entreprises font partie de la collectivité et influencent – et sont influencées par – des groupes et individus très divers. Les principales participations soutiennent dès lors, de manière structurée, des projets organisés dans leur environnement ou liés à leurs activités.

Chaque année, **Delen Private Bank** sélectionne une série d'initiatives charitables et humanitaires intéressantes qu'elle soutient financièrement dans le cadre de son engagement social. L'attention se porte avant tout sur des projets à petite échelle qui poursuivent un but caritatif, pédagogique ou artistique d'une manière sympathique et sincère.



Egemin - Handling Automation chez L'Oréal



SOS Villages d'Enfants

Depuis des années, Ackermans & van Haaren soutient certains projets de nature scientifique et socioculturelle qui entretiennent autant que possible un lien avec la région anversoise. Dans ce cadre, elle s'efforce de construire une relation durable avec ses partenaires, étant entendu que cette relation est évaluée périodiquement.

En 2013, AvH a consacré environ 180.000 euros à des aides en faveur de différentes institutions, organisations et projets, notamment :

Scientifique

- Antwerp Management School (www.antwerpmanagementschool.be)
- de Duve Institute (www.deduveinstitute.be)
- Insead Innovator Prize (www.insead.edu)
- Institut de Médecine Tropicale (www.itg.be)
- Fondation Thierry Latran (www.fondation-thierry-latran.org)

Culturel

- Musée Royal des Beaux-Arts d'Anvers (www.kmska.be)
- Musée Middelheim d'Anvers (www.middelheimmuseum.be)
- Le Concert Olympique (www.leconcertolympique.eu)
- Europalia India (www.europalia.be)
- Festival van Vlaanderen (www.festival.be)

Social

- Hoger Wal (Fondation Roi Baudouin) (www.hogerwal.be)
- Lucia (www.luciaweb.be)
- Monnikenheide (www.monnikenheide.be)
- Communauté de Sant'Egidio (www.santegidio.be)
- SOS Villages d'Enfants (www.sos-villages-enfants.be)
- Belgo-Indian Village Reconstruction Organisation (www.villagereconstruction.org)

Ackermans & van Haaren est, depuis déjà un certain nombre d'années, un partenaire structurel de **SOS Villages d'Enfants**, une organisation internationale qui déploie également des projets en Belgique et qui a accumulé, ces 65 dernières années, une expertise dans l'accueil et l'éducation d'enfants orphelins et défavorisés.

Par ailleurs, l'organisation s'efforce de construire un avenir aux enfants dans des communautés locales, où elle est active via l'éducation et les soins médicaux.

AvH soutient très concrètement l'hôpital mère-enfant de SOS Villages d'Enfants à Kara (Togo), où chaque année plus de 21.000 patients reçoivent les soins appropriés. Outre les soins de base, des efforts intensifs sont consacrés à la maternité et à la malnutrition.

Le soutien d'AvH a notamment permis, en 2013, d'assurer l'accouchement dans de bonnes conditions de 1.100 femmes (dont 120 par césarienne) et d'apporter à 150 enfants des soins appropriés dans le cadre du programme de lutte contre la malnutrition.



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

ACKERMANS & VAN HAAREN

AvH ORGANIGRAMME

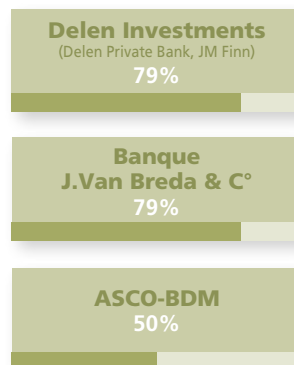
AvH STRATEGIC BUSINESS SEGMENTS



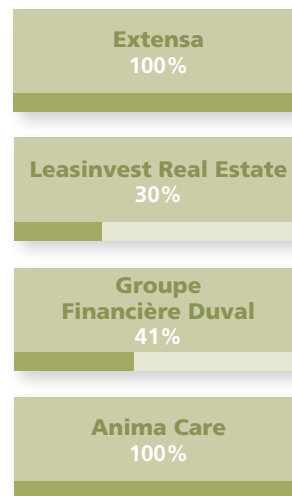
Marine Engineering & Infrastructure



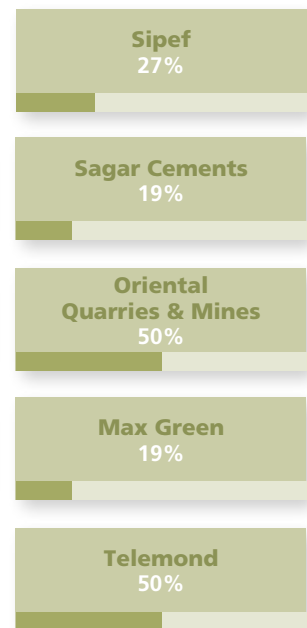
Private Banking



Real Estate, Leisure & Senior Care



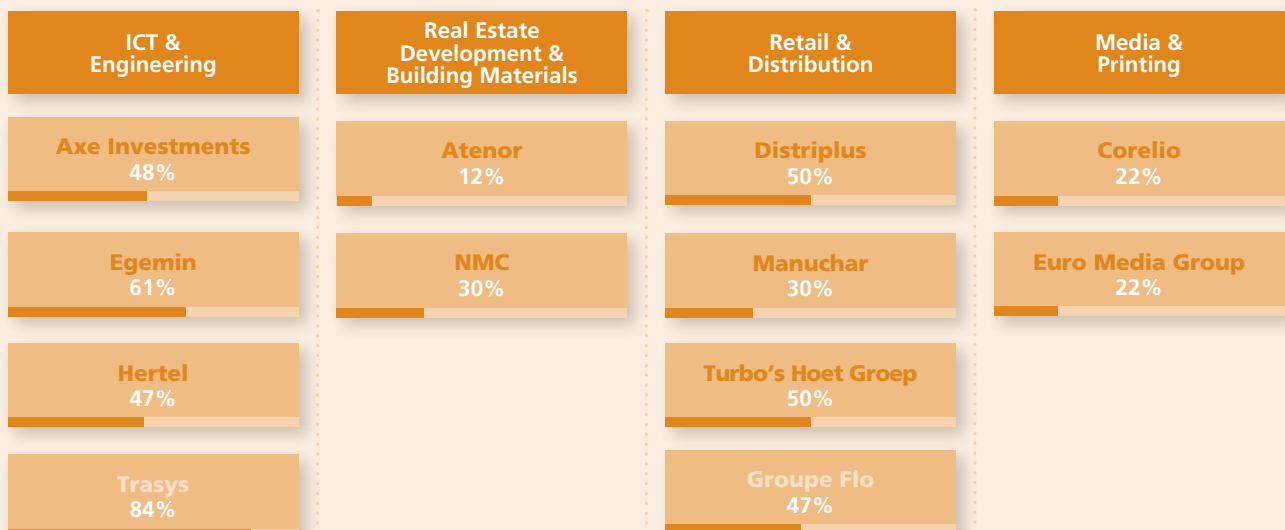
Energy & Resources

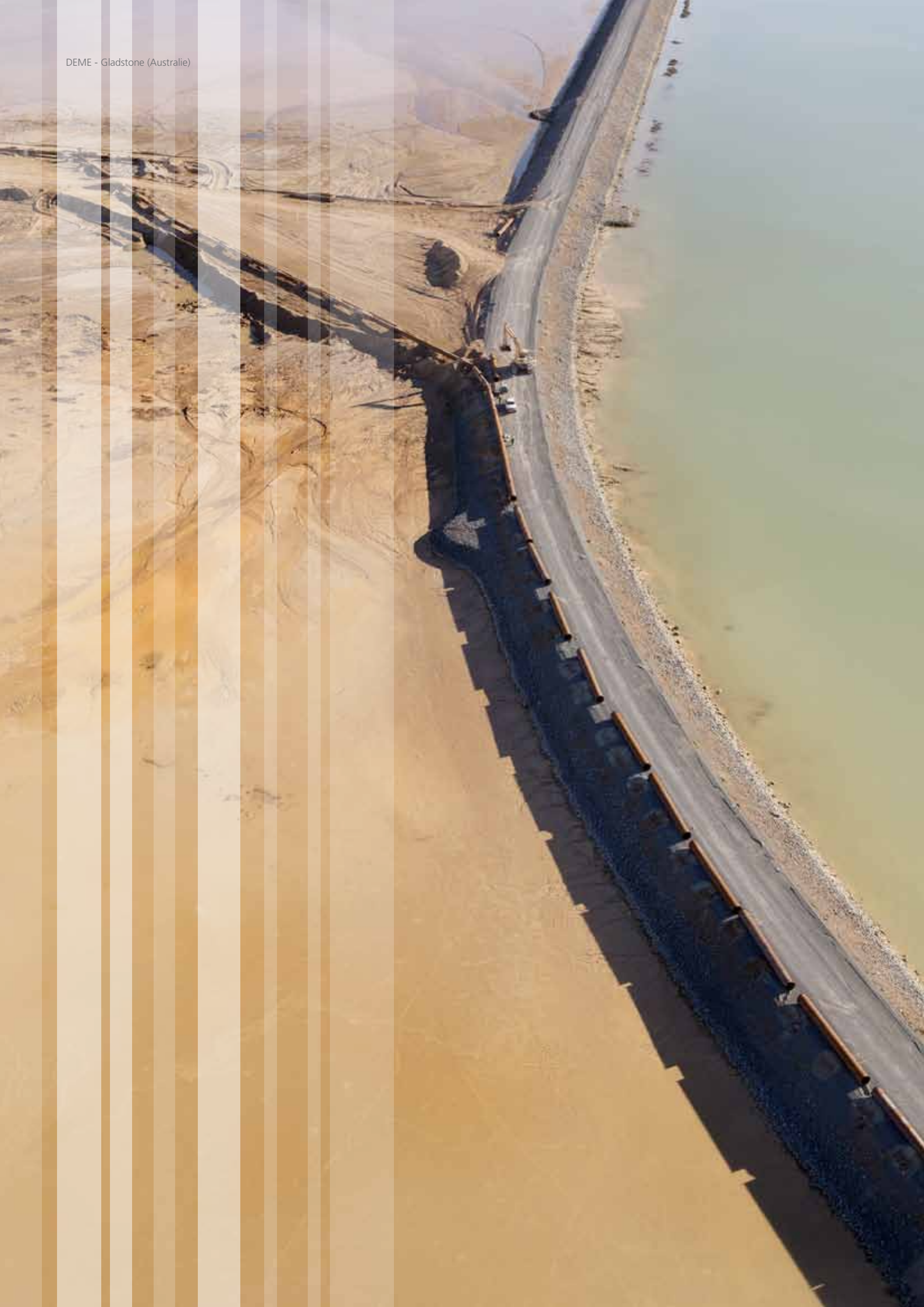


Development Capital (via Sofinim & GIB)

GIB
50%

Sofinim
74%







MARINE ENGINEERING & INFRASTRUCTURE

ACKERMANS & VAN HAAREN

MARINE ENGINEERING & INFRASTRUCTURE

Contribution au résultat net
consolidé d'AvH

(€ millions) 2013 2012 2011

DEME	53,7	44,7	52,1
A.A. VAN LAERE	0,7	1,2	1,7
RENT-A-PORT	3,8	4,8	-0,8
SNTC	1,5	1,0	1,6
TOTAL	59,7	51,7	54,6



DEME - Gladstone (Australie)

DEME

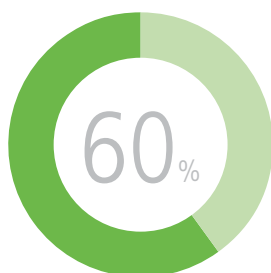
La société de dragage et d'environnement DEME est une des entreprises de dragage et de travaux maritimes les plus importantes et les plus diversifiées au monde.



CFE - Tunnel ferroviaire Liefkenshoek (Anvers)

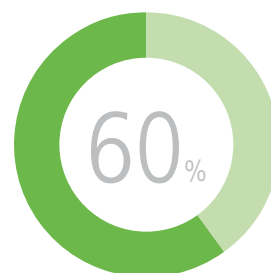
CFE

CFE est un groupe industriel de construction belge coté et actif en Belgique et dans les pays limitrophes, en Europe centrale et en Afrique.



Pourcentage de participation AvH*

* 50% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013



Pourcentage de participation AvH*

* 0% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013



A.A. Van Laere - Regatta Zenith

A.A. Van Laere

Van Laere est un entrepreneur général de grands projets de construction.



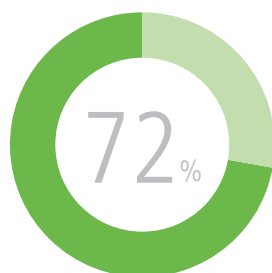
Pourcentage de participation AvH



Rent-A-Port - Duqm (Oman)

Rent-A-Port

Rent-A-Port développe des projets portuaires sur la base de son know-how et de son expérience portuaire et logistique.



Pourcentage de participation AvH*

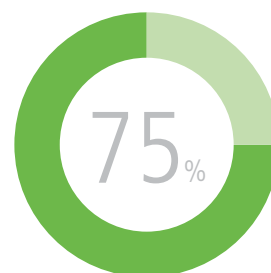
* 45% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013



SNTC - Conduite d'éthylène Anvers - Feluy

SNTC

SNTC réalise et gère des canalisations pour le transport de gaz industriels et de produits pour l'industrie pétrochimique.



Pourcentage de participation AvH

60%

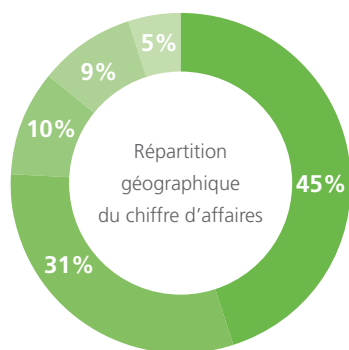
Pourcentage de participation AvH*

* 50% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013

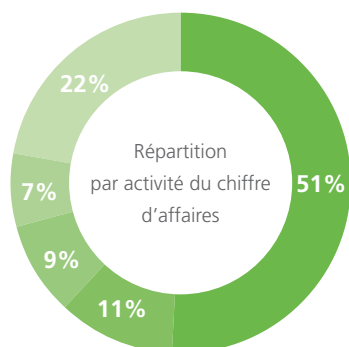
DEME

DEME est l'une des plus grandes entreprises de travaux hydrauliques au monde. A partir de son activité de base, à savoir les travaux de dragage et de génie civil hydraulique, le groupe a développé une série d'activités complémentaires dans le domaine des infrastructures, de la protection contre la montée des eaux, de l'énergie et de l'exploitation pétrolière, gazière et minière sous-marine dans un environnement exigeant et variable.

- Europe
- Asie Pacifique
- Moyen-Orient & Inde
- Afrique
- Amérique



- Dragages d'infrastructures
- Dragages de maintenance
- Fallpipe et atterrages
- Environnement
- Construction maritime



Aperçu financier de l'année 2013

DEME a affiché de très bonnes performances en 2013, avec un chiffre d'affaires de 2.532 millions d'euros (1.915 millions d'euros en 2012). Cette augmentation significative du chiffre d'affaires (32%) a été réalisée grâce à un taux d'activité élevé qui s'est traduit par une bonne occupation de la flotte (dragues suceuses 31,4 semaines, dragues suceuses porteuses 33,9 semaines), mais aussi grâce à la livraison de matériel aux grands projets éoliens de GeoSea pour quelque 230 millions d'euros. Le résultat net a augmenté, passant de 89 millions d'euros en 2012 à 109 millions d'euros en 2013.

Le carnet de commandes s'est maintenu à un haut niveau (3.049 millions d'euros) grâce à des commandes réparties entre tous les continents et toutes les activités. De grands projets liés au pétrole et au gaz (en Colombie, Venezuela, Australie, Irlande et Inde) ont ainsi été engrangés pour une valeur totale de 250 millions d'euros. Le groupe a également signé un important contrat pour le remblai de 148 ha dans le cadre de l'agrandissement de Jurong Island (Singapour) d'une valeur totale de 625 millions d'euros, dont environ la moitié pour DEME, et en plus, le groupe a obtenu des nouveaux contrats au Brésil et au Nigéria. D'autre part, GeoSea et Tideway ont ajouté 200 millions d'euros au carnet de commandes avec les parcs éoliens Kentish Flats Extension (Royaume-Uni) et Gode Wind (Allemagne). Le rapport annuel de DEME (www.deme-group.com) fournit une description plus détaillée des différents projets du groupe.

L'ambitieux programme d'investissements a été clôturé en 2013 avec le paiement de la dernière tranche pour la nouvelle drague suceuse à désagréateur de roche Ambiorix. DEME dispose désormais de l'une des flottes les plus modernes, les plus performantes et les plus polyvalentes au monde.

Fin janvier 2013, DEME a émis avec succès un emprunt obligataire sur 6 ans avec un taux d'intérêt brut de 4,145%. Après 1 jour, il était entièrement souscrit

pour le montant maximal de 200 millions d'euros. Les obligations sont cotées sur Alternext Brussels.

Le 19 septembre 2013, AvH et Vinci sont parvenus à un accord sur l'acquisition par AvH du contrôle exclusif sur CFE (voir page 12 pour plus de détails). La transaction a été finalisée fin décembre, AvH ayant acquis, à travers CFE, le contrôle total sur DEME.

Dragage et travaux maritimes

2013 fut une année extrêmement chargée dans le Benelux. En Belgique, des travaux de dragage d'entretien ont été exécutés sur l'Escaut, dans les chenaux d'accès menant aux écluses d'Anvers et à la côte belge. Le remblayage des plages à Mid-delkerke, Knokke-Heist et Ostende constitue la première phase du projet "Vlaamse Baaien". Aux Pays-Bas, le projet d'extension de terres du Botlek Tank Terminal à Rotterdam est en pleine réalisation et le groupe a décroché plusieurs nouveaux marchés, parmi lesquels des projets de réensablement des plages le long de la côte, l'approfondissement et l'élargissement du canal Juliana et un nouveau contrat "Waterdunen". Ce dernier projet comprend le renforcement de la protection côtière existante, l'aménagement de 40 ha de nouvelles dunes et une zone naturelle accessible récréative et sujette aux marées de 250 ha.

Une fois de plus, le Royaume-Uni a été le centre des activités européennes, DEME ayant mené à bon terme ses travaux dans le cadre du grand projet London Gateway. En Allemagne, Nordsee a effectué des travaux de dragage d'entretien sur le Rhin, sur l'Elbe et à proximité de la raffinerie de pétrole de Wilhelmshaven et a décroché des commandes portant sur l'enlèvement d'une épave de navire dans l'Elbe et sur des travaux d'approfondissement dans le port de Brême. En France, la SDI (Société de Dragage International) a réalisé des travaux de dragage d'entretien à Bayonne, à Gravelines, sur la Gironde et à Dunkerque. D'autre part, un contrat de dragage a été signé pour la deuxième phase de l'approfondissement



Gladstone (Australie)

de la Seine, qui commencera au premier semestre 2014. En Italie, SIDRA (Società Italiana di Dragaggi) a été active dans les ports de Cagliari, Trapani, Molfetta, Taranto et Livourne et Les projets dans le port de Civitavecchia, pour lesquels la drague suceuse à désintégrateur Ambiorix a été utilisée, ont été finalisés.

Dans la région Asie du Sud, plus particulièrement à Singapour, le nombre de nouveaux projets d'enviergure dans le secteur de la construction a fortement augmenté. C'est ainsi que DIAP a décroché un contrat Design & Build pour le remblai de 148 ha dans le cadre de l'agrandissement de Jurong Island pour le compte de Jurong Town Corporation, le plus grand promoteur industriel du gouvernement singapourien. Ce projet s'étend sur les cinq prochaines années et comporte trois grandes phases. D'autre part, la drague suceuse porteuse Uilenspiegel a commencé en avril 2013 des travaux de dragage sur le canal Soai Rap (phase 2) au Vietnam. La fin de ce projet est prévue pour avril 2014.

En Océanie, 2013 a été à nouveau une année chargée pour DEME avec deux gigantesques projets de dragage : Western Basin LNG Development à Gladstone (Queensland) et le port LNG de Wheatstone à Onslow (Australie-Occidentale). Le projet Gladstone a été livré largement dans les délais, si bien que Chevron peut parachever l'aménagement des installations LNG sur Curtis Island. Pour le projet Wheatstone, réalisé pour le compte de Bechtel/Chevron, plus de quinze navires, dont la drague suceuse à désintégrateur Ambiorix, les dragues suceuses porteuses Brabo et Breydel et les chalands Sloeber et Pagadder, sont mobilisés pour une période d'environ deux ans. L'approfondissement du canal d'accès de 17 km de long, des bassins de virement et des chenaux d'approche doit être terminé pour 2015.

En Afrique, DEME a mis en œuvre diverses techniques pour des clients privés et publics dans l'industrie pétrolière et gazière. Il y a eu ainsi l'achèvement réussi de la deuxième phase du plus grand projet d'extension de terres jamais réalisé en Afrique, à savoir le projet EKO Atlantic City à Lagos, au Nigeria, où 600 ha de terre ont été récupérés jusqu'à présent. Les travaux d'extension de terres pour deux développements industriels avoisinants ont également débuté avec succès. D'autre part, les travaux annuels de dragage d'entretien et d'enlèvement d'épaves ont eu lieu sur la voie d'accès au terminal LNG à Bonny et Onne. A Onne, un contrat portant sur une extension de terres et des travaux de dragage pour un nouveau dock a également été signé fin 2013. A Ada, dans l'est du Ghana, le littoral subit gravement les conséquences du changement climatique et de la montée du niveau de la mer. Après la pose d'un appontement provisoire innovant, il a été décidé en premier lieu

d'ériger sept constructions similaires pour protéger la côte. Par la suite, ceci a été étendu à un trajet côtier supplémentaire de 10 km.

Au Moyen-Orient, les activités ont été soutenues, en 2013, par deux projets prestigieux à Abu Dhabi et au Qatar. A Abu Dhabi, MEDCO (Middle East Dredging Company) a terminé la construction de deux îles énergétiques offshore pour ADMA-OPCO (Abu Dhabi Marine Operating Company) en vue du développement du champ pétrolier offshore Satah Al Razboot. Compte tenu de la situation des îles, à quelque 120 km de la côte, ces travaux constituaient un énorme challenge. Un autre défi était l'aménagement du canal d'accès au New Port au sud de Doha, au Qatar. Les travaux comprenaient la construction de la nouvelle base marine sur une île artificielle 'nearshore'. International Seaport Dredging (ISD) a été très active en Inde avec des travaux de dragage d'en-

DEME SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	2.531.619	1.914.922	1.765.812
EBITDA	437.753	350.857	300.378
EBIT	216.498	140.419	137.143
Résultat net (part groupe)	109.082	89.400	104.123
Cashflow net	330.904	300.897	264.506
Fonds propres (part groupe)	847.701	773.739	731.012
Trésorerie nette	-711.297	-741.869	-651.046
Total du bilan	2.837.026	2.725.443	2.496.308
Carnet de commandes (€ mio)	3.049	3.317	2.404
Capex (€ mio)	209	343	372
Personnel	4.582	4.011	3.815



Colombie



Amoras (Belgique)



New Port Doha (Qatar)

tretien à Kattupali, Goa, Kakinada et dans le port de Dhamra, et avec l'approfondissement des ports de Ennore et Visakhapatnam. Au Sri Lanka, des travaux de remblayage côtier ont été exécutés à Marawila (Colombo).

En Amérique latine, Dredging International a clôturé le projet d'approfondissement de l'accès au Canal de Panama le long de l'Océan Pacifique. A la mi-2013, un important contrat a été signé avec l'entreprise américaine Drummond en vue de l'exécution à Santa Marta, Colombia, de travaux de dragage dans le bassin de virement devant l'apponement en construction pour les exportations de charbon. Le projet a un délai de réalisation très court et se déroule selon le planning. Il y a eu également des projets à Brisas (Colombia), Lazaro Cardenas (Mexico) et La Guaira (Venezuela).

Solutions "dragage plus"

Les navires d'enrochement de **Tideway** ont été affectés, en 2013, à la protection de canalisations et de câbles électriques, à des travaux de stabilisation au profit de compagnies pétrolières et gazières et à des activités dans le domaine de l'énergie renouvelable. Dans le cadre du projet Total / Laggan Tormore, deux contrats d'enrochement de grande envergure ont été exécutés pour la protection des pipelines d'exportation, des câbles d'alimentation et des 'flow lines'. Le projet a été finalisé en octobre 2013, après deux ans. Dans le cadre du projet LNG Wheatstone, Tideway assurera en 2014 l'aplanissement du sol marin, l'introduction de la canalisation pour l'atterrissage et l'installation d'un lit de fondation, de ballast et d'une protection contre l'érosion autour de la plate-forme SGS. Au Venezuela également, Tideway a remporté deux importantes commandes

de d'atterrissage. La commande de Saipem consiste notamment à draguer une tranchée de 6,5 km de long en mer et à tirer la canalisation jusqu'à la terre. Ensuite, pour le compte de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA, Tideway réalisera un atterrissage le long duquel la conduite du champ gazier "Dragon" rejoindra la terre ferme. Tideway assure également des travaux de protection contre l'érosion et le placement de filtres et de câbles pour différents parcs éoliens offshore (Northwind, Gwynt Y Mor, Borkum Riffgrund).

En innovant constamment et en proposant des solutions intégrales sur le marché à forte croissance de l'énergie éolienne offshore, **GeoSea** a non seulement enregistré une belle progression de son chiffre d'affaires, mais a aussi acquis une position de leader sur le marché mondial.

GeoSea a installé, au premier semestre 2013, les 18 dernières éoliennes du parc offshore de 325 MW de C-Power. Pour le parc éolien Northwind, le navire auto-élévateur Neptune a été affecté à l'installation des 73 monopiles et des pièces de raccordement, ainsi qu'au scellement. GeoSea s'occupe actuellement de l'installation proprement dite des turbines. Sur le parc éolien offshore Baltic 2, les travaux de fondation ont été achevés. Plusieurs nouveaux contrats ont été conclus en 2013 avec le Danois Dong Energy, le plus grand opérateur de parcs éoliens offshore. C'est ainsi que GeoSea enfoncera 35 grands pieux de fondation à Westermest Rough (Royaume-Uni), installera des fondations avec protection contre l'érosion à Borkum Riffgrund 1 (Allemagne) et assurera le transport et l'installation de fondations pour les parcs éoliens offshore Gode Wind (Allemagne). D'autre part, GeoSea a conclu fin 2013 un nouveau contrat EPCI pour la conception, la fourniture et l'installation des fondations de quinze éoliennes, ainsi que l'installation de ces éoliennes

pour le parc éolien offshore Kentish Flats Extension.

A Hay Point (Australie-Occidentale), cinq navires auto-élévateurs ont été affectés à la pose d'un appontement d'accès de 2 km de long et d'un appontement d'accostage pour le transport de coke pour BHP-Mitsubishi Alliance. Ce projet est aujourd'hui déjà bien avancé. D'autre part, des études de terrain ont été menées pour EDF Energies Nouvelles en France et pour Elia en Belgique. En 2013, GeoSea a décroché une étude pour la compagnie pétrolière et gazière néerlandaise Oranje Nassau Energy. Cette étude doit déboucher sur la conception d'une plate-forme de production de gaz actionnée à l'énergie éolienne et solaire et fonctionnant en l'absence de personnel, dont l'installation est prévue pour fin 2014 ou début 2015.

HGO InfraSea Solutions, une joint-venture 50/50 de Hochtief Solutions et GeoSea, a poursuivi ses activités en tant que développeur de navires et gestionnaire de navires auto-élévateurs pour l'installation et la maintenance de structures offshore, tels que des parcs éoliens et des plates-formes pétrolières et gazières. Depuis sa mise en service en 2012, le puissant navire auto-élévateur Innovation a opéré sans interruption et avec succès dans des conditions houleuses dans la Baie Allemande, en Mer du Nord.

High Wind (DEME 61%) développe des outils qui permettent aux navires d'installation de travailler quelles que soient les conditions climatiques, ce qui augmente la productivité et la fiabilité. En 2013, la conception de base de cet instrument a été finalisée. L'ingénierie de détail est actuellement en cours en vue de rendre l'instrument disponible fin 2014 pour l'installation sur l'un des navires auto-élévateurs de GeoSea.

Scaldis Salvage & Marine Contractors (DEME 54%) est spécialisée dans le levage de lourdes charges en mer. En 2013, Scaldis a participé, avec le puissant bateau-grue Rambiz 3000, à plusieurs grands projets : West of Duddon Sand (Royaume-Uni), Borkum Riffgrund 1, un navire FPSO, Nord See Ost (Allemagne), le parc éolien Northwind (au large de la côte belge) et la plateforme IKA-JZ (Croatie). Un deuxième bateau-grue tenant la mer, le Rambiz 4000, est en cours de développement et devrait être opérationnel en 2016.

OWA (Offshore & Wind Assistance) a eu une année 2013 très chargée, au cours de laquelle les deux navires d'entretien Aquata et Arista ont opéré à partir d'Ostende pour REpower et Vestas. OWA a conclu un contrat d'entretien à long terme avec C-Power. Dans le cadre de ce contrat, l'entreprise fournit des services logistiques et effectue des inspections, des études et de réparations sur le parc éolien Thornton. FLiDAR SA a signé des contrats avec la multinationale Mainstream Renewable Power et avec Dong Energy en vue d'utiliser le système flottant LiDAR pour des mesures de vent. Ce système peut enregistrer, dans des conditions extrêmes, des données relatives au vent particulièrement utiles lors de la construction de parcs éoliens offshore.

Environnement

DEC-Ecoterres (DEME 75%), la branche environnementale du groupe, a encore enregistré de beaux succès en 2013, ceci dans un environnement difficile et extrêmement compétitif. Plusieurs projets à long terme assurent la continuité.

En Belgique, DEC a clôturé avec succès la deuxième année d'exploitation de l'installation d'assèchement de boues Amoras dans le port d'Anvers. L'exploitation complète s'étend sur une période de quinze ans. DEC a signé une convention avec Eandis, le gestionnaire flamand de réseau de distribution pour l'électricité et le gaz, pour la reprise de six grands terrains contaminés. Ces terrains sont assainis par DEC et seront ensuite réaffectés en une nouvelle zone d'habitat. Pour le développement de deux nouveaux 'brownfields', Bekaert Zwevegem et Bekaert Hemiksem, DEC a conclu des accords avec les promoteurs privés.

Dans la zone de revalorisation Terranova (140 ha) au nord de Gand, les travaux se sont poursuivis en 2013. Les terres contaminées ont été déblayées et traitées et les eaux souterraines ont été épurées. En vue de la construction d'un nouveau parc d'énergie solaire (Terranova Solar), les terrains de plâtre ont été recouverts sur la moitié de la surface (40 ha). Terranova a aussi commencé la rénovation et la démolition des bâtiments de l'ancienne usine Kühlmann, pour y créer un site industriel de 50 hectares. En Suède, l'assainissement du fjord Valdemars-

vik s'est poursuivi et quelque 250.000 tonnes de boues contaminées au chrome ont été draguées et stabilisées. Les travaux d'assainissement devraient être terminés fin 2014. En France, Extract-Ecoterres poursuit une croissance constante et maintient sa position de leader. En 2013, l'entreprise a encore traité des boues contaminées provenant du port de Paris et a mené des projets de traitement des sols et des eaux souterraines, des travaux hydrauliques de dragage environnemental et des projets d'assainissement à Achères, Narbonne, Besançon, Evry et Montereau.

Extraction offshore d'agrégats et de minerais

DEME Building Materials (DBM) est spécialisée dans l'extraction, le traitement et la vente d'agrégats marins provenant de différentes concessions de sable et de gravier en mer et destinés au secteur de la construction. Les activités se déroulent principalement en France, aux Pays-Bas, en Belgique, en Pologne et au Royaume-Uni. Pour le traitement des agrégats marins, DBM dispose de ses propres installations à Vlissingen et Amsterdam. En 2013, DBM a fourni l'ensemble des agrégats pour la construction de la nouvelle écluse du Waasland dans le port d'Anvers.

OceanfLORE est une joint-venture 50/50 de IHC Merwede et DEME qui propose principalement des solutions pour l'exploitation de minerais et minéraux rares en eaux profondes. OceanfLORE a réalisé en 2013 divers travaux d'étude et de conception et a mené des discussions avec des groupes miniers et des institutions publiques en vue de développer des synergies.

Services maritimes et services de terminal

Combined Marine Terminal Operations Worldwide (CTOW, DEME 54%) est une joint-venture avec Herbosch-Kiere et Multiship qui propose une gamme complète de services professionnels pour l'exploitation de terminaux maritimes spécialisés et de services auxiliaires. Après avoir mené à bien avec succès deux commandes en Angola, CTOW recherche actuellement de nouvelles possibilités en Afrique et sur d'autres continents.

Concessions DEME

Via des contrats de concession et des Partenariats Public-Privé, DEME est impliquée dans le développement de nouveaux projets dans différents domaines.

Dans le secteur de l'énergie éolienne offshore,

DEME lance des initiatives dans divers pays européens par l'intermédiaire de **Power@Sea**, spécialiste en matière de concessions (DEME 49%). Le parc éolien offshore C-Power sur le Thorntonbank, avec ses 325 MW, est le plus grand parc éolien au large de la côte belge et fournira de l'électricité verte à 300.000 ménages. En 2013, la participation de +/-12% de DEME dans C-Power a été intégrée dans DEME Concessions SA. Conjointement avec les autres actionnaires d'Otary, Power@Sea dispose de trois concessions pour des projets éoliens offshore belges : Rentel, SeaStar et Mermaid. Ces projets représentent ensemble une puissance de plus de 900 MW.

Depuis 2010, **DEME Blue Energy** (DEME 70%) est activement impliquée dans le projet flamand de recherche FlanSea (Flanders Electricity from the Sea). Le convertisseur d'énergie houlomotrice "Wave Pioneer" a été mis à l'eau officiellement le 23 avril dans le Zeewezendok à Ostende et a été testé et optimisé au cours du second semestre 2013. Une analyse plus poussée des données en 2014 doit permettre d'identifier les possibilités du système de contrôle. A plus long terme, il est envisagé de déployer les convertisseurs d'énergie houlomotrice dans les parcs éoliens offshore existants. Tant Islay (Ecosse) que Fair Head (Irlande du Nord) se sont vu octroyer un contrat de location pour un projet d'énergie maréomotrice de 30 MW et 100 MW respectivement. BluePower SA (DBE 50%, Nuhma 50%) a été constituée à cet effet, une société qui, à son tour, collabore avec la société irlandaise DP Marine Energy.

Perspectives pour 2014

Compte tenu d'un carnet de commandes toujours aussi imposant, DEME s'attend, sauf circonstances imprévues, à ce que le chiffre d'affaires et le cash-flow opérationnel restent élevés en 2014.

www.deme-group.com



De gauche à droite : en haut : Pierre Potvliege, Martin Ockier, Harry Mommsen, Lieven Durt, Bernard Paquot, Theo Van De Kerckhove, Pierre Catteau, Lucas Bols en bas : Christel Goetschalckx, Luc Vandenbulcke, Alain Bernard, Philip Hermans, Els Verbraecken, Tom Lenaerts, Eric Tancre, Dirk Poppe, Hugo Bouvy



60%

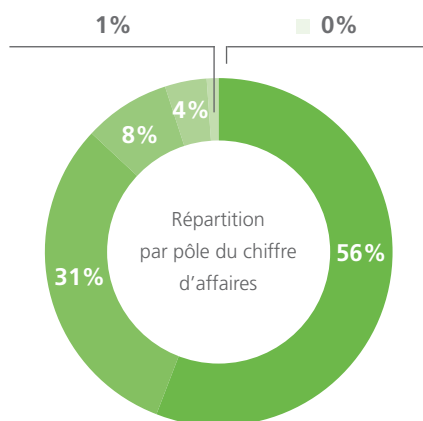
Pourcentage de participation AvH*

* 0% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013

CFE

CFE est un groupe industriel belge, coté sur Euronext Bruxelles, actif dans six différents domaines : Dragage et Travaux maritimes, Construction, Infrastructures ferroviaires et routières, Multitechniques, Promotion et Gestion immobilières, Partenariats Public-Privé & Concessions. Le groupe est très actif en Belgique et dans les pays limitrophes, en Europe centrale et en Afrique. L'activité la plus importante – dragage et travaux maritimes – est exercée par sa filiale DEME (CFE 100%), l'un de leaders mondiaux dans le secteur du dragage.

- Dragage & environnement (DEME 50%)
- Construction
- Multitechnique
- Rail & Routes
- Promotion & Gestion Immobilières
- PPS-Concessions



Etant donné que l'acquisition de CFE n'est intervenue que quelques jours calendrier avant la fin de l'année, l'impact sur le compte de résultats d'AvH reste limité, en 2013, à la revalorisation - prescrite par l'IFRS - de la participation de 50% dans DEME apportée par AvH dans CFE pour un montant de 550 millions d'euros. A partir de l'exercice 2014, AvH intégrera dans son compte de résultats le pourcentage de participation plus élevé (60,4%) dans DEME, et reprendra une contribution des autres activités de CFE, ce qui n'était pas encore le cas en 2013. Les informations reprises sur cette page concernant CFE ont été reprises dans le rapport annuel à titre purement informatif.

Aperçu financier de l'année 2013

Le chiffre d'affaires consolidé de CFE a fortement augmenté en 2013 (+19%) et s'établit à 2.267 millions d'euros. Cette progression doit être principalement attribuée au pôle 'dragage & environnement' (+32%, 1.266 millions d'euros), ainsi qu'au contracting (+8%, 977 millions d'euros), où la croissance vient surtout des activités de construction internationales.

Le résultat d'exploitation, avant l'impact des comptabilisations liées à l'apport par AvH de 50% des actions DEME, a diminué de 17% à 67 millions d'euros. L'excellent résultat d'exploitation de DEME (+54%) est en partie annulé par l'impact des problèmes rencontrés au niveau du contracting. Le résultat net est négatif (-81 millions d'euros) en raison des comptabilisations liées à l'apport des actions DEME (impact de -89 millions d'euros).

Le carnet de commandes se maintient à un niveau élevé, tant en ce qui concerne le contracting que DEME, et s'établit à 4.388 millions d'euros fin 2013.

Aperçu opérationnel de l'année 2013

Une structure cohérente porteuse de synergies internes

Aucune entreprise ne fait partie de manière fortuite du groupe CFE. Celui-ci forme en effet une structure cohérente, avec des entités et des métiers complémentaires.

En amont, les promoteurs immobiliers couvrent l'ensemble du processus comprenant l'acquisition des terrains, la sélection des projets, l'obtention des permis, la réalisation de la construction et la vente aux particuliers ou aux investisseurs. Encore plus en amont, le pôle PPP-Concessions constitue un atout important lors de l'attribution des marchés, en apportant également le financement de projets d'administrations locales. Ce pôle est en outre une source de contrats permanents à long terme, tandis que les autres activités sont plutôt caractérisées par le court terme.

Dès que le groupe est actif en amont, dans des développements ou des concessions, la synergie joue pleinement : les entreprises de construction se chargent des chantiers de construction, les entrepreneurs spécialisés en électricité et en chauffage/climatisation s'occupent de l'équipement et de l'installation, les entreprises de génie civil réalisent les ouvrages d'art et autres travaux, etc. Par la suite, la maintenance est assurée par les entreprises spécialisées. Quant au département financier et au département concession, ils se chargent bien entendu de trouver le financement pour l'ensemble des opérations.

L'activité du groupe, hors DEME (voir page 54), est structurée en cinq pôles, avec une répartition géographique. Les entités les plus importantes sont reprises ci-après.

UP-site (Bruxelles) ©





Tunnel ferroviaire Liefkenshoek (Anvers) ©



Coentunnel (Amsterdam)



NorthLight (Bruxelles) ©

Pôle Construction

Le pôle Construction a connu en 2013 une activité intense, ce qui s'est traduit par une croissance de 11,7% du carnet de commandes. A cet égard, la division 'bâtiments' a affiché de meilleures performances que la division 'génie civil', qui a rencontré plus de difficultés.

Benelux – Bâtiments

L'activité 'bâtiments' en Belgique francophone et à Bruxelles, réorganisée en profondeur en 2013, a été marquée par la progression de BPC. En Région bruxelloise, BPC Brabant a continué à bénéficier de la confiance des promoteurs immobiliers (notamment Toison d'Or pour Prowinko). En Wallonie, les filiales Liège et Hainaut ont été lancées avec succès et ont gagné peu à peu du terrain sur un marché à nouveau dynamique.

CFE Brabant, placé aujourd'hui sous la même direction que BPC, a réalisé un grand nombre de projets, dont la Gare du Nord, le bâtiment Pole Star, le siège administratif d'Elia et le bâtiment New Orange. Tout incite à l'optimisme, sachant que plusieurs nouveaux contrats démarrent en 2014 et s'étendront jusqu'en 2015. CFE Brabant mise sur une stabilisation de son activité, suivie par un retour à la croissance.

L'activité d'Amart a pris en un an un essor remarquable. L'entreprise s'est concentrée sur de grands projets. Pour ce faire, elle a renforcé son encadre-

ment. Le carnet de commandes est rempli pour 2014 et une partie de 2015.

Dans le nord du pays, Aannemingen Van Wellen (division bâtiments) peut être satisfaite de son activité en 2013. En Flandre et à Bruxelles, les projets se sont succédés, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans les marchés publics, les bureaux et les centres commerciaux. L'immeuble de bureaux Onyx à Berchem, le bâtiment administratif pour la Croix-Rouge à Malines et la tour résidentielle de 148 appartements Lichttoren à

Anvers, sont quelques exemples parmi d'autres des nombreux projets entamés ou livrés.

Toujours en Flandre, l'activité 'bâtiments et constructions industrielles' de MBG a connu une année chargée. L'entreprise a engrangé des commandes importantes, comme la construction d'un nouveau bâtiment pour l'hôpital AZ Sint-Maarten à Louvain et les trois tours du Kattendijkdok à Anvers. Le carnet de commandes de MBG Bâtiments n'a jamais été aussi plein.

CFE SA⁽¹⁾

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	2.267.257	1.898.302	1.793.834
EBITDA	213.221	199.140	181.654
EBIT ⁽²⁾	67.194	81.162	84.931
Résultat net (part groupe) ⁽²⁾	7.929	49.363	59.081
Résultat net (part groupe) (incl. comptabilisations liées à l'apport DEME)	-81.235		
Cashflow net	190.275	184.365	171.483
Fonds propres (part groupe) ⁽³⁾	1.193.153	524.612	499.748
Trésorerie nette ⁽³⁾	-781.389	-399.991	-350.817
Total du bilan ⁽³⁾	4.160.919	2.399.557	2.204.096
Carnet de commandes (€ mio) ⁽³⁾	4.388	2.868	2.382
Personnel ⁽³⁾	8.310	5.773	5.731

⁽¹⁾ Ces chiffres ne sont pas repris dans le compte des résultats de AvH et sont mentionnés à titre information.

⁽²⁾ Avant les comptabilisations spécifiques liées à l'augmentation de capital et à l'apport de 50% des actions DEME par AvH

⁽³⁾ 2013 : DEME 100%, 2012-2011 : DEME 50%



Multitechnique - Automatisation ©



Multitechnique - Electricité générale et industrielle

Au Grand-Duché de Luxembourg, les signes de reprise sont de plus en plus marqués. Forte d'une activité intense et d'un carnet de commandes bien rempli pour 2014, CLE peut se concentrer sur le renforcement des équipes de production, de l'équipe commerciale et du département études.

Benelux – Génie civil

Dans le 'génie civil', le carnet de commandes progresse plus lentement. MBG a remporté ici le marché pour la rénovation de la station d'épuration de Bruxelles Sud et la construction d'un quai de déchargement à Zeebrugge. En 2013, bien d'autres chantiers ont démarré, comme l'aménagement de la gare SNCB de Malines, les installations de stockage de produits pétroliers à Anvers et le complexe d'accès du parc de stationnement du site Gasthuisberg de l'Hôpital universitaire de Louvain.

Aux Pays-Bas, CFE Nederland a sélectionné avec soin ses secteurs d'activité et a pris des mesures afin de répondre aux exigences des clients sur le plan financier, organisationnel et environnemental. En mai 2013, le projet de construction du deuxième Coentunnel a été inauguré officiellement, tandis que les travaux pour la rénovation du premier tunnel ont commencé. GEKA Bouw, qui est bien positionnée aux Pays-Bas mais qui a aussi un important projet en France, a atteint en fin d'année les objectifs qu'elle avait annoncés. Ce résultat laisse présager une année 2014 positive, durant laquelle la synergie avec les autres entités du groupe CFE sera encore approfondie.



Chemins de fer (Bruges) ©

International

En Pologne, CFE Polska a engrangé d'importants contrats et a pu accroître sensiblement son chiffre d'affaires. En 2014, l'entreprise entend poursuivre la professionnalisation de ses services et renforcer encore la fidélisation. Elle prend part à des projets dans tous les secteurs de la construction : bâtiments résidentiels ou industriels, bureaux, espaces commerciaux.

En Afrique, CFE a entamé plusieurs grands projets au Nigeria, en Algérie et au Tchad. A N'Djamena, elle a conclu un premier contrat dans le domaine de l'énergie renouvelable. CFE met l'accent sur le développement des activités au Nigeria, où un contrat pour la construction de trois tours résidentielles a été signé en 2013.

Pôle Multitechnique

Le chiffre d'affaires du pôle Multitechnique a augmenté de 8,8% par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été observée dans presque toutes les filiales du pôle. Bien que l'année ait été difficile, le carnet de commandes du pôle Multitechniques s'est maintenu.

En Flandre, 2013 a été une bonne année pour VMA. L'entreprise a participé à un grand nombre de projets, tant dans le secteur des soins de santé que dans celui des immeubles de bureaux. La réalisation du nouveau stade du club de football de La Gantoise mérite également d'être mentionnée. VMA a aussi poursuivi son expansion internationale et a été principalement active aux Pays-Bas et

en Europe centrale. L'entreprise a remporté différents marchés pour l'automatisation de lignes de montage dans le secteur automobile, notamment chez Audi en Hongrie et en Slovaquie. Un autre spécialiste de l'automatisation, l'entreprise limbourgeoise Ariadne, a enregistré une belle croissance de son carnet de commandes. Elle a réalisé, tant en Belgique qu'à l'étranger, différents projets d'installations électriques et d'automatisation.

Le chiffre d'affaires de Vanderhoydonckx, également établie dans le Limbourg, a progressé de 26% par rapport à l'année précédente. Cette entreprise s'impose plus que jamais comme un véritable spécialiste dans le secteur de l'électricité. Installations électriques en moyenne tension, éclairage, contrôle d'accès, détection incendie, systèmes d'alarme, ... aucun domaine n'échappe au professionnalisme reconnu de ses équipes.

Les différents départements de Nizet Enterprise (tertiaire, ateliers et infrastructure) ont participé à la réalisation d'un grand nombre de projets en Wallonie et à Bruxelles. CFE EcoTech, qui est désormais sous la direction de Nizet, a été réorganisée fin 2013 et reste active sur le plan international (Sri Lanka, Vietnam). Le chiffre d'affaires de Druart a fortement augmenté. Les projets en HVAC et sanitaire forment l'essentiel de l'activité. L'entreprise be.Maintenance poursuit son développement dans la gestion et la maintenance d'installations techniques de bâtiments. En 2013, elle a ajouté quelques nouvelles références de choix à son portefeuille.

Les problèmes très graves chez Elektro Van de Maele, et dans une moindre mesure chez



La Réserve (Knokke) ©

En 2013, Sogemaint a repris plusieurs contrats substantiels pour Property, Facility et Project Management, tant en Belgique qu'au Grand-Duché de Luxembourg. L'actionnariat a changé, mais l'objectif reste le même : continuer à se développer en donnant la priorité à la synergie au sein du groupe CFE.

Pôle PPP-Concessions

Le pôle PPP-Concessions intervient en tant que maître d'ouvrage pour les entreprises de construction du groupe et gère divers travaux d'entretien. L'activité en Belgique a été caractérisée en 2013 par trois grands projets : le tunnel ferroviaire Liefkenshoek à Anvers, l'hôtel de police de Charleroi et les écoles de la Communauté germanophone à Eupen. En 2014, le pôle souhaite décrocher un nouveau contrat d'infrastructure ou de construction. Aux Pays-Bas, le nouveau Coentunnel mis en service officiellement en mai 2013 est entré en phase de maintenance, tandis que les travaux pour la rénovation du premier tunnel ont débuté et seront achevés en 2014.

L'activité de Rent-A-Port au Vietnam évolue bien et a contribué positivement aux résultats du pôle. D'autres projets dans le Sultanat d'Oman et au Qatar se poursuivent. Rent-A-Port Energy continue à se concentrer sur le développement de parcs éoliens offshore en Mer du Nord.

Perspectives pour 2014

Le niveau élevé du carnet de commandes laisse entrevoir des perspectives favorables pour le pôle dragage et environnement et le redressement des activités dans le domaine du contracting.

www.cfe.be



De gauche à droite : Fabien De Jonge, Diane Zygas, Gabriel Marijsse, Frédéric Claes, Renaud Bentégeat, Yves Weyts, Patrick Verswijvel, Jacques Lefèvre



Brantegem, ont pesé lourdement sur les résultats. Les restructurations majeures annoncées en 2013 redonnent de l'espoir aux activités climatisation et HVAC.

Pôle Rail & Routes

Le pôle Rail & Routes a bien résisté dans un contexte difficile. Le carnet de commandes a augmenté de 22% en un an. Les perspectives de ce pôle restent favorables, avec d'importantes adjudications en cours dans l'activité ferroviaire.

Les différents départements d'ENGEMA ont pris part à de nombreux projets dans tout le pays et ont renforcé la compétitivité de l'entreprise. ENGEMA a en outre investi, durant le dernier trimestre, dans le coaching et l'intégration d'ETEC au sein du pôle. En 2013, différents projets ont démarré ou ont été livrés, comme l'installation de la signalisation ferroviaire ETCS de niveau 1 sur l'ensemble du réseau, l'électrification du tunnel ferroviaire Liefkenshoek à Anvers et la pose et l'entretien de différentes lignes à haute tension dans le sud du pays.

Chez Louis Stevens & Co, les projets n'ont pas manqué en 2013. L'entreprise a relativement peu ressenti les effets de la crise et le carnet de commandes pour 2014 est prometteur. L'entreprise veut en faire usage pour diversifier ses activités. Vidéosurveillance, installation de réseaux et applications de fibres optiques sont quelques-unes des activités dont Stevens entend poursuivre le développement en 2014.

Les équipes de REMACOM ont travaillé sur de multiples chantiers dans tout le pays. De Bruges à Louvain-la-Neuve, en passant par Schaerbeek et Saint-Nicolas, les projets ont été nombreux et

variés. Les équipes de REMACOM ont installé, modifié ou remplacé des voies et du ballast, assisté différents contractants avec des grues de chemin de fer et réparé des installations endommagées.

Pour Aannemingen Van Wellen (division routes), 2013 a été une année plus difficile. Après le recul des marchés publics, des mesures ont été prises. Les grands dossiers PPP qui sont à l'étude devraient apporter plus de clarté quant au futur proche.

Pôle Promotion et Gestion Immobilières

Le pôle Promotion et Gestion Immobilières, moins actif dans les bureaux, travaille surtout dans le secteur résidentiel dans trois pays : la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la Pologne. La gestion immobilière a été marquée par la scission entre CBRE et Sogemaint. Cette dernière, filiale en pleine propriété de CFE, reste présente sur le marché belge et luxembourgeois.

Le pôle immobilier est historiquement très fort en Belgique et prend part à des projets résidentiels prestigieux : Solvay, où un premier permis de bâtir a été obtenu, Belview, en construction dans le quartier européen à Bruxelles, Lichttoren à Anvers et Oosteroever à Ostende. Au Grand-Duché de Luxembourg, CLI a mis la dernière main aux contrats pour la réalisation de l'immeuble Kons, en face de la gare de Luxembourg-Ville. L'entreprise a aussi poursuivi la commercialisation de Beggen et Bettembourg, deux projets résidentiels en construction. En Pologne enfin, les ouvrages à Gdansk (2e tour résidentielle) et Obozowa (magasins et habitations au cœur de Varsovie) devraient être livrés en 2014. Vu la qualité des réalisations du pôle immobilier, l'année s'annonce sous les meilleurs auspices.

100%

Pourcentage de participation AvH

ALGEMENE AANNEMINGEN VAN LAERE

Van Laere est un groupe multidisciplinaire actif dans toute la Belgique en tant qu'entrepreneur général et présent dans différentes niches par le biais de ses filiales.

Aperçu financier de l'année 2013

Le groupe d'entreprise générale Van Laere a supporté en 2013 les conséquences d'un hiver exceptionnellement long, ce qui s'est traduit par une diminution du chiffre d'affaires consolidé à 122 millions d'euros (contre 161 millions d'euros en 2012).

L'achèvement réussi d'une série de chantiers a permis au groupe d'afficher un résultat positif. Van Laere et Thiran ont contribué positivement au résultat, tandis qu'Arthur Vandendorpe a enregistré un résultat en équilibre et qu'AlfaPark a subi une perte.

Le carnet de commandes consolidé s'élevait à 169 millions d'euros fin 2013, mais ce chiffre ne prend pas en compte le projet A11, dans lequel Van Laere fait partie du consortium gagnant. Si l'on inclut ce projet, le carnet de commandes de Van Laere atteint un niveau record, malgré les conditions de marché difficiles.

Maison de repos et de soins à Zemst



Aperçu opérationnel de l'année 2013

Algemene Aannemingen Van Laere

Le résultat du groupe a été réalisé presque entièrement par Algemene Aannemingen Van Laere. Le résultat net de 1,7 million d'euros est supérieur aux prévisions.

Van Laere a réalisé en 2013 plusieurs projets prestigieux, notamment un hangar d'aviation techniquement impressionnant pour Jetairport à Brussels Airport et un nouveau bâtiment de production pour GSK à Wavre.

Van Laere s'impose petit à petit comme un expert dans la construction de maisons de repos et de soins et d'hôpitaux. L'entreprise a réalisé pour Anima Care des maisons de repos et de soins à Haut-Iltre, Zemst et Kasterlee. Par ailleurs, les travaux de construction des résidences-services Wivina à Grand-Bigard et du nouvel hôpital Heilig-Hart à Roulers ont commencé.

D'autre part, Van Laere est également active dans le génie civil (projets GEN/RER à Braine l'Alleud et Hoeilaart et nouveau bâtiment d'accès avec hangar à vélos à la gare de Berchem), dans la construction d'écoles (campus Hardenvoort et Plantijn Hogeschool à Anvers Nord) et dans les projets de rénovation (Bethaniënpolder à Malines).

Chez Van Laere, l'innovation et la construction durable ne sont pas des notions inconnues. L'entreprise réalise actuellement un projet de construction européen de pointe sur le site de Tour&Taxis à Bruxelles. Cet immeuble de bureaux pour Bruxelles Environnement, d'une surface de 16.725 m², est le plus grand immeuble de bureaux passif à

Bruxelles et vise à obtenir un certificat d'excellence BREEAM.

Dans le cadre du partenariat avec Vooruitzicht, le projet Goed Arthur à Anvers a été livré et les prochaines phases du projet Regatta sur la rive gauche à Anvers débiteront sous peu.

L'accroissement des activités dans le cadre de partenariats public-privé (PPP) pèse à court terme sur les besoins en capitaux, mais ceci est contrebalancé par des revenus à plus long terme. Outre la A11 (le trajet Bruges-Zeebruges déjà mentionné), Van Laere a pu se positionner avec succès (en consortium) dans différents clusters du programme de construction d'écoles "Scholen van Morgen", tandis que les travaux d'étude pour d'autres projets potentiels se poursuivent.

Les 75 ans d'existence de Van Laere ont été l'occasion de mener une réflexion sur l'avenir de l'entreprise et du marché. Les principaux points d'action identifiés ont été le renforcement de l'équipe dirigeante, l'écoute plus attentive du client afin d'offrir un service optimal, la création de synergies de groupe et d'un esprit de groupe, ou encore le soutien plus explicite des filiales par la direction.

Groupe Thiran

Thiran est un entrepreneur général actif en Belgique francophone. Le chiffre d'affaires inférieur aux prévisions en 2013 s'explique par l'hiver rigoureux, par l'annulation d'un projet à Havelange et par un retard dans le lancement de projets à Mont-Godinne et Libramont. La finalisation réussie d'une série d'affaires anciennes encore en cours et la vente d'appartements dans le cadre d'un projet de développement propre ont fortement contribué à l'augmentation du résultat net et à une contribution positive au résultat du groupe.



Bruxelles Environnement

Anmeco

Anmeco est une référence dans le monde de l'acier architectonique. Malgré des projets remarquables, à chaque fois nominés pour les prix dans le domaine de l'acier, Anmeco n'est toujours pas parvenue à contribuer positivement au résultat du groupe. En 2013, les efforts entrepris au niveau de l'organisation interne et du renforcement de la direction et des processus se sont poursuivis. Une série de chantiers du passé ont cependant continué à peser sur les résultats. En 2014, Anmeco sera suivie de près.

Arthur Vandendorpe

Cet entrepreneur de Bruges spécialisé dans les travaux de restauration a clôturé 2013 avec un résultat en équilibre et n'a pas réalisé de bénéfice pour

la première fois depuis des années. L'hiver rigoureux a pesé très lourdement sur le chiffre d'affaires et, par voie de conséquence, sur le résultat. Le carnet de commandes est assez bien rempli, avec des activités qui ne cessent de s'étendre géographiquement et où l'entreprise intervient de plus en plus comme sous-traitant pour des sociétés du groupe. La vigilance est de mise, d'autant plus que les marges sont sous pression dans le secteur.

Alfa Park

Cet exploitant de parkings de Bruxelles est le dernier-né du groupe. Le lancement de nouveaux parkings implique un long processus de mise en route à fort coefficient de capital, ce qui pèse sur le résultat. Le nombre de parkings dont l'entreprise a obtenu l'exploitation a une nouvelle fois augmenté, des partenariats ayant été développés

avec succès avec des groupes de distribution. En matière de nouveaux projets également, Alfa Park affiche d'excellents résultats. Le développement de cette activité sera poursuivi de manière prudente.

Perspectives pour 2014

Une gestion rigoureuse et une certaine vigilance restent nécessaires pour remplir le carnet de commandes du groupe et améliorer les résultats. Malgré la conjoncture qui incite à la prudence, Van Laere peut entrevoir 2014 et les années suivantes avec un optimisme mesuré, notamment en ce qui concerne Van Laere SA et Thiran. Avec un travail commercial bien ciblé, allié à de bons choix en matière de projets DBFM, une progression du chiffre d'affaires pourra en effet être réalisée.

A.A. Van Laere SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	122.267	161.200	137.348
EBITDA	4.432	4.048	4.552
EBIT	2.302	2.021	2.560
Résultat net (part groupe)	704	1.161	1.744
Cashflow net	2.834	3.188	3.737
Fonds propres (part groupe)	36.624	35.656	34.698
Trésorerie nette	6.110	3.973	5.828
Total du bilan	94.074	94.174	118.633
Personnel	463	500	482

www.vanlaere.be



De gauche à droite : Rudi De Winter, Geert De Kegel, Veerle Vercruysse, Jan Bettens, Natalie Verheyden, Jean Marie Kyndt



72%

Pourcentage de participation AvH*

* 45% dans le résultat jusqu'au 31/12/2013

RENT-A-PORT

Rent-A-Port Group développe des projets portuaires et des zones industrielles 'green-field' sur la base de son know-how dans le domaine portuaire et de ses expériences offshore. L'année 2013 a été marquée, pour Rent-A-Port, par la croissance au Vietnam et à Oman et par une réorientation stratégique au Nigeria.

A Dinh Vu (Hai Phong, Vietnam), d'importantes transactions de vente ont à nouveau été conclues avec des clients industriels européens et japonais. Dans l'optique de la poursuite du développement de la zone industrielle de Dinh Vu, avec l'objectif de dépasser les 1.500 ha, des contrats ont en outre été signés pour une série de nouvelles zones d'expansion qui seront développées en collaboration avec la Société Belge d'Investissement International. Ces projets d'extension assureront à long terme une activité intéressante à Hai Phong.



Dinh Vu (Vietnam)

A Oman, outre l'exploitation du port de Duqm et le développement des zones logistiques portuaires, le groupe s'occupe aussi activement, depuis 2013, du lancement de plusieurs projets complémentaires :

- l'aménagement d'une zone industrielle de 2.000 hectares ;
- une entreprise de stockage avec des entrepôts pour PME locales et internationales (conçue entre autres comme un hub de transbordement vers l'Inde) ;
- une nouvelle collaboration avec Oman Oil en vue de transformer le brise-lames dans le nord en plusieurs appointements de chargement et de déchargement.

Au Qatar, Rent-A-Port est surtout active au niveau de l'ingénierie et de la supervision dans le cadre d'une série de projets logistiques dans l'industrie du gravier et du ciment.

Au Nigeria, la plus grande partie de l'OK Free Trade Zone a été revendue en août 2013 à l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, qui poursuivra le développement du projet. RAP restera impliquée dans le projet, mais suite à des discussions avec les autorités locales, on ignore encore, à ce jour, comment se déroulera précisément la collaboration entre Rent-A-Port et OKFTZ. Par ailleurs, Rent-A-Port poursuit au Nigeria le développement du projet Single Point Mooring avec stockage pétrolier annexe dans l'OK Free Trade Zone. Enfin, plusieurs projets greenfield sont à l'étude en collaboration avec des partenaires ad hoc, notamment en Tunisie, Côte d'Ivoire et Guinée-Conakry.

Rent-A-Port Energy, la société sœur de Rent-A-Port, a poursuivi ses travaux dans le cadre de plusieurs projets d'énergie renouvelable. Ceci inclut la gestion de la participation dans les 3 parcs éoliens offshore d'Otary et des projets de stockage d'énergie onshore et offshore sur la base d'énergie hydraulique et autres techniques. D'autre part, Rent-A-Port Energy s'efforce d'animer, via la société SA Plug, une collaboration avec Elia qui devrait faire participer les parcs éoliens à l'initiative 'Stopcontact op zee', aussi appelée 'Belgian Offshore Grid'. Cette dernière action pourrait devenir une référence majeure pour des applications à l'étranger.

www.rentaport.be


De gauche à droite : Geert Dom, Marc Stordiau, Lutgart Devillers, Marcel Van Bouwel, Valentijn Maussen



Rent-A-Port SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	6.792	26.457	5.568
EBITDA	7.531	11.725	-3.059
EBIT	5.196	11.561	-3.336
Résultat net (part groupe)	12.339	12.343	-1.708
Cashflow net	14.454	12.276	-1.786
Fonds propres (part groupe)	25.901	13.739	1.521
Trésorerie nette	526	-3.772	-8.082
Total du bilan	43.383	33.965	22.683
Personnel	14	19	14

SNTC

La Société Nationale de Transport par Canalisations (SNTC), fondée à l'origine par l'Etat belge, est spécialisée dans la réalisation et l'entretien de canalisations pour le transport de gaz industriels et de produits pour l'industrie pétrochimique.



Scheldelaan (Anvers)

Ces canalisations constituent, pour le secteur pétrochimique, des conduites d'alimentation stratégiques, fiables, sûres et respectueuses de l'environnement et sont indispensables pour son ancrage en Belgique. En tant que gestionnaire d'un réseau de canalisations de 700 km, la SNTC y apporte sa contribution. Pour pouvoir assurer la gestion de manière optimale, la SNTC a mis en place un vaste système de gestion de la sécurité et a recours de manière intensive à son système d'information géographique.

75%

Pourcentage de participation AvH

Début 2013, l'embranchement entre le nouveau terminal éthylène d'Ineos C2T et la conduite d'éthylène entre Anvers et Feluy a été mis en service. La jonction des conduites de propylène entre Anvers et Geel et entre Anvers et Beringen a été réalisée dans les délais et les budgets prévus. Cette jonction a été mise en service au printemps 2013.

Nitraco (la joint-venture entre SNTC et Praxair) a acquis en 2013 une conduite de 10,5 km le long de la Scheldelaan, dans la zone portuaire d'Anvers, et l'intégrera dans un projet plus vaste qui doit être opérationnel début 2016.

Des discussions sont en cours concernant plusieurs nouveaux projets qui pourraient être exécutés à moyen terme.

Le résultat sur l'exercice 2013 est conforme aux attentes. Pour 2014, un résultat similaire est attendu.

Société Nationale de Transport par Canalisations SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	13.870	15.929	12.539
EBITDA	4.978	3.539	4.380
EBIT	2.718	1.698	2.555
Résultat net (part groupe)	2.028	1.395	2.064
Cashflow net	4.288	3.236	3.889
Fonds propres (part groupe)	27.516	26.794	28.418
Trésorerie nette	13.465	13.403	14.429
Total du bilan	44.360	43.760	45.820
Personnel	5	5	5



De gauche à droite : Gert Van de Weghe, Roger De Potter, Guy De Schrijver







PRIVATE BANKING

ACKERMANS & VAN HAAREN

PRIVATE BANKING

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions) 2013 2012 2011

FINAXIS-PROMOFI	-0,4	-0,2	-0,2
DELEN INVESTMENTS	59,9	49,3	45,0
BANQUE J.VAN BREDA & C°	24,8	21,9	43,1
ASCO-BDM	0,2	0,5	0,2
TOTAL	84,5	71,5	88,1



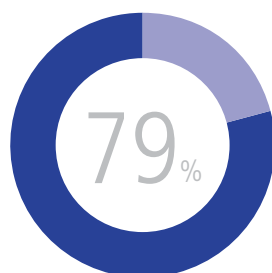
Delen Private Bank - Anvers



Delen Private Bank - Bruxelles

Delen Investments

Delen Investments (Delen Private Bank et JM Finn & Co) est axée sur la gestion de fortune et le conseil patrimonial pour une large clientèle constituée essentiellement de particuliers.



Pourcentage de participation AvH



Banque J. Van Breda & C° - Anvers

Banque J. Van Breda & C°

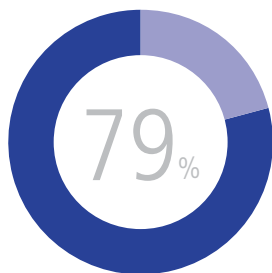
La Banque J. Van Breda & C° est une banque conseil spécialisée qui s'adresse exclusivement aux entrepreneurs et aux professions libérales.



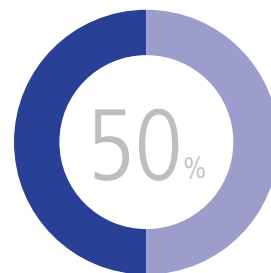
ASCO-BDM

ASCO-BDM

Le groupe d'assurances ASCO-BDM se concentre, via des courtiers, sur les assurances maritimes et industrielles.



Pourcentage de participation AvH



Pourcentage de participation AvH

79%

Pourcentage de participation AvH

DELEN INVESTMENTS

Delen Investments CVA se concentre sur la gestion de fortune et le conseil patrimonial pour une large clientèle composée principalement de particuliers. Le groupe Delen Investments est aujourd'hui une valeur sûre, tant en Belgique (Delen Private Bank) qu'au Royaume-Uni (JM Finn & Co).



Delen Private Bank - Anvers



Delen Private Bank - Anvers

Aperçu financier de l'année 2013

Les actifs confiés au groupe Delen Investments atteignaient, fin 2013, un niveau record de 29.536 millions d'euros. Tant Delen Private Bank que JM Finn & Co ont contribué à cette croissance de 14,2% (fin 2012 : 25.855 millions d'euros).

La forte croissance chez Delen Private Bank, où les actifs confiés sont passés de 17.884 millions d'euros (2012) à 20.210 millions d'euros (2013), est le résultat d'un impact positif des marchés financiers sur ses portefeuilles de clients et d'une importante croissance nette organique provenant des clients particuliers, à la fois nouveaux et existants. L'afflux constant de capitaux, auquel tous les établissements belges contribuent, témoigne de la confiance de la clientèle à l'égard de Delen Private Bank et confirme sa position d'acteur de premier plan en ce qui concerne la gestion de fortune discrétionnaire en Belgique. La stratégie d'investissement prudente et le modèle de gestion dynamique 'en bon père de famille' continuent à démontrer leur valeur ajoutée.

Chez le gestionnaire de fortune britannique JM Finn & Co (Delen Investments 73,49% depuis

septembre 2011), les actifs confiés ont également augmenté, passant de 7.971 millions d'euros (6.505 millions £) fin 2012 à 9.326 millions d'euros (7.775 millions £) fin 2013. Cette progression résultait avant tout de l'impact positif des marchés financiers – en particulier les marchés britannique et américain – sur les portefeuilles de clients et, dans une moindre mesure, d'une croissance nette organique.

Les revenus bruts d'exploitation du groupe Delen Investments ont augmenté pour atteindre 255,2 millions d'euros, la part de JM Finn & Co s'élevant à 67,6 millions d'euros. Par rapport à l'exercice précédent, les revenus bruts d'exploitation du groupe ont progressé de 18,8% (21,4% hors JM Finn & Co) grâce, principalement, au niveau plus élevé des actifs confiés. Les charges d'exploitation ont augmenté de 16,6% (25,9% hors JM Finn & Co). A la fin 2013, le groupe employait 552 personnes, dont 254 chez Delen Private Bank et 298 chez JM Finn & Co. Chez Delen Private Bank, l'augmentation des charges s'explique principalement par la nécessité de soutenir les activités croissantes. Le recrutement de collaborateurs commerciaux a ainsi fait croître les frais de personnel et la mise en service de deux nouveaux bureaux à

Delen Investments: Avoirs confiés

(€mio)

30.000

20.000

10.000

0

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

2013

■ Gestion discrétionnaire
■ Gestion conseil

29.536
(€mio)

8.597
(€mio)

20.939
(€mio)



Delen Private Bank - Gand

Bruxelles et Gand a entraîné une hausse des amortissements. Chez JM Finn & Co, l'augmentation des charges s'explique avant tout par une hausse des frais de personnel liés aux 'investment managers'. Le cost-income ratio est resté très compétitif à 54,8% (42,4% seulement chez Delen Private Bank, 84,5% chez JM Finn & Co) et a légèrement diminué par rapport à l'année précédente (55,2% en 2012). Le bénéfice net a atteint 76,0 millions d'euros en 2013 (contre 62,6 millions d'euros en 2012). La contribution de JM Finn & Co au résultat net du groupe était de 4,6 millions d'euros (après charges d'amortissement de la clientèle et 26,51% d'intérêts minoritaires, ensemble 2 millions d'euros).

Les fonds propres consolidés de Delen Investments s'élevaient à 464,1 millions d'euros au 31 décembre 2013 (contre 414,5 millions d'euros au 31 décembre 2012). Ce montant tient déjà compte de l'option de vente qui donne la possibilité à la direction de JM Finn, passé un certain délai, de vendre les actions restantes (valorisées à 33,6 millions d'euros) au groupe Delen Investments. Les fonds propres stricto sensu du groupe (compte tenu des immobilisations incorporelles de 248,6 millions d'euros, dont 53,5 millions d'euros pour la clientèle de JM Finn & Co) s'élevaient à 190,3 millions d'euros à la fin de l'année (contre 159,0 millions d'euros fin 2012). Le groupe Delen Investments est largement capitalisé et satisfait amplement aux exigences de Bâle II et Bâle III en

matière de fonds propres. Le ratio de capital Core Tier1 s'établit à 25,3% fin 2013 et est nettement supérieur à la moyenne du secteur, ceci en tenant compte de l'acquisition de la participation dans JM Finn & Co et de l'engagement, pris sur le long terme, d'offrir aux actionnaires minoritaires de JM Finn & Co la possibilité de vendre leur participation. Delen Investments présente un bilan solide et transparent. Les liquidités sont toujours investies de manière prudente auprès de la Banque Nationale de Belgique, dans des titres publics de qualité (pas d'exposition aux pays PIIGS), auprès de banques de qualité ou dans des certificats de qualité à

court terme d'entreprises blue-chip. La réglementation Bâle III aura très peu d'impact pour Delen Investments dans la mesure où le groupe présente un capital composé exclusivement de capital Core Tier1, un portefeuille d'investissements conservateur et des ratios qui dépassent déjà largement les exigences futures. Le rendement (sur la moyenne) des fonds propres s'élevait à 17,3%, un chiffre très satisfaisant.

Delen Investments CVA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Revenus bruts d'exploitation	255.211	214.836	162.519
Résultat net (part groupe)	76.033	62.617	57.171
Cashflow net	89.992	73.752	63.598
Fonds propres (part groupe)	464.073	414.513	364.258
Avoirs confiés	29.535.684	25.855.182	22.570.394
Coefficient d'exploitation (cost-income ratio)	54,8%	55,2%	44,2%
Rendement sur fonds propres moyens	17,3%	16,1%	16,1%
Ratio de capital Core Tier1 ⁽¹⁾	25,3%	23,1%	20,0%
Personnel	552	551	530

⁽¹⁾ Core Tier1 = ratio de solvabilité



Delen Private Bank - Brafa



Delen Private Bank - Gand

Aperçu opérationnel de l'année 2013

2013 a été, dans l'ensemble, une bonne année sur les marchés financiers. Les actions ont affiché de bonnes performances, sauf dans certains pays émergents d'Asie. Le rendement des obligations s'est maintenu à un niveau très bas, à l'exception des obligations d'entreprises et de pays plus faibles qui ont connu une belle évolution en 2013.

Delen Private Bank a appliqué en 2013 ses principes d'investissement traditionnels pour faire profiter les avoirs de ses clients – en fonction de leur profil de risque – de l'évolution positive des marchés. Ce fut le cas également chez JM Finn & Co, où les portefeuilles de clients avec une pondération en moyenne plus élevée en actions ont pu profiter des conditions de marché positives dans les pays anglo-saxons. Vu les faibles rendements obligataires, les portefeuilles avec un profil de risque bas ont été moins rémunérés en 2013.

Début 2013, Delen Private Bank a réduit, dans les portefeuilles de clients en gestion discrétionnaire, la part de liquidités et d'obligations au profit des actions, afin de pouvoir participer à la croissance boursière dans les différentes régions. Compte tenu de la valorisation élevée, l'exposition aux Etats-Unis était relativement faible par rapport à l'Asie. La part d'obligations dans les portefeuilles est restée principalement investie en placements à court terme dans des pays et entreprises solides, avec toutefois une contribution plus dynamique grâce à des investissements en obligations perpé-

tuelles. Dans un but d'améliorer la diversification, des investissements dans des monnaies fortes hors zone euro sont réalisés depuis déjà plusieurs années. La gestion discrétionnaire du groupe Delen Investments est basée sur l'expérience et une perspective de long terme. En 2013, Delen Private Bank n'a pas pu profiter pleinement de certaines opportunités, comme les bonnes performances des actions américaines et de l'euro. Delen Private Bank s'en tient toutefois à sa philosophie d'investissement prudente et est convaincue que cette approche continuera à faire la différence sur le long terme. JM Finn & Co qui, grâce à une plus grande exposition aux actions anglo-saxonnes, a affiché d'excellents résultats, est également convaincue des avantages d'une plus grande diversification et de déployer la connaissance des marchés obligataires, afin de pouvoir répondre aux attentes de clients avec un profil de risque plus bas.

En 2013, Delen Private Bank a poursuivi sa stratégie visant à optimiser la qualité et l'efficacité de la gestion de fortune en s'efforçant d'augmenter la proportion de mandats de gestion. A la fin 2013, 74% (15.056 millions d'euros) des actifs confiés étaient gérés soit directement de manière discrétionnaire, soit via ses propres sicavs patrimoniales. Ceci représente aujourd'hui plus de 16.500 mandats de gestion. Delen Private Bank, bien qu'étant déjà un acteur de premier plan, continue à gagner des parts de marché dans le secteur des banques privées en Belgique, grâce à l'accroissement important des actifs confiés par la clientèle privée.

Le développement de l'ancrage local de la banque porte ses fruits, avec plus de deux tiers de l'afflux net de capitaux provenant des bureaux extérieurs au siège anversois. Ceci encourage Delen Private Bank à continuer à investir dans le personnel et les infrastructures afin de pouvoir encore mieux accueillir et servir sa clientèle. Les bureaux rénovés à Bruxelles et à Gand ont été ouverts avec succès, ce qui a apporté une nouvelle dynamique. De nouveaux investissements sont prévus à Liège et à Hasselt.

La Banque J. Van Breda & C^o a à nouveau apporté, avec ses 39 agences, une importante contribution au résultat de Delen Private Bank. Au 31 décembre 2013, Delen Private Bank gère 3.036 millions d'euros pour le compte de clients apportés par le réseau de la Banque J. Van Breda & C^o. Delen Private Bank se charge par ailleurs de l'administration des titres de la Banque J. Van Breda & C^o (470 millions d'euros). Cette dernière représente ainsi environ 17% du total des actifs confiés de Delen Private Bank.

JM Finn & Co

L'acquisition de 73,49% du gestionnaire de fortune londonien JM Finn & Co Ltd. en 2011 a marqué une étape importante pour le groupe Delen Investments. A la fin de 2013, JM Finn & Co disposait de 9.326 millions d'euros (7.775 millions £) d'actifs confiés, dont 63% en gestion discrétionnaire. La croissance des actifs confiés et de la part de gestion discrétionnaire par rapport à



Delen Private Bank - Bruxelles



Delen Private Bank - Bruxelles

fin 2012 confirme que JM Finn & Co est une entreprise saine avec un potentiel de croissance. La position de JM Finn & Co sur le marché attrayant de la gestion de fortune on-shore au Royaume-Uni, combinée au dynamisme et à l'expérience de Delen Private Bank, devrait permettre à JM Finn & Co de continuer à croître et à évoluer pour devenir à terme un acteur de premier plan sur le marché britannique de la gestion de fortune.

Sur le plan opérationnel, 2013 a été une année chargée pour JM Finn & Co. Un nouveau système informatique a été installé et d'importantes initiatives ont été mises en œuvre pour satisfaire aux règles renforcées en matière de compliance. La collaboration avec Delen Private Bank a encore été approfondie et différentes mesures ont été prises pour aider JM Finn & Co à faire évoluer son business model vers plus d'efficacité. La mise en place d'une sicav patrimoniale JM Finn est un exemple de mesure prise pour permettre à JM Finn & Co de démarrer son 'Coleman Street Investment Service'. Le comité de direction de JM Finn & Co a maintenant pour tâche essentielle de faire en sorte que les initiatives et priorités stratégiques soient progressivement mises en œuvre avec succès à partir de 2014. Ceci favorisera l'évolution de JM Finn & Co du statut de société de bourse traditionnelle vers celui d'un gestionnaire de fortune plus moderne et efficace, sans nuire à la relation de confiance entre les gestionnaires de fortune et leurs clients. S'il y a lieu, JM Finn & Co pourra continuer à faire appel à l'expérience et à l'infrastructure de Delen Private Bank. Le groupe Delen Investments aidera pleinement JM Finn &

Co à relever le défi consistant à mener de pair, avec succès, une stratégie de croissance et une indispensable amélioration du bénéfice.

Perspectives pour 2014

Delen Private Bank et JM Finn & Co poursuivront leurs efforts en vue d'attirer de nouveaux capitaux, en se concentrant sur les régions où leur notoriété est en progression. Les nouveaux collaborateurs qui, en 2013, ont rejoint le groupe en Belgique et au Royaume-Uni pour accompagner la croissance, y contribueront. En 2014, l'impact de l'augmentation des actifs confiés continuera à se faire sentir dans les résultats financiers du groupe Delen Investments.

Le groupe Delen Investments continue à évaluer les opportunités de croissance externe. Néanmoins, la priorité reste, à court terme, de mener à bonne fin les initiatives stratégiques visant à renforcer le modèle JM Finn & Co. Le groupe est convaincu que son modèle économique, qui se développe à un rythme constant en Belgique, pourrait également s'appliquer à d'autres marchés sur lesquels le groupe est présent.

www.delen.be

DELEN
INVESTMENTS

Delen Private Bank - de gauche à droite :
en haut : Bernard Woronoff, Filips De Ferm,
Paul De Winter, Arnaud van Doosselaere, Eric Lechien
en bas : Christian Callens, Jacques Delen, René Havaux



JM Finn & Co - de gauche à droite : en haut :
Paul De Winter, Hugo Bedford, Gregory Swolfs,
Charles Beck, Eric Lechien
en bas : Simon Temple Pederson, Jacques Delen,
James Edgedale, Steven Sussman, Paul Dyas



79%

Pourcentage de participation AvH

BANQUE J.VAN BREDA & C°

La Banque J.Van Breda & C° est une banque conseil spécialisée qui s'adresse exclusivement aux entrepreneurs et aux professions libérales, pour leurs avoirs tant privés que professionnels, en mettant l'accent sur l'accroissement, la gestion et la protection des actifs.

2013 a été une nouvelle fois une année très positive pour la Banque J.Van Breda & C°. Les avoirs confiés à la banque par les entrepreneurs et titulaires de professions libérales ont augmenté de 1 milliard d'euros (+13%), pour atteindre 9,0 milliards d'euros. Ce succès commercial s'est traduit par un bénéfice net consolidé de 31,5 millions d'euros, soit une progression de 14% par rapport à 2012, et cela dans un environnement de marché difficile. Tant les excellents résultats financiers liés à la stratégie de groupe-cible de la Banque J.Van Breda & C° que la contribution de la filiale ABK bank et de Van Breda Car Finance ont contribué à ce résultat. Les fonds propres (part du groupe) ont augmenté, passant de 427 millions d'euros à 448 millions d'euros, et sur le plan des liquidités et de la solvabilité, la position est restée extrêmement saine.

Augmentation du produit bancaire et du résultat net

Le produit bancaire consolidé a augmenté de 3,8 millions d'euros pour s'établir à 117,7 millions d'euros.

- Malgré la croissance de 5% du portefeuille de crédits et de 8% des dépôts, le résultat d'intérêts a diminué de 3%. Le déséquilibre persistant sur le marché des dépôts, où la rémunération de l'épargne est sensiblement supérieure au taux sans risque, l'aplatissement de la courbe des taux et la stratégie de la banque consistant à faire passer la sécurité avant le rendement dans son portefeuille de placements continuent à freiner la croissance du résultat d'intérêts.
- La croissance des actifs confiés (+16%) a entraîné une augmentation de 18% des revenus de commissions.
- Le montant des plus-values dans le portefeuille de titres et les résultats des instruments de couverture ont atteint 4,6 millions d'euros, contre 4,2 millions d'euros en 2012.

L'augmentation des charges de 4%, à 69 millions d'euros, s'explique par des frais de personnel en hausse et un accroissement des investissements dans les applications informatiques, la notoriété et les locaux.

- La Banque J.Van Breda & C° attache une grande importance au recrutement d'un personnel hautement qualifié, soucieux du client et

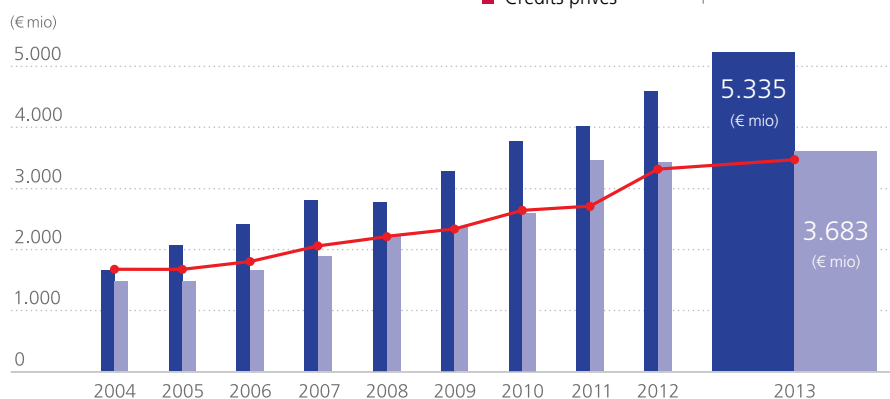
très attaché aux valeurs d'intégrité, d'enthousiasme et de sens des responsabilités. Fin 2013, la banque employait 466 personnes, dont 32 chez ABK et 33 chez Van Breda Car Finance. La Banque J.Van Breda & C° assure les relations avec la clientèle d'entrepreneurs et de professions libérales à partir de 39 agences, tandis qu'ABK compte aujourd'hui 6 agences dans la province d'Anvers.

- Sur le plan informatique, la Banque J.Van Breda & C° continue à investir dans le projet informatique lancé en 2009. Elle était alors la première banque en Belgique à intégrer la technologie sans fil dans le travail, avec des documents électroniques.
- En ce qui concerne les locaux, la banque ne cesse d'investir dans des agences nouvelles ou rénovées. C'est ainsi qu'en 2013, l'agence Bruxelles Montgomery a été installée dans un nouvel immeuble, tandis que toutes les fonctions centrales d'ABK ont été transférées au siège de la Banque J.Van Breda & C°. Par ailleurs, les agences de Wavre et Namur (Banque J.Van Breda & C°) ont été rénovées et ABK a emménagé dans de nouvelles agences à Berchem et Schoten.

Banque J.Van Breda & C° - Anvers



Banque J.Van Breda & C° :
Avoirs investis par les clients⁽¹⁾



⁽¹⁾ Y compris ABK (depuis 2011) et Van Breda Car Finance (crédits privés 2013 : € 300 millions)



Banque J. Van Breda & C° - Anvers

Le cost-income ratio s'élevait à 59% (2012 : 58%), ce qui place la Banque J. Van Breda & C° parmi les banques les plus performantes en Belgique.

Actifs confiés et octroi de crédits

L'approche stable et prudente de la banque et le degré élevé de satisfaction des clients ont entraîné une croissance continue des volumes commerciaux. Les avoirs investis par les clients ont augmenté de 1 milliard d'euros en 2013 pour s'établir à 9,0 milliards d'euros (+13%), dont 3,7 milliards

d'euros de dépôts de clients (+8%) et 5,3 milliards d'euros d'actifs confiés (+16%).

En gestion de fortune, Delen Private Bank gère, fin 2013, 3.036 millions d'euros pour des clients de la Banque J. Van Breda & C° (contre 2.504 millions d'euros en 2012, +21%).

Les placements en assurances ont atteint un volume de 1.507 millions d'euros (+1%). Les réserves courantes dans d'autres produits d'assurances (principalement assurances de groupe) ont progressé de 22%, à plus de 350 millions d'euros. Les

fonds de placement ont progressé, pour atteindre un capital investi de 416 millions d'euros (+40%).

En 2013, l'octroi de crédits privés a continué de croître, atteignant 3.456 millions d'euros (+5%), tandis que les réductions de valeur pour pertes de crédit sont restées exceptionnellement basses (à peine 0,04% du portefeuille de crédits moyen). L'octroi de crédits à des entrepreneurs et professions libérales en plein essor s'appuie sur une relation à long terme, grâce à laquelle l'octroi de crédits reste possible pour des projets d'investissement et de croissance prudents et soigneusement étudiés, même dans un climat économique et financier difficile.

Banque J. Van Breda & C° SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Produit bancaire	117.716	113.908	99.822
Résultat net (part groupe)	31.546	27.739	54.880 ⁽¹⁾
Fonds propres (part groupe)	447.907	427.267	394.969
Total du bilan	4.410.294	3.992.765	3.979.566
Avoirs investis par les clients	9.017.851	8.010.469	7.469.140
Crédits privés	3.455.495	3.306.419	3.043.941
Réductions de valeur sur crédits	0,04%	0,08%	0,06%
Coefficient d'exploitation (cost-income ratio)	58,9%	58,3%	61,1%
Rendement sur fonds propres moyens	7,2%	6,7%	16,4% ⁽¹⁾
Core Tier1 - ratio de capital	13,7%	14,2%	14,7%
Ratio de solvabilité (RAR)	15,6%	16,4%	17,3%
Personnel	466	465	462

Liquidité et solvabilité solides

La Banque J. Van Breda & C° veut s'assurer à tout moment que la banque satisfait aux exigences réglementaires et maintient un niveau de capitalisation amplement suffisant pour faire face au niveau de l'activité et aux risques pris. La règle est que les fonds propres doivent être suffisants pour compenser les éventuels chocs dus à des pertes de crédits, de sorte que les dépôts d'épargne de la clientèle ne soient à aucun moment compromis. Les fonds propres (part du groupe) ont augmenté en 2013, passant de 427 millions d'euros à 448 millions d'euros, et comme les années précédentes, ils n'ont pas été affectés par des réductions de valeur sur instruments financiers. La Banque J. Van Breda & C° finance son portefeuille de placements et son octroi de crédits uniquement avec ses fonds propres et les dépôts de clients. Sur les dépôts de clients obtenus par la Banque J. Van Breda & C°,

⁽¹⁾ Y compris l'impacte unique de la reprise de ABK sur le résultat

99% sont affectés à l'octroi de crédits à des entrepreneurs et titulaires de professions libérales locaux. La banque dispose en outre d'un portefeuille de placements qu'elle conserve en tant que matelas de liquidités. Le profil de risque du portefeuille de placements est délibérément maintenu très bas. Au niveau consolidé, ce portefeuille contient au 31/12/2013 à peine 1% d'actions, 23% d'obligations financières et industrielles et de commercial paper et 76% d'obligations d'Etat émises par l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Suède et la Finlande.

La croissance des fonds propres renforce la capacité de la banque de poursuivre une croissance constante d'une manière financièrement saine, même en cas de circonstances imprévues sur le marché. La Banque J. Van Breda & C° répondait déjà amplement, à la fin 2010, à toutes les normes de solvabilité renforcées pour le futur. Suite à la reprise d'ABK en 2011, les ratios de solvabilité ont encore sensiblement augmenté.

- Le ratio de solvabilité pondéré en fonction des risques tel qu'il est communiqué à la BNB établit le rapport entre le total des fonds propres et le volume de risque pondéré. Ce ratio s'élève à 15,6%, alors que le minimum requis est actuellement de 8%.
- Le ratio de capital de base est le rapport entre les fonds propres au sens strict (Core Tier1) et le volume de risque pondéré. Ce ratio s'établit à 13,7%, le minimum requis étant actuellement de 4%.
- La solvabilité exprimée comme étant le rapport entre fonds propres et actifs s'élève à 10%, soit bien plus que les 3% que les autorités de surveillance veulent instaurer d'ici 2018 au plus tôt.

Van Breda Car Finance

En tant que filiale de la Banque J. Van Breda & C°, Van Breda Car Finance est active dans toute la Belgique dans le secteur du financement et du leasing financier automobiles. Malgré un environnement de marché difficile, le groupe a réussi à faire croître le portefeuille de 1% pour le porter à 300 millions d'euros. Ici également, les réductions de valeur nettes sur crédits se maintiennent à un niveau exceptionnellement bas.

ABK

ABK bank est depuis 2011 une filiale de la Banque J. Van Breda & C° et s'est repositionnée, depuis la reprise, comme gestionnaire de fortune pour cadres et indépendants. Ce choix stratégique s'est traduit en 2013 par une modification du logo et de la charte graphique et par une collaboration avec Delen Private Bank pour les fonds de place-

ment patrimoniaux et la gestion de fortune discrétionnaire et avec Baloise Insurance pour les produits Branche 21 et 23. Par ailleurs, les activités auxiliaires ont été intégrées à la Banque J. Van Breda & C°, un transfert opérationnel a été opéré vers la même plate-forme IT, la professionnalisation de la gestion a été intensifiée et il a été décidé de doter la banque de son propre réseau d'agences.

Au 31/12/2013, les clients avaient confié 306 millions d'euros de dépôts à ABK bank, ce qui représente une baisse de 23 millions d'euros par rapport à 2012. Le portefeuille de crédits a diminué de 28 millions d'euros, s'établissant à 189 millions d'euros. L'afflux de nouveaux clients reste insuffisant pour compenser le départ de clients extérieurs au groupe-cible et de clients en crédit qui ne sont pas intéressés par la gestion de fortune ou n'ont pas le potentiel requis.

ABK bank ayant fait usage de la possibilité de sortir du statut du Crédit Professionnel, les associés qui se retirent peuvent désormais être rémunérés à la valeur comptable. ABK a utilisé cette possibilité afin d'exclure les associés inactifs. Il en résulte que la participation de la Banque J. Van Breda & C° dans ABK bank est passée de 91,8% à 99,9%. L'exclusion étant intervenue le 31/12/2013, le résultat d'ABK bank en 2013 est encore attribuable pour 8,1% aux associés minoritaires.

Perspectives pour 2014

Grâce aux excellents résultats financiers de 2013, la Banque J. Van Breda & C° est bien armée pour faire face à un environnement économique et financier particulièrement exigeant qui pourrait perdurer pendant une longue période.

Bien que l'évolution du bénéfice net soit difficile à prévoir, la banque s'attend à générer en 2014 également – sauf circonstances imprévues – un résultat appréciable et ce, pour les raisons suivantes :

- Avec sa stratégie d'accompagnement patrimonial basée sur les intérêts à long terme du client, la banque n'est exposée que de manière limitée à la volatilité des marchés financiers.
- Le renforcement de la capacité commerciale combinée au taux élevé de satisfaction des clients engendrera, en 2014 également, une forte croissance des volumes commerciaux et une nouvelle extension du fonds de commerce de la banque.
- Cette croissance en volume permettra de maintenir le niveau du produit bancaire et contribuera, en combinaison avec la maîtrise des coûts, à soutenir le résultat.
- Le portefeuille propre de la banque est investi de manière conservatrice sur des périodes



Bank J. Van Breda & C° - Anvers

courtes et avec une part importante en obligations AAA. La protection des fonds propres de la banque reste, en 2014, la première priorité.

- Ces dernières décennies, grâce à une politique de crédits prudente, les réductions de valeur sur crédits sont restées nettement inférieures à la moyenne du marché.

La confiance que le conseil d'administration place dans le potentiel à long terme de la stratégie de la banque s'est encore considérablement renforcée depuis qu'a éclaté la crise économique et financière. A cet égard, la forte progression des résultats commerciaux dans l'activité de base, à savoir l'accompagnement patrimonial pour les entrepreneurs et les professions libérales, est élogieuse. Van Breda Car Finance continue à afficher des résultats financiers performants et les premiers résultats de la nouvelle stratégie chez ABK sont encourageants. Même si de sérieux défis s'annoncent pour 2014, ces succès et la position très saine de la banque constituent une base solide pour une croissance performante sur le plan financier à long terme.

www.banquevanbreda.be



De gauche à droite : Vic Pourbaix, Carlo Henriksen (président jusqu'au 31/3/2014), Peter Devlies, Dirk Wouters (président à partir du 1/4/2014), Marc Wijnants



ASCO-BDM

Le groupe d'assurances ASCO-BDM se concentre, via des courtiers, sur les assurances maritimes et industrielles. BDM est une agence de souscription proposant des solutions de couverture de risques dans des niches spécifiques pour le compte de l'assureur ASCO et de quelques grandes compagnies d'assurances internationales. Cette collaboration intensive assure à BDM une importante capacité de souscription tout en offrant à ASCO un instrument commercial puissant.

BDM a mis pleinement à profit, en 2013, les investissements réalisés l'année précédente dans les systèmes informatiques et dans l'acquisition d'une expertise supplémentaire. Grâce à des actions ciblées, la qualité technique du portefeuille de contrats d'assurance s'est grandement améliorée. Les assainissements qui en ont résulté ont entraîné une légère réduction du portefeuille, si bien que le volume de primes a diminué, passant de 67 millions d'euros en 2012 à 65 millions d'euros en 2013.

Dans le segment Property & Casualty, BDM se concentre sur les aspects PME, Real Estate, Public Buildings et High Net Worth. Malgré une sélection plus rigoureuse des risques en Incendie et Auto, le portefeuille global Property & Casualty a augmenté de 3%. Dans le segment Marine, les portefeuilles Protection & Indemnity et Navigation de plaisance ont à nouveau enregistré une légère progression. En Cargo et Hull, les portefeuilles ont été assainis en profondeur afin de protéger les résultats techniques pour les mandants. Ces actions d'assainissement seront poursuivies en 2014. Néanmoins, les résultats techniques de ces segments ont déjà affiché une nette amélioration.

Les charges opérationnelles étaient légèrement inférieures à celles de l'année précédente. Le résultat opérationnel a diminué de 6% et le résultat net est resté au même niveau qu'en 2012.

En 2014, BDM se concentrera sur le développement du portefeuille Property & Casualty et sur la réorientation du segment Marine.

ASCO a souscrit, en 2013, 3% de primes brutes en plus que l'année précédente. Grâce au suivi technique et à l'assainissement rigoureux chez BDM, le résultat technique de ce portefeuille a connu une amélioration spectaculaire, avec un bénéfice technique brut de 4 millions d'euros, ce qui correspond à 16% des primes perçues. Ce bénéfice a cependant été réduit de plus de moitié suite aux pertes d'une agence française. Il a été mis fin aux mandats de cette agence à la fin de l'année. A partir de 2014, ASCO détient 99% de l'activité en gestion propre.

Compte tenu également d'une légère augmentation des frais de réassurance, ASCO a enregistré en 2013 un résultat technique net de 0,6 million d'euros, contre une perte de 0,1 million d'euros en 2012.

50%

Pourcentage de participation AvH



ASCO - BDM

En 2013, ASCO a continué à se préparer à l'introduction de la directive Solvency II, notamment en poursuivant la mise en place du processus ORSA (Own Risk and Solvency Assessment) et du calcul des fonds propres exigés par Solvency II.

BDM SA - Assurances Continentales SA (ASCO SA)

(€ 1.000)	2013	2012	2011
BDM			
Primes perçues	65.421	67.374	56.798
Produits d'exploitation	7.945	7.911	7.300
Résultat net (part groupe)	797	646	525
Fonds propres (part groupe)	5.748	5.413	4.767
ASCO			
Primes brutes	29.505	28.609	25.936
Résultat net (part groupe)	-451	318	-225
Fonds propres (part groupe)	9.760	10.172	9.855
Personnel	67	68	62

www.bdmantwerp.be



www.ascocontinentale.be



De gauche à droite : Luc De Backer, Bart Dewulf, Wilfried Van Gompel, Michel de Lophem, Jos Gielen, Sofie Lins







REAL ESTATE, LEISURE & SENIOR CARE

ACKERMANS & VAN HAAREN

REAL ESTATE, LEISURE & SENIOR CARE

Contribution au résultat net
consolidé d'AvH

(€ millions) 2013 2012 2011

EXTENSA	4,5	-5,3	-2,8
LEASINVEST REAL ESTATE	8,7	6,5	4,2
GROUPE FINANCIÈRE DUVAL	2,0	1,8	2,6
ANIMA CARE	0,6	0,6	0,4
TOTAL	15,8	3,6	4,5



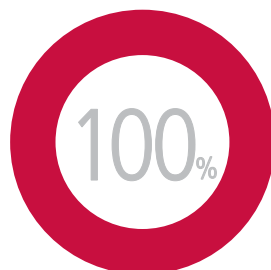
Externa - Bruxelles Environnement



Externa - Cloche d'Or (Luxembourg) (artist impression)

Externa

Externa est un promoteur immobilier centré sur les projets résidentiels et mixtes en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg.



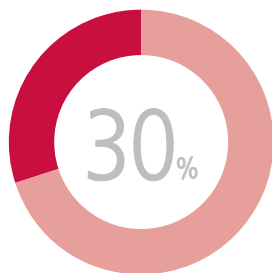
Pourcentage de participation AvH



Leasinvest Real Estate - Royal20 (Luxembourg)
(artist impression)

Leasinvest Real Estate (LRE)

La sicaf cotée en bourse LRE investit dans des bâtiments pour la distribution, des bureaux et dans la logistique au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique.



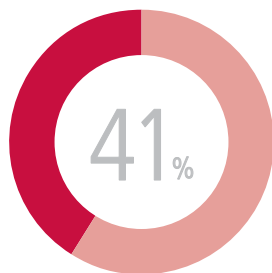
Pourcentage de participation AvH



Groupe Financière Duval - Maison de repos et de soins
La Carrairade

Groupe Financière Duval

Groupe Financière Duval est un groupe immobilier multidisciplinaire français avec des activités dans la promotion et la construction, les parkings, le tourisme, la santé et le golf.



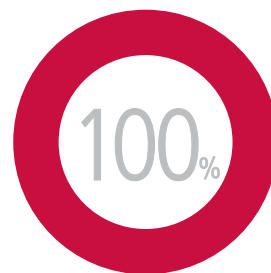
Pourcentage de participation AvH



Anima Care - Château d'Awans

Anima Care

Anima Care vise le segment supérieur de l'hébergement et des soins aux personnes âgées en Belgique.



Pourcentage de participation AvH

100%

Pourcentage de participation AvH

EXTENSA GROUP

Extensa est un promoteur immobilier centré sur les projets résidentiels et mixtes en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et en Turquie.

Aperçu financier de l'année 2013

Le résultat net d'Extensa Group (sans la contribution de 30% des actions de Leasinvest Real Estate) a augmenté en 2013 pour s'établir à 4,5 millions d'euros (contre une perte de 5,3 millions d'euros en 2012). Ce faisant, Extensa met un terme à plusieurs années difficiles, consécutives à un retard dans l'obtention de permis et à des amortissements sur des participations minoritaires.

Le total du bilan d'Extensa Group s'élevait à 267 millions d'euros au 31 décembre 2013, contre 241 millions d'euros fin 2012. Cette augmentation résulte principalement de la souscription à l'augmentation de capital de Leasinvest Real Estate dans le but de conserver le pourcentage de participation de 30%. Les fonds propres s'élevaient à 125,1 millions d'euros, soit quasiment 50% du total du bilan.

Aperçu opérationnel de l'année 2013

Lotissements et projets résidentiels en Belgique

La vente des projets résidentiels et des lotissements a connu un déroulement normal en 2013.

Dans le projet "Cederpark" à Hasselt, différentes parcelles pour des constructions attenantes et pour la construction d'appartements ont été vendues. La vente des habitations et parcelles restantes est prévue en 2014.

Dans la troisième et dernière phase du lotissement "De Lange Velden" à Gand (Wondelgem), 19 des 22 lots ont été vendus.

Le projet en centre-ville "De Munt" à Roulers (Extensa 50%) comprend au total 145 appartements, un parking public souterrain et 8.099 m² de magasins. Le parking public a été vendu en

2012 et à la fin 2013, plus de 95% des appartements des phases 1 et 2 et 52% de la phase 3 étaient vendus. En 2014, la dernière phase de 48 appartements avec facilités de soins sera commercialisée. Dans les bâtiments parachevés, 2.021 m² de magasins ont été loués. Le solde est prévu après la réception de l'ensemble du projet.

Par ailleurs, les procédures ont été poursuivies en vue de l'obtention des permis de bâtir et de lotir pour des terrains à Schilde, Wuustwezel et Kapellen, entre autres. Toujours en Flandre, les procédures juridiques concernant les permis contestés pour les projets "Groeningen" à Kontich (525 unités d'habitation) et "Parkveld" à Louvain (70 unités d'habitation) se sont poursuivies.

Les trois projets en Wallonie se sont déroulés selon les plans. Dans le projet "Jardins d'Hennessy" (Extensa 33%), l'immeuble de bureaux existant (4.000 m²) situé à Rixensart a été revendu à des utilisateurs finaux, tandis que pour le reste du terrain (8 ha), on vise une affectation résidentielle. Pour les projets "Folon" à Wavre (Extensa 50% ; +/- 145 appartements) et "Les Jardins de Oisquerq" à Tubize (+/- 110 lots à bâtir et 96 appartements), la demande de changement d'affectation est en cours.

Projets de développement urbain

Sur le site de Tour&Taxis à Bruxelles (Extensa 50%), les travaux de construction de l'immeuble de bureaux passif (16.725 m²), loué à long terme à Bruxelles Environnement, se sont déroulés selon les plans. La réception est prévue au premier semestre 2014. Sur la base de la valorisation de ce projet, fondée sur l'intérêt de différents investisseurs, le résultat sur ce projet a été repris dans les résultats selon le 'pourcentage of completion', pour un montant de 4,0 millions d'euros. Divers autres dossiers de prospects concernant des bureaux sur le site sont étudiés activement. Dans ce cadre, une demande de permis de bâtir a été introduite en septembre 2013 pour un nouvel immeuble de bu-

Bruxelles Environnement





Cederpark (Hasselt)

reaux de 48.000 m² à ériger. En septembre également, un permis de bâtir a été obtenu pour un premier immeuble de 105 appartements le long de la Rue Picard. La réalisation de ce bâtiment débutera au cours de l'année 2014. Toutefois, un plan particulier d'affectation pour l'ensemble du site se fait toujours attendre, ce qui entrave le processus de développement. Les façades et le rez-de-chaussée de l'Hôtel de la Poste, un bâtiment historique, ont été rénovés en 2013. La grande salle des guichets a déjà pu être exploitée pendant six mois et a déjà été louée pour 33 événements.

Pour désenclaver le projet "Cloche d'Or" (Extensa 50%), la ville de Luxembourg (Grand-Duché) a entamé l'exécution des grands travaux d'infrastructure qui modifieront radicalement l'ensemble de la zone. Ces travaux comprennent entre autres l'aménagement de deux nouveaux boulevards à quatre bandes de circulation, de deux voies de service et d'une liaison écologique vers un nouveau parc que la ville doit aménager. Au cours de l'exercice, diverses transactions avec des propriétaires avoisinants ont été menées à bien, si bien que tous les obstacles à la réalisation du projet ont été levés.

La commercialisation de la première phase des habitations est prévue en 2014. En ce qui concerne le centre commercial régional, différents accords ont été conclus (notamment avec Auchan pour la location d'un hypermarché, avec la ville pour l'organisation et l'aménagement d'accès logistiques et de tunnels vers le parking souterrain). Les travaux de terrassement ont déjà commencé et prendront un certain temps vu l'ampleur du projet.

Extensa Group SA

De Lange Velden (Gand)



(€ 1.000)	2013	2012	2011
Bilan			
Investissements & leasings immobiliers	41,9	42,0	43,4
Lotissements	14,6	15,2	15,5
Projets immobiliers	83,3	74,8	66,4
Leasinvest Real Estate (LRE) ⁽¹⁾	98,1	74,9	76,9
Autres actifs	29,1	33,9	29,9
Total d'actif	267,0	240,8	232,1
Fonds propres (part groupe)	125,1	107,9	109,8
Dette financière ⁽²⁾	125,9	114,5	104,6
Autres passifs	16,0	18,4	17,7
Total du passif	267,0	240,8	232,1

⁽¹⁾ Nombre d'actions : 1.444.754 (29,3%) ; actions détenues par AvH : 37.211

⁽²⁾ Dette financière nette : € 112,6 millions (2013), € 94,4 millions (2012), € 88,8 millions (2011)



L'Hôtel de la Poste (Tour&Taxis)



Cloche d'Or (Luxembourg) (artist impression)

Slovaquie, Roumanie et Turquie

Dans l'Extensa Business Park à Trnava (Slovaquie), Top Development (Extensa 50%) a vendu une parcelle sur laquelle sera construit un supermarché Carrefour. D'autre part, Top Development a commencé la construction de la première phase d'un 'retail warehouse park' de 7.730 m². Fin 2013, 58% des magasins étaient déjà loués. La réception est prévue à la fin du premier trimestre 2014. Ces transactions, ainsi que la marge sur la gestion de l'eau et de l'énergie dans le 'business park', ont contribué au résultat pour un total de 0,46 million d'euros.

Les participations (Extensa 20%) dans les centres commerciaux "Belrom" à Focsani et Deva, en Roumanie, ont été entièrement annulées. Etant donné qu'une provision avait été constituée à cet effet durant les exercices précédents, ceci n'a eu qu'un effet très limité sur les résultats. Les réserves de terrains à Arad (20 ha) et Bucarest (7.600 m²) (Extensa 50%) n'ont connu aucun développement particulier au cours de l'exercice. En raison de l'incertitude quant au délai d'exécution d'un développement spécifique, et malgré la conviction selon laquelle l'emplacement et le potentiel de ces terrains soutiendront leur valorisation à plus long terme, une réduction de valeur limitée a été provisionnée par précaution.

Dans le bâtiment "Bomonti Apartman", dans le centre d'Istanbul (Turquie), les appartements restants et les magasins au rez-de-chaussée ont été presque entièrement vendus. La vente des appartements dans l'immeuble "Modern Palas" est toujours freinée par la diminution du pouvoir d'achat suite à la dépréciation persistante de la livre turque. Un grand nombre de nouveaux projets potentiels ont été étudiés, mais Extensa Istanbul reste extrêmement prudente compte tenu des perspectives économiques incertaines.

Investissements

Le portefeuille de leasing immobilier restant est géré de manière active. Le contrat de location avec Halliburton pour l'immeuble à Drogenbos a été prolongé de trois ans. Un preneur de leasing d'un immeuble commercial à Vilvorde a renoncé à son option d'achat, si bien que cet immeuble a été valorisé en tant qu'objet d'investissement.

Les loyers de l'Entrepôt Royal de Tour& Taxis (Extensa 50%) ont connu une évolution légèrement positive, avec une occupation complète et stable. La valorisation périodique par un expert indépendant est basée sur un rendement prudent de 7% de l'investissement. Ces investissements ont généré une contribution de 3,17 millions d'euros au résultat d'Extensa Group.

Perspectives pour 2014

Les longues phases de développement de plusieurs grands projets débouchent progressivement sur la délivrance des permis, et les ventes et projets en cours d'exécution qui peuvent s'ensuivre devraient influencer favorablement les résultats des prochaines années.

www.extensa.be



De gauche à droite : Laurent Jacquemart, Ward Van Gorp, Kris Verhellen



LEASINVEST REAL ESTATE

30%

Pourcentage de participation AvH

Leasinvest Real Estate (LRE) est une sicaf cotée en bourse, dotée d'un portefeuille immobilier d'une valeur de 718 millions d'euros investis dans des biens immobiliers pour la distribution, les bureaux et la logistique au Grand-Duché de Luxembourg et en Belgique.

Le Luxembourg et la Belgique sont influencés d'une manière différente par la conjoncture économique, laquelle, comme on s'y attendait, s'est légèrement améliorée en 2013. En 2014, ce redressement devrait se confirmer. Au Grand-Duché de Luxembourg, où LRE est devenu le premier investisseur immobilier étranger, les volumes de mise en location de bureaux de 2013 sont restés comparables à ceux de 2012, mais le segment de la distribution a progressé. En Belgique, le marché des bureaux a enregistré en 2013 un volume de mise en location en baisse par rapport à 2012. Les loyers sont restés comparables, mais le taux d'inoccupation a légèrement diminué, passant de 11% à 10%, en raison notamment de la transformation d'immeubles de bureaux en immeubles résidentiels et d'une diminution de l'offre de nouveaux biens. Les marchés de la distribution et de la logistique ont, une fois encore, très bien évolué.

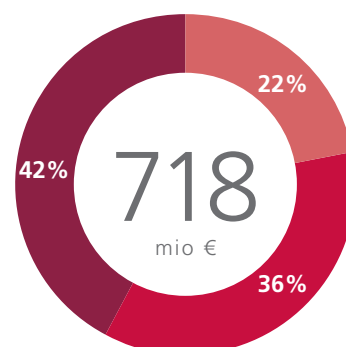
La réorientation stratégique amorcée en 2012 a été appliquée de manière cohérente en 2013. Suite aux investissements significatifs dans la distribution au Grand-Duché de Luxembourg, ce pays est non seulement devenu pour LRE le marché d'investissement le plus important (60% du portefeuille immobilier consolidé, contre 40%



The Crescent (Anderlecht) °

Portefeuille immobilier

- Retail
- Bureaux
- Logistique/Semi-industriel



Leasinvest Real Estate SCA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Résultat net (part groupe)	26.928	20.508	12.587
Fonds propres (part groupe)	335.335	256.005	261.815
Portefeuille immobilier (juste valeur)	718.234	617.763	504.443
Rendement locatif (%)	7,31	7,30	7,23
Taux d'occupation (%)	96,90	94,90	92,57
Par action (en €):			
Valeur de l'actif net	67,90	63,80	65,51
Cours de clôture	73,60	67,10	64,99
Dividende brut	4,50	4,40	4,15



Knauf Pommerloch centre commercial (Luxembourg) ©

en Belgique) mais la répartition par type de bâtiments a également changé au Luxembourg, la distribution devenant la catégorie d'actifs la plus importante (distribution 40%, bureaux 37% et logistique 23%).

Aperçu financier de l'année 2013

La juste valeur ('fair value') du portefeuille immobilier consolidé, y compris les développements de projets, s'élevait à 718 millions d'euros fin 2013 (contre 618 millions d'euros au 31.12.12). L'augmentation de 16% résulte principalement des investissements dans le deuxième centre commercial Knauf, de l'immeuble commercial loué à Hornbach et des nouveaux investissements dans le projet Royal20 à Luxembourg. Ce portefeuille immobilier se compose à 42% de surfaces commerciales (2012 : 29%), 36% de bureaux (2012 : 47%) et 22% d'espaces logistiques (2012 : 24%). Il y a 18 sites au Luxembourg (60% sur la base de la juste valeur du portefeuille) et 16 en Belgique (40%).

La 'duration' moyenne du portefeuille a augmenté, passant de 4,9 ans à 5,2 ans, en raison des nouvelles (re)mises en location et des investissements entièrement loués, si bien que le taux d'occupation est passé de 95% (2012) à 97%. Le rendement locatif sur la juste valeur est resté comparable à l'exercice précédent, à savoir 7,31% au 31.12.13 (2012 : 7,30%).

Les fonds propres (part du groupe) étaient en hausse à 335 millions d'euros au 31.12.13 (2012 : 256 millions d'euros) grâce, notamment, à l'augmentation de capital publique de 60,7 millions d'euros qui a été réalisée. L'actif net revalorisé s'élevait à 67,90 euros par action sur la base de la juste valeur des actifs immobiliers (63,80 euros au 31.12.12) et 70,70 euros sur la base de la valeur d'investissement (67,67 euros au 31.12.12).

Les dettes financières ont augmenté en raison des investissements précités pour s'établir à 408 millions d'euros (364 millions d'euros au 31.12.12), mais le taux d'endettement (calculé selon l'A.R. du 21.06.06) a diminué, passant à 53,53% (56,19% au 31.12.12).

Le total du bilan s'élevait à 778 millions d'euros à la fin de l'exercice (2012 : 667 millions d'euros).

Grâce aux importants investissements réalisés fin 2012 (117 millions d'euros) et fin 2013 (127 millions d'euros), les revenus locatifs ont augmenté pour s'établir à 45 millions d'euros (38 millions d'euros en 2012). LRE a clôturé son exercice 2013 avec un résultat net en progression de 31% (part du groupe) à 26,9 millions d'euros (20,5 millions d'euros au 31.12.12), soit 5,43 euros par action (5,11 euros au 31.12.12). Le résultat net courant a augmenté de 14%, à 24,1 millions d'euros (21,1 millions d'euros).

Le cours de l'action LRE a oscillé, au cours de l'année 2013, entre 65,10 euros et 82,45 euros,

Nombre de sites - % sur la base de la juste valeur du portefeuille





Canal Logistics (Neder-over-Heembeek)



Motstraat (Malines) ®

avec un cours de clôture en fin d'année de 73,60 euros. Le dividende brut par action sur l'exercice 2013 sera de 4,50 euros, ce qui représente un rendement en dividende brut (sur la base du cours de clôture) de 6,1% (exercice 2012 : 6,56%).

Aperçu opérationnel de l'année 2013

Les principales transactions réalisées par LRE en 2013 :

- Durant l'exercice, différents bâtiments ont été vendus pour une valeur totale de près de 28 millions d'euros : le bâtiment Pasteur à Luxembourg (19,5 millions d'euros), la partie avant du bâtiment Vierwinden à Zaventem (3 millions d'euros), l'immeuble de bureaux Delta Business Park à Kontich (2,2 millions d'euros), 2 étages de l'immeuble de bureaux Mercure à Luxembourg (1,9 million d'euros) et l'immeuble semi-industriel à Forest (1 million d'euros).
- En juin, LRE a émis pour la première fois une augmentation de capital publique de 60,7 millions d'euros dont le placement a rencontré un grand succès.
- En juillet, LRE a suivi l'augmentation de capital publique de la sicaf immobilière Retail Estates au prorata de sa participation de 10%, soit 7,2 millions d'euros.
- En septembre, 100% des certificats immobiliers relatifs au deuxième Knauf Shopping Center,

qui avaient fait l'objet d'une émission privée, ont été acquis pour 96,5 millions d'euros. Ce centre commercial, d'une superficie de 26.000 m², est situé à Pommerloch (dans le nord du Luxembourg). LRE possède à présent les propriétés économiques de deux centres commerciaux Knauf, à Schmiede et à Pommerloch.

- Toujours en septembre, LRE a émis pour la première fois un emprunt obligataire public sur 6 ans pour 75 millions d'euros (à 3,75%) qui a été fort bien accueilli par les marchés financiers.
- En octobre, le permis de bâtir a été obtenu pour le projet Royal20 pour la construction d'environ 5.000 m² de nouveaux bureaux. Ce projet de pointe sera érigé sur le site de l'ancien Hôtel Rix, situé le long du Boulevard Royal dans le centre d'affaires (CBD) de la ville de Luxembourg.
- En décembre, grâce à une mise en location supplémentaire, 100% des espaces logistiques de Canal Logistics (Neder-over-Heembeek) étaient occupés, tandis que le taux global d'occupation de l'immeuble The Crescent (Anderlecht) est passé de 62,5% à 69% grâce à des contrats de prestations de services supplémentaires pour ce bâtiment.
- En décembre également, un emprunt obligataire privé de 20 millions d'euros sur 7 ans à 3,528% a été conclu avec succès.
- Enfin, toujours en décembre, un immeuble commercial de 12.000 m² loué à Hornbach et situé à Luxembourg a été acquis pour 25,5 millions d'euros.
- Fin janvier 2014, l'immeuble de bureaux situé au 66 de l'Avenue Louise à Bruxelles a été vendu (10,35 millions d'euros).

Perspectives pour 2014

Grâce aux immeubles acquis en 2013, qui contribueront pour un exercice entier en 2014, Leasinvest Real Estate s'attend à réaliser en 2014 un résultat net et un résultat net courant en hausse par rapport à 2013 (sans tenir compte de circonstances exceptionnelles ou de plus-values imprévues sur le portefeuille immobilier existant et les couvertures de taux d'intérêt). Le conseil d'administration s'attend à pouvoir maintenir en 2014 un dividende au moins comparable, en termes absolus, à celui de 2013.

www.leasinvest.be

Leasinvest
REAL ESTATE

De gauche à droite : Vincent Macharis, Micheline Paredis, Jean-Louis Appelmans, Michel Van Geyte



41%

Pourcentage de participation AvH

GROUPE FINANCIÈRE DUVAL

Groupe Financière Duval est un groupe immobilier multidisciplinaire établi en France dont le but est d'offrir à ses clients, publics comme privés, une offre intégrale dans le domaine immobilier, comprenant la recherche de terrains, l'exploitation d'immeubles, la promotion/construction et autres services immobiliers. Le groupe est organisé en deux lignes de métiers : les activités immobilières (Construction et promotion, Services immobiliers, Parkings) et les activités d'exploitation (Tourisme, Golf, Santé).

Aperçu financier de l'année 2013

En 2013, dans un contexte français toujours marqué par un dynamisme économique faible, Groupe Financière Duval s'est efforcé de maintenir la progression de ses activités immobilières et de ses activités d'exploitation.

Le chiffre d'affaires a diminué, passant de 514 millions d'euros en 2012 à 501 millions d'euros en 2013 (-3%), ceci en raison du timing des activités immobilières. Le cash-flow opérationnel (EBITDA) a augmenté, passant de 25,9 millions d'euros à 29,9 millions d'euros (+ 15%), grâce notamment à la croissance du pôle Santé et à la rentabilité du pôle Construction et Promotion.

Aperçu financier de l'année 2013

Activités immobilières (Construction et promotion, Services immobiliers, Parkings)

CFA est un promoteur immobilier qui développe, conçoit, construit et commercialise des ouvrages sur 4 grands marchés immobiliers : équipements commerciaux, immobilier d'entreprise, logement et résidences spécialisées, équipements publics (culturels, sportifs et de loisirs). Active sur l'ensemble du territoire français grâce à un réseau de filiales régionales, l'entreprise déploie une expertise reconnue dans les opérations mixtes de centre-ville et de partenariats Public Privé (PPP), avec le soutien d'Alamo. Pour ses activités de promoteur en constructions, CFA met pleinement à profit les synergies de compétences avec les autres filiales immobilières du groupe.

En 2013, CFA a livré plus de 102.000 m² et a remporté de nombreux concours (comme Aren'ice à Cergy, une résidence de tourisme à Montmartre,

un projet de réhabilitation à Rennes - le Gast, ou encore un projet mixte de St Chamond). Son niveau d'activité, tout comme celui d'Alamo, a cependant été pénalisé par le décalage temporaire de certaines opérations, dus à l'attentisme des preneurs et des investisseurs, à l'allongement des délais d'obtention des financements bancaires et à la recrudescence des recours contre les autorisations commerciales et permis de bâtir. Ces facteurs ont entraîné une diminution du chiffre d'affaires du pôle Construction et promotion, qui est passé de 172 millions d'euros à 124 millions d'euros. Le carnet de commandes s'est toutefois maintenu à un niveau très satisfaisant. Dans le même temps, l'EBITDA a augmenté, passant de 1,5 million d'euros à 2,5 millions d'euros.

Yxime, spécialisée dans le Property & Facility Management dédié à l'immobilier d'entreprise et commercial, a vu son chiffre d'affaires diminuer légèrement pour s'établir à 21,3 millions d'euros, suite à la diminution volontaire du Facility Management au profit du Property Management. Par la signature de contrats majeurs conclus avec de grands investisseurs européens et propriétaires

fonciers et immobiliers, Yxime confirme sa place parmi les leaders français. Yxime gère actuellement plus de 5,5 millions de m².

En 2013, le développement de l'activité de stationnement de véhicules (**Park'A**) s'est poursuivi également. 17 parkings sont actuellement exploités, pour un total de plus de 6.000 places sur la région parisienne et en dehors de la capitale. En 2013, des sites ont été ouverts à Nîmes, Cherbourg et Antibes et d'autres encore s'ouvriront en 2014 et 2015 en dehors de la capitale. Le chiffre d'affaires a légèrement augmenté pour atteindre 7,9 millions d'euros.

Activités d'exploitation (Tourisme, Golf, Santé)

Odalys est le deuxième exploitant français de résidences de tourisme avec, fin 2013, 115.000 lits répartis sur 329 centres de vacances. Le chiffre d'affaires a atteint 229,3 millions d'euros en 2013, ce qui représente une croissance de 8,2% par rapport à 2012 (212 millions d'euros) due aux ouver-



CFA
Promoteur immobilier

102.000 m²



YXIME
Property & facility management

5,5 millions m²



PARK'A
17 parkings - Nombre de places :

6.000



ODALYS
329 résidences de tourisme - Nombre de lits :

115.000



RESIDALYA
26 maisons de repos et de soins

1.957 lits



NGF GOLF
16 golfs à Paris - Total :

33 golfs



Odalys - Résidence prestige le Château de Kergonano (Baden) ®



CFA - Appart'City (Bobigny) ®

tures de résidences, et cela malgré des conditions climatiques particulièrement difficiles. L'activité a en outre été favorisée par le développement de résidences d'affaires en centre-ville (Odalys City) et de résidences étudiantes (Odalys Campus) et par l'intégration en 2013 de Voyages Loisirs. L'entreprise a conservé son leadership sur le marché des 'comités d'entreprises' tout en voyant croître sa clientèle étrangère, avec un taux de satisfaction des clients très élevé. Odalys entend poursuivre en 2014 l'ouverture ciblée de résidences de tourisme ainsi que le développement accéléré d'Odalys City et Odalys Campus. Odalys table, pour la fin de l'année 2014, sur un parc de 354 centres de vacances et 118.000 lits.

Residalya développe et gère des maisons de repos et de soins pour personnes âgées. Le chiffre d'affaires a progressé de 27%, passant de 57,6 millions d'euros en 2012 à 73,2 millions d'euros

en 2013. Ceci correspond à une croissance d'environ 10% sur une base comparable. Le taux d'occupation global a atteint 92,9%, et 96,4% hors montées en charges des résidences récentes. Fin 2013, Residalya gérait 26 résidences avec un total de 1.957 lits suite à l'ouverture de trois résidences en 2013. Les extensions prévues doivent permettre d'atteindre, pour la fin de l'année 2014, une capacité totale de 1.991 lits.

Nouveau Golf de France (NGF) exploitait 33 golfs en France fin 2013 et se positionne toujours comme le numéro un sur la région parisienne, avec 16 golfs. Les golfs de Raray (au nord de Paris), Marseille- Borély et Lyon-Mionnay ont été repris en 2013 dans le portefeuille de NGF, de même que le golf de Reims-Bezannes. Le chiffre d'affaires pour 2013 a atteint 44,9 millions d'euros, soit une hausse de 10,1% par rapport à 2012 (40,8 millions d'euros). A périmètre constant, l'activité

est restée stable, ce qui est une réelle performance au vu des conditions météo exceptionnellement difficiles. NGF a développé son réseau de golfs franchisés, qui compte à présent 11 terrains. Par ailleurs, l'entreprise s'attache au développement du réseau international Le Club regroupant 380 golfs dans divers pays. Enfin, NGF a lancé la Golf World Alliance, la première association mondiale de golf, avec 7 chaînes partenaires représentant, en 2013, 130 golfs.

Perspectives pour 2014

En 2014, dans un contexte économique toujours difficile, le groupe consolidera ses activités et améliorera la rentabilité opérationnelle de ses différents pôles.

Compte tenu des perspectives encourageantes à moyen terme (2015-2016), le Groupe Financière Duval est confiant quant à sa capacité de poursuivre son développement dans ses différents secteurs d'activité.

Groupe Financière Duval SAS

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	501.116	514.142	430.381
EBITDA	29.858	25.886	28.067
EBIT	13.416	11.910	16.272
Résultat net (part groupe)	4.722	3.853	6.577
Cashflow net	23.240	19.502	20.500
Fonds propres (part groupe)	107.056	102.298	99.104
Trésorerie nette	-96.113	-80.033	-63.390
Total du bilan	613.159	577.984	551.898
Personnel	3.121	2.675	2.334

www.financiereduval.be

GRUPE FINANCIERE DUVAL

Eric Duval



100%

Pourcentage de participation AvH

ANIMA CARE

Anima Care se concentre sur le secteur des soins et de la santé en Belgique et vise le segment supérieur de l'hébergement et des soins pour personnes âgées. Dans l'aide résidentielle aux personnes âgées, Anima Care investit aussi bien dans l'exploitation que dans l'immobilier. Anima Care dispose, au 31 décembre 2013, d'un portefeuille de plus de 1.300 lits en maison de repos et résidences-services, dont 834 lits en maison de repos et 60 résidences-services en exploitation, répartis entre 10 résidences (4 en Flandres, 1 à Bruxelles, 5 en Wallonie).

Aperçu financier de l'année 2013

Anima Care a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 27,4 millions d'euros. La progression de 34% du chiffre d'affaires doit être attribuée principalement à l'acquisition de la "Résidence St James" et de "Château d'Awans", qui ont contribué aux résultats d'Anima Care à partir du deuxième semestre 2013. Le bénéfice s'est établi à 0,6 million d'euros en 2013, ce qui est comparable au résultat réalisé par Anima Care en 2012. Les projets de construction engendrent des coûts supplémentaires durant la phase de démarrage, raison pour laquelle la croissance du chiffre d'affaires ne se traduit pas encore par une amélioration du bénéfice.

Les fonds propres du groupe ont augmenté, passant de 21,2 millions d'euros fin 2012 à 32,4 millions d'euros fin 2013. Le capital d'Anima Care a été augmenté de 22,6 millions d'euros vers le milieu de l'année 2013 en vue du financement des projets de construction et des acquisitions. En 2013, le capital a été libéré à raison de 10,5 millions d'euros, dont 1,1 million d'euros en tant que solde de la précédente augmentation de capital. A la fin 2013, il reste 13,2 millions d'euros de capital à libérer.

Les dettes financières nettes, en hausse, sont passées de 15,2 millions d'euros au 31.12.2012 à 40,8 millions d'euros au 31.12.2013, ce qui s'explique principalement par le financement des projets de construction. Les acquisitions du "Château d'Awans" et de la "Résidence St James", ces établissements étant eux-mêmes propriétaires de leurs bâtiments, expliquent aussi en partie l'augmentation de l'endettement net.

Les récentes acquisitions et les investissements dans les projets de construction se traduisent par une augmentation du total du bilan, lequel passe de 50,1 millions d'euros fin 2012 à 97,1 millions d'euros fin 2013.

Aperçu opérationnel de l'année 2013

En 2013, Anima Care a racheté 2 maisons de repos et de soins pour un total de 227 unités de logement. En juin, Anima Care a acquis la "Résidence St James" à La Hulpe (59 lits) et en juillet, le "Château d'Awans" a été repris à Awans (168 lits).

Anima Care a en outre développé plusieurs projets de nouvelles constructions en 2013. La nouvelle maison de repos et de soins "Les Comtes de Méan" à Blegny a ouvert ses portes à la mi-octobre et peut accueillir 149 résidents. Les résidences "Clos du Trimbleu" à Blegny et "Résidence Kinkempois" à Angleur, qui comptent ensemble 89 lits agréés en maison de repos, ont été transférées dans ce nouveau bâtiment. Quant au bâtiment existant à Blegny, il a été vendu.

En janvier 2013 a commencé la construction de la nouvelle maison de repos et de soins "Au Privilege" à Haut-Ittre, d'une capacité de 127 lits en maison de repos et 36 résidences-services. Au deuxième trimestre, la construction d'une maison de repos et de soins d'une capacité de 133 lits et 63 résidences-services a débuté à Kasterlee.

Les Comtes de Méan (Blegny)





Château d'Awans

D'autre part, la nouvelle maison de repos et de soins "Zonnestein" à Zemst a également fait l'objet d'une grande attention et d'efforts soutenus en 2013. Cet établissement comptera 93 lits et 23 résidences-services.

Anima Care mise résolument sur la qualité. En 2013, des investissements conséquents ont été réalisés dans le développement d'immeubles de qualité. Par ailleurs, Anima Care œuvre constamment à l'amélioration de ses systèmes opérationnels et de ses méthodes de travail et accorde surtout une grande attention à la sélection, à l'accompagnement et au développement de ses collaborateurs. Ce sont eux, en effet, qui sont chargés de mettre en pratique au jour le jour la vision d'Anima Care sur le plan de la qualité et de transmettre ses valeurs.

Perspectives pour 2014

En 2014, plusieurs projets de construction seront finalisés. Il y a tout d'abord, le 1er avril, l'ouverture de "Zonnestein" à Zemst. Vers le milieu de l'année 2014 est prévue l'ouverture du nouveau bâtiment "Au Privilège" à Haut-Ittre, dans lequel emménageront les exploitations existantes "Résidence du Peuplier" et "Résidence Azur" (91 lits au total). Enfin, la mise en service de l'établissement nouvellement construit à Kasterlee est prévue pour novembre 2014.

Après la réception de ces projets de construction, Anima Care comptera 1.278 lits en exploitation, répartis entre 8 maisons de repos et de soins d'au moins 100 lits et 3 établissements de taille plus réduite. Anima Care a l'intention de réaliser,

pour ces derniers également, un agrandissement d'échelle. Par l'extension de maisons de repos et de soins existantes, la construction de nouveaux établissements et les acquisitions, Anima Care s'assure une croissance indispensable pour améliorer la rentabilité dans le futur. Avec son ancrage 100% belge et sa stratégie consistant à garantir des prestations de soins optimales tout en investissant dans de l'immobilier de qualité, Anima Care est un acteur unique sur le marché belge. L'entreprise recherche activement des possibilités de collaboration avec d'autres acteurs dans le secteur des soins et étudie diverses opportunités d'acquisition.

Anima Care SA

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	27.409	20.522	15.351
EBITDA	3.376	2.444	2.056
EBIT	1.749	1.293	975
Résultat net (part groupe)	632	644	417
Cashflow net	2.169	1.661	1.489
Fonds propres (part groupe)	32.406	21.173	11.985
Trésorerie nette	-40.806	-15.188	-13.696
Total du bilan	97.111	50.116	36.310
Personnel	583	295	223

www.animacare.be

Anima
Care

De gauche à droite : Luc Devolder, Peter Rasschaert, Johan Crijns, Ingrid Van de Maele







ENERGY & RESOURCES

ACKERMANS & VAN HAAREN

ENERGY & RESOURCES

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions) 2013 2012 2011

SIPEF	11,2	14,1	16,9
SAGAR CEMENTS	-0,4	0,3	1,3
GROUPE TELEMOND	3,0	1,0	-0,1
AUTRES	-5,1	1,0	0,9
TOTAL	8,7	16,4	19,0

Sous l'effet d'une baisse des volumes de production et des prix pour l'huile de palme et le caoutchouc, le résultat de Sipef est en recul en 2013. Sagar Cements et Max Green font face à des conditions de marché difficiles.



Sipef - Plantules de palmiers à huile en pré-pépinière, à Hargy Oil Palms (Papouasie-Nouvelle-Guinée)



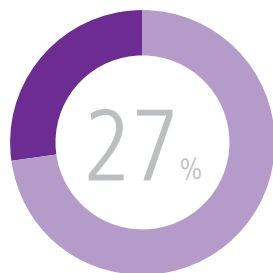
Sagar Cements

Sipef

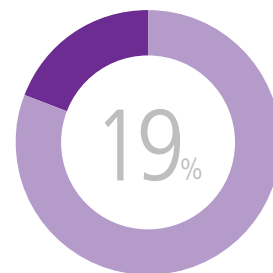
Sipef est un groupe agro-industriel, spécialisé dans l'agriculture tropicale, avec des plantations pour l'huile de palme, le caoutchouc et le thé en Extrême-Orient.

Sagar Cements

La société indienne, cotée en bourse, Sagar Cements produit un large assortiment de ciment et de briques recuites.



Pourcentage de participation AvH



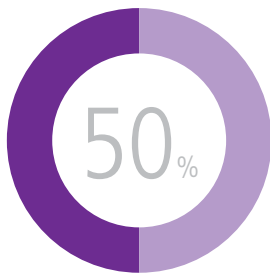
Pourcentage de participation AvH



Oriental Quarries & Mines

Oriental Quarries & Mines

OQM est active dans l'exploitation et la production d'agrégats en Inde, destinés tant à la construction de routes qu'à la production de béton.



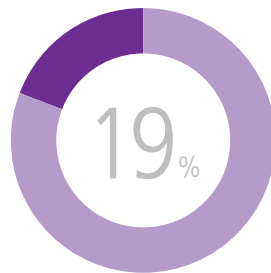
Pourcentage de participation AvH



Max Green - Centrale Rodenhuize (Gand) ®

Max Green

Max Green est une joint venture avec Electrabel GDF Suez, spécialisée dans des projets d'énergie renouvelable à base de biomasse.



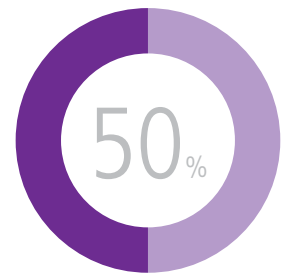
Pourcentage de participation AvH



Groupe Telemond

Groupe Telemond

Groupe Telemond développe et produit des plates-formes de chargement et de tombereaux pour véhicules de charge légers et des constructions soudées comme des grues télescopiques.



Pourcentage de participation AvH

27%

Pourcentage de participation AvH

SIPEF

Sipef est un groupe agro-industriel, coté au NYSE Euronext Brussels, qui est spécialisé dans les investissements directs en agriculture tropicale. Ses activités peuvent être décrites comme celles d'un 'USD pure play' en huile de palme et caoutchouc durables en Asie du Sud-Est.

Les activités clés du groupe se situent sur l'île de Sumatra, en Indonésie, avec 42.154 hectares de plantations de palmiers à huile et 6.418 hectares de plantations de caoutchouc. Sipef possède également 1.787 hectares de plantations de thé de haute qualité en altitude, dans les montagnes proches de Bandung, sur l'île de Java. Les activités indonésiennes sont les plus développées, mais aussi les plus rentables, et représentent plus de deux tiers du bénéfice d'exploitation brut.

Depuis les années '80, un pas important a été franchi dans la diversification géographique vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où le groupe dispose aujourd'hui de 12.387 hectares de palmiers à huile et 3.526 hectares d'arbres à caoutchouc. Cette production, ajoutée aux récoltes achetées à des agriculteurs de la région, génère environ 29% du bénéfice d'exploitation brut.

Les activités sur le continent africain, en raison d'une faible rentabilité générale dans le passé, sont restées limitées à la production de bananes et de fleurs tropicales sur 612 hectares de plantations dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire.

Aperçu financier de l'année 2013

Le groupe Sipef a été confronté en 2013 à une baisse des volumes et des prix en huile de palme,

Chargement des régimes dans un train de cages



caoutchouc et thé, si bien que le chiffre d'affaires a reculé de 12,3% et les résultats d'exploitation (avant IAS41) de 20,7%. La marge brute s'est cependant maintenue au-delà de 32%. Compte tenu de la structure de financement, les investissements à long terme dans l'agriculture étant financés intégralement sur fonds propres, les charges financières sont limitées et le résultat net s'est établi à 49,3 millions USD. Après le retraitement des hectares de plantations à la valeur du marché selon l'IAS41, le résultat IFRS (part groupe) a atteint 55,6 millions USD, soit une baisse de 18,7% par rapport à 2012.

Aperçu opérationnel de l'année 2013

Des indicateurs agronomiques défavorables en Asie du Sud-Est ont eu comme conséquence que la production annuelle d'huile de palme est restée inférieure de 4,5% aux volumes record de 2012, si bien que 2013 a été une année de production relativement faible. En Indonésie et Malaisie, en particulier au deuxième et au troisième trimestre, un phénomène de 'tree stress' a été observé dans la plupart des plantations matures, ce qui a ralenti la fructification, avec comme conséquence des pourcentages d'extraction d'huile plus réduits. Seules les surfaces nouvellement développées dans le cadre du projet UMW à Sumatra Nord ont affiché une production en croissance. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a connu un début d'année extrêmement difficile avec, durant les trois premiers mois, des précipitations exceptionnellement abondantes qui ont endommagé le réseau routier, si bien que les volumes de production d'huile de palme et de caoutchouc sont restés inférieurs aux attentes. Les hausses de rendement dues au fait que les extensions arrivent progressivement à maturité n'ont pas pu compenser la faible production des exploitations environnantes.

Malgré l'augmentation des salaires des travailleurs, imposée par le gouvernement, les coûts de production libellés en USD sont restés sous contrôle. La diminution inattendue des prix des engrais, mais aussi et surtout l'affaiblissement des

monnaies locales par rapport à l'USD, ont entièrement compensé l'augmentation des coûts locaux induite par l'inflation.

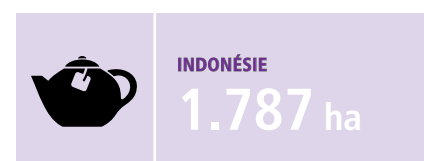
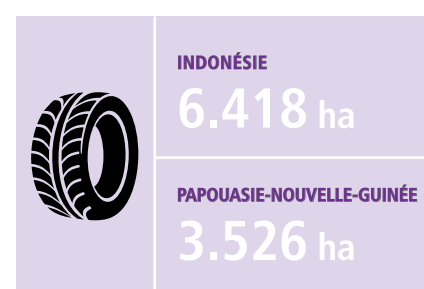
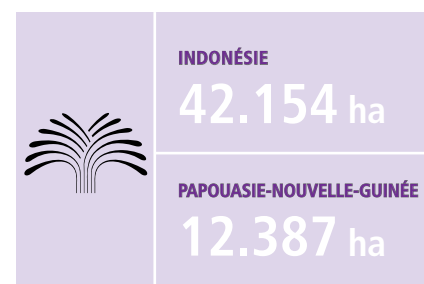
La volatilité des prix de vente de l'huile de palme est restée assez limitée en 2013. Suite aux fortes productions enregistrées fin 2012, les stocks mondiaux étaient trop importants en début d'année. Grâce à une demande croissante émanant du secteur du biodiesel et à la diminution des volumes de production d'huile de palme, l'équilibre a pu être rétabli progressivement. Au second semestre, les grands volumes de production de fèves de soja ont pesé sur les prix du marché, mais l'annonce selon laquelle l'Indonésie imposerait pour 2014 l'addition de biodiesel (10% pour le secteur du transport, 20% pour la production d'électricité) a suffi à renforcer les prix du marché en fin d'année. La tendance à la baisse des prix du caoutchouc s'est poursuivie en 2013 en raison d'une offre légèrement excédentaire, de l'augmentation des stocks en Chine et d'une politique d'achats à court terme dans le chef des consommateurs. Vers la fin de l'année, une légère amélioration s'est dessinée jusqu'au niveau du prix de revient des pays producteurs moins performants. Les prix du thé sont restés favorables au premier semestre, mais le reste de l'année, des volumes de production plus élevés que prévu au Kenya, où un thé de qualité similaire est produit, ont pesé sur la formation des prix pour le thé noir Cibuni produit par Sipef. Sipef propose ses bananes sur le marché européen par le biais de contrats annuels à prix fixes. Ceci permet d'éviter que cette activité relativement limitée soit trop sujette à la volatilité des prix du marché, lesquels sont influencés par les arrivages en provenance des principaux pays producteurs d'Amérique centrale et du Sud.

Les conditions climatiques, les procédures de développement durable et certaines limitations techniques ont entraîné un ralentissement dans l'exécution des plans d'expansion en Papouasie-Nouvelle-Guinée et Indonésie. Néanmoins, 1.459 hectares sont venus s'ajouter aux surfaces plantées du groupe, lesquelles totalisent désormais 66.942 hectares, dont 17,6% n'ont pas encore atteint le stade de production.



Plantation de palmiers à huile, encore immatures, au Nord Sumatra (Indonésie)

Plantations : Hectares plantés



Perspectives pour 2014

Les attentes pour le groupe en termes de volume sont dans l'ensemble favorables, les plantations à maturité ayant retrouvé leur rythme de production normal, tandis que les hectares supplémentaires mis en culture en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée assurent une croissance organique des chiffres.

La diminution des stocks en début d'année et la demande supplémentaire en provenance du secteur du biodiesel constituent un bon soutien pour la formation des prix de l'huile de palme. En outre, la croissance de la demande mondiale d'huile de palme et l'avantage en termes de prix par rapport aux principaux concurrents suscitent des attentes favorables pour le futur. Le marché du caoutchouc reste difficile en raison des perspectives économiques chinoises relativement faibles et des stocks élevés qui continuent à peser sur la formation des prix. Une croissance positive aux Etats-Unis et en Europe devrait cependant faire croître la demande en provenance du secteur automobile et industriel. Entre-temps, Sipef a déjà vendu une partie impor-

tante des volumes de production d'huile de palme attendus à des prix supérieurs à 950 USD la tonne, si bien que le groupe s'oriente à nouveau vers un résultat récurrent stable. Le résultat final sera déterminé dans une large mesure par la réalisation des volumes de production attendus, la force des prix du marché au second semestre, la taxe à l'exportation sur l'huile de palme en Indonésie et l'évolution des coûts locaux et des monnaies locales.

Le plan stratégique à long terme de l'entreprise prévoit une expansion progressive dans l'optique de former à terme un groupe de plantations de taille moyenne, avec 100.000 hectares plantés (part du groupe). Les intérêts sont répartis géographiquement, mais avec une nette préférence pour l'Indonésie, outre la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et avec un intérêt croissant dans les plantations de palmiers à huile, mais avec le maintien d'une activité dans le caoutchouc. Le rythme de croissance dépendra de la disponibilité de terres répondant aux critères de qualité et de durabilité.

Sipef SA

(USD 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	291.678	332.522	367.661
EBITDA	86.875	103.321	130.184
EBIT	78.966	94.188	129.328
Résultat net (part groupe) ⁽¹⁾	55.627	68.392	95.088
Cashflow net	69.824	94.131	101.890
Fonds propres (part groupe)	508.058	472.642	425.261
Trésorerie nette	-31.918	18.193	47.519
Total du bilan	710.095	631.842	567.291

⁽¹⁾ Y compris l'impact net d'IAS 41 'Variation de la juste valeur des actifs biologiques' : 9.002 KUSD (2013), 7.581 KUSD (2012), 10.406 KUSD (2011)

www.sipef.com



De gauche à droite : François Van Hoydonck, Johan Nelis, Thomas Hildenbrand, Charles De Wulf, Robbert Kessels



19%

Pourcentage de participation AvH

SAGAR CEMENTS

Sagar Cements produit un large assortiment de ciments dans son usine située dans la zone Nalgonda de l'Andhra Pradesh (Inde). Cette usine a une capacité de 2,5 millions de tonnes de ciment par an.



Sagar Cements

L'année écoulée a encore été marquée par la surcapacité et la faiblesse de la demande dans le sud de l'Inde. Ceci a entraîné une baisse des prix et des volumes de vente pour pratiquement toutes les cimenteries de l'Andhra Pradesh, y compris Sagar Cements. A la fin de l'année, l'occupation de la capacité de Sagar Cements est même descendue à un niveau historiquement bas de 49%.

Le contexte économique général de l'Inde est resté difficile, avec une inflation grimpant à 11,6% en 2013 (9,3% en 2012). Ce facteur, combiné à la lenteur du processus de décision politique qui ralentit les grands projets d'infrastructure, a toujours des répercussions négatives sur le secteur de la construction dans son ensemble. De plus, les moussons longues et abondantes et le manque d'approvisionnement en sable suite à l'interdiction de l'extraction de sable en fin d'année, ont eu aussi un effet négatif sur les activités de construction en 2013.

La rentabilité générale de Sagar Cements a en outre été influencée par de fortes hausses des prix

de l'électricité et du charbon au cours de l'année. L'entreprise a pu limiter en partie l'impact de la hausse des prix du charbon en réduisant sa dépendance à l'égard du charbon international à coût élevé au profit du charbon local (78% de charbon national au 4e trimestre 2013, contre 45% au 4e trimestre 2012). D'un autre côté, il n'y avait guère de marge de manœuvre face aux augmentations des prix de l'électricité (plus de 23%) résultant d'une pénurie d'énergie générale en Inde. Sagar Cements a dès lors clôturé l'année avec une perte de 185 millions de roupies indiennes (2,4 millions d'euros).

La pose d'une voie ferrée entre l'usine et la ligne ferroviaire d'Etat située à proximité, qui se termine à 2,4 km de l'usine, progresse bien et devrait, selon les prévisions, être achevée en 2014. Le passage du transport routier au transport ferroviaire devrait générer des économies sur les frais de transport pour la vente dans les états voisins où l'offre de ciment est insuffisante. Au quatrième trimestre 2013, Sagar Cements a réalisé 57% de son chiffre d'affaires en dehors de l'Andhra Pradesh.

Sagar Cements LTD

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	61.748	85.560	88.836
EBITDA	3.733	11.408	23.125
EBIT	267	7.552	19.016
Résultat net (part groupe)	-2.382	2.232	9.308
Fonds propres (part groupe)	29.660	37.710	38.332
Trésorerie nette	-25.005	-27.469	-29.728
Total du bilan	78.474	91.887	95.177
Cours du change INR/€			
P&L	77,52	68,97	64,94
Bilan	85,04	72,32	68,71



ORIENTAL QUARRIES & MINES

50%

Pourcentage de participation AvH

Oriental Quarries & Mines (OQM) est active dans l'exploitation et la production d'agréats destinés à la construction de routes, revêtements, aéroports, circuits automobiles et bâtiments, ainsi qu'à la production de béton prêt à l'emploi. Les produits sont vendus sous la marque "Oriental Aggregates". OQM est une joint-venture d'AvH et Oriental Structural Engineers, l'une des plus grandes entreprises de construction de l'Inde.

Fin 2013, OQM exploitait trois carrières : à Moth et Bilaua (situées toutes deux près de Delhi) et à Bangalore. Les agréats provenant des carrières de Moth et Bilaua ont été utilisés pour d'importants travaux d'infrastructure tels que le Golden Quadrilateral Project, le Dedicated Freight Corridor (chemins de fer) et le nouveau circuit de Formule 1 à Noida. La carrière de Bangalore se focalise principalement sur le marché du béton prêt à l'emploi (RMC).

OQM a dû relever de sérieux défis en 2013. D'une part, l'entreprise a été confrontée à la faiblesse du marché de la construction, consécutive à une faible croissance du PIB et à une inflation farouche. D'autre part, des changements dans la réglementation relative au secteur minier ont conduit à la fermeture temporaire des casse-pierres à Bilaua (pendant un mois et demi) et Bangalore (pendant un mois). La direction s'est concentrée sur la promotion des ventes à Bangalore, la rationalisation des processus de production de la nouvelle unité à Moth, qui a connu divers problè-

mes opérationnels, et le lancement des activités à Bilaua en juin.

OQM a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 4,9 millions d'euros, en progression de 54% (en monnaie locale) par rapport à l'année précédente. Le résultat net est redevenu positif, après une année 2012 en perte. Il faut cependant tenir compte du fait que l'année 2012 avait été influencée négativement par le transfert de deux installations de concassage vers de nouveaux sites à Bilaua et Moth.

Durant l'année écoulée, OQM a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les marges de vente et d'accroître l'efficacité opérationnelle de toutes ses activités. L'entreprise entend se concentrer sur des grandes agglomérations urbaines, comme Bangalore, avec un cadre réglementaire rigoureux et un marché RMC assuré. Elle veut ainsi éviter d'être trop dépendante à l'égard des livraisons pour les projets d'infrastructure à court terme.



OQM

www.orientalaggregates.com **Oriental**
AGGREGATES

De gauche à droite : Sandeep Aiyappa, Ashish Mohite, Parijat Mondal, Sunil Sharma, S K Singh



Oriental Quarries & Mines Pvt LTD

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	4.905	3.572	6.767
EBITDA	178	-521	349
EBIT	-161	-718	120
Résultat net (part groupe)	60	-446	214
Fonds propres (part groupe)	5.990	6.979	7.793
Trésorerie nette	1.462	2.100	3.088
Total du bilan	7.252	7.920	9.704
Cours du change INR/€			
P&L	77,52	68,97	64,94
Bilan	85,04	72,32	68,71

19%

Pourcentage de participation AvH

MAX
GREEN

Max Green est une joint-venture (entre Electrabel GDF Suez et Ackermans & van Haaren) spécialisée dans la réalisation de projets d'énergie renouvelable à base de biomasse.



Centrale Rodenhuis

La centrale Rodenhuis 4, dans la zone du canal à Gand, est actuellement le seul projet opérationnel de Max Green. Après la conversion en une centrale 100% biomasse en 2011, la centrale a été soumise en 2013 à une révision planifiée à grande échelle. Suite à des complications techniques, le planning initial a dû être revu, ce qui a eu pour effet de réduire la disponibilité en 2013. Le rendement technique de la centrale, par contre, a légèrement augmenté au cours de l'année écoulée.

Compte tenu de cette disponibilité réduite, la centrale a produit l'an dernier 1,26 TWH d'électricité verte durable, contre 1,46 TWH en 2012. Cette baisse a évidemment pesé sur les résultats de l'entreprise. La production de 2013 est l'équivalent de la consommation annuelle de 360.000 ménages et a rapporté à Max Green environ 950.000 certificats verts. Selon les estimations, la production de la centrale de Rodenhuis représentait environ 23% de l'électricité verte produite en Flandre en

2013, ceci pour 10% seulement du coût social. Ceci fait de la centrale l'une des technologies les moins coûteuses contribuant de manière durable à la réalisation des objectifs de la Flandre en matière d'électricité verte.

Les résultats de Max Green sont largement dépendants des revenus de ces certificats verts. En 2013, des changements ont à nouveau été apportés au cadre législatif, ce qui a eu un impact significatif sur les résultats de la société et sur les risques liés à un investissement dans des projets similaires. Max Green continue dès lors à plaider pour un cadre réglementaire stable et clairement défini, garantissant à des projets similaires un indispensable soutien qui soit à la fois identique et prévisible, de manière à créer un 'level playing field' pour tous les investisseurs.

Compte tenu (i) des fréquents changements apportés au cadre réglementaire et (ii) de la forte baisse des prix de l'électricité et des certificats verts sur le marché, le futur proche s'annonce fort sombre pour la centrale de Rodenhuis. La direction s'efforcera, par une série d'actions ciblées, d'améliorer les résultats opérationnels de la centrale, mais ceci ne suffira vraisemblablement pas à compenser l'impact du faible niveau des prix sur le marché pour la période 2014-2017 (sensiblement inférieur au niveau nécessaire pour une exploitation rentable).

Max Green SA

De gauche à droite : Philip Pouillie, Willem Vandamme



(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	157.020	192.660	95.200
EBITDA	414	10.957	8.187
Résultat net (part groupe)	290	7.274	5.437
Fonds propres (part groupe)	1.890	7.600	5.826
Total du bilan	17.879	28.869	24.284

GROUPE TELEMOND

50%

Pourcentage de participation AvH

Groupe Telemond est un fournisseur dans le secteur des grues et de l'automobile. La société fabrique des constructions complexes en acier de haute qualité, principalement pour le secteur des grues, et des plates-formes de chargement et tombereaux pour véhicules de charge légers.

Le marché des grues télescopiques a continué à se redresser légèrement. Grâce à une nouvelle perceuse-fraiseuse, la gamme de produits de **Teleskop** a pu être étendue aux pièces détachées pour constructions spéciales dans le domaine des grues. Le chiffre d'affaires généré par les pièces détachées pour grues a doublé. Par ailleurs, de nouvelles commandes ont été obtenues pour la construction de composants pour châssis de trains. Teleskop est devenue aujourd'hui l'entreprise de référence en Europe dans le traitement de l'acier de qualité supérieure.

Le marché des grues mobiles sur chenilles, notamment pour la construction d'éoliennes, a stagné suite à la forte contraction des investissements dans l'énergie et les infrastructures. **Montel** a néanmoins réussi à faire croître sa part de marché et à présenter un résultat positif.

Groupe Telemond produit également en Pologne des plates-formes de chargement, des remorques tribennes (notamment pour VW) et des pièces pour machines agricoles. Les salles de production ont encore été agrandies et automatisées afin de créer une capacité supplémentaire pour les nouveaux produits. L'essentiel des investissements futurs (environ 10 millions d'euros) porte



Groupe Telemond

sur la poursuite du développement de **Teleyard**, la filiale spécialisée dans le soudage de produits pour le secteur maritime. Ceci inclut les spreaders et bras pour 'shuttle carriers' destinés à la manutention des conteneurs, les grandes constructions soudées pour dragues, ou encore les superstructures lourdes qui ne peuvent être transportées que par bateau. En 2013, l'entreprise a obtenu le per-

mis nécessaire pour la construction d'une nouvelle usine juste en dehors de Stetin.

La progression du résultat prévue pour 2013 a été dépassée. Pour 2014, une nouvelle croissance est attendue, grâce notamment à un élargissement de la gamme de produits, l'accent étant mis sur l'acier de qualité supérieure.

Telemond, Telehold, Teleskop, Henschel

(€ 1.000)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	78.731	74.289	64.359
EBITDA	10.129	7.386	3.355
EBIT	6.233	3.573	556
Résultat net (part groupe)	6.571	3.112	-741
Cashflow net	10.467	6.925	2.058
Fonds propres (part groupe)	40.594	35.974	31.875
Trésorerie nette	-10.946	-14.147	-14.216
Total du bilan	69.570	67.986	62.022
Personnel	827	884	920

www.teleskop.com.pl **TELEMOND**

De gauche à droite : Frank Ceuppens, Christopher Maas, Reiner Maas, Dieter Schneider







DEVELOPMENT CAPITAL

ACKERMANS & VAN HAAREN

DEVELOPMENT CAPITAL

Contribution au résultat net consolidé d'AvH

(€ millions) 2013 2012 2011

SOFINIM	-2,8	-1,3	-0,8
CONTRIBUTION PARTICIPATIONS SOFINIM	-6,3	4,3	6,3
CONTRIBUTION PARTICIPATIONS GIB	2,5	2,9	3,1
DEVELOPMENT CAPITAL	-6,6	5,9	8,6
PLUS-VALUES	29,5	22,7	-0,9
TOTAL (Y COMPRIS PLUS-VALUES)	22,9	28,6	7,7

Dans le segment Development Capital, les performances sont très diverses : une belle plus-value a été réalisée sur la vente de la participation Spano, tandis que les frais de restructuration et les réductions de valeur continuent à peser, en 2013, sur la contribution conjointe des autres entreprises.

En 2013, en Europe, le secteur du private equity a gardé une attitude attentiste. Le climat économique général reste le facteur décisif pour ce qui est d'investir ou non, si bien que les volumes d'investissements globaux sont très volatils et sont faussés par quelques grandes transactions. Dans un contexte où les moyens disponibles augmentent progressivement, il y a à nouveau un grand intérêt pour les transactions, tandis qu'un financement bancaire est possible pour les rares opportunités intéressantes. Par ailleurs, les entreprises peuvent à nouveau, via le private equity, être amenées en bourse, ce qui indique un changement de tendance.

Dans l'immense majorité des transactions, il s'agit d'un marché acheteur. Les acteurs du private equity continuent à mettre l'accent sur les améliorations opérationnelles, plutôt que sur les 'exits' et les deals financiers. On recherche des partenaires stratégiques pour renforcer le business model et créer une plus-value. Les groupes industriels constituent les principaux acheteurs, mais dans certains cas, les fonds private equity regagnent en importance. Par ailleurs, le marché secondaire

entre fonds private equity forme un canal de sortie toujours plus important.

Les investisseurs finaux, comme les fonds de pension, redécouvrent le private equity en raison de ses rendements intéressants tout au long du cycle économique. Toutefois, ils se focalisent sur les gestionnaires les plus performants, si bien que le Corporate Social Responsibility (CSR), la transparence et l'expérience deviennent des critères de sélection plus importants. Le modèle économique du private equity, dans lequel des résultats supérieurs à la moyenne sont obtenus grâce aux améliorations opérationnelles et à la croissance, auxquelles s'ajoute la bonne gouvernance, reste attrayant malgré la liquidité limitée. Voilà précisément les domaines dans lesquels AvH se positionne depuis des années via son segment Development Capital. Dans ce cadre, le groupe se concentre sur un nombre réduit de participations et un horizon d'investissement plus long que la moyenne.

Euro Media Group - Your Smart Studio





Hertel chez Electrabel (Rotterdam)



Egemin Automation - Process Automation chez Nestlé



Manuchar

Aperçu financier de l'année 2013

Les résultats d'AvH en Development Capital ont été marqués en 2013, d'une part, par une belle plus-value sur la vente du groupe Spano (34 millions d'euros) et d'autre part, par des résultats négatifs substantiels dans une série de participations. Au final, les résultats ont reculé par rapport à 2012, mais dans une perspective historique, 2013 reste une bonne année. Les plus-values réalisées de façon régulière sont la preuve qu'AvH parvient à améliorer la position stratégique des entreprises de son portefeuille dans une perspective de long terme, ce qui se traduit alors par un beau prix de vente. Il est cependant difficile de prévoir à quel moment ces plus-values se concrétiseront.

L'équipe s'est efforcée avec beaucoup d'attention, en 2013, d'aider les participations au niveau corporate finance sous différents aspects, p. ex. M&A, gestion du bilan et financement du bilan.

En 2013, AvH a investi 45,9 millions d'euros en Development Capital, soit nettement plus qu'en 2012 (31,1 millions d'euros), via des investissements complémentaires visant à renforcer le bilan. De nouvelles participations ont été étudiées, sans que cela n'aboutisse à des investissements. Le niveau des désinvestissements, qui a atteint 128,8

millions d'euros (plus-values et créances incluses), est lui aussi beaucoup plus élevé que l'année précédente (48,7 millions d'euros).

La contribution courante du segment Development Capital aux résultats du groupe a atteint -6,6 millions d'euros en 2013, contre 5,9 millions d'euros en 2012. En tenant compte des plus-values, le Development Capital a contribué à hauteur de 22,9 millions d'euros au résultat consolidé d'AvH (2012 : 28,6 millions d'euros).

L'actif net corrigé du portefeuille de Development Capital, y compris les plus(moins)-values latentes sur les actions Atenor et Groupe Flo cotées en bourse, s'élevait à 511,4 millions d'euros fin 2013 (contre 481,0 millions d'euros fin 2012).



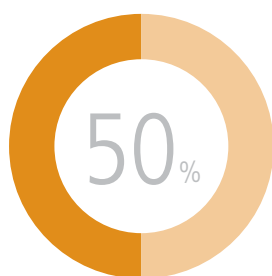
Groupe Flo

Valeur de l'actif net corrigée

(€ millions)	2013	2012	2011
Sofinim	493,2	466,4	437,3
Plus-values latentes Atenor	8,2	6,2	1,5
Valeur réelle Groupe Flo/Trasys	10,0	8,4	12,9
Total Development Capital	511,4	481,0	451,7

GIB

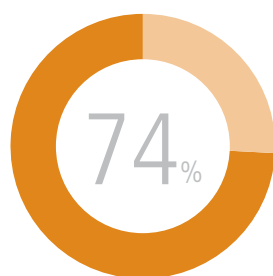
C'est à travers GIB, contrôlée paritairement par AvH et la CNP (Compagnie Nationale à Portefeuille), qu'AvH concrétise son partenariat avec le groupe Frère. Le portefeuille de GIB est resté inchangé en 2013. Sofinim partage en outre avec la CNP une participation à 50/50 dans Distriplus.



Pourcentage de participation AvH

Sofinim

En 2013, les participations de Sofinim ont généré une contribution moins élevée au résultat du groupe. Certaines entreprises ont pu améliorer leurs résultats ou tout au moins les maintenir. Chez Atenor, Manuchar et NMC, l'amélioration est significative, tandis qu'Egemin a pratiquement égalé ses résultats de 2012. Chez Amsteldijk Beheer il y a eu une perte unique, tandis que l'importante contribution du groupe Spano, qui a été vendu, a disparu. Le résultat nettement inférieur d'Euro Media Group, mais aussi et surtout les résultats très faibles de Corelio et Hertel, ont pesé lourdement. Tout comme en 2012, Hertel a été



Pourcentage de participation AvH

marquée par des frais de restructuration et des éléments non récurrents, tandis que dans le secteur des médias, le contexte économique difficile et les frais de restructuration ont eu un impact négatif sur les résultats de Corelio.

Vu le contexte macroéconomique incertain, les entreprises du portefeuille ont investi avec prudence.

Malgré l'étude de nouveaux dossiers, les investissements sont restés limités à des investissements complémentaires, dont la plus grande part chez Hertel. Distriplus a pu compter également sur un soutien supplémentaire, tandis que la participation dans Corelio a encore été relevée. D'autre part, Sofinim a pu réaliser des retraits (partiels) importants via la vente du groupe Spano, mais aussi par le biais d'un important remboursement de prêts d'actionnaires par Amsteldijk Beheer suite à des désinvestissements dans cette participation. Les plus-values en Development Capital ont atteint, au final, 29,5 millions d'euros.

Development Capital

(via Sofinim & GIB)

GIB
50%

Sofinim
74%

ICT & Engineering

Axe Investments
48%

Egemin
61%

Hertel
47%

Trasys
84%

Real Estate Development & Building Materials

Atenor
12%

NMC
30%

Retail & Distribution

Distriplus
50%

Manuchar
30%

Turbo's Hoet Groep
50%

Groupe Flo
47%

Media & Printing

Corelio
22%

Euro Media Group
22%

ATENOR GROUP

12%

Pourcentage de participation Sofinim

Atenor Group, cotée en bourse, est une entreprise de promotion immobilière spécialisée dans les projets urbains de grande envergure (bureaux, ensembles mixtes et résidentiels), remarquablement situés et d'une grande qualité technique et architecturale. Forte d'un know-how considérable, l'entreprise assure la conception et la direction de projets en Belgique et à l'étranger.

Atenor Group a clôturé l'exercice 2013 avec un résultat net positif de 12 millions d'euros. Ce résultat a été principalement influencé par la vente des appartements dans la tour résidentielle UP-site à Bruxelles et le lancement du projet Trébel, qui a été vendu au Parlement européen. D'autre part, le projet Port du Bon Dieu – avec la construction de 140 unités d'habitation à Namur – a contribué positivement au résultat. Sur l'ensemble de ses projets résidentiels en phase de commercialisation, Atenor a vendu plus de 250 appartements en 2013. La plupart des projets en portefeuille pour lesquels une demande urbanistique est en cours connaissent une évolution positive. C'est le cas pour Brussels Europa (29.000 m² bureaux, Bruxelles), City Docks (165.000 m², Bruxelles), Au fil des grands prés (70.000 m², Mons), La Sucrierie (20.000 m², Ath) et Les Brasseries de Neudorf (11.400 m², Luxembourg).

Atenor a aussi poursuivi la construction d'immeubles de bureaux à Budapest et Bucarest, où les premières prises en location ont pu être enregistrées. Au début de 2014, le premier bâtiment du projet Vaci Greens (Budapest, 17.362 m²) était entièrement loué.

A Luxembourg, le siège d'ING, situé à la Cloche d'Or, a été acheté en vue d'une rénovation et d'une extension. Parallèlement, un contrat de bail



Trébel (artist impression)

à long terme a été conclu pour la totalité du bâtiment (9.785 m²) avec le prestataire de services financiers BDO.

Malgré les incertitudes liées à l'activité de promotion immobilière, Atenor entame l'année 2014 en ayant une vue claire sur les résultats des années à venir, ceci en s'appuyant sur une dynamique de création de valeur permanente.



UP-site (Bruxelles) (artist impression)

www.atenor.be

ATENOR
GROUP

Stéphane Sonnevile



Atenor SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	110.133	45.943	36.456
EBITDA	24.016	8.935	13.868
Résultat net (part groupe)	12.028	9.489	11.321
Fonds propres (part groupe)	104.786	98.605	98.107
Trésorerie nette	-174.932	-131.849	-93.550

22%

Pourcentage de participation Sofinim

CORELIO

Corelio est un groupe belge de médias dont l'activité principale est l'édition de médias d'information imprimés et en ligne. Le groupe possède en outre deux divisions d'imprimerie distinctes et est actif dans les médias audiovisuels.



Mediahuis journaux

Corelio a procédé, au printemps 2013, à une analyse stratégique approfondie de ses activités. Ceci a donné lieu à des négociations fructueuses entre Corelio et Concentra au sujet de la création de Mediahuis (62% Corelio - 38% Concentra). L'annonce faite fin juin impliquait, pour les deux groupes, une confirmation de leur actionnariat familial flamand, stable depuis plusieurs décennies. Mediahuis abrite les marques de journaux flamands des deux éditeurs (Gazet van Antwerpen, Het Nieuwsblad/De Gentenaar) ainsi que la plate-forme de recrutement Jobat, le magazine gratuit Jet et les activités d'annonces classées (Hebbes, Zimmo, Vroom, Inmemoriam, Koopjeskrant).

Après l'approbation de l'autorité belge de la concurrence fin octobre, la mise en œuvre définitive est à présent en cours et comportera entre autres, outre un volet social, le déménagement de la rédaction du Nieuwsblad sur le site de Mediahuis à Anvers. Les nombreuses transitions forment la base d'un projet médiatique flamand ambitieux et novateur qui se traduit par de nouvelles améliorations de produits et la poursuite du déploiement des activités numériques. Une suite sera dès lors donnée à des initiatives antérieures comme dS Avond, la première édition du soir flamande numérique du Standaard.

La réalisation de Mediahuis a également incité Corelio à opérer un réaménagement de ses activités dans la partie francophone du pays. Après les vacances d'été, un accord de principe a été conclu avec le groupe Tecteo (un important acteur wallon dans le secteur des médias et des télécommunications) pour le transfert des activités d'édition

francophones (Proximag, L'Avenir). Une fois l'opération approuvée par l'autorité de la concurrence, elle pourrait être finalisée au printemps 2014. Corelio a lancé, avec Rendom et Proximag, de nouveaux produits dans le segment de la presse régionale gratuite. Lecteurs et annonceurs ont accueilli positivement les nouveaux guides régionaux, mais en raison des difficultés conjoncturelles persistantes, de nouvelles restructurations étaient inéluctables.

Les activités d'impression 'heatset' subissent, elles aussi, les effets du contexte économique difficile qui pousse les marges à la baisse. En accord avec les partenaires sociaux, la direction de Corelio Printing tente de préserver la position concurrentielle en introduisant de nouvelles améliorations sur le plan de l'efficacité, comme la centralisation progressive de toutes les activités heatset sur le site d'Erpe-Mere.

Une série de décisions importantes chez De Vijver Media (Corelio 33,3%) ont abouti, entre autres, à une réduction de valeur exceptionnelle sur les filiales SBS (Vier et Vijf) et Humo. Cette réduction de valeur, combinée par ailleurs aux charges non récurrentes liées aux restructurations et aux initiatives stratégiques, a eu un impact négatif significatif sur De Vijver Media et, par voie de conséquence, sur les résultats annuels du groupe Corelio. L'exploitation des activités de base, avec la position renforcée des grandes marques de journaux sur le marché, reste par contre fondamentalement saine, comme en témoigne notamment le résultat REBITDA (26,4 millions d'euros) réalisé en 2013.

www.corelio.be

Corelio

De gauche à droite : Bruno de Cartier, Luc Missortien, Gert Ysebaert



Corelio SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	300.054	349.453	369.709
EBITDA	21.339	19.443	34.623
Résultat net (part groupe) ⁽¹⁾	-26.660	-3.864	10.752
Fonds propres (part groupe)	53.421	73.933	82.014
Trésorerie nette	-74.750	-71.602	-73.872

⁽¹⁾ Après moins-values exceptionnelles, provisions et restructurations pour € 28,6 millions

DISTRIPLUS

Distriplus est active dans la distribution spécialisée via les marques Planet Parfum, Di et Club.

Avec 80 magasins en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, **Planet Parfum** est le numéro deux dans le domaine de la distribution sélective de parfumerie. En 2013, dans un environnement économique difficile, le chiffre d'affaires a diminué de 0,9% par rapport à 2012 pour s'établir à 97,6 millions d'euros. Planet Parfum a ouvert 3 nouveaux magasins et en a fermé 1 en 2013. Outre son partenariat existant avec Points Plus (programme de fidélité en collaboration avec Delhaize et d'autres chaînes), Planet Parfum a conclu en 2013 un accord avec le groupe Colruyt et avec Presshop en vue de proposer les cartes-avantages Planet Parfum dans leurs points de vente.

La rénovation de **Di**, la chaîne d'articles de parfumerie et de droguerie, s'est poursuivie en 2013. Son repositionnement et ses nombreuses initiatives commerciales lui ont permis de poursuivre son évolution positive et d'accroître encore sa part de marché. Di a ainsi lancé en 2013 ses propres cartes clients afin de renforcer encore la relation avec ses clients. Depuis 2009, Di a déjà renové 60 points de vente. D'autre part, 4 nouveaux magasins ont été ouverts et 2 ont été fermés en 2013, si bien que l'entreprise compte 109 magasins. Le chiffre d'affaires a augmenté de 5% en 2013 et s'établit à 96,5 millions d'euros.

Club distribue des livres et des articles de papeterie dans 31 magasins. Club doit faire face à un marché et un contexte économique difficiles, avec la concurrence croissante de l'internet et des livres numériques. En 2013, Club a ouvert 2 nouveaux magasins et en a fermé 4, dont 3 en Flandre. Il en résulte une diminution de 5% du chiffre d'affaires,



Planet Parfum



Di

à 52,6 millions d'euros. Pour mieux répondre à l'évolution du marché, Club met en place un nouveau modèle organisationnel. Dans ce contexte, l'entreprise a conclu un plan social avec les partenaires sociaux.

Au sein du groupe Distriplus, la mise en œuvre des différents processus d'amélioration des services auxiliaires s'est poursuivie. SAP a été déployé avec succès dans les domaines 'Finance' et 'Supply Chain' chez Planet Parfum et Club et sera également déployé chez Di.

Le résultat opérationnel (EBIT) s'est établi à 2,4 millions d'euros en 2013, contre 5,6 millions d'euros en 2012, en raison notamment de charges exceptionnelles.

Distriplus SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	247.230	246.785	237.351
EBITDA	13.728	14.856	13.045
Résultat net (part groupe)	-39	2.661	13
Fonds propres (part groupe)	62.665	62.704	55.920
Trésorerie nette	-61.267	-61.307	-65.776

50%

Pourcentage de participation Sofinim



De gauche à droite : en haut : Marc Huybrechts, Marthe Palmans, Philippe Crépin, Inge Neven, Jan Vandendriessche
en bas : Maud Leschevin, Marc Boumal, Veerle Hoebrechts



61%

Pourcentage de participation Sofinim

EGEMIN INTERNATIONAL

Egemin Automation fournit des solutions d'automatisation industrielle qui apportent une plus-value aux processus de logistique et de production internes d'entreprises industrielles actives dans les marchés cibles d'Egemin, à savoir : distribution, life sciences, alimentation, pétrole & gaz, chimie, papier & imprimerie et infrastructure.



Infra Automation à l'écluse Pierre Vandamme (Zeebruges)

Egemin réalise aussi bien des nouveaux projets d'automatisation que des travaux d'adaptation et autres services 'lifecycle' chez des clients existants. Les difficultés économiques persistantes ont entraîné en 2013 le report de nouveaux projets et l'allongement du processus de décision chez certains clients. Egemin a néanmoins réussi à dépasser les chiffres de vente prévus dans toutes les divisions. L'afflux de commandes a atteint 115 millions d'euros au total.

Les efforts des années précédentes en matière d'optimisation des processus de vente et des processus opérationnels ont donné des résultats positifs en 2013. En opérant une meilleure sélection des commandes par une approche plus ciblée des marchés et en renforçant le contrôle sur l'exécution des commandes, Egemin a une nouvelle fois réussi à améliorer sensiblement ses marges. Egemin a clôturé l'année avec un bénéfice net de 2,4 millions d'euros.

La division **Handling Automation** (automatisation de la logistique interne) a pu consolider sa position grâce à une combinaison de projets auprès de clients existants tels que L'Oréal et auprès de nouveaux clients comme Firmenich. La division garde son leadership sur le marché des véhicules autoguidés et entend poursuivre sa croissance internationale grâce à une combinaison avec des systèmes d'entrepôt automatisé.

La division **Life Sciences** (validation, conformité et automatisation) maintient une forte présence auprès des 'key accounts' dans le secteur pharmaceutique, comme Pfizer et MSD. En 2013, la division s'est renforcée en Suisse et de nouveaux pas ont été franchis vers l'internationalisation avec un contrat de consultance à long terme aux Etats-Unis. Le but est de poursuivre le déploiement des activités en Allemagne et aux Etats-Unis.

La division **Process Automation** (automatisation de processus pour l'industrie alimentaire, le pétrole, le gaz et la chimie) est un partenaire important pour la réalisation et la maintenance de terminaux de stockage en vrac, notamment dans les ports d'Anvers et Rotterdam avec des projets pour Oiltanking et Vopak. La business unit Food & Beverage, outre des services 'lifecycle', a vendu des nouveaux projets importants chez des clients tels que Brasserie Westmalle.

Pour la division **Infra Automation** (automatisation de ponts, écluses, tunnels et autres infrastructures), 2013 a été une nouvelle année record. Outre les grands projets qui sont déjà en cours d'exécution, comme l'écluse Deurganckdok, une série de nouveaux investissements publics garantissent un chiffre d'affaires appréciable pour les années à venir.

Egemin poursuivra sa stratégie de croissance en 2014, en mettant l'accent sur le déploiement de l'organisation internationale.

www.egemin.be



De gauche à droite : Geert Stienen,
Jan Vercammen, Jo Janssens



Egemin SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	105.040	107.521	121.620
EBITDA	6.753	5.957	6.971
Résultat net (part groupe)	2.363	1.754	2.721
Fonds propres (part groupe)	21.914	20.323	18.673
Trésorerie nette	12.586	2.228	1.721

EURO MEDIA GROUP

22%

Pourcentage de participation Sofinim

Euro Media Group (EMG), le leader européen du marché de la prestation technique audiovisuelle, est présent dans 7 pays : France, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse et Italie. En développant son activité en tant que prestataire technique, le groupe s'est efforcé de maîtriser tous les stades de la production, du traitement de l'image à la transmission.

EMG est aujourd'hui l'un des rares prestataires européens indépendants offrant une gamme complète de services de haute technologie, de la captation des signaux (image et son) à leur gestion. Euro Media Group dispose du plus grand parc de studios (89 plateaux) et de la plus importante flotte d'unités mobiles (73) en Europe.

2013 a été principalement marquée par l'acquisition des actifs de l'entreprise belge Alfacam, ce qui permet au groupe d'enrichir sa flotte d'unités mobiles et d'étendre son équipement technique. Cette opération stratégique renforce la puissance du groupe en Belgique, en France et en Italie et offre de nouvelles opportunités de développement, notamment au Moyen-Orient. Le groupe confirme ainsi sa position incontournable en Europe et sur le plan international et est devenu le leader mondial dans le domaine des moyens de transmission sans fil (HF/Hautes fréquences).

Le groupe a une nouvelle fois joué un rôle important lors de la retransmission d'événements sportifs majeurs (comme l'UEFA Champions League ou la 100e édition du Tour de France), de grands événements médiatiques (comme le couronnement du roi Willem-Alexander) et de divers shows télévisés (e.a. The Voice, les BAFTA).

Sur le plan des studios, 2013 a été marquée par l'ouverture de deux nouveaux studios à Amsterdam, dans le complexe Mediahaven. En

France, en fin d'année, une nouvelle offre dédiée à l'événementiel a été ouverte : le 'Your Smart Studio', un studio 'prêt à tourner' (son, lumière, régie, caméras) près de Paris.

En 2013, d'importantes innovations ont été présentées : ACS (Royaume-Uni) a mis au point un nouveau véhicule de traveling unique (4x4), United (Pays-Bas) a lancé la nouvelle unité mobile I-One (véhicule de régie 4K) et Nobeo (Allemagne) a créé le '@-car' (véhicule de régie pour Web-TV). Le département HF (Hautes fréquences) d'Euro Media France a réalisé une première mondiale lors de Paris-Tours, avec une infrastructure unique pour la géolocalisation des coureurs en temps réel. Videohouse a présenté, conjointement avec United, des nouvelles solutions pour la gestion de la VoD (Video on Demand) et pour la gestion des contenus (Media Center). Le groupe a réalisé plusieurs captations en 4K (Ultra HD), comme le concert de Muse à Rome, celui de Peter Gabriel à Londres et le BNP Paribas Masters (tennis) à Paris.

EMG a également continué à renforcer son équipe dirigeante avec la nomination de Nathalie Gateau en tant que Directrice des Ressources humaines et d'Emile Deshors en tant que Directrice des Achats.

La diminution du résultat net à 9,4 millions d'euros (2012 : 21,6 millions d'euros) a été influencée par des frais de restructuration dans les activités françaises, par une réduction de valeur exceptionnelle



ACS - véhicule de traveling

sur une partie des activités françaises consacrées à la location de matériel, et par une importante plus-value qui a pu être réalisée sur la vente du bien immobilier qu'EMG possédait à Bry-sur-Marne. Compte tenu des résultats déficitaires dans les activités françaises d'EMG, notamment, Sofinim a imputé une réduction de valeur exceptionnelle sur le résultat 2013.

www.euromediagroup.com



Thierry Drilhon



Euro Media Group SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	301.344	333.020	304.190
EBITDA	68.226	76.126	52.206
Résultat net (part groupe)	9.425	21.557	-2.953
Fonds propres (part groupe)	189.000	179.828	155.605
Trésorerie nette	-81.011	-89.521	-113.863

47%

Pourcentage de participation GIB

GROUPE FLO

Groupe Flo est le numéro un de la restauration commerciale en France. Sa stratégie et son développement reposent sur un portefeuille de marques complémentaires de restaurants à thème (Hippopotamus, Tablapizza et Taverne de Maître Kanter) et sur l'exploitation de brasseries de renom.



Groupe Flo

www.groupeflo.com **GROUPE FLO**
PARIS

Dominique Giraudier



L'année 2013 confirme l'arbitrage des Français sur leurs dépenses au restaurant dans un climat incertain et morose.

Les ventes totales sous les différentes enseignes de Groupe Flo ont atteint 525,7 millions d'euros pour l'année 2013, soit un recul de 4,8% par rapport à 2012. Le chiffre d'affaires consolidé pour 2013 a atteint 346,8 millions d'euros, soit une baisse de 5,2% (-4,6% à périmètre comparable). Groupe Flo a enregistré un recul de fréquentation et du chiffre d'affaires sur l'ensemble de ses enseignes, même si la chaîne Tablapizza et le segment haut de gamme des brasseries ont bien résisté. Dans ce contexte, Groupe Flo a mené une politique commerciale dynamique basée sur des offres innovantes et soutenue par un renforcement des outils de marketing clients. D'autre part, Groupe Flo continue à se concentrer sur le renforcement de sa marque phare Hippopotamus, avec 9 nouvelles ouvertures (dont 6 en franchise) au cours de l'année.

L'EBITDA a été influencé, en 2013, par la baisse du volume d'activités et s'est établi à 35,3 millions d'euros (10,2% du chiffre d'affaires), ce qui représente une diminution de 15,4% par rapport à l'année précédente. Pour s'adapter au niveau d'activité, Groupe Flo a lancé un plan d'action 'Qualité – Service' qui se concentre sur l'évolution des modèles économiques par l'adaptation des structures de coûts. Parallèlement, le groupe a encore réduit son endettement en 2013 et conserve

ainsi une structure financière saine, avec un levier financier (dette financière nette/EBITDA) de 1,6. Le résultat net de Groupe Flo pour 2013 s'établit à 8,0 millions d'euros (contre 12,5 millions d'euros en 2012).

L'année 2014 sera affectée par le nouveau dispositif budgétaire, qui a un impact direct sur les contribuables français, qu'ils soient particuliers ou entreprises (hausse de prélèvements, augmentation du taux de TVA). Vu la sensibilité croissante des clients à l'égard des prix, Groupe Flo poursuivra sa stratégie commerciale agressive et sa gestion rigoureuse afin d'optimiser son plan de relance, de sécuriser sa rentabilité et de gagner des parts de marché. Grâce à ces mesures structurelles, qui favorisent une évolution vers plus de flexibilité tout en préservant la qualité des prestations, le groupe pourra instantanément profiter de tout effet de reprise.

Groupe Flo SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	346.843	365.837	382.246
EBITDA	35.347	41.778	48.113
Résultat net (part groupe)	7.966	12.522	15.001
Fonds propres (part groupe)	165.824	159.101	151.413
Trésorerie nette	-57.702	-74.711	-79.040

HERTEL

Hertel est un prestataire de services multidisciplinaire et international de premier plan spécialisé dans la construction d'échafaudages, l'isolation, la maintenance technique, les revêtements protecteurs et les services techniques auxiliaires dans l'industrie. Hertel opère dans le monde entier pour des clients 'triple A' sur les marchés Oil & Gas, Process, Energy et Offshore et emploie plus de 10.000 collaborateurs.



Hertel chez Stanlow Refinery (Royaume-Uni)

L'année 2013 a été marquée, pour Hertel, par le renforcement constant des fondements de l'organisation. Des progrès notables ont été enregistrés en ce qui concerne la professionnalisation des processus opérationnels et auxiliaires critiques, comme la maîtrise du capital d'exploitation, la gestion de la trésorerie et la coordination centrale du 'procurement', si bien que la mise en œuvre du programme d'amélioration Heart évolue selon les plans. L'exécution de la stratégie, avec une focalisation sur les activités de base, suit son cours comme planifié.

La fermeture, la restructuration et la vente d'activités qui ne font pas partie du core business de Hertel se sont poursuivies sans relâche. C'est ainsi que les activités déficitaires en France et au Kazakhstan ont été fermées et que la participation

FridayEuro Tech a été vendue. Au total, les frais de restructuration ont atteint 11,9 millions d'euros. Le recentrage explicite sur les activités de base dans la construction d'échafaudages, l'isolation, les revêtements et la maintenance mécanique commence à porter ses fruits, en particulier en Europe occidentale et centrale. Les activités relativement jeunes de Hertel en Asie, en Australie et au Moyen-Orient ont cependant été confrontées, en 2013, à un afflux de commandes moins important que prévu en raison du report de plusieurs projets. En Australie, les activités déficitaires de Hertel Modern ont été limitées à un nombre réduit d'activités de service. Les activités dans le cadre du projet Gorgon LNG se déroulent à l'entière satisfaction du client, mais le projet a été en grande partie reporté à 2014.

Hertel Holding BV

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	767.418	907.246	893.152
EBITDA	3.259	24.455	9.953
Résultat net (part groupe)	-34.356	-32.939	-21.787
Fonds propres (part groupe)	128.655	161.513 ⁽²⁾	55.735
Trésorerie nette	-35.994	-102.639	-159.055 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Y compris € 29,8 millions d'emprunts subordonnés en 2011

⁽²⁾ Y compris l'injection de liquidités de € 75 millions par NPM Capital et Sofinim en janvier 2013

47%

Pourcentage de participation Sofinim

Le chiffre d'affaires a diminué de 15% en 2013 pour s'établir à 767 millions d'euros, suite à la vente en 2012 des filiales Temati et Hertel Solutions, à la fermeture d'activités (Kazakhstan en 2012, France en 2013) et à l'acceptation plus sélective de nouveaux projets. Tout ceci doit aboutir à terme à une amélioration de la marge opérationnelle. Néanmoins, l'année 2013 s'est révélée très décevante sur le plan financier. Les importantes provisions pour les activités Offshore, suite aux discussions avec les clients concernant la facturation des travaux supplémentaires, ont constitué un sérieux contretemps, avec comme conséquence que l'année 2013 a été clôturée avec une perte plus importante que prévue. Par ailleurs, sur différentes activités en Chine et en Australie, un impairment sur le goodwill a été pris à raison de 10,7 millions d'euros.

Grâce à l'injection dans le capital par ses actionnaires (NPM Capital et Sofinim), la structure financière de Hertel a été sensiblement consolidée, ce qui a - avec une gestion intensive du capital d'exploitation - permis de ramener le niveau d'endettement à 36 millions d'euros fin 2013 (2012 : 102 millions d'euros), avec une solvabilité de 35%.

Grâce à un carnet de commandes sain et bien rempli garantissant du travail pour plus d'une année et aux progrès enregistrés par Hertel dans la rationalisation de ses activités, l'Executive Board de Hertel estime qu'un grand pas pourra être franchi en 2014 vers le redressement de l'entreprise.

www.hertel.com



De gauche à droite : en haut : Kees de Korver, Hugo Loudon, Eiko Ris
en bas : Victor Aquina, Frank Robben



30%

Pourcentage de participation Sofinim

MANUCHAR

Manuchar est un groupe international centré sur les marchés émergents et actif dans la distribution, les services logistiques et le trading de produits chimiques, ainsi que dans le trading de l'acier et d'un large éventail d'autres produits. Manuchar possède des filiales dans 41 pays, notamment en Amérique latine, en Afrique, en Asie et dans le Commonwealth of Independent States (CIS) et compte 1.500 collaborateurs à travers le monde.



Manuchar

Les filiales étrangères sont surtout actives dans les services logistiques et la distribution de **produits chimiques**. Pour cette activité, Manuchar investit autant que possible dans la chaîne d'approvisionnement des clients. En 2013, de nouveaux entrepôts ont été livrés au Chili, au Salvador, en Colombie et au Vietnam et la construction de nouveaux entrepôts a commencé en Equateur et en Argentine, pour un investissement total de 16 millions USD. Ces investissements apportent aux filiales un meilleur contrôle de la qualité des services fournis, réduisent à terme la structure de coûts et offrent aux clients plus de sécurité à long terme. Manuchar est aujourd'hui en bonne voie pour s'installer, sur ces marchés de croissance, dans le top 3 du secteur de la distribution de produits chimiques, malgré une année agitée sur le plan des taux de change de ces pays, et veillera tout particulièrement, à cet effet, à étendre encore le portefeuille de produits et le soutien des fournisseurs.

Les activités de trading d'**acier et de non-ferreux**, respectivement chez Manuchar Steel et Baubur, ont connu une année très positive, avec une forte progression du chiffre d'affaires. Dans toutes les activités de trading, Manuchar limite ses risques en s'orientant vers le trading back-to-back, couvert par de solides assurances crédit. Manuchar

Steel achète principalement en Chine, en Turquie, en Inde et dans les pays CIS et concentre ses ventes sur les pays émergents d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie.

D'autre part, Manuchar est aussi actif dans le trading d'**autres 'commodities'** comme les polymères, le papier, les produits pharmaceutiques, l'automobile et le bois. Dans le cadre de sa stratégie pour devenir le premier exportateur de bois dur en Europe, Manuchar a repris en 2013 les activités de l'un de ses principaux fournisseurs et assure, par cette intégration verticale ascendante, sa source d'approvisionnement à long terme. En 2013, enfin, une nouvelle division a été mise en place pour le trading mondial de produits issus de l'industrie du ciment, comme les klinkers et le laitier.

En 2014, Manuchar poursuivra son intégration verticale avec le lancement au Mexique d'une installation de production de sulfate de sodium, l'un de ses produits chimiques les plus importants. En tant que leader mondial dans la distribution de sulfate de sodium, Manuchar vise à répondre à la demande de sources alternatives, la production étant fortement dominée par la Chine, tout en assurant un meilleur contrôle de la qualité, de l'exploitation à la livraison chez le client.

www.manuchar.com **Manuchar**



Manuchar SA

(€ 1.000, BGAAP)

	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	1.010.521	921.433	777.747
EBITDA	41.967	27.039	28.676
Résultat net (part groupe)	4.558	3.560	2.504
Fonds propres (part groupe)	56.410	50.942	49.672
Trésorerie nette	-257.521	-231.139	-271.096

NMC

NMC est un groupe belge qui se consacre au développement, à la production et à la distribution de mousses synthétiques destinées à un large éventail d'applications, tant dans l'aménagement intérieur et extérieur que dans l'isolation, les emballages et les solutions sur mesure. L'entreprise, dont le siège social est établi à Eynatten, compte 1.226 collaborateurs en Europe et dispose d'un grand nombre de sites de production et de centres de distribution, répartis stratégiquement dans toute l'Europe.

Dans un contexte économique qui est resté difficile sur la plupart des marchés, NMC a voulu consolider sa croissance et les acquisitions des dernières années afin de se concentrer sur ses priorités stratégiques. Alors que les volumes de production ont légèrement diminué, le chiffre d'affaires a augmenté de 1% grâce, principalement, à l'acquisition de Sundquist Components en Suède au milieu de l'année et à l'adaptation des prix de vente en ligne avec le prix élevé des matières premières.

En octobre, une nouvelle unité de production a été ouverte au Brésil, en collaboration avec des entrepreneurs locaux qui sont des clients de longue date de NMC. En mai, les entreprises en Belgique et en Allemagne sont passées au système SAP, tout en maintenant les performances opérationnelles au niveau apprécié par les clients. Au Royaume-Uni, le déménagement des entrepôts a permis d'améliorer l'organisation interne, ce qui a permis de réduire les délais de livraison. En Finlande, à la fin de l'année, la concentration de deux sites de production en un seul site a débuté, le but étant de réunir les capacités de production dans un grand hall et d'optimiser les flux pour répondre encore plus rapidement aux demandes spécifiques des clients.

Le résultat opérationnel a augmenté de 21%. Le programme d'amélioration interne Drive3 a permis de renforcer la contribution de Sundquist et l'effet de l'augmentation des prix de vente et a entraîné une nette progression de la productivité, notamment en Belgique et en Pologne. Par la simplification des processus et des procédures internes dans le cadre de Drive3, la direction vise à renforcer le développement de l'entreprise en ayant l'ambition d'être le meilleur dans son secteur au niveau de la qualité, du service et des coûts.

Alors que les statistiques officielles indiquent une amélioration du climat économique, la direction reste prudente quant aux volumes et aux investissements de croissance. NMC continuera, en 2014, à se concentrer sur la consolidation de ses positions de marché en Europe. Elle continuera à investir dans son équipement existant et à développer des produits innovants. Forte d'un bilan solide, NMC pourra encore, dans le futur, réaliser des acquisitions stratégiques et renforcer son activité internationale au cas où de belles opportunités ou des perspectives intéressantes justifient des investissements plus conséquents.

30%

Pourcentage de participation Sofinim



NMC

www.nmc.com



De gauche à droite :
Jurgen Veithen, Hubert Bosten, Jean-Pierre Mayeres



NMC SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	197.645	195.712	182.608
EBITDA	27.145	24.561	19.880
Résultat net (part groupe)	11.852	10.175	7.956
Fonds propres (part groupe)	99.994	93.277	84.563
Trésorerie nette	-15.873	-15.274	-19.494

84%

Pourcentage de participation GIB

TRASYS

Trasys est active dans l'informatique, fournit un large éventail de services (conseil, services SAP, développement de logiciels sur mesure, intégration de systèmes et exploitation d'infrastructures informatiques) et s'adresse tant au service public belge et européen qu'au secteur privé, et notamment aux entreprises d'électricité et de services aux collectivités, aux services financiers et à l'industrie. L'entreprise occupe plus de 600 professionnels en Belgique, en France, en Grèce, au Luxembourg, en Espagne, au Royaume-Uni et en Suisse.



Trasys



Le marché des services IT a connu une croissance modérée de 1,9% en 2013 et se caractérise, d'une part, par une forte pression sur les prix, d'autre part, par des charges salariales en hausse et une pénurie de spécialistes IT qualifiés.

Sur ce marché hautement concurrentiel, Trasys a renouvelé un nombre considérable de contrats. Par ailleurs, l'entreprise a décroché de nouveaux clients parmi les institutions européennes, dans les administrations fédérales et régionales, dans l'industrie et dans le secteur des services financiers.

Ceci a permis à Trasys de réaliser un chiffre d'affaires en hausse de 5,6%, à 73 millions d'euros,

avec un résultat opérationnel stable (4,2 millions d'euros). Le bénéfice net, après charges financières et impôts, a progressé de 47%, passant de 1,9 million d'euros à 2,8 millions d'euros.

Trasys concentre ses efforts sur le développement de partenariats stratégiques et de solutions distinctives et reproductibles dans des domaines clés. Sa stratégie vise, d'une part, des revenus stables générés par de grands contrats-cadres pluriannuels mais avec des marges limitées dans un marché hautement concurrentiel, et d'autre part, de grands projets et solutions à haute valeur ajoutée dans ses secteurs clés.

www.trasys.be


De gauche à droite : Thomas Ducamp, Benoît Görtz, Jan Jannes, Didier Debackere, Bernard Geubelle, Evangelos Evangelides, Chris De Hous



Trasys SA

(€ 1.000, IFRS)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	73.185	69.283	63.588
EBITDA	4.913	5.102	3.944
Résultat net (part groupe)	2.781	1.908	977
Fonds propres (part groupe)	21.959	18.985	17.077
Trésorerie nette	-8.562	-12.077	-12.643

TURBO'S HOET GROEP

50%

Pourcentage de participation Sofinim

Turbo's Hoet Groep (THG), dont le siège principal est situé à Hooglede (Roulers), est actif dans la vente, l'entretien et le leasing de camions. THG assure en outre la distribution et la révision de pièces pour camions et voitures. Le groupe est présent avec ses propres établissements en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Russie, en Biélorussie, en Bulgarie, en Roumanie et en Pologne.

Turbo's Hoet Groep réalise son chiffre d'affaires dans 3 divisions.

- **Turbotrucks** (dealerships, vente et entretien de camions et semi-remorques) compte 25 établissements en Belgique, France, Russie, Biélorussie et Bulgarie et est l'un des plus grands revendeurs DAF au monde. Turbotrucks distribue aussi les marques Iveco, Nissan, Mitsubishi et Kogel, entre autres.
- **Turbolease** (location à court et long terme de camions et semi-remorques) est, entre autres, la plus grande société de leasing indépendante pour les camions en Belgique, avec un parc de plus de 2.750 unités.
- **Turboparts** est l'un des principaux opérateurs sur le marché des pièces détachées pour camions et voitures en Belgique et en France et est l'un des plus grands acteurs indépendants sur le marché européen des accessoires turbo.

En Europe, on a immatriculé en 2013 environ 8,6% de nouveaux camions en plus qu'en 2012, mais dans les pays où opère Turbotrucks (Belgique, France, Bulgarie), on enregistré une baisse de près de 1%. En Russie et en Biélorussie, le marché a en outre connu une baisse significative. Turbotrucks a vendu en 2013 environ 19% de nouveaux

camions en moins qu'en 2012, une baisse attribuable presque entièrement au recul du marché russe et biélorusse.

Après les années de réorganisation 2011-2012, Turboparts a renoué en 2013 avec la croissance du chiffre d'affaires. La division a pu clôturer l'année pratiquement à l'équilibre, comparativement à une forte perte en 2012.

Les activités de Turbolease sont restées stables et très rentables.

Le groupe a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires de 406 millions d'euros (2012 : 471 millions d'euros) et un résultat net de 5,6 millions d'euros (2012 : 7,8 millions d'euros).

En 2013, un nouveau garage a été ouvert à Moscou, le garage de Namur a été entièrement rénové et le site de Torhout a été vendu. En 2014, un nouveau siège administratif et un nouveau garage à Hooglede sont prévus. D'autre part, le groupe projette de construire, entre autres, des nouveaux garages à Sofia (Bulgarie), Minsk (Biélorussie) et Le Havre (France). Les perspectives macroéconomiques pour 2014 restent incertaines, mais Turbo's Hoet Groep envisage l'avenir avec confiance.



Turbo's Hoet Groep

www.turbos-hoet.com **Turbo's Hoet**

De gauche à droite : Fritz Maes, Piet Wauters, Peter Tytgadt, Bart Dobbels



Turbo's Hoet Groep SA

(€ 1.000, BGAAP)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	405.553	471.255	428.628
EBITDA	17.870	19.487	20.537
Résultat net (part groupe)	5.638	7.755	8.553
Fonds propres (part groupe)	88.109	87.717	82.427
Trésorerie nette	-95.955	-79.863	-83.749

AMSTELDIJK BEHEER, AXE INVESTMENTS

50%

Pourcentage de participation Sofinim

Amsteldijk Beheer

est une société immobilière qui met des terrains assainis à la disposition de deux anciennes filiales à Uithoorn (Pays-Bas) et qui dispose en outre d'un nombre limité de terrains qu'elle vend progressivement. L'entreprise se charge également du suivi d'une série d'engagements à long terme en matière d'obtention de permis.

Le résultat de location sous-jacent s'est amélioré en 2013. Aucun terrain n'a été vendu, tandis qu'un changement de direction a entraîné temporairement des charges plus élevées. Fin 2012,

Amsteldijk était intervenue en tant que société holding et avait subi dans cette opération, contre toute attente, une perte limitée, alors qu'elle devait par ailleurs en supporter la charge financière. Ceci a eu un impact négatif unique sur le résultat. En 2014, ces transactions devraient être entièrement réglées. D'autre part, le principal locataire des terrains à Uithoorn, Koppers Nederland, a fait savoir que l'entreprise réduirait certaines de ses activités en 2014, ce qui pourrait avoir un impact substantiel sur les résultats en 2014. Il est cependant encore trop tôt pour pouvoir l'évaluer avec précision.

Amsteldijk Beheer BV

(€ 1.000, DGAAP)	2013	2012	2011
EBITDA	-124	49	136
Résultat net (part groupe)	-489	31	409
Fonds propres (part groupe)	1.230	1.719	2.488
Trésorerie nette	267	-18.599	2.028

48%

Pourcentage de participation Sofinim

Axe Investments

détient, en tant que société d'investissement, des participations dans l'entreprise IT Xylos, dans Egemin Automation et dans REstore, une jeune entreprise active dans l'énergie. A cela s'ajoutent des intérêts immobiliers dans l'immeuble Ahlers sur la Noorderlaan à Anvers. Durant l'automne, Xylos a désintéressé son partenaire de joint-venture au sein de l'entreprise INIA. INIA a été fondée en 2008 et installe chez des clients des systèmes de communication intégrés basés sur la technologie de Microsoft, Mitel et Polycom. Avec cette

transaction, Xylos confirme son intérêt pour les 'nouvelles formes de travail' où la mobilité et la communication jouent un rôle central. Les bons résultats des participations et les revenus locatifs stables de l'immeuble Ahlers ont contribué au résultat annuel positif d'Axe Investments.

Axe Investments SA

(€ 1.000, BGAAP)	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	587	733	723
EBITDA	123	249	217
Résultat net (part groupe)	278	870	-543
Fonds propres (part groupe)	15.613	16.088	15.217
Trésorerie nette	5.157	-5.185	5.161





ÉTATS FINANCIERS 2013

ACKERMANS & VAN HAAREN

TABLE DES MATIÈRES

Comptes annuels consolidés	124
Compte de résultats	124
Etat des résultats réalisés et non-réalisés	125
Bilan	126
Tableau des flux de trésorerie	128
Etat des variations de capitaux propres consolidés	129
Notes relatives aux comptes consolidés	
1. Règles d'évaluation	130
2. Etats financiers 2012 révisés	136
3. Filiales et entités contrôlées conjointement	141
4. Entreprises associées	145
5. Acquisitions et cessions de filiales	146
6. Information sectorielle	150
7. Immobilisations incorporelles	160
8. Goodwill	160
9. Immobilisations corporelles	161
10. Immeubles de placement évalués à leur juste valeur	162
11. Participations mises en équivalence	163
12. Actifs financiers	164
13. Banques - créances sur établissements de crédit et clients	169
14. Stocks et contrats de construction en cours	170
15. Location-financement et location simple	171
16. Provisions	171
17. Dettes financières	172
18. Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	173
19. Instruments financiers	174
20. Impôts	176
21. Paiement fondé sur des actions	177
22. Droits et engagements hors bilan	178
23. Emploi	179
24. Pensions	179
25. Activités abandonnées	180
26. Parties liées	181
27. Résultat par action	183
28. Dividendes proposés et distribués	183
Rapport du commissaire	184
Comptes statutaires	186
Commentaires sur les comptes statutaires	190

Les comptes annuels consolidés d'AvH sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) et aux interprétations de l'IFRIC en vigueur au 31 décembre 2013, telles qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne.

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2013	2012*
Produits		521.752	556.128
Prestations de services		42.550	37.756
Produits provenant des leasings		10.500	10.021
Produits immobiliers		55.028	40.393
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		125.958	139.642
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		31.601	26.772
Produits provenant des contrats de construction		240.269	287.340
Autres produits des activités ordinaires		15.845	14.204
Autres produits opérationnels		4.356	5.382
Intérêts sur créances immobilisations financières		1.297	2.837
Dividendes		2.978	2.427
Subventions de l'état		0	0
Autres produits opérationnels		81	118
Charges opérationnelles (-)		-457.187	-490.955
Matières premières et consommables utilisées (-)		-151.456	-196.490
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)		-369	1.142
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-57.951	-68.836
Frais de personnel (-)	23	-126.172	-118.440
Amortissements (-)		-13.663	-11.722
Réductions de valeur (-)		-16.945	-6.090
Autres charges opérationnelles (-)		-90.887	-92.359
Provisions		257	1.841
Résultat opérationnel		68.921	70.555
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats		4.525	923
Development capital	2	12	5.493
Actifs financiers détenus à des fins de trading	19	64	467
Immeubles de placement	10	883	-239
Instruments financiers dérivés	19	3.565	-4.799
Profit (perte) sur cessions d'actifs		48.894	36.710
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles		622	66
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement		256	220
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières		46.011	30.110
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		2.005	6.314
Produits financiers		5.145	5.209
Revenus d'intérêt		3.665	3.138
Autres produits financiers		1.480	2.071
Charges financières (-)		-21.542	-18.030
Charges d'intérêt (-)		-11.966	-10.677
Autres charges financières (-)		-9.576	-7.352
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	11	153.333	133.761
Autres produits non-opérationnels	5	109.399	60
Autres charges non-opérationnelles (-)	20	0	-60.125
Résultat avant impôts		368.676	169.063
Impôts sur le résultat	20	-20.985	41.616
Impôts différés		-7.491	55.131
Impôts		-13.495	-13.515
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies		347.690	210.679
Résultat après impôts des activités abandonnées	25	0	0
Résultat de l'exercice		347.690	210.679
Part des tiers		53.790	43.336
Part du groupe		293.901	167.343
RESULTAT PAR ACTION (€)			
1. Résultat de base par action			
1.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		8,87	5,05
1.2. Provenant des activités poursuivies		8,87	5,05
2. Résultat dilué par action			
2.1. Provenant des activités poursuivies et abandonnées		8,85	5,04
2.2. Provenant des activités poursuivies		8,85	5,04

Nous renvoyons à l'information sectorielle (pages 150 - 159) pour plus d'information sur le résultat consolidé.

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Etat des résultats réalisés et non-réalisés

(€ 1.000)	2013	2012*
Résultat de l'exercice	347.690	210.679
Part des tiers	53.790	43.336
Part du groupe	293.901	167.343
Résultats non-réalisés	25.703	4.413
Eléments recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : titres disponibles à la vente	4.219	23.337
Impôts	2.369	-4.209
	6.588	19.128
Variation de la réserve de réévaluation : réserve de couverture	36.513	-15.236
Impôts	-8.068	277
	28.445	-14.959
Variation de la réserve de réévaluation : écarts de conversion	-14.653	1.141
Eléments non recyclables en compte de résultats dans les périodes futures		
Variation de la réserve de réévaluation : écarts actuariels plans de pensions à prestations définies	7.419	-1.306
Impôts	-2.095	410
	5.324	-896
Total des résultats réalisés et non-réalisés	373.393	215.092
Part des tiers	60.211	39.173
Part du groupe	313.182	175.919

* Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

L'inscription à la valeur de marché de titres disponibles à la vente a eu en 2013 un impact positif de 6,6 millions d'euros. Il s'agit en l'occurrence d'ajustements non réalisés (donc exclusivement comptables) de la valeur d'actifs qui, au 31 décembre 2013, sont encore en portefeuille mais sont disponibles à la vente. Les ajustements positifs trouvent principalement leur origine dans l'évolution positive à la fois du portefeuille de placements et des immobilisations financières disponibles à la vente d'AvH. Mais il y a également des ajustements de valeur dans les portefeuilles de Delen Investments, Leasinvest Real Estate et Banque J.Van Breda & C°.

Les réserves de couverture résultent de fluctuations dans la valeur de marché d'instruments de couverture qui ont été souscrits par différentes sociétés du groupe pour se couvrir contre certains risques. Plusieurs entreprises dans lesquelles AvH détient une participation (notamment DEME et Leasinvest Real Estate) se sont ainsi couvertes contre une hausse éventuelle des taux d'intérêt. Suite à l'acquisition du contrôle sur CFE (et par voie de conséquence sur DEME), les couvertures qui ont été contractées au niveau de DEME ont été considérées comme réalisées. Outre cet effet relatif à DEME, la valeur des instruments de couverture de Leasinvest Real Estate et Banque J.Van Breda & C° a évolué positivement.

L'évolution négative des écarts de conversion a, pour une part, la même explication que la modification de la réserve de couverture : suite à l'acquisition du contrôle de CFE (et de DEME), les écarts de conversion qui avaient été constitués chez DEME sont considérés comme réalisés, et ils disparaissent par conséquent de ce poste. Pour le reste, ce mouvement s'explique par les variations de taux de change négatives de différentes devises par rapport à l'euro en relation avec les participations dans Sipef, Sagar Cements, Oriental Quarries & Mines, Rent-A-Port,...

Actifs

(€ 1.000)	Note	2013	2012*
I. Actifs non-courants		6.936.411	4.763.268
Immobilisations incorporelles	7	33.437	13.227
Goodwill	8	436.967	142.239
Immobilisations corporelles	9	1.680.703	135.416
Terrains et constructions		188.853	96.287
Installations, machines et outillage		1.446.946	17.836
Mobilier et matériel roulant		23.048	8.343
Autres immobilisations corporelles		2.858	2.000
Immobilisations en cours et acomptes versés		18.606	5.514
Contrats de location simple - en tant que bailleur (IAS 17)		392	5.436
Immeubles de placement	10	700.247	584.481
Participations mises en équivalence	11	1.136.991	1.356.041
Immobilisations financières	12	299.280	141.362
Participations development capital	2	0	0
Participations disponibles à la vente		83.184	63.594
Créances et cautionnements		216.096	77.768
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	19	2.340	1.195
Créances à plus d'un an	12	122.010	117.133
Créances commerciales		44	0
Créances location-financement	15	113.106	111.039
Autres créances		8.860	6.093
Impôts différés	20	58.146	25.165
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an	13	2.466.291	2.247.010
II. Actifs courants		3.939.559	1.978.000
Stocks	14	137.466	22.644
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	14	177.964	39.708
Placements de trésorerie		665.262	540.491
Actifs financiers disponibles à la vente	12	664.908	537.971
Actifs financiers détenus à des fins de trading		354	2.520
Instruments financiers dérivés à un an au plus	19	12.150	2.437
Créances à un an au plus	12	1.239.296	205.832
Créances commerciales		1.101.082	89.403
Créances location-financement	15	42.007	40.720
Autres créances		96.207	75.709
Impôts sur le résultat à récupérer	20	1.782	2.151
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus	13	903.709	986.063
Banques - créances sur les établissements de crédit		59.706	63.521
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		841.457	919.546
Banques - créances sur des banques centrales		2.546	2.996
Trésorerie et équivalents de trésorerie		767.009	171.784
Dépôts à terme à trois mois au plus		115.192	100.977
Valeurs disponibles		651.817	70.807
Comptes de régularisation		34.921	6.889
III. Actifs détenus en vue d'être vendus	2-10	11.544	80.618
TOTAL ACTIFS		10.887.514	6.821.885

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Capitaux propres et passifs

(€ 1.000)	Note	2013	2012*
I. Capitaux propres		3.277.362	2.514.231
Capitaux propres - part du groupe		2.251.539	2.003.267
Capital souscrit		113.907	113.907
Capital		2.295	2.295
Prime d'émission		111.612	111.612
Réserves consolidées		2.140.707	1.905.870
Réserves de réévaluation		15.616	145
Titres disponibles à la vente		39.780	33.626
Réserves de couverture		-6.361	-28.121
Ecarts actuariels plans de pensions à prestations définies		-3.582	-5.196
Ecarts de conversion		-14.220	-165
Actions propres (-)	21	-18.692	-16.655
Intérêts minoritaires		1.025.823	510.964
II. Passifs à long terme		2.272.138	1.118.198
Provisions	16	81.388	5.884
Obligations en matière de pensions	24	44.535	4.195
Impôts différés	20	37.664	11.211
Dettes financières	17	1.168.098	296.321
Emprunts bancaires		838.211	284.794
Emprunts obligataires		295.405	0
Emprunts subordonnés		3.173	1.190
Contrats de location-financement		26.746	10.131
Autres dettes financières		4.563	207
Instruments financiers dérivés non-courants	19	38.933	37.781
Autres dettes		107.411	6.360
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	18	794.108	756.445
Banques - dépôts des établissements de crédit		832	0
Banques - dépôts des clients		715.368	670.444
Banques - titres de créances, y compris les obligations		8	5.206
Banques - dettes subordonnées		77.900	80.795
III. Passifs à court terme		5.338.014	3.189.456
Provisions	16	34.658	114
Obligations en matière de pensions	24	208	180
Dettes financières	17	596.218	273.057
Emprunts bancaires		212.091	131.958
Emprunts obligataires		100.000	0
Contrats de location-financement		5.393	1.270
Autres dettes financières		278.733	139.829
Instruments financiers dérivés courants	19	18.376	9.506
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	14	194.181	25.398
Autres dettes à un an au plus		1.295.027	103.894
Dettes commerciales		1.052.723	66.025
Avances reçues		1.837	2.130
Dettes salariales et sociales		154.750	23.172
Autres dettes		85.717	12.567
Impôts	20	16.701	9.860
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	18	3.123.241	2.745.651
Banques - dépôts des établissements de crédit		105.488	68.647
Banques - dépôts des clients		2.883.169	2.657.500
Banques - titres de créances, y compris les obligations		128.011	12.994
Banques - dettes subordonnées		6.573	6.510
Comptes de régularisation		59.403	21.795
IV. Passifs détenus en vue de la vente		0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		10.887.514	6.821.885

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Tableau des flux de trésorerie (méthode indirecte)

(€ 1.000)	2013	2012*
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	171.784	284.896
Résultat opérationnel	68.921	70.555
Dividendes des participations mises en équivalence	46.980	46.984
Autres produits (charges) non-opérationnels	0	-60.057
Impôts sur le résultat	-20.985	41.616
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie		
Amortissements	13.663	11.722
Réductions de valeur	16.958	6.799
Paielements fondés sur des actions	1.362	149
Augmentation (diminution) des provisions	-23	-2.133
Augmentation (diminution) des impôts différés	7.491	-55.131
Autres charges (produits) non cash	8.003	6.955
Cashflow	142.369	67.460
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	258.873	-238.609
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	6.593	-4.537
Diminution (augmentation) des créances	-12.695	-17.401
Diminution (augmentation) des créances sur établissements de crédit et clients (banques)	-139.703	-224.207
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	-1.322	-14.079
Augmentation (diminution) des dettes envers établissements de crédit, clients & titres (banques)	411.402	21.391
Diminution (augmentation) autre	-5.402	224
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	401.242	-171.149
Investissements	-884.575	-770.361
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-39.879	-25.570
Acquisitions d'immeubles de placement	-101.873	-107.761
Acquisitions d'immobilisations financières	-165.265	-49.357
Nouveaux emprunts accordés	-52.712	-138
Acquisitions de placements de trésorerie	-524.846	-587.536
Désinvestissements	554.683	782.229
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1.608	1.214
Cessions d'immeubles de placement	28.915	4.119
Cessions d'immobilisations financières	107.067	55.958
Remboursements d'emprunts accordés	28.325	5.243
Cessions de placements de trésorerie	388.768	715.695
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-329.892	11.868
Opérations financières		
Revenus d'intérêt	3.665	2.842
Charges d'intérêt	-11.966	-9.389
Autres produits (charges) financiers	-8.551	-5.747
Diminution (augmentation) des actions propres	-3.048	403
Augmentation (diminution) des dettes financières	131.644	117.031
Répartition du bénéfice	-55.349	-54.349
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-23.290	-19.347
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	33.106	31.444
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	104.456	-127.836
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	448.334	14.854
Augmentation de capital de Leasinvest Real Estate (part des tiers)	41.976	0
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	459	-129
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	767.009	171.784

A la page 154 de ce rapport est reprise une subdivision par secteur de ce tableau des flux de trésorerie.

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Etat des variations de capitaux propres consolidés

			Réserves de réévaluation							
(€ 1.000)	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente	Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde d'ouverture, 1 janvier 2012	113.907	1.788.930	16.112	-20.875	0	1.930	-17.375	1.882.631	482.364	2.364.994
Retraitement IAS 19 Avantages du Personnel		766			-3.374			-2.608	-57	-2.666
Retraitement Development Capital		1.971	2.392	-521	-926	-3.176		-261	5.243	4.982
Solde d'ouverture retraité, 1 janvier 2012	113.907	1.791.666	18.504	-21.396	-4.300	-1.245	-17.375	1.879.761	487.549	2.367.311
Résultat de l'exercice		167.343						167.343	43.336	210.679
Résultats non-réalisés			15.122	-6.725	-896	1.076		8.577	-4.163	4.413
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	167.343	15.122	-6.725	-896	1.076	0	175.919	39.173	215.092
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-54.349						-54.349	-18.384	-72.733
Opérations actions propres							720	720		720
Autres (e.a. variations de périmètre conso, % d'intérêt)		1.211				5		1.216	2.626	3.842
Solde de clôture, 31 décembre 2012	113.907	1.905.870	33.626	-28.121	-5.196	-165	-16.655	2.003.267	510.964	2.514.231

			Réserves de réévaluation							
(€ 1.000)	Capital & prime d'émission	Réserves consolidées	Titres disponibles à la vente	Réserves de couverture	Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	Ecart de conversion	Actions propres	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Solde d'ouverture, 1 janvier 2013	113.907	1.905.870	33.626	-28.121	-5.196	-165	-16.655	2.003.267	510.964	2.514.231
Résultat de l'exercice		293.901						293.901	53.790	347.690
Résultats non-réalisés			6.154	21.973	5.106	-13.951		19.281	6.422	25.703
Total des résultats réalisés et non-réalisés	0	293.901	6.154	21.973	5.106	-13.951	0	313.182	60.211	373.393
Distribution de dividende de l'exercice précédent		-55.349						-55.349	-21.982	-77.331
Opérations actions propres							-2.037	-2.037		-2.037
Variations de périmètre - CFE				-212	-3.492	-105		-3.809	452.584	448.774
Autres		-3.716						-3.716	24.046	20.330
Solde de clôture, 31 décembre 2013	113.907	2.140.707	39.780	-6.361	-3.582	-14.220	-18.692	2.251.539	1.025.823	3.277.362

En 2013, AvH a acheté 75.000 actions propres pour couvrir les obligations actuelles et futures du groupe en matière d'options. Sur la même période, 72.000 actions propres ont été vendues suite à l'exercice d'options sur actions. Au final, AvH détient directement et par le biais de sa filiale Brinvest un total de 358.500 actions propres, soit 3.000 de plus qu'à la fin de l'année 2012. A la fin 2013, les engagements d'AvH liés aux options en circulation portent sur 330.500 actions.

Par ailleurs, AvH a conclu au cours de l'année 2013 un contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux. Dans le cadre de ce contrat, en vertu duquel Kepler Cheuvreux opère des transactions en actions en toute autonomie mais pour le compte d'Ackermans & van Haaren, 183.287 actions propres ont été achetées et 180.262 actions propres ont été vendues, ce qui donne un solde de 3.025 actions propres à la fin de l'année 2013.

Les autres variations concernent des postes qui, conformément aux normes IFRS, doivent être directement intégrés dans les capitaux propres. Outre les réserves de réévaluation qui ont été commentées à la page 125, l'intégration de CFE par consolidation globale entraîne un important poste 'intérêts minoritaires', étant donné que la participation d'AvH dans CFE s'élève à 60,39%.

D'autre part, les intérêts minoritaires ont été influencés par l'augmentation de capital de 60,7 millions d'euros réalisée par Leasinvest Real Estate au milieu de l'année 2013 et suivie à concurrence de 30,01% par le groupe AvH, le solde étant fourni par les intérêts minoritaires. Par ailleurs, ABK bank a fait usage, en 2013, de la possibilité statutaire d'exclure des associés inactifs. ABK bank étant sortie du statut du Crédit Professionnel en 2012, les associés qui se retirent peuvent être rémunérés à la valeur comptable, plutôt qu'à la valeur nominale nettement inférieure. Il en résulte que la participation de la Banque J.Van Breda & C° dans ABK bank est passée de 91,76% à 99,9% à la fin 2013.

Données générales concernant le capital

Capital souscrit

Le capital social souscrit s'élève à 2.295.277,90 euros. Le capital est entièrement libéré et est représenté par 33.496.904 actions sans mention de valeur nominale. Nous référons à la page 192 pour plus d'information sur le capital d'AvH.

Gestion de capital

Fin 2013, AvH disposait d'une trésorerie nette de -3,1 millions d'euros, contre 87,9 millions d'euros fin 2012. Cette diminution est avant tout la conséquence du paiement à Vinci de 138,0 millions d'euros pour l'acquisition de la moitié de sa participation dans CFE (3.066.440 actions), couverts à raison de 88 millions d'euros par un financement externe à plus d'un an. La trésorerie comprend notamment, outre des liquidités et des dépôts à court terme, des placements de trésorerie (actions propres incluses) pour 44,8 millions d'euros et des dettes à court terme sous forme de 'commercial paper' pour 38,9 millions d'euros.

Outre les programmes 'commercial paper' qui permettent à AvH d'émettre du commercial paper pour un total de 250 millions d'euros, AvH dispose de lignes de crédit confirmées, réparties entre différentes banques, qui dépassent largement ce montant. AvH reste convaincue qu'il n'est pas souhaitable d'avoir un endettement financier net au niveau d'AvH & subholdings (Sofinim incl.). AvH & subholdings ont pour règle de ne jamais contracter des engagements ou fournir des sûretés pour des obligations de participations opérationnelles. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans des cas exceptionnels.

Note 1 : règles d'évaluation IFRS

Déclaration de conformité

Les comptes annuels consolidés sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) et aux interprétations de l'IFRIC en vigueur au 31 décembre 2013, telles qu'elles ont été approuvées par la Commission européenne.

Les principes appliqués en matière d'information financière sont conformes à ceux de l'exercice précédent, à l'exception des normes IFRS et interprétations IFRIC ci-dessous, nouvelles ou modifiées, qui sont d'application au 1er janvier 2013 :

- IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers
- IFRS 13 Evaluation de la juste valeur
- IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des résultats non-réalisés
- IAS 12 Impôts sur le résultat – Recouvrement des actifs sous-jacents
- IAS 19 Avantages du personnel (modifiée)
- IFRIC 20 Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert
- Améliorations annuelles des IFRS (publiées en mai 2012)

Ces normes et interprétations, pour autant que leur application ait une incidence sur la position financière ou les résultats d'AvH, sont décrites ci-dessous :

IFRS 13 Evaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 constitue une source univoque de prescriptions uniformes pour déterminer la juste valeur. L'IFRS 13 ne contient pas de prescriptions sur le moment auquel l'évaluation de la juste valeur doit être appliquée, mais plutôt sur la manière dont la juste valeur doit être déterminée le cas échéant. L'application de l'IFRS 13 n'a pas d'incidence matérielle sur les évaluations de la juste valeur appliquées par AvH.

IAS 1 Présentation des états financiers – Présentation des résultats non-réalisés

La modification change la présentation des autres éléments du résultat global. Les éléments qui, dans le futur, peuvent être reclassés dans le compte de résultats, sont présentés séparément des éléments qui ne pourront jamais être reclassés dans le compte de résultats (p. ex. gains (pertes) actuariels sur les plans de pension à prestations définies). La modification influence uniquement la présentation et n'a aucune incidence sur la position financière ou les résultats d'AvH.

IAS 19 Avantages du personnel (modifiée)

L'IAS 19 Révisée contient une série de modifications concernant la justification des plans de pension à prestations définies, la principale étant le fait que les gains (pertes) actuariels sont désormais repris dans les résultats non-réalisés et n'apparaissent plus dans le compte de résultats. De même, le rendement attendu des actifs du régime n'est plus repris dans le compte de résultats. En lieu et

place, l'intérêt sur le passif net au titre des pensions (ou l'actif net) doit être repris dans le compte de résultats et calculé sur la base du taux d'escompte qui est appliqué pour l'évaluation du passif au titre des pensions. D'autre part, les modifications portent sur les informations supplémentaires à fournir, comme les analyses de sensibilité quantitatives. Vous trouverez dans la Note 2 des informations spécifiques concernant l'impact de cette modification sur les comptes annuels.

Les nouvelles normes (ou normes modifiées) qui entrent en vigueur après l'exercice 2013 et dont le groupe s'attend, de manière raisonnable, à ce qu'elles aient, lors de leur application future, un impact sur les notes, la position financière ou les résultats du groupe, sont les suivantes :

- IFRS 9 Instruments financiers, applicable à partir du 1er janvier 2015*
- IFRS 10 Etats financiers consolidés, applicable à partir du 1er janvier 2014
- IFRS 11 Partenariats, applicable à partir du 1er janvier 2014
- IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, applicable à partir du 1er janvier 2014
- IFRS 10-12 Dispositions transitoires - applicable à partir du 1er janvier 2014
- IAS 19 Avantages du personnel – Cotisations des employés, applicable à partir du 1er juillet 2014*
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, applicable à partir du 1er janvier 2014
- IAS 32 Instruments financiers : Présentation – compensation d'actifs et de passifs financiers, applicable à partir du 1er janvier 2014
- IAS 36 Dépréciation d'actifs – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers, applicable à partir du 1er janvier 2014*
- IFRIC 21 Taxes prélevées par une autorité publique, applicable à partir du 1er janvier 2014*
- Améliorations annuelles aux IFRS – cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicable à partir du 1er juillet 2014*

L'application de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11 n'a aucun impact sur le périmètre de consolidation d'AvH, étant donné que le contrôle ou le contrôle commun défini par AvH est déjà conforme aux dispositions IFRS modifiées. Par ailleurs, dès la première application des IFRS, AvH a repris les participations détenues en contrôle commun selon la méthode de mise en équivalence sur la base de l'option prévue par l'IAS 31. L'impact de l'IFRS 9 Instruments financiers n'a pas encore été déterminé.

Base de présentation

Les comptes annuels consolidés sont établis selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers et certains actifs qui sont évalués à la juste valeur.

*Pas encore approuvée par l'UE au 31 décembre 2013

Principes de consolidation

Les comptes annuels consolidés comprennent les données financières de la société-mère AvH SA, de ses filiales et entités contrôlées conjointement ainsi que la part du groupe dans les résultats des entreprises associées.

1. Filiales

Les filiales sont des entités qui sont contrôlées par le groupe. Il est question d'un contrôle lorsqu'AvH a le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont consolidées intégralement à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle.

Les états financiers des filiales sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant appliquées. Toutes les opérations intragroupe et les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions entre des entreprises du groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont éliminées à moins qu'il s'agisse d'une perte de valeur.

2. Entités contrôlées conjointement et entreprises associées

Entités contrôlées conjointement

Les entreprises qui sont contrôlées conjointement (définies comme des entités dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, notamment via le pourcentage de participation ou une convention avec un ou plusieurs coactionnaires) sont reprises sur la base de la méthode de mise en équivalence, à partir de la date de l'acquisition jusqu'à la fin du contrôle conjoint.

Entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées sur lesquelles le groupe exerce une influence, plus précisément les entreprises dans lesquelles AvH a le pouvoir de participer (sans contrôle) aux décisions politiques financières et opérationnelles, sont reprises selon la méthode de mise en équivalence depuis la date de l'acquisition jusqu'à la fin de l'exercice de l'influence.

Méthode de mise en équivalence

Selon la méthode de mise en équivalence, les participations sont initialement actées à leur coût d'acquisition et la valeur comptable est ensuite adaptée pour reprendre la part du groupe dans le bénéfice ou la perte de la participation, et ce, à compter de la date d'acquisition. Les états financiers de ces entreprises sont établis pour la même période de rapport qu'AvH, des règles d'évaluation IFRS uniformes étant utilisées. Les bénéfices et pertes intragroupe non réalisés sur des transactions sont éliminés à concurrence du pourcentage d'intérêt.

3. Participations en development capital (règle d'évaluation a été modifiée)

Ackermans & van Haaren est active en tant que pourvoyeur de development capital, ceci par le biais de deux canaux. Depuis 1994, année où Ackermans & van Haaren a acquis le contrôle de la Société Nationale d'Investissement, AvH, via sa filiale Sofinim (74%),

investit dans un portefeuille d'entreprises offrant de belles perspectives. Les 26% restants du capital de Sofinim sont détenus par NPM Capital, une société d'investissement établie à Amsterdam qui fait partie quant à elle de SHV, l'un des plus grands groupes familiaux néerlandais.

En 2002, AvH et la Compagnie Nationale à Portefeuille ont acquis chacune, au terme d'une offre publique, 50% du capital de GIB (anciennement GB-Inno-BM). Les nouveaux actionnaires ont développé GIB en un véhicule d'investissement commun pour les participations (en development capital) qu'ils détiennent actuellement dans Groupe Flo et Trasys.

Sur la base des différents pourcentages de contrôle, les participations détenues via Sofinim et GIB étaient autrefois intégrées d'une manière différente dans les comptes consolidés : les participations de GIB étaient intégrées par mise en équivalence, tandis que le portefeuille de Sofinim était repris à la juste valeur (fair value), sur la base des dispositions de l'IAS 31,§1 et de l'IAS 28,§1 ('venture capitalist' ou investisseur en capital-risque).

Depuis la première intégration de Sofinim dans le périmètre de consolidation d'AvH, la composition du portefeuille de Sofinim a fortement évolué. Ceci se traduit notamment par une réduction du nombre de participations. D'autre part, la taille des participations, mais aussi, par corollaire, l'implication de Sofinim dans les organes de gestion des participations en question, a fortement augmenté. Le conseil d'administration d'Ackermans & van Haaren est parvenu à la conclusion que le portefeuille de Sofinim, au fil des ans, s'était progressivement écarté du modèle de portefeuille 'venture capital' pour évoluer vers une approche similaire à celle qui est mise en œuvre pour les autres participations au sein du groupe. En conséquence, il a été décidé de ne plus recourir à l'exception 'venture capitalist' offerte par l'IFRS et d'appliquer les règles d'évaluation générales d'AvH aux participations de Sofinim.

Les participations de Sofinim sont dès lors reprises, à partir des comptes remaniés pour 2012 qui sont présentés dans ce rapport annuel, selon les mêmes règles d'évaluation que celles qui s'appliquent au reste du portefeuille. Il est ainsi mis fin à la différence de traitement entre les participations de Sofinim et de GIB à l'intérieur du même segment Development Capital.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité déterminée sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle. La valeur résiduelle est supposée nulle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, valorisées elles aussi au coût d'acquisition, ne sont pas amorties mais subissent un test de dépréciation chaque année lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Les frais pour le lancement de nouvelles activités sont portés au résultat au moment où ils sont supportés.

Les frais de recherche sont imputés au résultat de l'exercice. Les frais de développement qui répondent aux critères rigoureux de l'IAS 38 sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile.

Les règles d'évaluation relatives au traitement des acquisitions de maisons de repos et de soins sont les suivantes :

- Les agréments et permis d'exploitation qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur intrinsèque ou de la juste valeur.
- Les permis de bâtir exécutables qui sont acquis au moment de la reprise sont valorisés, lors de la première intégration dans la consolidation, sur la base de leur valeur intrinsèque ou de la juste valeur. Il est uniquement tenu compte ici de l'extension possible de la capacité nette.
- Ces agréments et permis préalables sont repris sous la rubrique 'immobilisations incorporelles'. Le montant qui est affecté aux permis de bâtir exécutables est amorti sur une période de 33 ans. Si un bail emphytéotique est conclu, la durée d'amortissement est égale à la durée du bail. L'amortissement commence dès la réception provisoire et la mise en exploitation du bâtiment. Les permis d'exploitation ne sont pas amortis étant donné qu'ils ont en principe une durée de vie illimitée.
- Conformément à l'IAS 36, les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilisation illimitée sont soumises chaque année à un test de perte de valeur en comparant leur valeur comptable à leur valeur réalisable. La valeur réalisable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur intrinsèque.

Goodwill

Le goodwill est l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs acquis, des passifs repris et des passifs éventuels de la filiale, de la filiale contrôlée conjointement ou de la participation associée au moment de la reprise.

Le goodwill n'est pas amorti mais subit annuellement un test de dépréciation à la clôture de l'exercice ou lorsque des indications suggèrent une perte de valeur éventuelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de fabrication, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité prévue. La durée d'utilité prévue est évaluée sur une base annuelle, ainsi que la valeur résiduelle éventuelle. Les frais de réparation des immobilisations corporelles sont imputés au résultat de l'exercice, sauf s'ils entraînent une augmentation de l'utilité économique future des immobilisations corporelles concernées, ce qui justifie leur capitalisation.

Les immobilisations en cours sont amorties à partir de la mise en service.

Les subventions de l'état sont présentées au bilan en produits différés

et sont reprises en résultat basé sur la durée d'utilité de l'actif auquel elles se rapportent.

Réductions de valeur d'immobilisations

A chaque date de clôture, le groupe vérifie la présence d'indications suggérant qu'un actif peut être soumis à une réduction de valeur. Le cas échéant, on procède à une estimation de la valeur recouvrable. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur recouvrable, une réduction de valeur est actée pour ramener la valeur comptable de l'actif à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est définie comme la valeur maximale de la juste valeur moins les frais de vente (résultant d'une vente non forcée) ou la valeur d'utilité (à l'aide de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés). Les réductions de valeur en résultant sont actées à charge du compte de résultats.

Les réductions de valeur actées antérieurement, sauf en cas du goodwill et des actifs financiers disponibles à la vente, sont reprises par le biais du compte de résultats, lorsque ceux-ci ne sont plus valables.

Location-financement et droits similaires - immeubles de placement

1. La société du groupe est le preneur

Location-financement (la société du groupe supporte par essence tous les risques et avantages inhérents à la propriété)

Au début de la période de location-financement, les actifs et passifs sont portés au bilan à la juste valeur de l'actif loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux de location, comme définis au moment du début de la location-financement. Le taux d'escompte utilisé pour le calcul de la valeur actualisée des paiements minimaux de location est le taux d'intérêt implicite du contrat de bail, tel que celui-ci peut être déterminé. Dans l'autre cas, le taux d'intérêt marginal du preneur doit être utilisé.

Location simple (les avantages et risques restent par essence dans le chef du bailleur)

Les paiements de location sont repris en charges sur une base linéaire sur la période de location à moins qu'une autre base systématique traduise mieux la planification des avantages pour l'utilisateur.

2. La société du groupe fait office de bailleur

Location-financement

Les contrats de location-financement sont repris dans le bilan parmi les créances à court et long terme à la valeur actualisée des paiements futurs de location et de la valeur résiduelle garantie ou non. Les intérêts courus sont repris dans le résultat, calculés au taux d'intérêt implicite.

Les frais d'acquisition liés à un contrat de location-financement, attribuables au contrat, sont repris dans le compte de résultats, répartis sur la durée du contrat. Les frais d'acquisition qui ne sont pas attribuables à un contrat (commissions exceptionnelles, certaines campagnes) sont immédiatement repris dans le résultat.

Location simple

Les locations simples concernent les locations qui ne sont pas qualifiées comme une location-financement. Une distinction est opérée

entre les locations simples qui sont évaluées au prix d'acquisition à l'aide de l'IAS 17 et les locations simples qui sont considérées comme un immeuble de placement et qui sont évaluées à la juste valeur à l'aide de l'IAS 40.33, de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats.

La distinction entre les deux types dépend du mode de calcul de l'option. Si l'option d'achat tient compte de la juste valeur, le contrat sera qualifié comme un immeuble de placement. Dans tous les autres cas, ces contrats sont considérés comme une location simple conformément à l'IAS 17.

3. Immeubles de placement - bâtiments loués et projets de développement

Les immeubles de placement comprennent aussi bien les bâtiments qui sont en état d'être loués (immeubles de placement en exploitation) que les bâtiments en construction ou en développement destinés à être utilisés dans le futur comme immeubles de placement en exploitation (projets de développement).

Les immeubles de placement sont repris dans le bilan à leur juste valeur de telle sorte que les variations de la juste valeur soient reprises dans le compte de résultats. La juste valeur est estimée chaque année sur base des rapports d'évaluation.

Instruments financiers

1. Actifs financiers disponibles à la vente

Les actions et titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont rapportées dans les fonds propres jusqu'à la vente ou à une perte de valeur considérée comme durable, la réévaluation cumulée étant portée dans le compte de résultats.

Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut être déterminée fiablement, ce dernier est évalué au prix d'acquisition.

Lorsqu'une baisse de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente est reconnue dans les fonds propres et que des indications objectives d'une réduction de valeur sont présentes, les réductions cumulatives qui ont précédemment été rapportées directement dans les fonds propres sont portées au compte de résultats.

2. Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultats

Les variations de la juste valeur des 'actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultats' sont prises en compte dans le compte de résultats.

3. Instruments dérivés

Chaque filiale opérationnelle faisant partie du groupe AvH est responsable de la gestion de ses risques, tels que les risques de change, d'intérêt, de crédit, de matières premières, etc. Les risques, qui varient en fonction du secteur dans lequel opère la filiale ne sont donc pas gérés de manière centralisée au niveau du groupe. Les directions concernées doivent toutefois rendre compte de leur couverture de risque à leur conseil d'administration ou comité d'audit.

Au niveau d'AvH et de ses sous-holdings, les risques (principalement d'intérêt) sont par contre gérés de façon centralisée par le Centre de Coordination de AvH. Les instruments dérivés sont valorisés initialement

à leur prix d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, ces instruments sont repris dans le bilan à leur juste valeur, les variations de la juste valeur étant actées dans le résultat à moins que ces instruments ne fassent partie des opérations de couverture.

Couvertures de flux de trésorerie

Les variations de valeur d'un instrument financier dérivé qui satisfait aux strictes conditions de couverture de flux de trésorerie sont reprises dans les fonds propres pour la partie efficace. La partie inefficace est directement comptabilisée dans le compte de résultats. Les résultats de la couverture sont transférés des fonds propres vers le compte de résultats au moment où la transaction couverte a elle-même une influence sur le résultat.

Couvertures de juste valeur

Les fluctuations de valeur d'un instrument dérivé qui a été formellement affecté à la couverture des variations de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés, sont reprises dans le compte de résultats, au même titre que les bénéfices et pertes qui découlent de la réévaluation à la juste valeur de l'élément couvert. Les fluctuations de valeur d'instruments financiers dérivés qui ne sont pas reconnus comme étant affectés à la couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, sont immédiatement reprises dans le compte de résultats.

4. Dettes et créances productives d'intérêts

Les dettes et créances financières sont évaluées au prix de revient amorti à l'aide de la méthode du taux effectif.

5. Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances sont évaluées à la valeur nominale, réduite des pertes de valeur éventuelles pour créances irrécouvrables.

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de valeurs au comptant et de placements à court terme, sont portés au bilan à leur valeur nominale.

Stocks / Contrats de constructions

Les stocks sont valorisés à leur prix de revient (coût d'acquisition ou de fabrication) ou à leur valeur nette réalisable lorsque celle-ci est inférieure. Le coût de fabrication comprend tous les frais directs et indirects qui sont nécessaires pour amener les marchandises à leur stade d'achèvement à la date de clôture, ce qui correspond au prix de vente estimé dans des circonstances normales, diminué des frais de finition, de marketing et de distribution (valeur réalisable nette). Les contrats de construction sont valorisés selon la méthode 'Percentage of Completion', le résultat étant pris en compte en fonction de l'avancement des travaux. Les pertes prévues sont par contre immédiatement imputées au résultat.

Capitaux et réserves

Les frais en rapport avec une transaction de capitaux sont déduits du capital.

Les actions propres rachetées sont actées en réduction des fonds pro-

pres à leur prix d'acquisition. Une vente ou annulation ultérieure ne donne pas lieu à un impact sur le résultat ; les bénéfices et pertes relatifs aux actions propres sont actés directement dans les fonds propres.

Écarts de conversion

Comptes statutaires

Les transactions en devises étrangères sont actées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de conversion positifs et négatifs non réalisés résultant de la conversion d'actifs et de passifs monétaires au cours de change à la date de clôture, sont repris dans le résultat au titre, respectivement, de produit ou de charge.

Comptes consolidés

Les éléments d'actif et de passif des filiales consolidées sont convertis au cours de clôture selon la méthode du cours de clôture, tandis que les éléments du compte de résultats sont convertis au cours moyen, ce qui donne lieu à des écarts de conversion repris immédiatement dans les fonds propres consolidés.

Provisions

Si une entreprise du groupe a une obligation (légale ou indirecte) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le règlement de cette obligation s'accompagnera d'une dépense et si, par ailleurs, le montant de cette obligation peut être déterminé de manière fiable, une provision est constituée à la date de clôture. Si l'écart entre la valeur nominale et escomptée est matériel, une provision est actée à concurrence de la valeur escomptée des dépenses estimées. L'augmentation de la provision en résultant est actée en charge d'intérêt proportionnellement au temps.

Restructuration

Les provisions pour restructuration sont actées uniquement lorsque le groupe a approuvé formellement un plan de restructuration détaillé et lorsque la restructuration prévue a déjà pris cours ou que les membres du personnel touchés par la restructuration en sont informés. Pour les frais relatifs aux activités normales du groupe, des provisions ne sont pas constituées.

Garanties

Pour les obligations de garantie sur les produits et services fournis et les travaux réceptionnés, une provision est constituée sur la base des informations statistiques du passé.

Créances et obligations conditionnelles

Les créances et obligations conditionnelles sont mentionnées dans la note 'Droits et engagements hors bilan' en cas d'impact d'une importance matérielle.

Impôts

Les impôts comprennent à la fois les impôts exigibles et les impôts différés. Les deux types d'impôts sont actés au compte de résultats sauf s'il s'agit d'éléments qui font partie des fonds propres et leur sont par conséquent attribués. Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantaire, appliquée aux différences temporelles entre la valeur comptable de l'actif et du passif portés au bilan et leur base

fiscale. Les principales différences temporelles résultent des rythmes d'amortissement différents des immobilisations corporelles, des provisions pour pensions et des pertes fiscales récupérables.

Les passifs d'impôt différé sont reconnus pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf lorsque le passif d'impôt différé découle de la reconnaissance initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale du passif et de l'actif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a pas d'influence sur le bénéfice imposable ;
- sauf en ce qui concerne les investissements dans des filiales, entreprises contrôlées conjointement et associées, dans lesquelles le groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle sera éliminée et que l'on ne prévoit pas d'éliminer la différence temporelle dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé sont actés pour les pertes temporelles déductibles et sur les crédits d'impôts récupérables reportés et pertes fiscales, dans la mesure où il est probable qu'il y aura des bénéfices imposables dans un avenir proche pour pouvoir bénéficier de l'avantage fiscal. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est contrôlée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour pouvoir imputer la totalité ou une partie des impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des législations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Rémunérations du personnel

Les rémunérations du personnel comprennent des rémunérations du personnel à court terme, des avantages postérieurs à l'emploi, d'autres rémunérations du personnel à long terme, des indemnités de licenciement et des rémunérations fondées sur des actions. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les plans de pension, assurances vie et assurances pour assistance médicale. Les plans de pension, répartis en régimes à cotisations définies ou à prestations définies, sont fournis par le biais de fonds ou de plans d'assurance distincts. Par ailleurs, il existe également des rémunérations du personnel fondées sur des actions.

Régimes de pension

Régimes à cotisations définies ('Defined Contribution Plans')

La cotisation définie est actée à charge du compte de résultats de l'année sur laquelle elle porte.

Régimes à prestations définies ('Defined Benefit Plans')

Le groupe compte une série de plans de pension à prestations définies pour lesquels les cotisations sont payées à un fonds géré séparément. Le coût des plans de pension à prestations définies est déterminé de manière actuarielle par la méthode 'projected unit credit'.

Les revalorisations, qui proviennent de bénéfices et pertes actuariels, de l'effet du plafond d'actif et du rendement sur les placements en fonds, sont reprises directement au bilan, un montant

correspondant au profit ou à charge du bénéfice retenu étant inscrit via les résultats non-réalisés dans la période où elles se produisent. Les revalorisations ne sont pas transférées vers le compte de résultats au cours des périodes suivantes.

Le coût des services passés est repris dans le compte de résultats à la date initiale de la modification ou de la limitation du régime de pension ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle le groupe justifie des frais de réorganisation. Le solde d'intérêts est calculé en appliquant le taux d'escompte à l'engagement net ou à l'actif net au titre des plans de pension à prestations définies et est repris dans le compte de résultats consolidé.

Rémunérations du personnel fondées sur des actions

Il existe au sein du groupe AvH, à différents niveaux, des plans d'options sur actions qui donnent aux employées le droit d'acheter des actions d'AvH ou des actions de certaines filiales à un prix préalablement fixé. Ce prix est déterminé au moment de l'attribution des options et est basé sur le prix du marché ou la valeur intrinsèque.

Des plans de warrant sont élaborés également au niveau de certaines filiales.

Les prestations des bénéficiaires sont (au moment de l'attribution) évaluées à l'aide de la juste valeur des options et warrants attribués et portées en charge au compte de résultats au moment des prestations fournies pendant la période d'acquisition des droits.

Produits

Les produits sont comptabilisés conformément aux normes IFRS, compte tenu des activités spécifiques de chaque secteur.

Activités opérationnelles abandonnées

L'actif, le passif et les résultats nets des activités opérationnelles abandonnées sont rapportés séparément dans une rubrique dans le bilan et le compte de résultats consolidé. Les éléments de l'actif et du passif détenus en vue d'être vendus sont rapportés de la même manière.

Événements postérieurs à la date de clôture

Des événements peuvent se produire après la date de clôture et donnent des informations complémentaires à propos de la situation financière de l'entreprise à la date de clôture ('adjusting events'). Ces informations permettent d'améliorer les estimations et de donner un meilleur reflet de la situation réelle à la date de clôture. Ces événements exigent une adaptation du bilan et du résultat. D'autres événements après la date de clôture sont mentionnés dans les notes s'ils peuvent avoir un impact important.

Bénéfice par action

Le groupe calcule à la fois le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action conformément à l'IAS 33. Le bénéfice de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon le nombre moyen d'actions en circulation pendant la période plus l'effet dilué des warrants et options sur actions pendant la période.

Information sectorielle

AvH est un groupe diversifié opérant dans les secteurs clés suivants :

1. Marine Engineering & Infrastructure avec DEME, l'une des plus grandes entreprises de dragage au monde, CFE et Algemene Aannemingen Van Laere, deux groupes de construction qui ont leur siège central en Belgique, Rent-A-Port et la Société Nationale de Transport par Canalisations ;

2. Private Banking avec Delen Private Bank, l'un des plus grands gestionnaires indépendants de fonds privés en Belgique, et le gestionnaire de fortune JM Finn & Co au R.-U., la Banque J. Van Breda & C^o, banque orientée vers les entrepreneurs et professions libérales en Belgique et le groupe d'assurance ASCO-BDM ;

3. Real Estate, Leisure & Senior Care avec Leasinvest Real Estate, une sicaf immobilière cotée ; Extensa Group, acteur important en matière de lotissements et de projets immobiliers ; le Groupe Financière Duval, actif en développement et exploitation d'immobilier, de maisons de tourisme et de maisons de repos et de soins en France ; et Anima Care, active dans le secteur des soins et de la santé ;

4. Energy & Resources, Sipef, un groupe agro-industriel spécialisé dans l'agriculture tropicale, Sagar Cements, Oriental Quarries & Mines, Max Green et le Groupe Telemond.

5. Development Capital avec Sofinim et GIB ;

6. Les activités du siège sont réunies dans le 6^{ème} secteur **AvH & subholdings**.

L'information sectorielle reprise dans les états financiers d'AvH est établie conformément à l'IFRS 8.

Note 2: Compte de résultats révisé 2012

(€ 1.000)	2012	Révision IAS 19	Modification règle d'évaluation Development Capital	Reclassement des rubriques bancaires	2012 Révisé
Produits	432.498		109.778	13.852	556.128
Prestations de services	37.756				37.756
Produits provenant des leasings	10.021				10.021
Produits immobiliers	40.393				40.393
Produits - intérêts provenant des activités bancaires	125.765			13.877	139.642
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires	28.671			-1.899	26.772
Produits provenant des contrats de construction	179.819		107.521		287.340
Autres produits des activités ordinaires	10.073		2.257	1.874	14.204
Autres produits opérationnels	10.983		-5.601		5.382
Intérêts sur créances immobilisations financières	2.837				2.837
Dividendes	8.027		-5.601		2.427
Subventions de l'état	0				0
Autres produits opérationnels	118				118
Charges opérationnelles (-)	-381.335		-106.003	-3.617	-490.955
Matières premières et consommables utilisées (-)	-139.471		-57.019		-196.490
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	1.110		32		1.142
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)	-65.194			-3.642	-68.836
Frais de personnel (-)	-84.895		-33.772	227	-118.440
Amortissements (-)	-9.538		-2.184		-11.722
Réductions de valeur (-)	-5.743		-347		-6.090
Autres charges opérationnelles (-)	-78.973		-13.185	-202	-92.359
Provisions	1.370		471		1.841
Résultat opérationnel	62.146		-1.826	10.235	70.555
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	-4.099		5.022		923
Development capital	488		5.005		5.493
Actifs financiers détenus à des fins de trading	467				467
Immeubles de placement	-239				-239
Instruments financiers dérivés	-4.816		17		-4.799
Profit (perte) sur cessions d'actifs	36.719		-9		36.710
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	66				66
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement	220				220
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières	30.119		-9		30.110
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs	6.314				6.314
Produits financiers	18.747		339	-13.877	5.209
Revenus d'intérêt	16.986		29	-13.877	3.138
Autres produits financiers	1.761		310		2.071
Charges financières (-)	-20.279		-1.393	3.642	-18.030
Charges d'intérêt (-)	-13.298		-1.021	3.642	-10.677
Autres charges financières (-)	-6.981		-371		-7.352
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	134.735		-974		133.761
Goodwill négatif	0				0
Autres produits non-opérationnels	0		60		60
Autres charges non-opérationnelles (-)	-60.115		-10		-60.125
Résultat avant impôts	167.854		1.209		169.063
Impôts sur le résultat	42.491		-875		41.616
Impôts différés	54.743		387		55.131
Impôts	-12.253		-1.262		-13.515
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	210.345		334		210.679
Résultat après impôts des activités abandonnées					
Résultat de l'exercice	210.345		334	0	210.679
Part des tiers	42.876		460		43.336
Part du groupe	167.469		-126	0	167.343

Note 2: Etat révisé des résultats réalisés et non-réalisés 2012

(€ 1.000)	2012	Révision IAS 19	Development Capital	2012 Révisé
Résultat de l'exercice	210.345		334	210.679
Part des tiers	42.876		460	43.336
Part du groupe	167.469		-126	167.343
Résultats non-réalisés	5.309	-896	0	4.413
Eléments recyclables en compte de résultats dans les périodes futures				
Variation de la réserve de réévaluation : titres disponibles à la vente	23.337			23.337
Impôts	-4.209			-4.209
	19.128			19.128
Variation de la réserve de réévaluation : réserve de couverture	-15.236			-15.236
Impôts	277			277
	-14.959			-14.959
Variation de la réserve de réévaluation : écarts de conversion	1.141			1.141
Eléments non recyclables en compte de résultats dans les périodes futures				
Variation de la réserve de réévaluation : écarts actuariels plans de pensions à prestations définies		-1.306		-1.306
Impôts		410		410
		-896		-896
Total des résultats réalisés et non-réalisés	215.654	-896	334	215.092
Part des tiers	38.713	0	460	39.173
Part du groupe	176.941	-896	-126	175.919

Notes relatives aux états financiers révisés

Norme révisée IAS 19 'Avantages du personnel'

Le 1er janvier 2013, la norme révisée IAS 19 'Avantages du personnel' est entrée en vigueur, avec comme conséquence le remaniement des états financiers 2012. La principale modification de la norme révisée IAS 19 'Avantages du personnel' est la comptabilisation directe dans les fonds propres des 'gains et pertes actuariels non comptabilisés' en lieu et place de la méthode 'corridor'. Les chiffres correspondants pour 2012 ont été adaptés en conséquence, avec un effet négatif sur les fonds propres (part du groupe) de -2,6 millions d'euros au 1er janvier 2012. C'est chez DEME (intégrée par mise en équivalence) et, dans une moindre mesure, dans les entités consolidées intégralement AvH et ABK bank (filiale de la Banque J.Van Breda & C°) que la modification est la plus marquante.

Modification de la règle d'évaluation du Development Capital, décrite à la page 131 dans la Note 1 : règles d'évaluation IFRS

Les filiales contrôlées conjointement (Amsteldijk Beheer, Distriplus, Hertel, Manuchar, Turbo's Hoet Groep) et les participations associées (Ate-nor, Axe Investments, Corelio, Euro Media Group, NMC et MediaCore) ont été intégrées, au 1er janvier 2012, par la méthode de mise en équivalence, au lieu de l'approche 'juste valeur' appliquée auparavant. Ceci explique le déplacement du poste 'Participations development capital' vers 'Participations mises en équivalence'. La consolidation intégrale de la participation de contrôle dans Egemin International a un impact significatif sur la présentation du segment 'Development Capital' qui ne comprenait auparavant comme composantes intégrales que les sous-holdings Sofinim. Spano Group est présenté comme un 'Actif détenu en vue d'être vendu' étant donné que cette participation a été vendue début 2013. En termes de résultats, l'impact sur les résultats 2012 est cependant limité. L'impact sur les réserves de réévaluation, vu la simplicité et le caractère immatériel de l'impact (-2,2 millions d'euros, part du groupe), a été entièrement imputé au bilan d'ouverture, si bien que cette modification de la règle d'évaluation n'a aucun impact sur les résultats non-réalisés de 2012.

Reclassements dans les rubriques bancaires

Par le biais d'une série de reclassements dans le bilan et le compte de résultats, la présentation de la Banque J.Van Breda & C° dans les comptes consolidés d'AvH a été mise en conformité avec les états publiés de la banque. Dans le bilan, les intérêts courus sont attribués aux rubriques correspondantes (auparavant dans la rubrique 'Comptes de régularisation'). Tout comme les dépôts de clients et les établissements de crédit, les emprunts subordonnés constituent l'une des sources de financement de la banque, si bien qu'un reclassement a été opéré au départ de la rubrique 'Dettes financières'. Les charges d'intérêts des emprunts subordonnés et les produits d'intérêts du portefeuille de placements font partie des produits d'exploitation de la banque, alors qu'ils étaient auparavant inscrits sous les produits financiers (charges financières).

Note 2: Bilan révisé - actifs 2012

(€ 1.000)	2012	Révision IAS 19	Modification règle d'évaluation Development Capital	Reclassement des rubriques bancaires	2012 Révisé
I. Actifs non-courants	4.815.539	-1.712	-50.559	0	4.763.268
Immobilisations incorporelles	12.222		1.005		13.227
Goodwill	142.239				142.239
Immobilisations corporelles	113.832		21.583		135.416
Immeubles de placement	584.481				584.481
Participations mises en équivalence	1.112.713	-3.345	246.674		1.356.041
Immobilisations financières	461.850		-320.488		141.362
Participations development capital	351.246		-351.246		0
Participations disponibles à la vente	63.518		76		63.594
Créances et cautionnements	47.086		30.682		77.768
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	1.195				1.195
Créances à plus d'un an	115.810	1.323			117.133
Créances location-financement	111.039				111.039
Autres créances	4.770	1.323			6.093
Impôts différés	24.187	311	667		25.165
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an	2.247.010				2.247.010
II. Actifs courants	1.922.243	-683	56.439	0	1.978.000
Stocks	19.451		3.192		22.644
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	26.475		13.233		39.708
Placements de trésorerie	531.097		414	8.980	540.491
Actifs financiers disponibles à la vente	528.577		414	8.980	537.971
Actifs financiers détenus à des fins de trading	2.520				2.520
Instruments financiers dérivés à un an au plus	2.309			128	2.437
Créances à un an au plus	181.431	-683	25.083		205.832
Créances commerciales	65.134		24.269		89.403
Créances location-financement	40.720				40.720
Autres créances	75.578	-683	814		75.709
Impôts sur le résultat à récupérer	1.578		573		2.151
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus	978.934			7.129	986.063
Trésorerie et équivalents de trésorerie	158.213		13.571		171.784
Dépôts à terme à trois mois au plus	100.905		71		100.977
Valeurs disponibles	57.308		13.500		70.807
Comptes de régularisation	22.754		372	-16.237	6.889
III. Actifs détenus en vue d'être vendus	21.701		58.917		80.618
TOTAL ACTIFS	6.759.483	-2.395	64.797	0	6.821.885

Note 2: Bilan révisé - capitaux propres et passifs 2012

(€ 1.000)	2012	Révision IAS 19	Modification règle d'évaluation Development Capital	Reclassement des rubriques bancaires	2012 Révisé
I. Capitaux propres	2.512.473	-3.669	5.428	0	2.514.231
Capitaux propres - part du groupe	2.007.154	-3.505	-382	0	2.003.267
Capital souscrit	113.907				113.907
Capital	2.295				2.295
Prime d'émission	111.612				111.612
Réserves consolidées	1.903.256	766	1.849		1.905.870
Réserves de réévaluation	6.646	-4.270	-2.231		145
Titres disponibles à la vente	31.235		2.392		33.626
Réserves de couverture	-27.600		-521		-28.121
Ecart actuariel plans de pensions à prestations définies		-4.270	-926		-5.196
Ecart de conversion	3.011		-3.176		-165
Actions propres (-)	-16.655				-16.655
Intérêts minoritaires	505.318	-164	5.810		510.964
II. Passifs à long terme	1.104.634	1.274	12.290	0	1.118.198
Provisions	4.437		1.446		5.884
Obligations en matière de pensions	3.053	1.130	12		4.195
Impôts différés	10.332	144	735		11.211
Dettes financières	367.019		10.097	-80.795	296.321
Emprunts bancaires	284.794				284.794
Emprunts subordonnés	81.985			-80.795	1.190
Contrats de location-financement	34		10.097		10.131
Autres dettes financières	207				207
Instruments financiers dérivés non-courants	37.781				37.781
Autres dettes	6.360				6.360
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	675.650			80.795	756.445
III. Passifs à court terme	3.142.377	0	47.079	0	3.189.456
Provisions	114				114
Obligations en matière de pensions	180				180
Dettes financières	276.570		1.246	-4.759	273.057
Emprunts bancaires	131.958				131.958
Emprunts subordonnés	4.759			-4.759	0
Contrats de location-financement	24		1.246		1.270
Autres dettes financières	139.829				139.829
Instruments financiers dérivés courants	6.493			3.013	9.506
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	3.854		21.544		25.398
Autres dettes à un an au plus	80.081		23.813		103.894
Dettes commerciales	48.995		17.031		66.025
Avances reçues	2.130				2.130
Dettes salariales et sociales	16.466		6.706		23.172
Autres dettes	12.490		77		12.567
Impôts	9.588		272		9.860
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	2.721.168			24.483	2.745.651
Comptes de régularisation	44.328		203	-22.737	21.795
IV. Passifs détenus en vue de la vente	0				0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	6.759.483	-2.395	64.797	0	6.821.885

Note 2: Tableau des flux de trésorerie révisé 2012

(€ 1.000)	2012	Modification règle d'évaluation Development Capital	Reclassement des rubriques bancaires	2012 Révisé
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	284.896			284.896
Résultat opérationnel	62.146	-1.826	10.235	70.555
Dividendes des participations mises en équivalence	41.695	5.289		46.984
Autres produits (charges) non-opérationnels	-60.115	58		-60.057
Impôts sur le résultat	42.491	-875		41.616
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie				
Amortissements	9.538	2.184		11.722
Réductions de valeur	6.009	790		6.799
Palements fondés sur des actions	97	52		149
Augmentation (diminution) des provisions	-1.687	-446		-2.133
Augmentation (diminution) des impôts différés	-54.743	-387		-55.131
Autres charges (produits) non cash	-24	-2	6.981	6.955
Cashflow	45.407	4.837	17.216	67.460
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	-230.007	-2.150	-6.452	-238.609
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-7.022	2.485		-4.537
Diminution (augmentation) des créances	-21.345	3.944		-17.401
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)	-224.207			-224.207
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	-6.844	-7.235		-14.079
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)	27.843		-6.452	21.391
Diminution (augmentation) autre	1.568	-1.344		224
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-184.600	2.687	10.764	-171.149
Investissements	-768.440	-1.921	0	-770.361
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-23.759	-1.811		-25.570
Acquisitions d'immeubles de placement	-107.761			-107.761
Acquisitions d'immobilisations financières	-49.357			-49.357
Nouveaux emprunts accordés	-136	-2		-138
Acquisitions de placements de trésorerie	-587.428	-108		-587.536
Désinvestissements	782.229	0	0	782.229
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1.214			1.214
Cessions d'immeubles de placement	4.119			4.119
Cessions d'immobilisations financières	55.958			55.958
Remboursements d'emprunts accordés	5.243			5.243
Cessions de placements de trésorerie	715.695			715.695
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	13.789	-1.921	0	11.868
Opérations financières				
Revenus d'intérêt	23.700		-20.858	2.842
Charges d'intérêt	-13.031		3.642	-9.389
Autres produits (charges) financiers	-5.686	-61		-5.747
Diminution (augmentation) des actions propres	403			403
Augmentation (diminution) des dettes financières	111.371	-792	6.452	117.031
Répartition du bénéfice	-54.349			-54.349
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-19.164	-183		-19.347
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	43.245	-1.036	-10.764	31.444
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-127.566	-270	0	-127.836
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	998	13.856		14.854
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-114	-15		-129
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	158.213	13.571	0	171.784

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement

1. Filiales consolidées globalement

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	% d'intérêt 2012
Marine Engineering & Infrastructure				
CFE ⁽¹⁾	0400.464.795	Belgique	60,39%	
DEME ⁽¹⁾	0400.473.705	Belgique	60,39%	
Rent-A-Port ⁽²⁾	0885.565.854	Belgique	72,18%	
International Port Engineering and Management (IPEM)	0441.086.318	Belgique	72,18%	
IPEM Holdings		Chypre	72,18%	
Consortium Antwerp Port	0817.114.340	Belgique	64,96%	
Port Management Development		Chypre	72,18%	
OK SPM FTZ Enterprise		Nigéria	72,18%	
Rent-A-Port Reclamation		Hong Kong	72,18%	
Rent-A-Port Luxembourg		Luxembourg	72,18%	
Rent-A-Port Energy ⁽²⁾	0832.273.757	Belgique	73,15%	
Algemene Aannemingen Van Laere	0405.073.285	Belgique	100,00%	100,00%
Anmeco	0458.438.826	Belgique	100,00%	100,00%
Groupe Thiran	0425.342.624	Belgique	100,00%	100,00%
TPH Van Laere	43.434.858.544	France	100,00%	100,00%
Vandendorpe	0417.029.625	Belgique	100,00%	100,00%
Wefima	0424.903.055	Belgique	100,00%	100,00%
Alfa Park	0834.392.218	Belgique	100,00%	100,00%
Société Nationale de Transport par Canalisations	0418.190.556	Belgique	75,00%	75,00%
Quinten Matsys	0424.256.125	Belgique	75,00%	75,00%
Canal-Re	2008.2214.764	Luxembourg	75,00%	75,00%
Private Banking				
Banque J.Van Breda & C°	0404.055.577	Belgique	78,75%	78,75%
Van Breda Car Finance	0475.277.432	Belgique	78,75%	78,75%
Beherman Vehicle Supply	0473.162.535	Belgique	63,00%	63,00%
Station Zuid (fusionnée avec la Banque J.Van Breda & C°) ⁽³⁾	0454.664.041	Belgique		78,75%
Fracav (fusionnée avec la Banque J.Van Breda & C°) ⁽³⁾	0449.881.545	Belgique		78,75%
ABK bank cvba ⁽⁴⁾	0404.456.841	Belgique	78,66%	72,26%
Axemia ⁽⁵⁾	0884.718.390	Belgique	78,75%	
Finaxis	0462.955.363	Belgique	78,75%	78,75%
Real Estate, Leisure & Senior Care				
Extensa Group	0425.459.618	Belgique	100,00%	100,00%
Extensa	0466.333.240	Belgique	100,00%	100,00%
Extensa Development	0446.953.135	Belgique	100,00%	100,00%
Extensa Istanbul	566454 / 514036	Turquie	100,00%	100,00%
Extensa Land II	0406.211.155	Belgique	100,00%	100,00%
Extensa Luxembourg	1999.2229.988	Luxembourg	100,00%	100,00%
RFD CEE Venture Capital (ex-Extensa Pays-Bas)	801.966.607	Pays-Bas	100,00%	100,00%
Extensa Participations I	2004.2421.120	Luxembourg	100,00%	100,00%
Extensa Participations II	2004.2421.090	Luxembourg	100,00%	100,00%
Extensa Participations III	2012.2447.996	Luxembourg	100,00%	100,00%
Extensa Romania	J40.24053.2007	Roumanie	100,00%	100,00%
Extensa Slovakia	36.281.441	Slovaquie	100,00%	100,00%
Grossfeld Developments	2012.2448.267	Luxembourg	100,00%	100,00%
Grossfeld Immobilière	2001.2234.458	Luxembourg	100,00%	100,00%
Grossfeld Participations	2012.2447.856	Luxembourg	100,00%	100,00%
Implant	0434.171.208	Belgique	100,00%	100,00%
RFD (ex-Leasinvest Development)	0405.767.232	Belgique	100,00%	100,00%
Leasinvest Finance	0461.340.215	Belgique	100,00%	100,00%
Leasinvest Real Estate Management	0466.164.776	Belgique	100,00%	100,00%
UPO Invest	0473.705.438	Belgique	100,00%	100,00%
Vilvolease	0456.964.525	Belgique	100,00%	100,00%
Leasinvest Real Estate ⁽⁶⁾	0436.323.915	Belgique	30,01%	30,01%
Anima Care	0469.969.453	Belgique	100,00%	100,00%
De Toekomst	0463.792.137	Belgique	100,00%	100,00%
Gilman	0870.238.171	Belgique	100,00%	100,00%
Rusthuis Kruienberg	0452.357.718	Belgique	100,00%	100,00%
Kruienberg	0462.433.147	Belgique	100,00%	100,00%

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

1. Filiales consolidées globalement (suite)

Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	% d'intérêt 2012
Real Estate, Leisure & Senior Care (suite)				
Anima Care (suite)				
Le Gui	0455.218.624	Belgique	100,00%	100,00%
Résidence du Peuplier	0428.283.308	Belgique	100,00%	100,00%
Huize Philemon & Baucis	0462.432.652	Belgique	100,00%	100,00%
Anima Cura (ex-Huize Philemon & Baucis WZC)	0480.262.143	Belgique	100,00%	100,00%
Glamar	0430.378.904	Belgique	100,00%	100,00%
Odygo	0892.606.074	Belgique	100,00%	100,00%
Huize Zevenbronnen	0454.247.634	Belgique	100,00%	100,00%
Zorgcentrum Lucia	0818.244.092	Belgique	66,67%	66,67%
Hof Ter Duinen	0886.534.171	Belgique	100,00%	100,00%
Résidence Parc des Princes	0431.555.572	Belgique	100,00%	100,00%
Azur Soins et Santé	0844.424.095	Belgique	100,00%	100,00%
Résidence Kinkempois	0468.945.411	Belgique	100,00%	100,00%
Résidence St. James ⁽⁷⁾	0428.096.434	Belgique	100,00%	
Château d'Awans ⁽⁷⁾	0427.620.342	Belgique	100,00%	
Energy & Resources				
Ligno Power	0818.090.674	Belgique	70,00%	70,00%
AvH Resources India	U74300DL2001PTC111685	Inde	100,00%	100,00%
Development Capital				
Sofinim	0434.330.168	Belgique	74,00%	74,00%
Sofinim Luxembourg	2003.2218.661	Luxembourg	74,00%	74,00%
Mabeco (liquidée)	0428.604.101	Belgique		74,00%
Egemin International ⁽⁸⁾	0468.070.629	Belgique	52,93%	52,93%
Egemin	0404.636.389	Belgique	52,93%	52,93%
Egemin Consulting	0411.592.279	Belgique	52,93%	52,93%
Egemin Products & Technologies	0465.624.744	Belgique	52,72%	52,72%
Egemin BV	005469272B01	Pays-Bas	52,93%	52,93%
Egemin Handling Automation BV	821813638B01	Pays-Bas	52,93%	52,93%
Egemin Consulting BV	850983411B01	Pays-Bas	52,93%	52,93%
Egemin Group Inc		USA	52,93%	52,93%
Egemin Automation Inc		USA	52,93%	52,93%
Egemin Conveyor Inc		USA	52,93%	52,93%
Egemin SAS	09351754494	France	52,93%	52,93%
Egemin GmbH	811256456	Allemagne	52,93%	52,93%
Egemin UK Ltd	576710128	Royaume-Uni	52,40%	52,40%
Egemin AG	539301	Suisse	52,93%	52,93%
Egemin Shanghai Trading Company Ltd		Chine	52,93%	52,93%
Egemin Asia Pacific Automation Ltd		Hong Kong	52,93%	52,93%
Subholdings AvH				
Anfima	0426.265.213	Belgique	100,00%	100,00%
AvH Coordination Center	0429.810.463	Belgique	99,99%	99,99%
Brinvest	0431.697.411	Belgique	99,99%	99,99%
Profimolux	1992.2213.650	Luxembourg	100,00%	100,00%

⁽¹⁾ Le 24 décembre 2013, AvH a apporté sa participation de 50% dans DEME dans le capital de CFE dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature d'une valeur de 550 millions d'euros en échange de l'émission de 12.222.222 nouvelles actions CFE et a racheté 3.066.440 actions CFE à Vinci au prix de 45 euros par action, pour un montant total de 138 millions d'euros. Par cette transaction, AvH acquiert le contrôle total sur CFE (et par voie de conséquence sur DEME), ce qui entraîne la consolidation intégrale de CFE et de DEME à la fin 2013. Dans le rapport annuel de CFE, société cotée en bourse, figure la liste des filiales.

⁽²⁾ Suite à l'acquisition du contrôle de CFE, les filiales contrôlées conjointement Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy sont consolidées intégralement à la fin 2013.

⁽³⁾ Les sociétés immobilières Station Zuid (siège central à Anvers) et Fracav (agence bancaire à Mons) ont été fusionnées fin 2013 avec la Banque J.Van Breda & C°.

⁽⁴⁾ Fin 2013 ABK bank a fait usage de la possibilité statutaire d'exclure les associés inactifs, avec comme conséquence une augmentation du pourcentage de participation.

⁽⁵⁾ La Banque J.Van Breda & C° a acheté en 2013 la société Axemia, une "application development company" qui emploie 7 personnes.

⁽⁶⁾ La gestion de Leasinvest Real Estate SCA est assurée par son gérant statutaire Leasinvest Real Estate Management, une filiale à 100% d'Extensa Group. Le conseil d'administration de Leasinvest Real Estate Management ne peut, conformément à l'article 12 des statuts, prendre une décision relative à la stratégie de la sica immobilière ou faire une proposition d'affectation du résultat qu'avec l'approbation des administrateurs nommés sur proposition d'Extensa Group. Pour un aperçu des participations détenues par Leasinvest Real Estate, société cotée en bourse, nous renvoyons au rapport annuel.

⁽⁷⁾ Dans le courant de 2013 Anima Care a acquis les maisons de repos et de soins "St. James" à La Hulpe et "Château d'Awans" à Awans.

⁽⁸⁾ L'intégration globale d'Egemin International découle de la modification des règles d'évaluation des participations en development capital (voir p. 131 pour plus de détails).

Note 3 : filiales et entités contrôlées conjointement (suite)

2. Entités contrôlées conjointement mises en équivalence

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	% d'intérêt 2012	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Infrastructure								
DEME ⁽¹⁾	0400.473.705	Belgique		50,00%				
Rent-A-Port ⁽²⁾	0885.565.854	Belgique		45,00%				
Infra Asia Consultancy	0891.321.320	Belgique	36,09%		1.287	634	0	563
Rent-A-Port Utilities	0846.410.221	Belgique	36,09%		2.643	494	0	152
S Channel Management Limited		Chypre	36,09%		1	31	0	-5
Rent-A-Port Energy ⁽²⁾	832.273.757	Belgique		45,61%				
Algemene Aannemingen Van Laere								
Parkeren Roeselare	0821.582.377	Belgique	50,00%	50,00%	9.400	9.491	1.210	-346
Parkeren Asse	0836.630.641	Belgique	50,00%	50,00%	125	108	371	-47
Société Nationale de Transport par Canalisations								
Napro	0437.272.139	Belgique	37,50%	37,50%	593	0	208	137
Nitraco	0450.334.376	Belgique	37,50%	37,50%	11.080	8.932	1.241	239
Private Banking								
Asco	0404.454.168	Belgique	50,00%	50,00%	51.382	41.612	29.505	-451
BDM	0404.458.128	Belgique	50,00%	50,00%	21.716	15.968	65.421	797
Delen Investments sca ⁽³⁾	0423.804.777	Belgique	78,75%	78,75%	1.685.021	1.220.948	255.211	76.033
Real Estate, Leisure & Senior Care								
Extensa Group								
Building Green One	0501.599.965	Belgique	50,00%	50,00%	48.340	37.029	0	8.007
CBS Development	0831.191.317	Belgique	50,00%	50,00%	16.712	15.623	794	1.001
CBS-Invest	0879.569.868	Belgique	50,00%	50,00%	37.294	28.495	676	-91
DPI	0890.090.410	Belgique	50,00%	50,00%	838	52	300	199
Exparom I	343.081.70	Pays-Bas	50,00%	50,00%	8.965	13.389	0	-107
CR Arcade	J02.2231.18236250	Roumanie	50,00%	50,00%	11.333	5.905	0	-266
Exparom II	343.081.66	Pays-Bas	50,00%	50,00%	4.999	4.990	0	-6
SC Axor Europe	J40.9671.121765278	Roumanie	50,00%	50,00%	8.390	9.706	0	-241
Extensa Land I ⁽⁴⁾	0465.058.085	Belgique	100,00%	100,00%	299	30	0	0
Grossfeld PAP	2005.2205.809	Luxembourg	50,00%	50,00%	62.553	67.163	0	-884
Les Jardins d'Oisquerq	0899.580.572	Belgique	50,00%	50,00%	1.854	1.599	29	-252
Immobilière Du Cerf	0822.485.467	Belgique	33,33%	33,33%	795	53	3.039	-210
Projet T&T	0476.392.437	Belgique	50,00%	50,00%	82.209	80.196	2.182	-267
T&T Entrepôt Royal	0863.090.162	Belgique	50,00%	50,00%	99.302	58.289	6.086	4.739
T&T Entrepôt Public	0863.093.924	Belgique	50,00%	50,00%	20.274	12.217	2.486	330
T&T Parking	0863.091.251	Belgique	50,00%	50,00%	8.735	5.083	517	630
T&T Tréfonds	0807.286.854	Belgique	50,00%	50,00%	3.636	3.170	5	-1
Top Development	35 899 140	Slovaquie	50,00%	50,00%	18.186	9.120	0	957
Holding Groupe Duval ⁽⁵⁾	522734144	France	50,00%	50,00%	72.091	6.963	0	62
Financière Duval	401922497	France	41,14%	41,14%	613.159	506.104	501.116	4.722
Energy & Resources								
Sipef ⁽⁶⁾ (USD 1.000)	0404.491.285	Belgique	26,78%	26,69%	710.095	202.037	291.678	55.627
Telemond Consortium ⁽⁷⁾		Belgique	50,00%	50,00%	69.570	21.481	78.731	6.571
Oriental Quarries & Mines (INR millions)	U10100DL2008PTC181650	Inde	50,00%	50,00%	617	107	380	5
Max Green	0818.156.792	Belgique	18,90%	18,90%	17.879	15.989	157.020	290
Development Capital ⁽⁸⁾								
Amsteldijk Beheer	33.080.456	Pays-Bas	37,00%	37,00%	4.326	3.096	465	-489
Distriplus	0890.091.202	Belgique	37,00%	37,00%	214.848	152.183	247.230	-39
Hertel	33.301.433	Pays-Bas	34,44%	34,44%	413.921	285.266	767.418	-34.356
Manuchar	0407.045.751	Belgique	22,20%	22,20%	449.952	393.543	1.010.521	4.558
Turbo's Hoet Groep	0881.774.936	Belgique	37,00%	37,00%	254.126	166.017	405.553	5.638
Financière Flo ⁽⁵⁾	39.349.570.937	France	33,00%	33,00%	115.016	84.799	0	986
Groupe Flo	09.349.763.375	France	23,56%	23,96%	419.221	253.397	346.843	7.966
Trasys Group	0881.214.910	Belgique	41,94%	41,94%	48.287	26.328	73.185	2.781
Subholdings AvH								
Groupe GIB	0404.869.783	Belgique	50,00%	50,00%	76.203	9.800	0	1.893

3. Les principales filiales et entités contrôlées conjointement qui ne sont pas reprises dans le périmètre de consolidation

(€ 1.000) Nom de la filiale	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Infrastructure								
Algemene Aannemingen Van Laere								
S.C.I. De la Vallee - en liquidation	4384665881	France	100,00%					
Real Estate, Leisure & Senior Care								
Extensa Group								
Beekbaarimo	19.992.223.718	Luxembourg	50,00%	(*)	263	127	0	-19
Subholdings AvH								
BOS	0422.609.402	Belgique	100,00%	(*)	260	2	0	-4

(*) Investissement d'importance mineure

(1) Le 24 décembre 2013, AvH a apporté sa participation de 50% dans DEME dans le capital de CFE dans le cadre d'une augmentation de capital par apport en nature d'une valeur de 550 millions d'euros en échange de l'émission de 12.222.222 nouvelles actions CFE et a racheté 3.066.440 actions CFE à Vinci au prix de 45 euros par action, pour un montant total de 138 millions d'euros. Par cette transaction, CFE acquiert le contrôle total sur DEME, ce qui entraîne la consolidation intégrale de DEME à la fin 2013.

(2) Suite à l'acquisition du contrôle de CFE, les filiales contrôlées conjointement Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy sont consolidées intégralement à la fin 2013.

(3) AvH détient une participation de 78,75% dans Delen Investments SCA. Conformément aux dispositions de la convention d'actionnaires entre AvH et la famille Delen, chaque partenaire a le droit de désigner un gérant statutaire. Les gérants statutaires de Delen Investments SCA décident à l'unanimité des voix.

(4) Dans cette société, plus aucune activité n'est menée, ce qui justifie le maintien à la valeur historique de mise en équivalence.

(5) Chiffres clés non consolidés.

(6) La convention d'actionnaires entre la famille Baron Bracht et AvH débouche sur un contrôle commun de Sipef.

(7) Le consortium est constitué des 3 filiales communes Telemond Holding, Telehold & Henschel Engineering.

(8) L'intégration par mise en équivalence des participations en development capital découle de la modification des règles d'évaluation (voir p. 131 et 137 pour plus de détails).

L'IAS 31 offre le choix d'incorporer les entités contrôlées conjointement dans les comptes consolidés selon la méthode de consolidation proportionnelle ou selon la méthode de mise en équivalence. AvH a opté pour la méthode de mise en équivalence. Les contrôles conjoints découlent de structures ou de conventions d'actionnaires existantes.

Note 4 : entreprises associées

1. Entreprises associées mises en équivalence

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	% d'intérêt 2012	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Infrastructure								
Rent-A-Port								
Ontwikkelingsmaatschappij Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%		18	0	74	0
Zuiderzeehaven		Pays-Bas	12,03%		9.675	4.476	0	0
Port of Duqm (OMR 1.000)		Oman	32,48%		4.072	7.199	1.391	-128
Infra Asia Development (Dinh Vu) (USD 1.000)		Vietnam	31,91%		71.239	26.860	66.851	24.387
Algemene Aannemingen Van Laere								
Lighthouse Parkings	0875.441.034	Belgique	33,33%	33,33%	1.493	47	0	-91
Private Banking								
Banque J.Van Breda & C°								
Finauto	0464.646.232	Belgique	39,38%	39,38%	1.229	974	807	12
Antwerpse Financiële Handelsmaatschappij	0418.759.886	Belgique	39,38%	39,38%	794	188	740	351
Financieringsmaatschappij Definco	0415.155.644	Belgique	39,38%	39,38%	339	16	148	72
Informatica J.Van Breda & C°	0427.908.174	Belgique	31,50%	31,50%	4.609	3.421	9.191	6
Promofi ⁽¹⁾	1998 2205 878	Luxembourg	15,00%	15,00%	70.495	244	0	8.273
Real Estate, Leisure & Senior Care								
Extensa Group ⁽²⁾								
FDC Focsani	201 28 317	Pays-Bas		20,00%				
FDC Deva	341 41 084	Pays-Bas		20,00%				
Bel Rom Sapte	J40.9153.27052008	Roumanie		20,00%				
Bel Rom Patru	J40.9114.26052008	Roumanie		20,00%				
Bel Rom Fifteen	J32.2027.22941925	Roumanie		20,00%				
Energy & Resources								
Sagar Cements (INR millions) ⁽³⁾	L26942AP1981PLC002887	Inde	18,55%	15,68%	6.673	4.151	4.787	-185
Development Capital ⁽⁴⁾								
Atenor	0403.209.303	Belgique	8,82%	8,71%	376.709	271.923	110.133	12.028
Axe Investments	0419.822.730	Belgique	35,77%	35,77%	15.666	53	587	278
Corelio	0415.969.454	Belgique	16,29%	15,20%	283.085	229.664	300.054	-26.660
Euro Media Group	326.752.797	France	16,28%	16,28%	428.606	239.606	301.344	9.425
NMC	0402.469.826	Belgique	22,51%	22,64%	171.389	71.395	197.645	11.852
MediaCore	0428.604.297	Belgique	36,99%	36,99%	22.922	1	0	777
Egemin International								
E+	0864.327.012	Belgique	23,82%	23,82%	974	1.074	2.687	-100

⁽¹⁾ L'influence significative exercée par AvH chez Promofi (85% famille Delen, 15% AvH) résulte des dispositions de la convention d'actionnaires entre AvH et la famille Delen en ce qui concerne la gestion de Finaxis.

⁽²⁾ Les participations minoritaires (20% Extensa) dans les centres commerciaux roumains à Focsani et Deva ont été à nouveau dévalorisées en 2013 et ont ensuite été déconsolidées et reprises dans le poste de bilan 'Immobilisations financières'.

⁽³⁾ Suite à l'achat d'actions supplémentaires en 2013, le pourcentage de participation dans Sagar Cements a augmenté (+2,87%). Le droit d'AvH d'avoir un représentant au C.A. de Sagar Cements et un droit de veto en ce qui concerne, entre autres, les modifications de statuts et l'achat/vente d'activités expliquent pourquoi cette participation est reprise dans le périmètre de consolidation d'AvH.

⁽⁴⁾ L'intégration par mise en équivalence des participations en development capital découle de la modification des règles d'évaluation (voir p. 131 et 137 pour plus de détails).

2. Entreprises associées non reprises selon la méthode de mise en équivalence

(€ 1.000) Nom de l'entreprise associée	Numéro d'entreprise	Siège social	% d'intérêt 2013	Raison de la non reprise dans la consolidation	Total actifs	Total passifs	Chiffre d'affaires	Résultat net
Marine Engineering & Infrastructure								
Algemene Aannemingen Van Laere								
Proffund (2012)	0475.296.317	Belgique	33,33%	^(*)	3.109	2.243	7.473	304
Subholdings AvH								
Nivelinvest	0430.636.943	Belgique	25,00%	^(*)	41.941	33.621	559	-16

^(*) Investissement d'importance mineure.

Note 5 : acquisitions et cessions de filiales

En application de l'accord conclu par AvH et Vinci le 19 septembre 2013, AvH a acquis, le 24 décembre 2013, le contrôle exclusif sur CFE, et par voie de conséquence sur DEME. AvH a acquis 15.288.662 actions CFE, lesquelles représentent 60,39% du capital, via :

- l'achat à Vinci de 3.066.440 actions CFE au prix de 45 euros par action ; et

- une augmentation de capital en nature à hauteur de 550 millions d'euros, dans le cadre de laquelle AvH a apporté 2.269.050 actions DEME dans CFE en échange de 12.222.222 nouvelles actions dans CFE, chaque nouvelle action ayant été souscrite au prix d'émission de 45 euros.

Au terme des deux transactions, AvH détenait une participation de contrôle de 60,39% dans CFE. Suite à ces transactions, la participation de contrôle conjoint détenue par AvH dans DEME (50%) est devenue une participation de contrôle de 60,39%. Au terme des transactions susmentionnées, Vinci détenait une participation de 12,1% dans CFE.

L'acquisition du contrôle au 24 décembre 2013 a comme conséquence qu'AvH consolide intégralement les bilans de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy dans ses états financiers pour 2013. Dans le compte de résultats, étant donné que l'acquisition du contrôle est intervenue quelques jours calendrier avant la fin de l'année, le relèvement du pourcentage de participation dans ces sociétés ne sera appliqué qu'à partir du 1er janvier 2014.

Cette acquisition de contrôle répond à la définition d'une acquisition d'entreprise conformément à l'IFRS 3 'Business combinations'. L'intérêt historique de 50% dans DEME est revalorisé, avec comme conséquence un effet positif dans le compte de résultats, à savoir la différence entre la valeur comptable et les 550 millions d'euros, la valeur à laquelle la participation de DEME est apportée dans CFE. Ensuite, le goodwill sur cette transaction doit être imputé autant que possible aux actifs identifiables de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy.

La mise en application concrète de cette norme IFRS implique ce qui suit :

- La (re)valorisation de l'intérêt historique de 50% dans DEME à 550 millions d'euros conformément à l'accord conclu avec Vinci : cette revalorisation de la participation initiale de 50% dans DEME à 550 millions d'euros aboutit à un bénéfice comptable de 109 millions d'euros dans le compte de résultats consolidé d'AvH pour l'exercice 2013.

Impact sur le résultat (€ 1.000)

Revalorisation de la participation initiale de 50% dans DEME	550.000
Valeur comptable de DEME fin 2013	440.601
	109.399

Le prix de la transaction, à savoir 687,9 millions d'euros, se compose des 550 millions d'euros correspondant à la valeur d'apport des 50% d'actions DEME dans CFE (pas de paiement en espèces) et des 138 millions d'euros payés à Vinci pour l'achat de 3.066.440 actions CFE à 45 euros par action.

La consolidation intégrale de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy entraîne l'inscription d'un goodwill de 252,3 millions d'euros sur DEME et une provision pour risques éventuels de 60,3 millions d'euros en rapport avec les autres activités de CFE.

Etant donné que la transaction a eu lieu fin décembre, les opérations relatives à la valorisation des actifs et obligations identifiables n'ont pas encore été finalisées. L'IFRS 3 prévoit à cet égard un délai d'un an.

Pour être complet, signalons encore qu'à la suite de cette transaction, les participations de contrôle conjoint d'AvH et CFE dans Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy deviennent des participations de contrôle au niveau d'AvH (respectivement 72,18% et 73,15%).

- La juste valeur de l'actif net de Rent-A-Port (45%) et Rent-A-Port Energy (45,6%) est censée correspondre à leur valeur dans les états financiers consolidés d'AvH, si bien qu'aucun résultat de revalorisation sur ces deux participations n'a été reconnu.

La consolidation intégrale de CFE (DEME incluse) et les participations accrues dans Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy ont été intégrées comme suit sur la base de chiffres CFE au 31 décembre 2013 qui ont été adaptés aux règles d'évaluation d'AvH concernant la présentation (par mise en équivalence) des participations sur lesquelles s'applique un contrôle conjoint :

Acquisitions de filiales (€ 1.000)

CFE

Actifs non-courants	2.109.212
Actifs courants	1.766.608
Total actifs	3.875.820
Capitaux propres - part du groupe	1.193.154
Parts des tiers	8.064
Passifs à long terme	885.549
Passifs à court terme	1.789.054
Total des capitaux propres et passifs	3.875.820
Total actifs	3.875.820
Total passifs	-2.674.602
Parts des tiers	-8.064
Actif net	1.193.154
Exclusion des pertes actuarielles plans de pensions à prestations définies, écarts de conversion et réserves de couverture ⁽¹⁾	6.308
Actif net ajusté	1.199.461

	DEME	Rent-A-Port	Rent-A-Port Energy	CFE autres activités	Total
Actif net au 31-12-2013	847.701	23.792	2.439	87.641	
Goodwill sur DEME dans le bilan consolidé de CFE	252.299	0	0	0	
Actif net total	1.100.000	23.792	2.439	87.641	
% d'intérêt CFE	100%	45,00%	45,61%	100%	
	1.100.000	10.707	1.112	87.641	1.199.461
% d'intérêt AvH	60,39%	60,39%	60,39%	60,39%	60,39%
	664.344	6.466	672	52.931	724.414

Actif net total (100% y incl. le goodwill sur DEME dans le bilan consolidé de CFE)	1.199.461
- Provision pour risques éventuels en ce qui concerne les autres activités de CFE	-60.309
Actif net total (100% la base)	1.139.152
Prix d'acquisition (60,39%)	687.990

⁽¹⁾ Les écarts de conversion, pertes actuarielles sur les 'Plans de pensions à prestations définies' et les réserves de couverture ne sont pas pris en considération. Ceci n'entraîne pas d'inexactitude substantielle quant à la détermination du goodwill.

AvH a choisi d'appliquer la méthode 'full goodwill' à ce regroupement d'entreprises.

L'acquisition du contrôle sur CFE et son intégration de la manière décrite ci-dessus entraîne l'inscription d'un goodwill de 252,3 millions d'euros sur DEME et d'une provision pour risques éventuels de 60,3 millions d'euros en rapport avec les autres activités de CFE. Les risques éventuels ont été identifiés à la fois dans les activités de construction et de promotion immobilière.

Si l'acquisition du contrôle de CFE avait été réalisée au 1er janvier 2013, la contribution au résultat net d'AvH se serait élevée à 37 millions d'euros, à savoir 60,39% du résultat net de DEME (109 millions d'euros) et des pertes sur les activités de construction de CFE (-46 millions d'euros) d'une part, et les charges d'intérêts sur le financement externe de 88 millions d'euros (-1,2 million d'euros) d'autre part.

Comme indiqué précédemment, l'acquisition du contrôle sur CFE a comme conséquence que les bilans de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy sont consolidés intégralement au 31/12/2013, ce qui n'était pas encore le cas au 31/12/2012. Comme nous l'avons mentionné à la page précédente, ceci représente un total du bilan de 3.876 millions d'euros. Dans le schéma abrégé (en € 1.000), ceci entraîne une série d'implications :

I. Actifs non-courants	note	2.109.212
Immobilisations incorporelles	1	12.973
Goodwill	2	291.915
Immobilisations corporelles	3	1.512.875
Immeubles de placement		-
Participations mises en équivalence	4	127.859
Immobilisations financières	5	126.122
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		612
Créances à plus d'un an		-
Impôts différés	6	36.857
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		-
II. Actifs courants		1.766.608
Stocks	7	116.012
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	8	151.422
Placements de trésorerie		354
Instruments financiers dérivés à un an au plus		11.160
Créances à un an au plus	9	1.023.617
Impôts sur le résultat à récupérer		-
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	437.334
Comptes de régularisation		26.709
III. Actifs détenus en vue d'être vendus		-
TOTAL ACTIFS		3.875.820

I. Capitaux propres	note	1.201.218
Capitaux propres - part du groupe		1.193.154
Capital souscrit (y incl. prime d'émission)	11	841.337
Réserves consolidées		358.124
Réserves de réévaluation		-6.308
Actions propres (-)		-
Intérêts minoritaires		8.064
II. Passifs à long terme		885.549
Provisions	12	15.039
Obligations en matière de pensions	13	40.543
Impôts différés		18.901
Dettes financières	14	696.293
Instruments financiers dérivés non-courants		16.352
Autres dettes	15	98.421
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		-
III. Passifs à court terme		1.789.054
Provisions	12	34.571
Obligations en matière de pensions		-
Dettes financières	16	336.351
Instruments financiers dérivés courants		16.499
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	8	176.536
Autres dettes à un an au plus	9	1.174.517
Impôts		7.214
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		-
Comptes de régularisation		43.366
IV. Passifs détenus en vue de la vente		-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		3.875.820

1. Les immobilisations incorporelles se composent principalement de concessions chez DEME et de frais de logiciels activés chez CFE.
2. Le poste goodwill comprend notamment le goodwill de 252 millions d'euros sur DEME suite à la récente acquisition du contrôle de DEME. En 2014, le goodwill sur cette transaction doit être imputé autant que possible aux actifs identifiables de DEME. A cela s'ajoute le goodwill de CFE et DEME sur leurs filiales à raison de 20 millions d'euros chacune, ce qui porte l'impact total sur la rubrique goodwill à 292 millions d'euros.
3. Les immobilisations corporelles englobent, pour 1.384 millions d'euros, du matériel et de l'équipement chez DEME. Il s'agit notamment de la flotte (Trailing Suction Hopper Dredgers, Cutter Suction Dredgers, Backhoe Dredgers, Fallpipe Vessels, etc.) affectée par DEME à l'exécution de ses activités. Chez CFE, ce poste comprend du matériel tel qu'excavatrices, camions, etc. utilisé pour les activités de construction, ainsi que plusieurs immeubles de bureaux de l'entreprise.
4. Les 128 millions d'euros correspondant aux participations mises en équivalence comprennent pour plus de la moitié des entreprises dans le périmètre de DEME (les principales étant HGO et C-Power). Ce poste inclut également les intérêts dans Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy tels qu'ils sont repris chez CFE, mais remplacés par la consolidation intégrale de ces entités dans le bilan consolidé d'AvH. Le solde restant concerne principalement la part dans l'actif net des projets immobiliers chez CFE pour lesquels l'entreprise travaille dans le cadre d'un partenariat.
5. Les autres immobilisations financières comprennent le financement lié à un projet PPP pour un nouveau bureau de police à Charleroi, des prêts à d'autres projets immobiliers qui sont repris par la méthode de mise en équivalence et 36 millions d'euros chez DEME, dont 18 millions d'euros de prêts octroyés à des entreprises intégrées par mise en équivalence.
6. Les actifs d'impôts différés proviennent à raison de 26 millions d'euros de DEME, où ce poste concerne principalement les crédits d'impôts qui sont créés lors de l'acquisition de nouveaux navires et qui sont repris dans le résultat au prorata des amortissements sur ces investissements. Le solde concerne des actifs d'impôts différés chez CFE.
7. Les stocks de DEME (30 millions d'euros) englobent principalement des pièces de rechange pour la flotte (p. ex. dents de désintégrateur). Le solde comprend notamment les projets de promotion immobilière en cours chez CFE.
8. Les commandes en cours d'exécution pour des clients sont reprises au bilan sous les rubriques 'contrats de constructions', tant à l'actif qu'au passif. Les projets en cours sont évalués selon la méthode 'Percentage of Completion', le résultat étant pris en compte au prorata de l'avancement des travaux.
9. Le niveau des créances à court terme est en proportion des autres dettes à court terme. Ceci concerne respectivement des créances sur clients et des dettes commerciales dans le cadre des activités courantes.
10. Les valeurs disponibles acquises concernent principalement la trésorerie de DEME qui, fin 2013, s'établissait à 310 millions d'euros.
11. Le capital au 31 décembre 2013 se compose de 25.314.482 actions ordinaires sans mention de valeur nominale. Le montant des primes d'émission s'élève à 800 millions d'euros et trouve principalement son origine dans l'apport de 50% de DEME par Ackermans & van Haaren le 24/12/2013, valorisé au cours boursier de l'action CFE le jour de l'apport (61,97 euros).
12. Les provisions sont quasiment entièrement imputables à CFE, qui constitue entre autres des provisions pour services après vente, litiges et autres risques.
13. Ce poste est, pour 32 millions d'euros, à mettre au compte de DEME, qui a un important plan de pension à prestations définies pour ses collaborateurs. Vu le grand nombre de bénéficiaires, ceci implique également un important engagement à long terme.
14. Les dettes financières à long terme proviennent, pour 619 millions d'euros, de chez DEME. Cette dette se compose, à raison de 200 millions d'euros, de l'emprunt obligataire émis en 2013 et de crédits à long terme utilisés pour le financement de la flotte. Le solde concernant CFE porte sur différents financements pour des projets immobiliers.
15. Outre les financements accordés par des clients, ce poste comprend aussi des valeurs de fonds propres négatives d'un certain nombre de participations et partenariats qui sont repris selon la méthode de mise en équivalence.
16. Outre les 240 millions d'euros de dettes à court terme chez DEME, dont la plus grande partie concerne les dettes à long terme qui échoient dans l'année, ce poste comprend également l'emprunt obligataire émis par CFE à concurrence de 100 millions d'euros, lequel doit être repris sous les dettes à court terme étant donné que les titulaires de cette obligation peuvent demander le remboursement anticipé suite à la modification du contrôle sur CFE.

Note 5 (suite) : autres acquisitions et cessions de filiales

(€ 1.000)	2013	2012
Actifs non-courants	46.897	1.979
Actifs courants	2.358	916
Total actifs	49.255	2.896
Capitaux propres - part du groupe	11.505	2.144
Part des tiers	0	0
Passifs à long terme	35.807	23
Passifs à court terme	1.943	729
Total des capitaux propres et passifs	49.255	2.896
Total actifs	49.255	2.896
Total passifs	-37.750	-751
Part des tiers	0	0
Actif net	11.505	2.144
Goodwill net	2.546	605
Prix d'acquisition	14.051	2.749

Le 2 décembre 2013, Leasinvest Real Estate, via sa filiale à 100% Leasinvest Immo Lux, a acquis 100% des parts d'Orli Lux sarl, laquelle est propriétaire d'un immeuble commercial de plus de 12.000 m² avec 475 emplacements de parking, situé dans la périphérie de la ville de Luxembourg et donné en location pour 10 ans au groupe allemand d'articles de bricolage Hornbach. Le prix d'acquisition était de 1 euro. Le prix d'acquisition de 1 euro est justifié par une 'enterprise value' d'environ 25 millions d'euros laquelle donne après déduction des dettes une valeur en fonds propres de 1 euro. Si le regroupement d'entreprises ci-dessus s'était produit au 1er janvier 2013, l'impact aurait été de 1,7 million d'euros sur les revenus locatifs et de 0,9 million d'euros sur le résultat net courant.

Anima Care a fait l'acquisition en 2013 de deux maisons de repos et de soins (à La Hulpe et Awans) via le rachat de 100% des parts de Résidence St James sprl et Château d'Awans sa, respectivement. Ces deux établissements ont contribué pour 6 mois aux résultats d'Anima Care. La contribution au résultat net consolidé de 2013 a atteint 0,1 million d'euros. Si les sociétés avaient été reprises dans la consolidation à partir du 1er janvier 2013, la contribution au résultat net aurait été de 0,2 million d'euros. Sur base annuelle, ces deux maisons de repos et de soins réalisent un chiffre d'affaires de 9,0 millions d'euros.

D'autre part, la Banque J.Van Breda & C° a acheté en juillet 2013 la S.A. Axemia, une "application development company" qui emploie 7 personnes.

En 2012, Anima Care a fait l'acquisition de 3 maisons de repos et de soins (Auderghem, Braine-l'Alleud et Angleur).

Note 6 : information sectorielle - compte de résultats 2013

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure, Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2013
Produits	141.725	170.926	99.879	168	107.630	4.747	-3.324	521.752
Prestations de services	13.870		27.409	156		4.293	-3.178	42.550
Produits provenant des leasings		8.759	1.741					10.500
Produits immobiliers	347		54.681					55.028
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		125.958						125.958
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		31.601						31.601
Produits provenant des contrats de construction	124.527		10.702		105.040			240.269
Autres produits des activités ordinaires	2.982	4.608	5.344	12	2.590	454	-146	15.845
Autres produits opérationnels	174	155	1.753	0	801	2.680	-1.206	4.356
Intérêts sur créances immobilisations financières	174		62		787	429	-156	1.297
Dividendes		155	1.690		14	1.119		2.978
Subventions de l'état								0
Autres produits opérationnels						1.131	-1.050	81
Charges opérationnelles (-)	-136.999	-128.934	-62.816	-5.636	-114.570	-12.605	4.374	-457.187
Matières premières et consommables utilisées (-)	-83.630		-15.098		-52.728			-151.456
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisés (-)	8		-756		379			-369
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-57.951						-57.951
Frais de personnel (-)	-26.207	-39.718	-20.011		-36.692	-3.545		-126.172
Amortissements (-)	-4.391	-4.332	-1.857		-2.443	-640		-13.663
Réductions de valeur (-)	-284	-1.501	-3.543	-5.537	-6.081			-16.945
Autres charges opérationnelles (-)	-22.496	-25.438	-21.241	-98	-17.567	-8.420	4.374	-90.887
Provisions		6	-311		561			257
Résultat opérationnel	4.901	42.147	38.815	-5.469	-6.138	-5.178	-156	68.921
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	2.652	1.861	0	12	0	0	4.525
Development capital					12			12
Actifs financiers détenus à des fins de trading		64						64
Immeubles de placement			883					883
Instruments financiers dérivés		2.588	977					3.565
Profit (perte) sur cessions d'actifs	197	1.933	752	0	45.927	85	0	48.894
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	197	-49	473		2	-1		622
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement			256					256
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières					45.925	86		46.011
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		1.982	23					2.005
Produits financiers	367	25	3.259	13	1.276	520	-315	5.145
Revenus d'intérêt	143	25	2.404	13	875	520	-315	3.665
Autres produits financiers	224		854		401			1.480
Charges financières (-)	-983	0	-16.223	-4	-1.213	-3.589	470	-21.542
Charges d'intérêt (-)	-854		-10.139		-894	-549	470	-11.966
Autres charges financières (-)	-129		-6.084	-4	-319	-3.040		-9.576
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	62.094	76.501	8.527	13.377	-8.093	928		153.333
Autres produits non-opérationnels	0	0	0	0	0	109.399		109.399
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	0	0	0	0	0		0
Résultat avant impôts	66.576	123.257	36.990	7.917	31.771	102.165	0	368.676
Impôts sur le résultat	-1.712	-15.255	-2.724	-6	-1.414	125	0	-20.985
Impôts différés	-236	-5.361	-1.883		-188	177		-7.491
Impôts	-1.476	-9.894	-841	-6	-1.226	-51		-13.495
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	64.864	108.002	34.266	7.911	30.357	102.290	0	347.690
Résultat après impôts des activités abandonnées	0	0	0	0	0	0		0
Résultat de l'exercice	64.864	108.002	34.266	7.911	30.357	102.290	0	347.690
Part des tiers	5.122	23.549	18.503	-796	7.411	0		53.790
Part du groupe	59.742	84.453	15.763	8.707	22.946	102.290		293.901

Commentaire sur l'information sectorielle - compte de résultats 2013

Le bénéfice opérationnel s'établit à 68,9 millions d'euros, soit un niveau comparable à celui de l'année précédente (70,6 millions d'euros). Il faut noter à cet égard que le résultat opérationnel est en forte progression dans les segments Private Banking et Real Estate, Leisure & Senior Care. Ceci reflète la bonne marche des affaires à la Banque J. Van Breda & C° et chez Leasinvest Real Estate, alliée au redressement de la rentabilité des activités de promotion immobilière d'Extensa. Les contributions des segments Energy & Resources et Development Capital sont par contre moins élevées, en raison notamment d'une série de réductions de valeur exceptionnelles imputées sur Max Green, Sagar Cements et Euro Media Group.

Suite à la modification des règles d'évaluation en ce qui concerne les participations de Sofinim dans le segment Development Capital, lesquelles sont intégrées, à partir de 2013, par mise en équivalence et non plus selon une approche de type 'juste valeur', la contribution de ce segment est désormais reprise essentiellement sous les mises en équivalence, alors qu'auparavant cela se faisait par ajustement de la juste valeur. L'ajustement à la valeur de marché des instruments financiers dérivés se révèle positif en 2013. Ceci concerne des instruments utilisés pour couvrir les risques d'intérêts à la Banque J. Van Breda & C° et chez Leasinvest Real Estate.

Les plus-values réalisées sont sensiblement plus élevées en 2013 que l'année précédente. Ceci est dû avant tout à la plus-value de 46,0 millions d'euros obtenue par Sofinim sur la vente de sa participation dans Spano Group au premier trimestre 2013.

La part du bénéfice des entreprises mises en équivalence génère toujours, en 2013, une contribution très importante au résultat. Sur cette ligne sont regroupées les contributions de participations telles que DEME, Delen Investments, Sipef, Rent-A-Port et d'autres. Depuis 2013, la contribution de toutes les participations du segment Development Capital est reprise ici également, à l'exception d'Egemin International dont AvH détient le contrôle exclusif et qui est par conséquent consolidée intégralement.

Sous les 'Autres produits non-opérationnels' est repris en 2013, pour un montant de 109,4 millions d'euros, l'effet de la revalorisation de la participation de 50% qu'AvH détenait dans DEME. Suite à l'acquisition du contrôle sur CFE au 24 décembre 2013, lors de laquelle cette participation a été apportée dans CFE, AvH est passée d'une situation de contrôle conjoint sur DEME à un contrôle exclusif. Conformément aux règles IFRS, AvH devait à ce moment-là revaloriser sa participation dans DEME, ce qui a été fait sur la base de la valeur de 550 millions d'euros fixée dans le cadre de la transaction avec Vinci (qui est aussi la valeur d'apport de la participation DEME dans CFE).

Marine Engineering & Infrastructure : contribution au résultat du groupe AvH : 59,7 millions d'euros

DEME (AvH 50%) fournit, avec 53,7 millions d'euros, la contribution la plus importante dans ce secteur. La contribution de DEME est encore reprise par la méthode de mise en équivalence en 2013 car DEME est une participation sur laquelle AvH a exercé un contrôle conjoint jusque fin 2013. En conséquence, la contribution totale de DEME au résultat est regroupée sous la ligne 'quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence'. A partir de 2014, la participation dans DEME sera consolidée intégralement dans le compte de résultats suite à l'acquisition du contrôle exclusif sur DEME à la fin de l'année 2013. Ceci vaut également pour Rent-A-Port (45%) et Rent-A-Port Energy (45,6%) qui, après l'acquisition du contrôle sur CFE, seront donc aussi consolidées intégralement. Les comptes consolidés d'Algemene Aannemingen Van Laere (AvH 100%) et de la Société Nationale de Transport par Canalisations (AvH 75%) sont repris par consolidation intégrale.

Private Banking : contribution au résultat du groupe AvH : 84,5 millions d'euros

Le groupe Finaxis (AvH 78,75%), dans lequel sont reprises les contributions des groupes bancaires Delen Investments CVA et Banque J. Van Breda & C°, représente la part du lion dans le secteur 'Private Banking'. La Banque J. Van Breda & C°, via Finaxis, est consolidée intégralement, tandis que les résultats de Delen Investments sont intégrés par la méthode de mise en équivalence. Le groupe d'assurances ASCO-BDM (AvH 50%) est également consolidé par la méthode de mise en équivalence.

Real Estate, Leisure & Senior Care : contribution au résultat du groupe AvH : 15,8 millions d'euros

La sicaif immobilière Leasinvest Real Estate ou LRE (AvH 30,01%) relève, en fonction de la convention d'actionnaires conclue entre Axa Belgium et Extensa, du pouvoir de contrôle exclusif d'Extensa et est par conséquent reprise intégralement dans la consolidation. Ensuite les comptes consolidés d'Extensa (AvH 100%) et d'Anima Care (AvH 100%) sont repris par consolidation intégrale tandis que le Groupe Financière Duval (AvH 41,1%) est repris selon la méthode de mise en équivalence.

Energy & Resources : contribution au résultat du groupe AvH : 8,7 millions d'euros

Sipef (26,8%), Oriental Quarries & Mines (50%), Max Green (18,9%) et le Groupe Telemond (50%) sont des participations détenues via un co-contrôle et, par conséquent, sont reprises selon la méthode de mise en équivalence. La participation minoritaire dans Sagar Cements (18,6%) est également traitée de cette manière dans les comptes consolidés d'AvH.

Development Capital : contribution au résultat du groupe AvH : 22,9 millions d'euros

AvH est actif dans le 'Development Capital' par l'intermédiaire de Sofinim (participation minoritaire de 26% détenue par NPM-Capital) d'une part, et de GIB (participation conjointe avec la Compagnie Nationale à Portefeuille) d'autre part.

AvH & subholdings : contribution au résultat du groupe AvH : 102,3 millions d'euros

Outre les frais de fonctionnement, la contribution d'AvH & subholdings est influencée en grande partie par la réalisation ou non de plus-values sur les ventes d'actions et par les frais de transaction.

Ensuite nous référons à l'annexe séparée 'Chiffres clés 2013' dans laquelle les résultats par secteur sont décrits en détail.

Note 6 : information sectorielle - actifs 2013

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure, Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2013
I. Actifs non-courants	2.154.096	3.232.222	957.985	152.153	385.068	63.044	-8.157	6.936.411
Immobilisations incorporelles	12.989	9.502	9.903		947	96		33.437
Goodwill	293.805	137.103	6.058					436.967
Immobilisations corporelles	1.542.457	33.156	72.745		21.198	11.147		1.680.703
Immeubles de placement	2.749		697.498					700.247
Participations mises en équivalence	135.998	479.396	97.867	152.153	268.132	3.445		1.136.991
Immobilisations financières	126.533	87	47.212		89.373	44.232	-8.157	299.280
Participations development capital								0
Participations disponibles à la vente	4.895	1	47.188		28	31.072		83.184
Créances et cautionnements	121.638	86	24		89.345	13.160	-8.157	216.096
Instruments financiers dérivés à plus d'un an	612	961	767					2.340
Créances à plus d'un an	1.441	88.163	25.105		5.040	2.261		122.010
Créances commerciales	44							44
Créances location-financement		88.163	24.943					113.106
Autres créances	1.397		162		5.040	2.261		8.860
Impôts différés	37.512	17.563	829		378	1.863		58.146
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		2.466.291						2.466.291
II. Actifs courants	1.876.690	1.791.440	128.358	3.762	204.611	88.639	-153.940	3.939.559
Stocks	119.221		16.227		2.017			137.466
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	155.015		15.658		7.291			177.964
Placements de trésorerie	354	640.773	30		495	23.609		665.262
Actifs financiers disponibles à la vente		640.773	30		495	23.609		664.908
Actifs financiers détenus à des fins de trading	354							354
Instruments financiers dérivés à un an au plus	11.160	990						12.150
Créances à un an au plus	1.100.388	60.541	72.201	3.697	143.194	13.075	-153.801	1.239.296
Créances commerciales	1.065.343		19.176		16.428	3.444	-3.310	1.101.082
Créances location-financement		41.582	425					42.007
Autres créances	35.045	18.959	52.600	3.697	126.766	9.631	-150.491	96.207
Impôts sur le résultat à récupérer	16		1.154		130	482		1.782
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		903.709						903.709
Banques - créances sur les établissements de crédit		59.706						59.706
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		841.457						841.457
Banques - créances sur des banques centrales		2.546						2.546
Trésorerie et équivalents de trésorerie	463.754	180.936	20.784	64	50.476	50.994		767.009
Dépôts à terme à trois mois au plus	26.476		10.881		31.423	46.412		115.192
Valeurs disponibles	437.278	180.936	9.904	64	19.053	4.581		651.817
Comptes de régularisation	26.781	4.490	2.303	1	1.007	479	-139	34.921
III. Actifs détenus en vue d'être vendus			11.544					11.544
TOTAL ACTIFS	4.030.786	5.023.662	1.097.887	155.915	589.679	151.683	-162.097	10.887.514

(€ 1.000)	Marine Engineering & Infrastructure	Private Banking	Real Estate, Leisure, Senior Care	Energy & Resources	Development Capital	AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2013
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma								
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	1.772.419	433.533	292.740	104.001	764.962	4.346	-3.230	3.368.770
Autres pays en Europe	86.745	331	7.783	15.472	57.117			167.447
Pays en dehors de l'Europe	1.819.439			35.050	278.151			2.132.640
TOTAL	3.678.602	433.864	300.523	154.524	1.100.230	4.346	-3.230	5.668.858

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p. 141-145. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement. Suite à l'acquisition du contrôle de CFE, tant le chiffre d'affaires de CFE que celui de DEME ont été repris à 100%.

Note 6 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2013

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure & Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2013
I. Capitaux propres	1.214.559	1.055.162	448.792	155.905	533.532	-130.589		3.277.362
Capitaux propres - part du groupe	750.480	862.213	214.081	154.793	400.565	-130.593		2.251.539
Capital souscrit						113.907		113.907
Capital						2.295		2.295
Prime d'émission						111.612		111.612
Réserves consolidées	755.878	855.721	213.732	164.782	403.678	-253.084		2.140.707
Réserves de réévaluation	-5.398	6.493	349	-9.989	-3.113	27.276		15.616
Titres disponibles à la vente		6.325	4.477	46	2.577	26.355		39.780
Réserves de couverture	-327	-1.157	-4.591		-286			-6.361
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	-3.674	-62		-180	-587	921		-3.582
Ecart de conversion	-1.397	1.386	463	-9.855	-4.817			-14.220
Actions propres (-)						-18.692		-18.692
Intérêts minoritaires	464.079	192.949	234.711	1.112	132.968	4		1.025.823
II. Passifs à long terme	970.570	808.291	401.425		11.133	88.876	-8.157	2.272.138
Provisions	75.552	33	4.919		885			81.388
Obligations en matière de pensions	41.356	3.020			42	118		44.535
Impôts différés	23.469	1.228	11.540		658	769		37.664
Dettes financières	715.290		364.116		8.861	87.990	-8.157	1.168.098
Emprunts bancaires	489.756		260.465			87.990		838.211
Emprunts obligataires	199.639		95.767					295.405
Emprunts subordonnés	483		7.690				-5.000	3.173
Contrats de location-financement	17.881		5		8.861			26.746
Autres dettes financières	7.531		189				-3.157	4.563
Instruments financiers dérivés non-courants	16.427	3.938	18.568					38.933
Autres dettes	98.476	5.964	2.283		687			107.411
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		794.108						794.108
Banques - dépôts des établissements de crédit		832						832
Banques - dépôts des clients		715.368						715.368
Banques - titres de créances, y compris les obligations		8						8
Banques - dettes subordonnées		77.900						77.900
III. Passifs à court terme	1.845.657	3.160.208	247.670	9	45.014	193.396	-153.940	5.338.014
Provisions	34.571		88					34.658
Obligations en matière de pensions		208						208
Dettes financières	340.089		215.656		1.380	188.584	-149.491	596.218
Emprunts bancaires	134.407		77.684					212.091
Emprunts obligataires	100.000							100.000
Contrats de location-financement	4.006		7		1.380			5.393
Autres dettes financières	101.675		137.965			188.584	-149.491	278.733
Instruments financiers dérivés courants	16.499	1.877						18.376
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	180.073				14.109			194.181
Autres dettes à un an au plus	1.221.232	24.823	20.773	7	26.179	3.993	-1.980	1.295.027
Dettes commerciales	1.025.726	5	10.094	7	17.092	778	-980	1.052.723
Avances reçues	1.837							1.837
Dettes salariales et sociales	132.709	8.478	3.029		7.975	2.559		154.750
Autres dettes	60.960	16.340	7.650		1.112	655	-1.000	85.717
Impôts	9.072	6.365	905		350	8		16.701
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		3.123.241						3.123.241
Banques - dépôts des établissements de crédit		105.488						105.488
Banques - dépôts des clients		2.883.169						2.883.169
Banques - titres de créances, y compris les obligations		128.011						128.011
Banques - dettes subordonnées		6.573						6.573
Comptes de régularisation	44.121	3.694	10.248	3	2.996	811	-2.469	59.403
IV. Passifs détenus en vue de la vente								0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4.030.786	5.023.662	1.097.887	155.915	589.679	151.683	-162.097	10.887.514

Note 6 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2013

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure & Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 & 6 AvH, subhold. & Development Capital	Eliminations entre secteurs	Total 2013
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	18.646	24.607	26.743	243	101.546		171.784
Résultat opérationnel	4.901	42.147	38.815	-5.469	-11.316	-156	68.921
Dividendes des participations mises en équivalence	183	20.546		1.661	24.591		46.980
Autres produits (charges) non-opérationnels							0
Impôts sur le résultat	-1.712	-15.255	-2.724	-6	-1.288		-20.985
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	4.391	4.332	1.857		3.083		13.663
Réductions de valeur	284	1.514	3.543	5.537	6.081		16.958
Paielements fondés sur des actions	29	683	221		428		1.362
Augmentation (diminution) des provisions		220	318		-561		-23
Augmentation (diminution) des impôts différés	236	5.361	1.883		11		7.491
Autres charges (produits) non cash	-93	7.328	382		386		8.003
Cashflow	8.218	66.876	44.294	1.724	21.414	-156	142.369
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	208	264.856	-12.334	2.066	4.113	-37	258.873
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-1.104		8.015		-318		6.593
Diminution (augmentation) des créances	-80	-4.331	-14.334	2.107	3.980	-37	-12.695
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-139.703					-139.703
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	1.514	-2.441	149	-38	-506		-1.322
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		411.402					411.402
Diminution (augmentation) autre	-121	-71	-6.164	-3	958		-5.402
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	8.426	331.732	31.960	3.790	25.527	-193	401.242
Investissements	-144.631	-532.508	-147.060	-1.433	-63.943	5.000	-884.575
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-6.454	-6.867	-24.323		-2.235		-39.879
Acquisitions d'immeubles de placement			-101.873				-101.873
Acquisitions d'immobilisations financières	-137.990	-1.160	-20.864	-1.433	-3.818		-165.265
Nouveaux emprunts accordés	-187	-34	-1		-57.490	5.000	-52.712
Acquisitions de placements de trésorerie		-524.447			-399		-524.846
Désinvestissements	385	388.274	30.367		135.657		554.683
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	361	126	1.011		110		1.608
Cessions d'immeubles de placement			28.915				28.915
Cessions d'immobilisations financières	24		99		106.944		107.067
Remboursements d'emprunts accordés					28.325		28.325
Cessions de placements de trésorerie		388.148	342		278		388.768
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-144.246	-144.234	-116.693	-1.433	71.715	5.000	-329.892
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	143	25	2.404	13	1.148	-68	3.665
Charges d'intérêt	-854		-10.139		-1.197	224	-11.966
Autres produits (charges) financiers	96		-5.684	-4	-2.958		-8.551
Diminution (augmentation) des actions propres					-3.048		-3.048
Augmentation (diminution) des dettes financières	-2.372		50.064		88.915	-4.963	131.644
Répartition du bénéfice					-55.349		-55.349
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-1.174	-31.193	-12.491	-3.800	25.367		-23.290
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-4.161	-31.168	24.155	-3.791	52.879	-4.807	33.106
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-139.981	156.330	-60.578	-1.435	150.120		104.456
Transferts entre secteurs	137.990		10.942	1.264	-150.196		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation	447.099		1.235				448.334
Augmentation de capital de Leasinvest Real Estate (part des tiers)			41.976				41.976
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			467	-8			459
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	463.754	180.936	20.784	64	101.470		767.009

Commentaire sur l'information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2013

Le cashflow sur l'année 2013 s'est établi à 142,4 millions d'euros, ce qui représente une forte hausse comparativement aux 67,5 millions d'euros de 2012. L'augmentation se situe principalement dans les segments Private Banking et Real Estate, Leisure & Senior Care. Cette progression témoigne de la bonne marche des affaires dans ces segments. Par ailleurs, le cashflow de la Banque J. Van Breda & C° a été influencé négativement, en 2012, par la cotisation spéciale unique payée pour la sortie d'ABK bank du réseau du Crédit Professionnel.

La diminution des fonds de roulement est liée à l'accroissement des dettes bancaires sous la forme de dépôts reçus et de dettes interbanques à la Banque J. Van Breda & C°, qui s'est révélé plus important que l'augmentation de l'octroi de crédits.

Les investissements ont atteint 884,6 millions d'euros en 2013 et se répartissent entre de nombreuses composantes du groupe. Leasinvest Real Estate a étendu son portefeuille immobilier avec, entre autres, l'achat d'immeubles commerciaux supplémentaires au Grand-Duché de Luxembourg. Ces investissements ont été financés pour partie via une augmentation de capital et pour partie via des dettes à long terme sous la forme de deux emprunts obligataires. Anima Care a poursuivi sa croissance par l'acquisition des parts de 2 maisons de repos et par le biais de 4 projets de construction qui étaient en cours d'exécution en 2013. Sofinim, conjointement avec NPM Capital, a renforcé les fonds propres de Hertel à raison de 75 millions d'euros, comme cela avait été annoncé début 2013. Dans le segment Marine Engineering & Infrastructure, l'achat de 3.066.440 actions CFE à Vinci a été repris pour un montant de 138,0 millions d'euros. Cette acquisition a été financée à concurrence de 50 millions d'euros avec des valeurs disponibles chez AvH & subholdings ; pour le solde de 88 millions d'euros, une dette financière a été reprise à moyen terme.

Parmi les principaux désinvestissements, il convient de mentionner la vente par Sofinim de la participation dans Spano Group au cours du premier trimestre. Leasinvest Real Estate a poursuivi en 2013 sa stratégie consistant à vendre certaines propriétés de moindre importance stratégique.

L'achat et la vente de placements de trésorerie par la Banque J. Van Breda & C° s'inscrivent dans la gestion normale du portefeuille de la banque.

Après l'acquisition du contrôle sur DEME, CFE et Rent-A-Port, la position de trésorerie a augmenté de 447 millions d'euros suite à la modification de la méthode de consolidation et du périmètre de consolidation.

Evolution de la trésorerie du groupe AvH 2009-2013⁽¹⁾

€ millions	2013	2012	2011	2010	2009
Actions propres ⁽²⁾	21,2	18,4	18,8	17,8	15,4
Autres investissements					
- Actions en portefeuille	23,6	20,0	18,8	26,6	28,8
- Dépôts à terme	73,3	82,3	72,6	77,3	89,4
Liquidités	6,4	6,5	1,9	1,2	2,8
Dettes financières	-127,6	-39,3	-39,1	-45,1	-14,3
Position de trésorerie nette	-3,1	87,9	73,0	77,7	122,1

⁽¹⁾ Comprend la trésorerie et les dettes financières envers des institutions de crédit et envers des marchés financiers, des subholdings consolidés incluses dans les secteurs 'AvH & subholdings' et 'Development Capital', ainsi que la trésorerie de GIB (50%) et de Finaxis.

⁽²⁾ Dans la mesure où les actions propres sont conservées pour la couverture des obligations en matière d'options, la valeur des actions propres est déterminée sur cette base.

Note 6 : information sectorielle - actifs 2012

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure, Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2012*
I. Actifs non-courants	433.360	2.959.533	785.796	155.342	382.646	46.591		4.763.268
Immobilisations incorporelles	23	7.106	5.093		1.005			13.227
Goodwill	1.890	137.770	2.579					142.239
Immobilisations corporelles	27.597	31.764	42.714		21.584	11.756		135.416
Immeubles de placement	2.749		581.732					584.481
Participations mises en équivalence	395.512	428.667	89.470	155.342	284.551	2.499		1.356.041
Immobilisations financières	4.815	52	37.014		70.339	29.142		141.362
Participations development capital								0
Participations disponibles à la vente	459	1	36.993		76	26.066		63.594
Créances et cautionnements	4.356	51	21		70.263	3.076		77.768
Instruments financiers dérivés à plus d'un an		548	647					1.195
Créances à plus d'un an	132	85.671	25.506		4.500	1.323		117.133
Créances location-financement		85.671	25.368					111.039
Autres créances	132		138		4.500	1.323		6.093
Impôts différés	642	20.945	1.040		667	1.870		25.165
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à plus d'un an		2.247.010						2.247.010
II. Actifs courants	98.211	1.595.588	127.623	6.048	134.103	111.860	-95.433	1.978.000
Stocks	2.628		16.823		3.192			22.644
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	3.397		23.078		13.233			39.708
Placements de trésorerie		519.759	304		414	20.014		540.491
Actifs financiers disponibles à la vente		517.239	304		414	20.014		537.971
Actifs financiers détenus à des fins de trading		2.520						2.520
Instruments financiers dérivés à un an au plus		2.437						2.437
Créances à un an au plus	73.456	58.417	58.967	5.804	91.972	12.637	-95.422	205.832
Créances commerciales	49.729		14.673	30	24.269	3.265	-2.564	89.403
Créances location-financement		40.323	397					40.720
Autres créances	23.727	18.094	43.897	5.774	67.703	9.372	-92.858	75.709
Impôts sur le résultat à récupérer	12	209	1.116		582	232		2.151
Banques - créances sur établissements de crédit et clients à un an au plus		986.063						986.063
Banques - créances sur les établissements de crédit		63.521						63.521
Banques - prêts et créances (contrats de location-financement exclus)		919.546						919.546
Banques - créances sur des banques centrales		2.996						2.996
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18.646	24.607	26.743	243	23.018	78.528		171.784
Dépôts à terme à trois mois au plus	1.733		17.361		9.193	72.690		100.977
Valeurs disponibles	16.913	24.607	9.382	243	13.825	5.838		70.807
Comptes de régularisation	71	4.096	592	1	1.692	449	-11	6.889
III. Actifs détenus en vue d'être vendus			21.701		58.917			80.618
TOTAL ACTIFS	531.572	4.555.121	935.120	161.390	575.666	158.451	-95.433	6.821.885

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

(€ 1.000)	Marine Engineering & Infrastructure	Private Banking	Real Estate, Leisure, Senior Care	Energy & Resources	Development Capital	AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2012
Information sectorielle - chiffre d'affaires pro forma								
Chiffre d'affaires pays-membre de l'Union européenne	610.197	397.423	276.247	96.110	862.233	4.340	-3.214	2.243.335
Autres pays en Europe	39.125	325	11.874	14.644	97.325			163.294
Pays en dehors de l'Europe	501.092			46.865	353.156			901.113
TOTAL	1.150.414	397.748	288.121	157.619	1.312.714	4.340	-3.214	3.307.741

Le chiffre d'affaires pro forma comprend le chiffre d'affaires de toutes les participations détenues par le groupe AvH et diffère, par conséquent, du chiffre d'affaires mentionné dans la consolidation IFRS légale, établie sur la base du périmètre de consolidation décrit à la p. 141-145. Dans cette présentation pro forma, toutes les participations de contrôle exclusif sont reprises intégralement, les autres participations étant reprises proportionnellement.

Note 6 : information sectorielle - capitaux propres et passifs 2012

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure & Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2012*
I. Capitaux propres	455.727	1.002.041	362.501	161.339	509.721	22.902		2.514.231
Capitaux propres - part du groupe	449.061	807.039	183.311	158.324	382.633	22.899		2.003.267
Capital souscrit						113.907		113.907
Capital						2.295		2.295
Prime d'émission						111.612		111.612
Réserves consolidées	464.579	797.723	187.552	161.882	385.172	-91.038		1.905.870
Réserves de réévaluation	-15.518	9.316	-4.241	-3.558	-2.539	16.684		145
Titres disponibles à la vente		10.674	3.789	46	2.392	16.726		33.626
Réserves de couverture	-17.426	-2.862	-7.120		-713			-28.121
Ecart actuariels plans de pensions à prestations définies	-3.751	-361			-1.042	-42		-5.196
Ecart de conversion	5.660	1.865	-910	-3.604	-3.176			-165
Actions propres (-)						-16.655		-16.655
Intérêts minoritaires	6.666	195.002	179.189	3.015	127.088	4		510.964
II. Passifs à long terme	22.172	774.996	307.920		12.477	633		1.118.198
Provisions	203	289	3.945		1.446			5.884
Obligations en matière de pensions	846	3.180			12	157		4.195
Impôts différés	4.277	1.207	4.535		735	457		11.211
Dettes financières	16.246		269.960		10.097	19		296.321
Emprunts bancaires	16.243		268.551					284.794
Emprunts subordonnés			1.190					1.190
Contrats de location-financement	3		12		10.097	19		10.131
Autres dettes financières			207					207
Instruments financiers dérivés non-courants	284	9.580	27.917					37.781
Autres dettes	316	4.295	1.562		187			6.360
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		756.445						756.445
Banques - dépôts des clients		670.444						670.444
Banques - titres de créances, y compris les obligations		5.206						5.206
Banques - dettes subordonnées		80.795						80.795
III. Passifs à court terme	53.673	2.778.084	264.699	51	53.468	134.915	-95.433	3.189.456
Provisions			114					114
Obligations en matière de pensions		180						180
Dettes financières	3.882		228.850		1.246	130.937	-91.858	273.057
Emprunts bancaires	3.881		128.077					131.958
Contrats de location-financement	1		6		1.246	17		1.270
Autres dettes financières			100.766			130.920	-91.858	139.829
Instruments financiers dérivés courants		9.506						9.506
Montant dû aux clients pour des contrats de construction	3.854				21.544			25.398
Autres dettes à un an au plus	44.999	9.896	19.325	46	27.669	3.578	-1.618	103.894
Dettes commerciales	39.734		9.138	45	17.251	475	-618	66.025
Avances reçues	2.058		72					2.130
Dettes salariales et sociales	2.715	8.685	2.705	1	6.841	2.225		23.172
Autres dettes	492	1.211	7.410		3.577	877	-1.000	12.567
Impôts	590	8.317	666		281	7		9.860
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		2.745.651						2.745.651
Banques - dépôts des établissements de crédit		68.647						68.647
Banques - dépôts des clients		2.657.500						2.657.500
Banques - titres de créances, y compris les obligations		12.994						12.994
Banques - dettes subordonnées		6.510						6.510
Comptes de régularisation	348	4.534	15.744	5	2.727	394	-1.958	21.795
IV. Passifs détenus en vue de la vente								0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	531.572	4.555.121	935.120	161.390	575.666	158.451	-95.433	6.821.885

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Note 6 : information sectorielle - compte de résultats 2012

(€ 1.000)	Secteur 1 Marine Engineering & Infrastructure	Secteur 2 Private Banking	Secteur 3 Real Estate, Leisure, Senior Care	Secteur 4 Energy & Resources	Secteur 5 Development Capital	Secteur 6 AvH & subholdings	Eliminations entre secteurs	Total 2012*
Produits	184.400	178.337	82.088	178	109.790	4.635	-3.300	556.128
Prestations de services	15.929		20.522	178		4.288	-3.161	37.756
Produits provenant des leasings		8.338	1.683					10.021
Produits immobiliers	244		40.148					40.393
Produits - intérêts provenant des activités bancaires		139.642						139.642
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires		26.772						26.772
Produits provenant des contrats de construction	165.581		14.238		107.521			287.340
Autres produits des activités ordinaires	2.646	3.585	5.496		2.268	348	-139	14.204
Autres produits opérationnels	174	178	1.187	0	2.203	2.973	-1.333	5.382
Intérêts sur créances immobilisations financières	174		71		2.148	694	-250	2.837
Dividendes		178	1.116		14	1.119		2.427
Subventions de l'état								0
Autres produits opérationnels					41	1.161	-1.083	118
Charges opérationnelles (-)	-180.769	-140.141	-53.623	-107	-110.769	-9.930	4.384	-490.955
Matières premières et consommables utilisées (-)	-123.189		-16.282		-57.019			-196.490
Variation de stocks de produits finis, matières premières et consommables utilisées (-)	979		131		32			1.142
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)		-68.836						-68.836
Frais de personnel (-)	-27.386	-38.531	-15.767		-33.772	-2.984		-118.440
Amortissements (-)	-3.868	-3.290	-1.680		-2.185	-699		-11.722
Réductions de valeur (-)	-102	-4.683	-824		-481			-6.090
Autres charges opérationnelles (-)	-27.343	-24.795	-18.812	-107	-17.940	-7.747	4.384	-92.359
Provisions	139	-6	-389		596	1.500		1.841
Résultat opérationnel	3.805	38.374	29.652	72	1.223	-2.322	-249	70.555
Résultat sur les actifs/passifs à la juste valeur par le biais du compte de résultats	0	-1.868	-2.720	0	5.510	0		923
Development capital					5.493			5.493
Actifs financiers détenus à des fins de trading		467						467
Immeubles de placement			-239					-239
Instruments financiers dérivés		-2.335	-2.481		17			-4.799
Profit (perte) sur cessions d'actifs	60	6.097	94	0	31.267	-808		36.710
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	60	6	-1		7	-6		66
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immeubles de placement			220					220
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'immobilisations financières			-137		30.833	-586		30.110
Plus(moins)-valeur sur réalisation d'autres actifs		6.091	11		427	-216		6.314
Produits financiers	437	21	3.006	4	830	1.305	-394	5.209
Revenus d'intérêt	260	21	1.871	4	520	856	-394	3.138
Autres produits financiers	177		1.135		310	449		2.071
Charges financières (-)	-873	0	-13.669	-362	-1.622	-2.147	644	-18.030
Charges d'intérêt (-)	-818		-8.135	-355	-1.239	-775	644	-10.677
Autres charges financières (-)	-56		-5.534	-7	-383	-1.372		-7.352
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	49.654	63.507	1.550	17.173	1.935	-58		133.761
Autres produits non-opérationnels	0	0	0	0	60	0		60
Autres charges non-opérationnelles (-)	0	-60.112	-3	0	-10	0		-60.125
Résultat avant impôts	53.083	46.019	17.911	16.886	39.192	-4.029		169.063
Impôts sur le résultat	-986	44.789	-784	0	-877	-527		41.616
Impôts différés	157	55.037	31		387	-481		55.131
Impôts	-1.143	-10.248	-815		-1.265	-45		-13.515
Résultat après impôts provenant des activités poursuivies	52.097	90.808	17.127	16.886	38.315	-4.556		210.679
Résultat après impôts des activités abandonnées								
Résultat de l'exercice	52.097	90.808	17.127	16.886	38.315	-4.556	0	210.679
Part des tiers	349	19.357	13.538	512	9.580	0		43.336
Part du groupe	51.748	71.451	3.589	16.374	28.736	-4.556		167.343

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Note 6 : information sectorielle - tableau des flux de trésorerie 2012

(€ 1.000)	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5 & 6	Eliminations entre secteurs	Total 2012*
	Marine Engineering & Infrastructure	Private Banking	Real Estate, Leisure & Senior Care	Energy & Resources	AvH, subhold. & Development Capital		
I. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan d'ouverture	33.093	157.044	20.770	302	73.686		284.896
Résultat opérationnel	3.805	38.374	29.652	72	-1.099	-249	70.555
Dividendes des participations mises en équivalence	183	15.182	272	1.606	29.741		46.984
Autres produits (charges) non-opérationnels		-60.112	-3		58		-60.057
Impôts sur le résultat	-986	44.789	-784		-1.404		41.616
Ajustements pour éléments sans effet de trésorerie							
Amortissements	3.868	3.290	1.680		2.885		11.722
Réductions de valeur	102	4.949	824		925		6.799
Paielements fondés sur des actions	89	-1.022	346		737		149
Augmentation (diminution) des provisions	-139	-311	389		-2.071		-2.133
Augmentation (diminution) des impôts différés	-157	-55.037	-31		94		-55.131
Autres charges (produits) non cash	14	7.115	2		-177		6.955
Cashflow	6.779	-2.783	32.348	1.678	29.688	-249	67.460
Diminution (augmentation) des fonds de roulement	-14.096	-226.770	-1.644	-5.825	3.806	5.920	-238.609
Diminution (augmentation) des stocks et contrats de construction	-6.495		-527		2.485		-4.537
Diminution (augmentation) des créances	1.863	-27.247	-7.356	-5.765	15.184	5.920	-17.401
Diminution (augmentation) des créances sur établ. de crédit et clients (banques)		-224.207					-224.207
Augmentation (diminution) des dettes (dettes financières exclues)	-9.551	1.966	5.548	33	-12.074		-14.079
Augmentation (diminution) des dettes envers établ. de crédit, clients & titres (banques)		21.391					21.391
Diminution (augmentation) autre	87	1.327	691	-93	-1.789		224
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-7.318	-229.553	30.704	-4.147	33.494	5.671	-171.149
Investissements	-14.137	-594.420	-130.742	-235	-30.826		-770.361
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-4.948	-7.307	-11.399		-1.916		-25.570
Acquisitions d'immeubles de placement	-9.075		-98.685				-107.761
Acquisitions d'immobilisations financières	-82		-20.656	-235	-28.384		-49.357
Nouveaux emprunts accordés	-32		-2		-103		-138
Acquisitions de placements de trésorerie		-587.113			-423		-587.536
Désinvestissements	853	712.308	4.613	8.800	58.735	-3.080	782.229
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	187	941	53		34		1.214
Cessions d'immeubles de placement			4.119				4.119
Cessions d'immobilisations financières		1	318	8.800	46.840		55.958
Remboursements d'emprunts accordés	666		64		7.593	-3.080	5.243
Cessions de placements de trésorerie		711.366	60		4.269		715.695
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-13.284	117.888	-126.129	8.565	27.909	-3.080	11.868
Opérations financières							
Revenus d'intérêt	260	21	1.871	4	1.080	-394	2.842
Charges d'intérêt	-818		-8.135	-355	-726	644	-9.389
Autres produits (charges) financiers	121		-4.423	-7	-1.437		-5.747
Diminution (augmentation) des actions propres					403		403
Augmentation (diminution) des dettes financières	-8.047		129.362	-4.400	2.956	-2.840	117.031
Répartition du bénéfice					-54.349		-54.349
Dividendes distribués aux intérêts minoritaires	-3.019	-20.793	-11.781		16.246		-19.347
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-11.502	-20.773	106.894	-4.758	-35.826	-2.590	31.444
II. Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-32.104	-132.438	11.470	-341	25.576		-127.836
Transferts entre secteurs	17.658		-6.399	300	-11.559		0
Variation du périmètre ou méthode de consolidation			998		13.856		14.854
Effets de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			-95	-19	-14		-129
III. Trésorerie et équivalents de trésorerie, bilan de clôture	18.646	24.607	26.743	243	101.546		171.784

*Nous renvoyons à la Note 2 pour plus de détails sur les Etats financiers révisés 2012.

Note 7 : immobilisations incorporelles

(€ 1.000)	Frais de développement	Concessions, brevets et licences	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2012						
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	1.068	32	2.048	4.511	16	7.676
Valeur brute	1.133	200	4.658	7.753	189	13.933
Amortissements cumulés (-)	-65	-168	-2.610	-3.241	-173	-6.257
Investissements				3.737		3.737
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises			1.799			1.799
Amortissements (-)	-65	-9	-7	-1.116	-6	-1.203
Ecart de conversion				1		1
Transferts (vers) d'autres rubriques			512			512
Autres augmentations (diminutions)			705			705
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	1.003	23	5.057	7.134	10	13.227
Valeur brute	1.133	182	7.711	11.492	256	20.775
Amortissements cumulés (-)	-130	-160	-2.654	-4.358	-246	-7.548
Mouvements des immobilisations incorporelles - exercice 2013						
Immobilisations incorporelles, solde d'ouverture	1.003	23	5.057	7.134	10	13.227
Valeur brute	1.133	182	7.711	11.492	256	20.775
Amortissements cumulés (-)	-130	-160	-2.654	-4.358	-246	-7.548
Investissements				3.204	628	3.832
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	99	8.542	4.200	5.528	64	18.432
Amortissements (-)	-65	-9		-1.968	-19	-2.061
Ecart de conversion	8					8
Transferts (vers) d'autres rubriques			-768		768	0
Immobilisations incorporelles, solde de clôture	1.045	8.555	8.489	13.898	1.451	33.437
Valeur brute	1.444	15.789	10.940	24.675	3.438	56.286
Amortissements cumulés (-)	-399	-7.235	-2.451	-10.777	-1.987	-22.849

La consolidation intégrale de CFE, DEME et Rent-A-Port, ainsi que les agréments et permis d'exploitation au moment de la reprise de 2 maisons de repos et de soins (La Hulpe et Awans) par Anima Care, sont les principales composantes des 'Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises'. Comme les années précédentes, l'investissement dans la nouvelle plate-forme informatique à la Banque J.Van Breda & C° a été le principal investissement en immobilisations incorporelles en 2013.

Note 8 : goodwill

(€ 1.000)	2013	2012
Mouvements du goodwill		
Goodwill, solde d'ouverture	142.239	142.139
Valeur brute - filiales consolidées globalement	145.622	145.494
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-3.383	-3.356
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	294.461	605
Autres augmentations (diminutions)	267	-505
Goodwill, solde de clôture	436.967	142.239
Valeur brute - filiales consolidées globalement	449.986	145.622
Cumul des réductions de valeur - filiales consolidées globalement (-)	-13.020	-3.383

Nous renvoyons à la Note 5 Acquisitions de filiales, dans laquelle l'impact de l'acquisition du contrôle de CFE (et par corollaire de DEME), est décrit en détail. Suite à l'acquisition du contrôle, le goodwill sur DEME s'élève à 252 millions d'euros, une hausse qui résulte partiellement de la revalorisation de l'intérêt détenu dans DEME par AvH (avec comme conséquence un bénéfice unique de 109,4 millions d'euros dans les résultats de 2013). A cela s'ajoute le goodwill de CFE et de DEME sur leurs filiales à raison de 20 millions d'euros chacune, ce qui porte l'impact total sur la rubrique goodwill à 292 millions d'euros. En 2014, le goodwill sur cette transaction doit être imputé autant que possible aux actifs identifiables de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy.

Le solde du goodwill provenant d'acquisitions par voie de regroupements d'entreprises concerne la reprise en 2013 de deux maisons de repos et de soins par Anima Care, inscrite en première instance à l'actif, sur la base de la juste valeur (voir la Note 5, Autres acquisitions de filiales). Le solde s'élève à 2,5 millions d'euros.

Par ailleurs, le goodwill doit être principalement attribué à Finaxis et aux filiales détenues par Van Laere et Anima Care. Pour rappel : précisons que ceci n'inclut pas le goodwill (clientèle) de 242 millions d'euros dans le bilan consolidé de Delen Investments, étant donné que Delen Investments est reprise selon la méthode de mise en équivalence. Ce goodwill provient pour l'essentiel de la reprise de Capital & Finance en 2007 et de JM Finn & Co en 2011.

En cas d'indications d'une réduction de valeur éventuelle et au moins une fois par an, AvH soumet le goodwill figurant à son bilan à une analyse d'impairment. Sont visés ici à la fois le goodwill imputé comme tel sous le poste 'goodwill' dans le bilan consolidé et le goodwill qui est contenu dans le poste d'actif 'participations mises en équivalence'. Chaque participation d'AvH est considérée, à cet égard, comme une 'cash generating unit' (CGU) distincte. Ensuite, dans le cadre du test d'impairment, une juste valeur est déterminée pour chaque CGU sur la base des valorisations de marché disponibles publiquement (broker reports / cours boursier pour les entreprises cotées). S'il apparaît après cette première étape, sur la base d'une approche 'juste valeur', qu'un élément de soutien supplémentaire est nécessaire, une valeur d'utilité sera également déterminée selon la perspective propre à AvH sur la base d'un modèle 'discounted cash flow' (DCF) ou 'market multiples'. Si, au terme de cette deuxième étape, le goodwill dans le bilan n'est pas encore suffisamment étayé, on procède à une réduction de valeur exceptionnelle ou un 'impairment'.

Note 9 : immobilisations corporelles

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2012
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2012							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	86.830	18.763	7.680	3.044	4.200	5.683	126.199
Valeur brute	110.460	172.288	21.987	5.743	4.200	10.526	325.202
Amortissements cumulés (-)	-23.630	-153.525	-14.307	-2.699	0	-4.843	-199.003
Cumul des réductions de valeur (-)							0
Investissements	11.094	1.203	3.429	187	6.563		22.475
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		88	44	47			179
Cessions et mises hors service (-)	-109		-79	-926			-1.114
Amortissements (-)	-4.088	-2.903	-2.690	-464		-371	-10.517
Ecart de conversion			2				2
Transferts (vers) d'autres rubriques	3.837	686	-42	112	-4.634	124	84
Autres augmentations (diminutions)	-1.277				-615		-1.892
Immobilisations corporelles, solde de clôture	96.287	17.836	8.343	2.000	5.514	5.436	135.416
Valeur brute	123.460	174.480	24.670	4.016	5.514	10.650	342.789
Amortissements cumulés (-)	-27.061	-156.644	-16.327	-2.016	0	-5.214	-207.262
Cumul des réductions de valeur (-)	-112						-112
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immob. corp. sous contrat de location-financement	17.590	32	342				17.964
Immob. corporelles acquises par un contrat de location-financement			194				194

(€ 1.000)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Locations simples en tant que bailleur (IAS 17)	Total 2013
I. Mouvements des immobilisations corporelles - exercice 2013							
Immobilisations corporelles, solde d'ouverture	96.287	17.836	8.343	2.000	5.514	5.436	135.416
Valeur brute	123.460	174.480	24.670	4.016	5.514	10.650	342.789
Amortissements cumulés (-)	-27.061	-156.644	-16.327	-2.016	0	-5.214	-207.262
Cumul des réductions de valeur (-)	-112						-112
Investissements	9.745	5.358	3.338	1.389	16.664		36.494
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	86.927	1.426.252	14.533	65	1.144		1.528.922
Cessions et mises hors service (-)	-543	-140	-144	-173			-999
Amortissements (-)	-4.744	-3.327	-3.009	-477		-43	-11.601
Réductions de valeur (-)	-1.257						-1.257
Transferts (vers) d'autres rubriques	2.286	968			-4.653	-5.001	-6.401
Autres augmentations (diminutions)	152	-1	-14	54	-63		130
Immobilisations corporelles, solde de clôture	188.853	1.446.946	23.048	2.858	18.606	392	1.680.703
Valeur brute	281.689	2.877.045	94.382	7.132	18.606	1.381	3.280.235
Amortissements cumulés (-)	-77.787	-1.430.098	-71.334	-4.274	0	-989	-1.584.484
Cumul des réductions de valeur (-)	-15.048						-15.048
II. Autres informations							
Contrats de location-financement							
Valeur nette des immob. corp. sous contrat de location-financement	20.975	18.320	2.677				41.972
Immob. corporelles acquises par un contrat de location-financement			224				224

Via la consolidation intégrale de CFE, contenue dans la rubrique 'Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises', toutes les immobilisations corporelles liées aux activités de dragage et aux activités environnementales de DEME sont reprises dans le bilan d'AvH. Ceci vaut également pour les actifs de CFE liés à la construction et les actifs de Rent-A-Port. Nous renvoyons à la Note 5 Acquisitions de filiales, dans laquelle sont décrits les principaux postes d'actif et de passif de CFE et DEME. Sur cette ligne est également inscrit l'actif immobilier des maisons de repos et de soins reprises par Anima Care à La Hulpe et Awans.

Ensuite, Anima Care a étendu ses opérations via différents projets de construction à Blegny, Haut-Ittre, Kasterlee et Zemst et est ainsi responsable de la plus grande partie des investissements. La mise en service des bâtiments nouvellement construits a entraîné la vente de l'ancien bâtiment à Blegny et le transfert du bâtiment de Haut-Ittre vers les 'Actifs détenus en vue d'être vendus' (après l'enregistrement d'une réduction de valeur de 1,3 million d'euros). La Banque J.Van Breda & C^o a poursuivi, en 2013, ses investissements dans son réseau d'agences.

Le non-exercice de l'option d'achat par le preneur de leasing, combiné à la poursuite de la location des bâtiments, a donné lieu au transfert par Extensa de 3 bâtiments opérationnels en leasing vers les 'Immeubles de placement'.

Note 10 : immeubles de placement évalués à leur juste valeur

(€ 1.000)	Immeubles loués	Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40	Projets de développement	Actifs détenus en vue d'être vendus	Total
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2012					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	506.954	1.820	8.582	2.859	520.215
Valeur brute	506.954	1.820	8.582	2.859	520.215
Investissements	78.591		28.611	559	107.761
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises					0
Cessions et mises hors service (-)	-603			-3.295	-3.899
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	-576	-170	84	424	-239
Transferts (vers) d'autres rubriques	-21.190		-17.658	21.190	-17.658
Autres augmentations (diminutions)	37			-35	2
Immeubles de placement, solde de clôture	563.212	1.650	19.620	21.701	606.182
Valeur brute	563.212	1.650	19.620	21.701	606.182
I. Mouvements des immeubles de placement évalués à leur juste valeur - exercice 2013					
Immeubles de placement, solde d'ouverture	563.212	1.650	19.620	21.701	606.182
Valeur brute	563.212	1.650	19.620	21.701	606.182
Investissements	100.373		1.489	10	101.873
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	25.500				25.500
Cessions et mises hors service (-)		-1.650		-27.008	-28.658
Profits (pertes) résultant d'ajustements de la juste valeur	965		-429	347	883
Transferts (vers) d'autres rubriques	-10.067			16.468	6.401
Autres augmentations (diminutions)	-417			27	-389
Immeubles de placement, solde de clôture	679.567	0	20.680	11.544	711.791
Valeur brute	679.567	0	20.680	11.544	711.791

(€ 1.000)	Immeubles loués et Actifs détenus en vue d'être vendus	Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40	Projets de développement	Total
II. Autres informations				
Produits locatifs et charges opérationnelles 2012				
Produits locatifs des immeubles de placement	37.849	75		37.924
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles loués	-1.747	-33		-1.781
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles non-loués	-579			-579
Produits locatifs et charges opérationnelles 2013				
Produits locatifs des immeubles de placement	45.184	223		45.407
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles loués	-2.485			-2.485
Charges opérationnelles directes (réparat. & maintenance incluses) des immeubles non-loués	-334			-334
Engagements d'acquisition				
Engagements contractuels d'acquisition d'immeubles de placement 2012				0
Engagements contractuels d'acquisition d'immeubles de placement 2013				0

(€ 1.000)	Total 2012	Total 2013
Subdivision des produits immobiliers dans le compte de résultats		
Ventes de terrains	2.211	9.350
Produits locatifs	37.849	45.184
Autres services immobiliers	333	494
	40.393	55.028
Chiffres clés - immeubles en portefeuille (hors projets de développement)		
Loyers contractuels	42.644	51.453
Rendement locatif (%)	7,27%	7,44%
Taux d'occupation (%)	94,78%	96,87%
Durée moyenne pondérée jusqu'à la première possibilité de résiliation (# années)	4,8	5,2

L'extension du portefeuille immobilier doit être attribuée presque entièrement à Leasinvest Real Estate avec, entre autres, le deuxième centre commercial Knauf, l'immeuble commercial loué à Hornbach (lors d'un regroupement d'entreprises) et de nouveaux investissements dans le projet Royal20 à Luxembourg. Le non-exercice de l'option d'achat par le preneur de leasing, combiné à la poursuite de la location des bâtiments, a donné lieu au transfert par Extensa de 3 bâtiments opérationnels en leasing vers les 'Immeubles de placement'.

Leasinvest Real Estate a poursuivi en 2013 sa stratégie consistant à vendre certaines propriétés de moindre importance stratégique, avec comme principale vente celle de l'immeuble de bureaux Pasteur au Grand-Duché de Luxembourg. Début 2014, Leasinvest Real Estate a annoncé la vente de l'immeuble de bureaux au 66 de l'Avenue Louise à Bruxelles, qui était aussi le principal bâtiment sous la rubrique 'Actifs détenus en vue d'être vendus' fin 2013.

La mise en service par Anima Care de l'établissement nouvellement construit a entraîné le transfert du bâtiment de l'ancienne maison de repos à Haut-Ittre vers les 'Actifs détenus en vue d'être vendus' pour un montant de 1,4 million d'euros.

Valorisation des immeubles de placement

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur. Les variations de valeur sont traitées via le compte de résultats.

Immeubles loués

La juste valeur des immeubles loués est définie, au moins une fois par an, sur base de rapports d'expertise. Pour plus de détails à ce sujet, nous renvoyons au rapport annuel de Leasinvest Real Estate.

Contrats de location simple en tant que bailleur - IAS 40

Les contrats de location simple dont l'option d'achat tient compte de la juste valeur sont qualifiés comme immeubles de placement. Dans les autres cas, ces contrats sont considérés comme étant des contrats de location simple conformément à l'IAS 17.

Note 11 : participations mises en équivalence

(€ 1.000)				2013	2012		
Participations mises en équivalence							
Marine Engineering & Infrastructure				135.998	395.512		
Private Banking				479.396	428.667		
Real Estate, Leisure & Senior Care				97.867	89.470		
Energy & Resources				152.153	155.342		
Development Capital				268.132	284.551		
AvH & subholdings				3.445	2.499		
Total				1.136.991	1.356.041		
				Methode de mise en équivalence	Goodwill incorporé dans la valeur comptable	Total 2013	
Mouvements des participations mises en équivalence							
Participations mises en équivalence : solde d'ouverture				1.275.344	80.698	1.356.041	
Acquisitions				3.797	1.340	5.137	
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises				105.462	28.820	134.282	
Cessions (-)				-719		-719	
Quote-part du bénéfice (perte) des entreprises mises en équivalence				153.333		153.333	
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)					-11.594	-11.594	
Augmentation (diminution) par variations de taux de change				-12.826		-12.826	
Impact de la distribution des dividendes par les participations (-)				-47.469		-47.469	
Transferts (vers) d'autres rubriques				-437.206	-4.028	-441.234	
Autres augmentations (diminutions)				2.040		2.040	
Participations mises en équivalence : solde de clôture				1.041.756	95.235	1.136.991	

Participations détenues directement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

L'IAS 31 offre le choix d'incorporer les entités contrôlées conjointement dans les comptes consolidés via la méthode de consolidation proportionnelle ou via la méthode de mise en équivalence. AvH opte pour la méthode de mise en équivalence et l'applique par conséquent à ses participations Delen Investments (78,75%), ASCO-BDM (50%), Holding Groupe Duval (50%), Groupe Financière Duval (41,1%), Sipef (26,8%), Groupe Telemond (50%), Oriental Quarries & Mines (50%), Max Green (18,9%), ainsi aux contrôles conjoints détenus par Sofinim (Amsteldijk Beheer (37%), Distriplus (37%), Hertel (34,4%), Manucher (22,2%), Turbo's Hoet Groep (37%)) et au groupe GIB (50%, Groupe Flo (23,6%) et Trasy Group (41,9%)).

Dans ce poste du bilan sont également repris les intérêts détenus directement dans Promofi (15%), Sagar Cements (18,6%) et les participations associées de Sofinim (Atenor (8,8%), Axe Investments (35,8%), Corelio (16,3%), Euro Media Group (16,3%), NMC (22,5%) et MediaCore (37%)).

Les hausses de participation dans Corelio, Sagar Cements, Atenor et Sipef forment les principaux investissements.

Les 'Transferts vers d'autres postes' comprennent les valeurs de mise en équivalence de DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy avant que ces participations n'évoluent, fin 2013, vers des participations de contrôle suite à l'acquisition du contrôle de CFE et soient ensuite consolidées intégralement. DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy étant des participations sur lesquelles AvH a exercé un contrôle conjoint jusque fin 2013, la contribution totale au résultat de ces participations a été regroupée sous la ligne 'quote-part du bénéfice (perte) des entreprises mises en équivalence'.

La quote-part dans le bénéfice des entreprises mises en équivalence est ainsi fortement influencée par les contributions de DEME (53,7 millions d'euros) et Delen Investments (76,0 millions d'euros). Ces participations ont distribué les dividendes les plus importants en 2013 (voir l'information sectorielle, page 150, pour la ventilation par segment). Dans le segment Development Capital, les frais de restructuration et les réductions de valeur exceptionnelles chez Hertel, Corelio et EMG, entre autres, ont pesé sur la contribution commune de l'ensemble des participations. Les conditions de marché difficiles chez Max Green (baisse du prix de l'électricité et modification du cadre législatif) et chez Sagar Cements (surcapacité sur le marché, avec comme conséquence une faible occupation de la capacité) ont contraint AvH à revoir à la baisse la valeur comptable de ces participations.

Participations détenues indirectement, reprises selon la méthode de mise en équivalence

La consolidation intégrale de CFE, DEME, Rent-A-Port et Rent-A-Port Energy entraîne l'intégration de leurs filiales communes et de leurs participations associées pour un montant total de 134 millions d'euros, DEME représentant la part du lion avec HGO (50%) et C-Power (11,2%) comme principales composantes. Chez CFE, les projets immobiliers et PPP mis sur pied avec des partenaires sont les principales participations dans cette rubrique. Les activités de développement portuaires de Rent-A-Port au Vietnam sont également reprises selon la méthode de mise en équivalence.

Les entreprises des projets "Tour & Taxis" (50%) et "Cloche d'Or Luxembourg" (50%) ainsi que le projet immobilier en Slovaquie sont les principales participations détenues par Extensa, filiale consolidée intégralement.

Note 12 : actifs financiers

1. Actifs et passifs financiers par catégorie

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2013	2012	2013	2012
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de trading				
Actifs financiers du portefeuille trading	354	2.520	354	2.520
Actifs financiers disponibles à la vente				
Immobilisations financières disponibles à la vente	83.184	63.594	83.184	63.594
Placements disponibles à la vente	664.908	537.971	664.908	537.971
Créances et liquidités				
Créances et cautionnements	216.096	77.768	216.096	77.768
Créances de location-financement	165.233	162.998	155.113	151.760
Autres créances	105.066	81.802	105.066	81.802
Créances commerciales	1.101.126	89.403	1.101.126	89.403
Dépôts à terme à trois mois au plus	115.192	100.977	115.192	100.977
Liquidités	651.817	70.807	651.817	70.807
Banques - créances sur établissements de crédit et clients	3.669.340	3.526.080	3.370.000	3.233.073
Instruments financiers dérivés	14.490	3.632	14.490	3.632

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2013	2012	2013	2012
Passifs financiers				
Passifs financiers évalués à leur coût amorti				
Dettes financières				
Emprunts bancaires	1.053.170	411.886	1.050.302	416.753
Emprunts obligataires	409.999		395.405	
Emprunts subordonnés	3.190	1.190	3.173	1.190
Contrats de location-financement	32.139	11.401	32.139	11.401
Autres dettes financières	283.296	140.035	283.296	140.035
Autres dettes				
Dettes commerciales	1.052.723	66.025	1.052.723	66.025
Avances reçues	1.837	2.130	1.837	2.130
Dettes salariales et sociales	154.750	23.172	154.750	23.172
Autres dettes	193.128	18.927	193.128	18.927
Dettes envers établissements de crédit, clients & titres	3.972.256	3.571.285	3.917.349	3.502.096
Instruments financiers dérivés	57.309	47.287	57.309	47.287

(€ 1.000)	2013			2012		
	Niveau 1	Niveau 2	Intérêts à recevoir	Niveau 1	Niveau 2	Intérêts à recevoir
Actifs financiers						
Actifs financiers détenus à des fins de trading						
Actifs financiers du portefeuille trading		354			2.520	
Actifs financiers disponibles à la vente						
Immobilisations financières disponibles à la vente	41.056	42.128		31.491	32.104	
Placements disponibles à la vente	646.862	8.639	9.407	517.293	11.698	8.980
Instruments financiers dérivés		14.407	83		3.504	128
Passifs financiers						
Emprunts obligataires	390.133	19.866				
Instruments financiers dérivés		56.452	857		44.274	3.013

La juste valeur des titres dans le portefeuille de placements est déterminée sur la base de la cotation sur le marché public (niveau 1). Ceci vaut également pour les obligations publiques émises par DEME, CFE et Leasinvest Real Estate. Pour les instruments de couverture, il s'agit de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs compte tenu du taux swap en vigueur et de la volatilité (niveau 2).

	Plus-(moins-) valeurs réalisées	Produits(charges) d'intérêts	Plus-(moins-) valeurs réalisées	Produits(charges) d'intérêts
(€ 1.000)	2013		2012	
Actifs financiers détenus à des fins de trading				41
Actifs financiers disponibles à la vente	2.063	9.636	36.424	13.836
Créances et liquidités		15.463		15.996
Instruments financiers dérivés		1.590		5.569
Banques - créances sur établissements de crédit et clients		114.732		120.196
Actifs financiers détenus en vue d'être vendus	45.953			
Passifs financiers évalués à leur coût amorti		-11.966		-10.677
Instruments financiers dérivés		-10.237		-15.765
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres		-47.714		-53.071

2. Risque de crédit

Tant **CFE** que **DEME** ont établi des procédures afin de limiter le risque de leurs créances clients. En outre, une grande partie du chiffre d'affaires consolidé est réalisée avec des clients publics ou semi-publics. D'autre part, la concentration du risque de contrepartie est limitée en raison du grand nombre de clients. Pour canaliser le risque, les participations concernées surveillent en permanence les créances commerciales et ajustent, le cas échéant, leurs dispositions. C'est ainsi que DEME, dans le cadre d'importants contrats à l'étranger, fait régulièrement appel au Credendo Group (l'ancien Office national du Dueroire), pour autant que le pays en question entre en ligne de compte et que le risque puisse être couvert par une assurance crédit. Pour les grands travaux, DEME dépend de la capacité des clients d'obtenir le financement requis et peut, le cas échéant, organiser le financement du projet. Le risque de crédit, bien qu'il soit limité, ne peut néanmoins jamais être totalement exclu. En tant qu'acteur mondial, DEME est en outre exposé aux risques politiques et aux développements négatifs qui peuvent se manifester sur le plan macroéconomique.

Rent-A-Port, compte tenu du type d'activités dans lesquelles le groupe est actif, a un nombre limité de clients et de contreparties. Il court, de ce fait, un risque accru en matière de crédit. Le groupe parvient à réduire fortement ce risque en s'assurant une couverture contractuelle adéquate, mais aussi en nouant et en entretenant des relations solides avec ses clients. Rent-A-Port étant actif dans des pays comme Oman, le Qatar, le Vietnam et le Nigeria, le groupe y est aussi exposé aux risques politiques. Ici aussi, les relations personnelles et un solide réseau local constituent les principaux facteurs de gestion du risque.

Le chiffre d'affaires de **Van Laere** et ses filiales se compose à 50% de marchés publics et à 50% de commandes privées (B2B). Dans les marchés publics, le risque de crédit n'est pas présent. Pour les commandes privées, une analyse financière concernant le maître d'ouvrage potentiel (consultation éventuelle du contrat de crédit, demande de la parent company guarantee, etc.) est réalisée au cours de la phase d'adjudication. Les recettes de l'entreprise de parkings Alfa Park sont essentiellement en espèces.

Le risque de crédit de **SNTC** est couvert par la conclusion de contrats à long terme dans le cadre desquels le réseau de canalisations est mis à la disposition de tiers pour le transport de leurs produits. Vu que les clients de SNTC sont des grandes entreprises nationales ou internationales, le risque sur la discontinuité des revenus est évalué comme plutôt faible.

Pour les risques de crédit liés au portefeuille de leasing de la **Banque J. Van Breda & C°** nous nous référons à la politique de gestion de risque de crédit telle que décrite dans la note 13.

Leasinvest Real Estate tend à veiller à un bon étalement à la fois du nombre de locataires et des secteurs dans lesquels ces locataires sont actifs en vue de limiter le défaut de paiement et la faillite des locataires. Elle veille également à ce que les locataires aient un standing solvable et que des baux à long terme soient conclus afin d'assurer la durabilité du flux de revenus locatifs et, par conséquent, d'augmenter la durée des baux.

Extensa Group est une société directement ou indirectement (via des participations) active dans les investissements immobiliers et le développement de projets. Le risque du locataire dans le portefeuille immobilier d'Extensa est géré par la conclusion de baux à long terme avec des partenaires solvables actifs dans divers marchés économiques. Préalablement à la signature d'un nouveau projet de développement, une analyse approfondie des risques techniques, juridiques et financiers qui y sont liés, est effectuée.

Chez **Anima Care**, le risque de crédit est limité. La plupart des résidents paient par domiciliation. En outre, le loyer est facturé à l'avance et les débiteurs sont suivis attentivement.

Chez **Egemin**, la maîtrise du risque débiteurs passe par l'application de la politique, des procédures et des contrôles établis par le groupe en la matière. Les créances commerciales font l'objet d'un suivi périodique et les grands projets sont généralement couverts par des garanties bancaires ou similaires.

Les secteurs **Development Capital** et **AvH & subholdings** investissent à long terme dans un nombre restreint d'entreprises au potentiel de croissance internationale. Le caractère diversifié de ces investissements contribue à un étalement équilibré des risques économiques et financiers. AvH financera en outre généralement ces investissements au moyen de fonds propres.

		Non échu	Echu < 30 jours	Echu < 60 jours	Echu < 120 jours	Echu > 120 jours
(€ 1.000)	Total					
Bilan des échéances 2012						
Actifs financiers détenus à des fins de trading	2.520	2.520				
Actifs financiers disponibles à la vente	601.565	601.565				
Créances	400.732	372.298	13.829	4.793	3.012	6.800
Bilan des échéances 2013						
Actifs financiers détenus à des fins de trading	354	354				
Actifs financiers disponibles à la vente	748.092	748.092				
Créances	1.577.401	1.229.283	104.387	82.258	57.887	103.586

Les créances échues concernent principalement l'activité 'contracting' de CFE, DEME et Van Laere, ainsi que le portefeuille de leasing de la Banque J. Van Breda & C°. Les arriérés de créances concernent pour l'essentiel des décomptes et des imputations supplémentaires qui sont admis par les clients mais qui font encore l'objet d'inscriptions budgétaires ou qui font partie d'un accord global. Chez Van Laere, une procédure judiciaire est en cours dans le cadre du projet Président à Luxembourg. Aucune provision n'a été constituée à cet effet. Chez CFE également, il y a plusieurs procédures en cours.

Les pertes attendues sur les chantiers sont adéquatement prévues par le biais de réductions de valeur sur les chantiers, comptabilisées dans la rubrique du bilan 'Contrats de construction' (Note 14).

(€ 1.000)

	Actifs financiers détenus à des fins de trading	Actifs financiers disponibles à la vente	Créances
Exercice 2012			
Réductions de valeur cumulées - solde d'ouverture	0	-69.349	-8.798
Variation du périmètre de consolidation			-10
Réductions de valeur actées au cours de l'exercice		-2.427	-1.722
Réductions de valeur reprises au cours de l'exercice			785
Réductions de valeur annulées à la suite de cessions et retraits au cours de l'exercice		11.004	1.391
Transferts (vers) d'autres rubriques		-3.198	3.198
Réductions de valeur cumulées - solde de clôture	0	-63.969	-5.156
Exercice 2013			
Réductions de valeur cumulées - solde d'ouverture	0	-63.969	-5.156
Variation du périmètre de consolidation		-1.526	-27.775
Réductions de valeur actées au cours de l'exercice		-306	-3.671
Réductions de valeur reprises au cours de l'exercice			475
Réductions de valeur annulées à la suite de cessions et retraits au cours de l'exercice		206	408
Transferts (vers) d'autres rubriques		-9.300	
Réductions de valeur cumulées - solde de clôture	0	-74.895	-35.719

Sur les actifs financiers disponibles à la vente, des réductions de valeur cumulées pour un total de 74,9 millions d'euros sont enregistrées. Elles doivent être attribuées principalement au segment AvH & subholdings, la plus importante étant la réduction de valeur actée en 2008 sur les actions Ageas (ex-Fortis) (44,3 millions d'euros), et au segment Development Capital avec un certain nombre d'investissements anciens qui avaient été dévalorisés dans le passé.

Suite à la déconsolidation en 2013 des intérêts minoritaires de 20% d'Extensa dans les centres commerciaux roumains à Focsani et Deva, les réductions de valeur intégrées les années précédentes ont été transférées dans la rubrique 'Actifs financiers disponibles à la vente'.

L'évolution des réductions de valeur sur créances est en grande partie la conséquence de la consolidation intégrale de CFE, DEME et Rent-A-Port. La réduction de valeur exceptionnelle de cet exercice est attribuable en partie à Extensa. Malgré la conviction selon laquelle l'emplacement et le potentiel des réserves de terrains en Roumanie soutiendront leur valorisation à plus long terme, une perte de valeur limitée a été enregistrée par précaution.

3. Risque de taux de change

En raison du caractère international de son activité et, par voie de conséquence, de l'exécution de contrats en devises étrangères, **DEME** couvre ses risques de change en ayant recours à des couvertures financières et des contrats à terme. Chez **CFE**, la plupart des activités se déroulent à l'intérieur de la zone euro, mais on s'efforce néanmoins, s'il y a lieu, de limiter l'exposition aux fluctuations de devises étrangères.

Rent-A-Port est surtout actif dans des pays extérieurs à la zone euro, mais le groupe est principalement exposé à l'USD étant donné que la plupart des contrats commerciaux sont conclus dans cette devise. C'est aussi le cas au Vietnam, où les ventes sont réalisées en USD.

Étant donné qu'**Extensa Group** est présent en Turquie et en Roumanie, les activités locales sont soumises aux variations de taux de change, principalement l'USD en Turquie et le RON en Roumanie. En Turquie, Extensa court un risque en USD sur la marge du projet provenant de ventes de biens immobiliers. Le risque de change en USD n'est pas couvert pour le moment étant donné qu'Extensa réinvestira très probablement les produits au comptant en USD dans d'autres opportunités de développement en USD.

Le risque de taux de change de la **Banque J. Van Breda & C°** est limité puisque la banque est uniquement active en Belgique et, par la nature de sa clientèle, n'a pas de positions propres significatives en devises.

Étant exposé, par sa présence au niveau mondial, à un risque de change (limité) par rapport au dollar US, au Livre Sterling, au franc suisse, au Yuan et au dollar de Hong Kong, **Egemin** maîtrise son risque de change en faisant en sorte que les charges et produits des différentes sociétés du groupe se fassent autant que possible dans une seule et même monnaie (couverture naturelle). Le cas échéant, un swap de devises est conclu avec des sociétés reconnues et réputées.

La stratégie d'**AvH** de se tourner vers les marchés émergents a conduit à 2 investissements en roupies indiennes (participation de 18,6% dans Sagar Cements, 50% dans Oriental Quarries & Mines). Le risque de change n'a pas été couvert, les investissements ayant un caractère long terme.

Les autres participations consolidées intégralement ne sont pas sujettes au risque de change, étant essentiellement actives dans la zone euro.

Plusieurs participations non consolidées intégralement, comme Delen Investments et Sipef, mais aussi Hertel, Manuchar et le Groupe Telemond, entre autres, sont dans une large mesure actives en dehors de la zone euro. Le risque de change est suivi et contrôlé au niveau de la participation elle-même.

Le risque de taux de change de **Delen Investments** se limite aux participations dans les fonds propres de filiales en Suisse et au Royaume Uni (JM Finn & Co). Le risque net sur le Livre Sterling est encore limité étant donné que l'impact d'une variation du taux de change sur les fonds propres de JM Finn & Co est neutralisé par l'impact opposé sur l'engagement de liquidité envers les actionnaires minoritaires (26,51% du capital) de JM Finn & Co. Chez **Sipef**, la majeure partie des coûts est réalisée à l'étranger (Indonésie et Papouasie-Nouvelle-Guinée) tandis que les ventes se font en USD. Ceci est un risque structurel qui n'est pas couvert par l'entreprise et qui est donc considéré comme un risque général d'exploitation. Les risques transactionnels sont en général couverts par des délais de paiement courts et les écarts de conversion sont limités en alignant autant que possible la devise fonctionnelle et la monnaie de présentation. **Hertel** considère le risque de change comme un risque de marché qui doit être géré comme d'autres risques de marché, en ramenant le risque à un niveau acceptable. **Manuchar** est exposée aux risques de change entre l'USD et les monnaies locales des pays dans lesquelles elle prévoit des activités de distribution. Pour couvrir ces risques, les positions sont surveillées et des 'macro-hedges' sont constitués si nécessaire. Le **Groupe Telemond** enfin, produit en Pologne tandis que les ventes sont réalisées dans la zone euro. Le risque de change qui en résulte n'est pas couvert et est considéré comme un risque général d'exploitation.

Les cours mentionnés ci-dessous ont été utilisés pour recalculer les bilans et les résultats des entités étrangères en euro.

	Cours de clôture	Cours moyen
Dollar australien	1,545	1,378
Livre sterling	0,832	0,846
Franc CFA	655,957	655,957
Forint hongrois	297,146	296,850
Rupie indien	85,223	77,388
Zloty polonais	4,156	4,196
Rial du Qatar	5,021	4,837
Leu roumain	4,473	4,418
Dollar Singapour	1,745	1,662
Dinar tunisien	2,268	2,161
Lire turque	2,960	2,534
Dollar US	1,379	1,328
1 euro = x devise		

4. Actifs financiers disponibles à la vente

(€ 1.000) Actifs financiers disponibles à la vente - exercice 2012	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente : solde d'ouverture de la juste valeur	49.647	650.494
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	34.456	638.075
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	15.191	2.850
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		9.569
Acquisitions	12.110	587.190
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises		
Rendement actuariel		-6.981
Cessions (-)	-2.171	-714.408
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur	4.039	22.379
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)		-2.292
Transferts (vers) d'autres rubriques	-31	2.543
Autres augmentations (diminutions)		-954
Actifs financiers disponibles à la vente : solde de clôture de la juste valeur	63.594	537.971
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	44.364	507.361
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	19.230	21.629
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		8.980

(€ 1.000) Actifs financiers disponibles à la vente - exercice 2013	Immobilisations financières	Placements de trésorerie
Actifs financiers disponibles à la vente : solde d'ouverture de la juste valeur	63.594	537.971
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	44.364	507.361
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	19.230	21.629
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		8.980
Acquisitions	8.087	524.727
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises	4.729	
Rendement actuariel		-7.312
Cessions (-)	-1.294	-388.701
Augmentations (diminutions) résultant d'ajustements de la juste valeur	8.362	-1.889
Réductions de valeur enregistrées dans le compte de résultats (-)	-293	-13
Ecarts de conversion		-315
Autres augmentations (diminutions)		440
Actifs financiers disponibles à la vente : solde de clôture de la juste valeur	83.184	664.908
Actifs financiers disponibles à la vente - valeur comptable	55.593	637.729
Actifs financiers disponibles à la vente - ajustements de la juste valeur	27.592	17.772
Actifs financiers disponibles à la vente - intérêts à recevoir		9.407

Dans la rubrique 'Immobilisations financières disponibles à la vente' sont notamment reprises les participations d'AvH & subholdings dans Belfimas, Café F. Rombouts et Tikehau SS Fund Ltd, de même que la participation de Leasinvest Real Estate dans la sica immobilière Retail Estates. L'impact de la consolidation intégrale de CFE, DEME et Rent-A-Port est limité à 4,7 millions d'euros.

Leasinvest Real Estate a souscrit à l'augmentation de capital publique de Retail Estates et a pu maintenir ainsi sa participation à 10%. Les cessions sont à mettre au compte principalement d'AvH & subholdings, les principales étant une nouvelle réduction de la participation dans Café F. Rombouts (à 11%) et une réduction de capital chez Tikehau SS Fund.

L'augmentation de valeur des actions Belfimas et Retail Estates expliquent l'augmentation en juste valeur de 8,4 millions d'euros.

Les placements de trésorerie comprennent :	Nombre d'actions	Juste valeur
Portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°		640.743
Hermes Universal Medium	145.500	13.511
Ageas	278.284	8.613
KBC	20.000	825
Autres		1.216
		664.908

Les acquisitions et les cessions doivent être attribuées en grande partie à la Banque J.Van Breda & C° suite aux opérations réalisées dans le cadre de son Asset & Liability Management.

Par secteur, la juste valeur des placements de trésorerie se répartit comme suit :	Juste valeur
Private Banking (principalement Banque J.Van Breda & C°)	640.773
AvH & subholdings	23.609
Development Capital	495
Real Estate, Leisure & Senior Care	30
Marine Engineering & Infrastructure	0
Energy & Resources	0
	664.908

Risque de crédit du portefeuille de placements de la Banque J.Van Breda & C°

Le profil de risque du portefeuille de placements est délibérément maintenu très bas depuis des années. Au niveau consolidé, le portefeuille de placements contenait, fin 2013, 76% d'obligations d'Etat de qualité, 23% d'obligations financières et industrielles et de commercial paper, et 1% d'actions et autres titres.

Le cadre global d'investissement, qui fixe les instruments et les limites de placement, est approuvé chaque année par le conseil d'administration de la Banque J.Van Breda & C°. Le tableau ci-après donne la composition du portefeuille de placements selon le rating et l'échéance finale.

Composition du portefeuille de placements au 31/12/2013

	Selon le rating	Selon la durée restante	
Obligations d'Etat Aaa	30%	2014	33%
Obligations d'Etat Aa1	8%	2015	20%
Obligations d'Etat Aa2	13%	2016	18%
Obligations d'Etat Aa3	25%	2017	20%
Obligations d'entreprise et commercial paper	21%	2018	6%
Obligations financières et perpetuels	2%	2019	0%
Actions et autres	1%	2020	1%
		indéfini	2%

Note 13 : banques - créances sur établissements de crédit et clients

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
	2013	2012	2013	2012
I. Créances sur établissements de crédit				
Banques nationales	14.966	34.868	14.967	34.857
Banques étrangères	44.620	28.518	44.644	28.518
Intérêts à recevoir	95	146	95	146
Total établissements de crédit	59.681	63.532	59.706	63.521
II. Prêts et créances sur les clients				
Effets de commerce et acceptations propres	99	290	94	287
Crédits d'investissements et financements	2.212.073	2.173.074	2.000.862	1.972.921
Variation de la juste valeur du portefeuille couvert (FV hedge)	222	3.705	222	3.705
Prêts hypothécaires	1.010.416	872.312	924.899	778.889
Crédits de fonctionnement	366.540	365.127	363.907	365.202
Autres	10.877	38.071	10.878	38.579
Intérêts à recevoir	6.886	6.973	6.886	6.973
Total clients	3.607.113	3.459.552	3.307.748	3.166.556
III. Créances sur des banques centrales				
Banques centrales	2.542	2.986	2.542	2.986
Intérêts à recevoir	4	10	4	10
Total banques centrales	2.546	2.996	2.546	2.996
TOTAL CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET CLIENTS	3.669.340	3.526.080	3.370.000	3.233.073

La consolidation intégrale de la Banque J. Van Breda & C° a pour conséquence la reprise de certaines créances et dettes bancaires spécifiques dans le bilan d'AvH. Ces rubriques ont été centralisées à des fins de transparence maximale.

Les prêts et créances sur clients comprennent :

- des crédits accordés par la Banque J. Van Breda & C° à des entrepreneurs familiaux et des titulaires de professions libérales, ainsi par ABK bank aux particuliers et indépendants. Les nombreux entrepreneurs et titulaires de professions libérales qui sont devenus clients au cours des années précédentes, confient à la banque une part toujours croissante de leurs affaires bancaires ;
- des financements de véhicules accordés par Van Breda Car Finance, filiale à 100% de la banque.

Les bonnes prestations de la banque expliquent l'augmentation des prêts et créances sur clients.

Risque de crédit

Le portefeuille de crédits de la Banque J. Van Breda & C° est largement réparti parmi une clientèle connue d'entrepreneurs locaux et de professions libérales (Banque J. Van Breda & C°), d'une part, et de particuliers et d'indépendants (ABK bank), d'autre part. La banque applique à cet égard des limites de concentration par secteur, ainsi que des montants de crédit maximums par relation. Le portefeuille de crédits est subdivisé en catégories de risques, chacune suivie d'une manière spécifique. Les crédits de la plus haute catégorie de risque (les crédits au 'déroulement incertain') font l'objet d'un rapport périodique au conseil d'administration de la Banque J. Van Breda & C°.

Dans le cadre de Bâle II la Banque J. Van Breda & C° et sa filiale ABK bank ont opté pour le 'standardized approach'.

Les créances douteuses sont transmises au service Contentieux. Selon certains critères, ce transfert a lieu automatiquement lorsque certains événements surviennent auprès de clients, débiteurs ou cautions. Des réductions de valeur sont actées sur les crédits à risque maximum, dits crédits au 'déroulement incertain', et sur les créances douteuses.

		Non échu	Echu < 30 jours	30 jours < échu < 60 jours	60 jours < échu < 120 jours	120 jours < échu	Contentieux
(€ 1.000)	Total						
Bilan des échéances 2012							
Banques nationales	34.857	34.857					
Banques étrangères	28.518	28.518					
Intérêts à recevoir	146	146					
Total établissements de crédit	63.521	63.521	0	0	0	0	0
Effets de commerce et acceptations propres	287	287					
Crédits d'investissements et financements	1.976.626	1.899.072	35.483	8.934	8.170	12.257	12.710
Prêts hypothécaires	778.889	759.380	13.424	5.100	548		437
Crédits de fonctionnement	365.202	344.785	12.651	3.172	2.118	1.900	576
Autres	38.579	38.579					
Intérêts à recevoir	6.973	6.973					
Total clients	3.166.556	3.049.076	61.558	17.206	10.836	14.157	13.723
Créances banques centrales	2.996	2.996	0	0	0	0	0

		Non échu	Echu < 30 jours	30 jours < échu < 60 jours	60 jours < échu < 120 jours	120 jours < échu	Contentieux
(€ 1.000)	Total						
Bilan des échéances 2013							
Banques nationales	14.967	14.967					
Banques étrangères	44.644	44.644					
Intérêts à recevoir	95	95					
Total établissements de crédit	59.706	59.706	0	0	0	0	0
Effets de commerce et acceptations propres	94	94					
Crédits d'investissements et financements	2.001.084	1.931.032	39.046	7.209	5.413	6.525	11.859
Prêts hypothécaires	924.899	905.375	12.001	4.881	1.601	0	1.041
Crédits de fonctionnement	363.907	333.575	23.371	775	1.764	104	4.318
Autres	10.878	10.878					
Intérêts à recevoir	6.886	6.886					
Total clients	3.307.748	3.187.840	74.418	12.865	8.778	6.629	17.218
Total banques centrales	2.546	2.546	0	0	0	0	0

Note 14 : stocks et contrats de construction en cours

(€ 1.000)			2013	2012
	Total	Regroupement d'entreprises	Autres	Total
I. Stocks, montant net	137.466	116.012	21.454	22.644
Valeurs comptables brutes :	141.789	119.549	22.240	23.189
Matières premières et approvisionnements	49.568	47.836	1.732	2.158
En-cours de fabrications	40		40	183
Produits finis	186		186	649
Marchandises	2.441		2.441	2.762
Biens immobiliers destinés à la vente	89.554	71.713	17.841	17.438
Amortissements et autres pertes de valeur (-)	-4.323	-3.537	-786	-545
Réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice			-93	-205
Reprise de réductions de valeur comptabilisées sur les stocks dans le compte de résultats au cours de l'exercice			62	101
II. Contrats de construction	Total	Regroupement d'entreprises	Autres	Total
Montant dû par les (aux) clients pour des contrats de construction, net	-16.217	-25.114	8.897	14.310
Montant dû par les clients pour des contrats de construction	177.964	151.422	26.543	39.708
Montant dû aux clients pour des contrats de construction (-)	-194.181	-176.536	-17.646	-25.398
Produits des contrats de construction			240.269	287.340
Contrats de construction à la date de clôture				
Montant des frais encourus plus les bénéfices moins les pertes comptabilisés			-273.922	-258.973
Montant des produits des contrats de construction			265.025	244.663
Montants retenus				1.722

Les projets de promotion immobilière de CFE sont repris principalement dans la rubrique 'Biens immobiliers destinés à la vente'. Cette rubrique comprend également le portefeuille de terrains d'Extensa, valorisé à la valeur d'acquisition.

Les contrats de construction de CFE, de DEME, d'Algemene Aannemingen Van Laere et d'Egemin sont évalués selon la méthode de 'Percentage of Completion', aboutissant à une reconnaissance de résultat au fur et à mesure de l'évolution des travaux. Les pertes prévues, par contre, sont immédiatement déduites des résultats. La rubrique 'Montants retenus' comprend uniquement les chantiers actifs toujours en cours à la date de clôture. Le solde de la colonne "Autres" est faussé par la construction, entre-temps finalisée, des appartements à Hasselt et en Turquie (Extensa) qui seront reclassés dans les 'Biens immobiliers destinés à la vente'. D'autre part, il faut encore mettre en concordance la présentation des travaux en cours chez CFE et Algemene Aannemingen Van Laere, ce qui inclut la compensation par projet en cours.

La progression des travaux est définie sur base des coûts en rapport au coût total estimé du projet.

Note 15 : location-financement et location simple

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2013	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2012
I. Bailleur - location-financement								
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
Investissements bruts dans les contrats de location	47.105	103.923	42.268	193.296	45.083	100.989	45.035	191.107
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	40.079	90.287	22.819	153.185	37.870	87.601	23.439	148.910
Produits financiers non acquis				40.111				42.197
Valeur cumulée des paiements minimaux au titre de la location non recouvrables				4.280				4.153
Débiteurs de location-financement	1.928			1.928	2.850			2.850

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2013	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2012
II. Bailleur - location simple								
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
Paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables					678	109		787

Via sa filiale Van Breda Car Finance, la Banque J. Van Breda & C° est active dans le secteur du financement et du leasing financier automobiles. D'autre part, Extensa détient en portefeuille un nombre limité de leasings immobiliers et la location à long terme par Leasinvest Real Estate des Archives de l'État à Bruges à la Régie des Bâtiments est reprise dans ce poste du bilan.

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2013	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2012
III. Preneur - location-financement								
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
Paiements minimaux futurs au titre de la location - total	5.766	22.736	5.124	33.626	1.917	7.157	5.003	14.078
Paiements minimaux futurs au titre de la location - intérêts (-)	-373	-1.014	-100	-1.486	-647	-1.815	-215	-2.677
Paiements minimaux futurs au titre de la location - valeurs actualisées	5.394	21.722	5.024	32.140	1.270	5.342	4.789	11.401
Allocation des dettes de contrats de location-financement vers les actifs : terrains et constructions				12.785				10.792
installations, machines & outillage				16.826				57
Mobilier et matériel roulant				2.529				551

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2013	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2012
IV. Preneur - location simple								
Paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables	5.726	8.477	12.168	26.371	22	4		26
Paiements de location et de sous-location comptabilisés dans les résultats				2.419				2.399

Egemin a conclu un 'sale and lease back' pour son bâtiment principal (échéance en 2018). L'augmentation des dettes de location-financement s'explique en outre par la consolidation intégrale de CFE et DEME dans les chiffres au 31/12/2013. Les dettes de location-financement sont reprises dans la note 17 'Dettes financières'.

Note 16 : provisions

	Provisions pour garanties	Provisions pour procédures juridiques	Provisions pour l'environnement	Provisions pour restructurations	Provisions pour obligations contractuelles	Autres provisions	Total
(€ 1.000)							
Provisions - exercice 2012							
Provisions, solde d'ouverture	2.109	1.339	99	75	0	2.875	6.498
Provisions supplémentaires					250		250
Augmentation des provisions existantes		267				355	622
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises		8		60			68
Montants utilisés (-)	-359	-43		-75		-139	-616
Montants non utilisés repris (-)	-1.510	-243				-126	-1.879
Transferts (vers) d'autres rubriques						1.056	1.056
Provisions, solde de clôture	240	1.328	99	60	250	4.021	5.998
Provisions - exercice 2013							
Provisions, solde d'ouverture	240	1.328	99	60	250	4.021	5.998
Provisions supplémentaires						469	469
Augmentation des provisions existantes	119	17		11		326	473
Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises	17.223	7.520		2.046		83.131	109.920
Montants utilisés (-)		-200			-250		-450
Montants non utilisés repris (-)	-163	-802		-30		-4	-999
Transferts (vers) d'autres rubriques						636	636
Provisions, solde de clôture	17.419	7.863	99	2.087	0	88.578	116.047

La rubrique "Augmentation lors d'un regroupement d'entreprises" contient d'une part les provisions provenant du bilan consolidé de CFE et d'autre part la provision pour risques éventuels en ce qui concerne les activités de construction et de promotion immobilière de CFE* pour un total de 60,3 millions d'euros suite à la première consolidation au niveau d'AvH. Nous renvoyons à la Note 5 'Acquisitions de filiales' pour plus d'information.

Note 17 : dettes financières

(€ 1.000)	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2013	< 1 an	1 an < < 5 ans	> 5 ans	Total 2012
I. Dettes financières								
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
Emprunts bancaires	212.091	767.736	70.475	1.050.302	131.958	254.539	30.255	416.753
Emprunts obligataires	100.000	95.767	199.639	395.405				0
Emprunts subordonnés			3.173	3.173		1.190		1.190
Contrats de location-financement	5.393	21.721	5.025	32.139	1.270	5.341	4.789	11.401
Autres dettes financières	278.733	4.374	189	283.296	139.829		207	140.035
Total	596.218	889.598	278.501	1.764.316	273.057	261.071	35.251	569.379

Risque de liquidité

Les dettes financières, après élimination intragroupe, proviennent des secteurs suivants :

	CT	LT
Marine Engineering & Infrastructure	340.089	715.290
Real Estate, Leisure & Senior Care	215.656	364.116
Energy & Resources	0	0
Development Capital	1.380	8.861
AvH & subholdings	39.093	87.990
Intercompany	0	-8.157
	596.218	1.168.098

Les dettes financières augmentent de plus d'un milliard d'euros suite à la consolidation intégrale de CFE et de DEME. Nous renvoyons à la Note 5 pour plus de détails sur ces dettes financières. Le risque de liquidité de **DEME** est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes banques, et d'autre part en les répartissant dans une large mesure à long terme. DEME veille en permanence à sa structure de bilan et s'efforce de maintenir un équilibre entre les fonds propres consolidés d'une part, les dettes nettes consolidées d'autre part. DEME dispose d'importantes lignes de crédit et de garantie auprès d'un grand nombre de banques internationales. Dans les contrats de crédit auprès des banques concernées, des ratios (covenants) déterminés ont été convenus dans certains cas et doivent être respectés par DEME. Elle dispose en outre d'un programme 'commercial paper' pour les besoins financiers à court terme. Les investissements de DEME portent principalement sur du matériel qui a une longue durée de vie et qui est amorti sur plusieurs années. DEME veille par conséquent à structurer une partie importante de ses dettes sur le long terme. Par ailleurs, pour diversifier ses sources de financement, DEME a émis en janvier 2013 un emprunt obligataire pour 200 millions d'euros. Cet emprunt a été placé auprès d'un groupe diversifié d'investisseurs (principalement privés). Conformément aux modalités de l'émission, DEME ne procédera à aucun remboursement intermédiaire du capital, mais remboursera la totalité à l'échéance en 2019. **CFE** a également procédé, le 21 juin 2012, à l'émission d'un emprunt obligataire pour un montant de 100 millions d'euros.

Les dettes encourues par la **SNTC** pour le financement de la pose des canalisations (10,8 millions d'euros) s'inscrivent dans la mise à disposition des canalisations, l'entiereté du capital et les charges d'intérêts étant répercutés sur l'utilisateur de la canalisation. **Van Laere** a réussi, en 2013, à réduire ses dettes financières de 2,7 millions d'euros. Le solde porte pour plus de moitié sur le 'Centrumparking Langestraat' sous les Archives de l'Etat.

Leasinvest Real Estate et **Extensa Group** disposent auprès de leurs banques des facilités de crédit à long terme et des lignes de backup nécessaires pour leur commercial paper afin de couvrir les besoins d'investissement actuels et futurs. Du fait de ces facilités de crédit et lignes de backup, le risque de financement est couvert. Le risque de liquidité est limité d'une part en répartissant les financements entre différentes contreparties financières et en faisant appel à diverses sources de financement, et d'autre part en diversifiant les dates d'échéance des facilités de crédit. Le recours à des sources de financement diverses s'est concrétisé, en 2013, par le placement réussi d'un emprunt obligataire public et privé par Leasinvest Real Estate pour un montant, respectivement, de 75 millions d'euros et 20 millions d'euros, ceci pour une durée respective de 6 et 7 ans. Ceci a contribué à une augmentation de la durée moyenne des dettes financières chez Leasinvest Real Estate, qui s'établissait à 3,7 ans fin 2013, contre 2,64 ans fin 2012.

L'expansion de **Anima Care** via l'acquisition de résidences existantes et la construction de nouvelles maisons de repos à Zemst, Blegny, Haut-Ittre et Kasterlee, est financée d'une part via l'augmentation de capital réalisée par AvH et d'autre part, par le financement externe.

Le segment Development Capital présente en 2013 des dettes financières, entièrement attribuables à la dette de location-financement d'**Egemin** portant sur le bâtiment principal.

La dette à long terme d'**AvH & subholdings** provient de l'achat de 3.066.440 actions CFE à Vinci pour un montant de 138,0 millions d'euros. Cette acquisition a été financée à concurrence de 50 millions d'euros avec des valeurs disponibles chez AvH & subholdings ; pour le solde de 88 millions d'euros, une dette financière a été reprise à plus d'un an.

Les dettes financières à court terme d'**AvH & subholdings** correspondent pratiquement au commercial paper émis par AvH. AvH et AvH Coordination Center disposent de lignes de crédit confirmées, réparties entre différentes banques, qui dépassent largement le commercial paper émis. Au-delà des dettes financières sous la forme de commercial paper, le secteur a encore 149,5 millions d'euros de dettes vis-à-vis d'autres entreprises du groupe (il s'agit en l'occurrence de participations qui mettent une partie de leurs excédents de trésorerie en dépôt auprès d'AvH Coordination Center). Ces montants sont bien entendu éliminés dans la consolidation.

II. Dettes (ou partie des dettes) garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs des entreprises comprises dans la consolidation

(€ 1.000)	2013	2012
Emprunts bancaires	618.203	120.574
Autres dettes financières	36.753	26.208
Total	654.956	146.783

Note 18 : banques - dettes envers des établissements de crédit, clients & titres

(€ 1.000)	Juste valeur		Valeur comptable	
I. Dettes envers des établissements de crédit	2013	2012	2013	2012
Dépôts à vue	1.350	2.032	1.350	2.032
Dépôts à terme fixe	10.149	8.781	10.144	8.488
Contrats de rachat (repo)	92.594	53.598	92.594	53.598
Autres dépôts	2.212	4.517	2.211	4.517
Intérêts à payer	20	12	20	12
Total	106.325	68.940	106.319	68.647
II. Dettes envers des clients	2013	2012	2013	2012
Dépôts à vue	1.318.399	1.313.858	1.318.399	1.313.857
Dépôts à terme fixe	1.478.561	1.175.331	1.434.240	1.121.360
Dépôts spéciaux	31.823	38.294	31.823	38.294
Dépôts d'épargne réglementés	766.152	779.580	766.152	779.580
Autres dépôts	25.813	56.199	25.817	56.199
Système de protection des dépôts	364	728	364	728
Intérêts à payer	21.743	17.925	21.743	17.925
Total	3.642.855	3.381.915	3.598.538	3.327.943
III. Dettes représentées par un titre	2013	2012	2013	2012
Certificats de dépôts	127.920	9.168	127.854	8.998
Bons de caisse	163	457	161	444
Emprunts obligataires non convertibles	0	8.908	0	8.722
Intérêts à payer	4	36	4	36
Total	12 8.087	18.569	128.019	18.200
IV. Dettes subordonnées	2013	2012	2013	2012
Dettes subordonnées	93.294	100.110	82.778	85.554
Intérêts à payer	1.695	1.751	1.695	1.751
Total	94.989	101.861	84.473	87.305
TOTAL DES DETTES ENVERS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, CLIENTS ET TITRES	3.972.256	3.571.285	3.917.349	3.502.096

La consolidation intégrale de la Banque J. Van Breda & C° explique la reprise dans le bilan d'AvH des créances et dettes bancaires spécifiques. Ces rubriques sont regroupées à des fins de transparence maximale.

Le financement institutionnel externe (interbancaire + titres placés auprès d'institutionnels) représente moins de 5% du total du bilan de la Banque J. Van Breda & C°. La principale source de financement de la banque demeure sa clientèle : des milliers d'entrepreneurs et titulaires de professions libérales au niveau local qui confient à la Banque J. Van Breda & C° leurs placements et leur gestion bancaire. Cela vaut également pour les indépendants et clients particuliers d'ABK bank. La banque dispose ainsi d'une source de financement stable, dont les volumes sont répartis parmi un large groupe de clients.

Risque de liquidité Banque J. Van Breda & C°

Le risque de liquidité de la banque est surveillé en permanence par le biais d'une gestion de trésorerie proactive, dans le cadre fixé par l'Asset & Liability Management.

Pour la gestion de sa liquidité, la banque a, entre autres, recours à des rapports d'écart de liquidité, à des analyses de ratios et à des prévisions de volumes à court et à long termes. La banque utilise également un ratio de liquidité interne, qui analyse les actifs liquides et la liquidité disponible dans le portefeuille de placements par rapport aux engagements à court terme. La banque assure également un suivi mensuel de l'évolution des ratios de stress test de la BNB. La banque se maintient largement dans les normes fixées par la BNB. En 2013, la position de liquidité s'est améliorée, les surplus étant placés à court terme.

Le tableau ci-après illustre les éléments de l'actif et du passif regroupés par période d'échéances.

Ecart de liquidité							
(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	Indéfini
31/12/2013							
Actifs	658.000	265.000	640.000	1.917.000	761.000	396.000	83.000
Passifs	-576.000	-268.000	-1.230.000	-1.938.000	-142.000	0	-179.000
Produits dérivés	-1.000	-1.000	-3.000	-2.000	3.000	0	0
Ecart	81.000	-4.000	-593.000	-23.000	622.000	396.000	-96.000
31/12/2012							
Actifs	438.000	206.000	484.000	1.506.000	762.000	477.000	122.000
Passifs	-509.000	-215.000	-890.000	-1.701.000	-152.000	-1.000	-181.000
Produits dérivés	-1.000	-1.000	-9.000	-6.000	1.000	0	0
Ecart	-72.000	-10.000	-415.000	-201.000	611.000	476.000	-59.000

Le tableau tient compte des hypothèses internes concernant la stabilité des avoirs pour les produits sans échéance (p.ex. compte à vue, compte d'épargne). En 2013, ABK bank (reprise en 2011) a été intégrée dans l'application pour le calcul du risque de liquidités et de taux d'intérêt. Pour fournir une base de comparaison correcte avec les chiffres de 2013, les chiffres de 2012 ont été recalculés.

La banque dispose d'un important portefeuille d'obligations de qualité, qui peuvent être utilisées pour faire face à des variations de liquidité de la trésorerie.

Note 19 : instruments financiers

Risque de taux d'intérêt de la Banque J.Van Breda & C°

La banque suit une politique prudente en matière de risque de taux d'intérêt, qui s'inscrit largement dans le cadre des normes de la BNB (Banque Nationale de Belgique). Lorsque les échéances à l'actif et au passif ne concordent pas suffisamment, la banque recourt à des instruments de couverture pour corriger la situation. Elle le fait en utilisant une combinaison de swaps d'intérêts (qui transforment les obligations à taux variable en obligations à taux fixe) et d'options (qui offrent une protection contre une hausse des taux d'intérêt au-delà de certains niveaux). Depuis 2009, il est décidé de maintenir le risque de taux d'intérêt à un niveau relativement bas.

Pour ce faire, la banque réalise une analyse de l'écart entre les échéances des instruments financiers au passif et à l'actif ('gap analysis') et une analyse de sensibilité tenant compte des conditions changeantes du marché des taux. Ces deux analyses permettent d'analyser l'impact de scénarios de stress important. Tant la sensibilité des revenus que la sensibilité patrimoniale sont analysées dans ce contexte. Le risque de taux d'intérêt est mesuré, entre autres, au moyen de la méthodologie 'Basis Point Value' (BPV) qui indique la variation de valeur du portefeuille analysé en cas d'augmentation des taux d'intérêt de x points de base (généralement 1, 10 ou 100 points de base) sur l'ensemble de la courbe des taux. Grâce à l'amélioration de la position de liquidité en 2013, les surplus étant placés à court terme, la Basis Point Value est redevenue positive.

Pour ces analyses, tant pour la sensibilité des revenus que pour la sensibilité patrimoniale, les hypothèses de la BNB pour les produits sans date d'échéance sont prises en compte. Ces hypothèses et les méthodes appliquées n'ont pas changé par rapport à 2012. En 2013, ABK bank (reprise en 2011) a été intégrée dans l'application pour le calcul du risque de liquidités et de taux d'intérêt. Pour fournir une base de comparaison correcte avec les chiffres de 2013, les chiffres de 2012 ont été recalculés.

(€ 1.000)	sensibilité des revenus	sensibilité patrimoniale	Impact d'une hausse du taux d'intérêt parallèle de 100 points de base (1%) :	2013	2012
Dépôts à vue insensibles aux taux	60 mois				
Dépôts à vue sensibles aux taux	1 jour				
Dépôts à vue semi-sensibles aux taux	6 mois	2 ans			
Dépôts d'épargne réglementés	6 mois	2 ans			
			Le résultat d'intérêt (sensibilité des revenus)	1.788	-69
			La juste valeur des capitaux propres (sensibilité patrimoniale) (= BPV)	-16.195	-15.927

Dans l'analyse de la répartition de l'actif et du passif par échéance, les produits financiers au bilan tout comme les produits financiers hors bilan sont répartis entre les différents intervalles de temps en fonction de la date d'échéance. Ceci rend visible l'écart entre les échéances ('gap' ou 'mismatch') qui peut exister pour la banque. L'écart de taux est calculé, depuis 2012, sur la base des hypothèses de sensibilité des revenus plutôt que des hypothèses de sensibilité patrimoniale. Il en résulte que les dépôts à vue semi-sensibles aux taux et les dépôts d'épargne réglementés sont réappréciés sur 6 mois plutôt que sur 2 ans.

(€ 1.000)	≤ 1 mois	1-3 mois	3-12 mois	1-5 ans	5-10 ans	> 10 ans	indéfini
31/12/2013							
Actifs	753.000	485.000	836.000	2.044.000	382.000	128.000	87.000
Passifs	-552.000	-265.000	-1.809.000	-1.464.000	-136.000	0	-53.000
Produits dérivés	329.000	32.000	-65.000	-176.000	-120.000	0	0
Ecart	530.000	252.000	-1.038.000	404.000	126.000	128.000	34.000
31/12/2012							
Actifs	560.000	283.000	906.000	1.757.000	354.000	93.000	124.000
Passifs	-539.000	-211.000	-1.430.000	-1.187.000	-145.000	-1.000	-85.000
Produits dérivés	336.000	121.000	-216.000	-166.000	-75.000	0	0
Ecart	357.000	193.000	-740.000	404.000	134.000	92.000	39.000

Risque d'intérêt des autres participations intégralement consolidées

La gestion du risque de taux au sein du groupe CFE s'effectue en fonction de l'activité. Pour les concessions, la gestion du risque de taux est fondée sur deux horizons de gestion : un horizon à long terme qui vise à assurer et optimiser l'équilibre économique de la concession, et un horizon à court terme visant à optimiser le coût moyen de la dette. Pour couvrir le risque de taux, on a recours aux swaps de taux d'intérêt. DEME est confrontée à d'importants financements dans le cadre d'investissements dans sa flotte. Pour atteindre un équilibre optimal entre les coûts de financement et la volatilité des résultats financiers, DEME a recours aux swaps de taux d'intérêt.

Le groupe Rent-A-Port est principalement financé par des fonds propres et par des prêts d'actionnaires, si bien que le risque de taux n'a, par définition, aucun impact significatif sur les états financiers consolidés d'Ackermans & van Haaren.

Les dettes financières de Van Laere sont couvertes contre les hausses de taux d'intérêt via des instruments financiers (interest rate swap, collar, cap) ou consistent en emprunts souscrits à des taux d'intérêt fixes.

La SNTC n'est très peu exposée au risque de taux d'intérêt étant donné que les charges d'intérêt sont intégralement imputées aux utilisateurs dans le cadre de la mise à disposition des canalisations.

La politique de couverture de Leasinvest Real Estate est destinée à garantir le risque de taux d'intérêt à raison d'environ 75% des dettes financières pour une période de 4 à 5 ans et d'environ 50% pour les 5 années suivantes. Etant donné que le financement de la dette de Leasinvest Real Estate fin 2013 est basé sur un taux d'intérêt flottant, le risque est réel qu'en cas de hausse des taux d'intérêt, les frais de financement augmentent. Ce risque d'intérêt est couvert par des instruments financiers tels que des interest rate collars spot & forward et des interest rate swaps. Les dates d'échéance des couvertures d'intérêts se situent entre 2014 et 2023. La durée s'élevait à 5,30 ans fin 2013.

Extensa aspire à une couverture minimale de 50% des crédits flottants consolidés à court terme. En 2010, des 'cap options' ont donc été achetées pour un montant notionnel total de 50 millions d'euros sur une période de 7 ans (2010-2017). La couverture n'a pas changé en 2013.

Anima Care couvre son risque de taux d'intérêt en contractant au maximum des emprunts avec un taux d'intérêt fixe. A la fin 2013, le solde des emprunts avec un taux d'intérêt flexible s'élève à 3,8% de la dette financière totale.

Le segment Development Capital présente en 2013 des dettes financières, entièrement attribuables à la dette de location-financement d'Egemin portant sur le bâtiment principal. Le risque de taux d'Egemin est limité à la révision quinquennale de la dette de location-financement avec échéance en 2018.

Les dettes financières du segment AvH & subholdings sont constituées d'une part de la dette à long terme de 88 millions d'euros résultant de l'achat de 3.066.440 actions CFE à Vinci et d'autre part, du commercial paper émis par AvH (38,9 millions d'euros). A la fin de l'année 2013, il n'y avait aucun instrument de couverture des taux d'intérêt en cours.

Analyse de sensibilité pour le risque d'intérêt

Une augmentation de l'Euribor de 50 pb entraînerait une hausse des charges d'intérêt de 0,6 million d'euros (Extensa), de 0,2 million d'euros (Leasinvest Real Estate), de 0,01 million d'euros (Anima Care) et de 0,2 million d'euros (AvH & subholdings). Chez Van Laere, l'impact est quasiment nul par la couverture ou des taux d'intérêt fixes. Ceci ne tient toutefois pas compte des impacts que l'on retrouverait à l'actif.

Une augmentation du taux d'intérêt de 50 pb entraîne chez CFE une augmentation des charges d'intérêts de 1,6 million d'euros, tandis que la charge d'intérêt du financement externe de 88 millions d'euros contracté par AvH dans le cadre de l'acquisition du contrôle de CFE augmenterait de 0,4 million d'euros. Ces deux composants n'ont eu pratiquement aucun impact sur la charge d'intérêt de 2013, étant donné que l'acquisition du contrôle est intervenue fin 2013.

Note 19 : instruments financiers (suite)

(€ 1.000) Couverture du risque de taux d'intérêt du portefeuille	Montant notionnel 2013	Valeur comptable 2013	Montant notionnel 2012	Valeur comptable 2012
Actifs				
Couverture de la juste valeur	156.364	664		
Couverture du flux de trésorerie	234.018	12.169	2.063	1
Intérêts à recevoir		44		43
< 1 an		11.204		43
> 1 an		1.673		1
Passifs				
Couverture de la juste valeur	243.519	3.617	296.169	10.687
Couverture du flux de trésorerie	1.074.250	42.509	451.607	24.624
Intérêts à payer		712		1.877
< 1 an		17.211		4.791
> 1 an		29.627		32.397

(€ 1.000) Ajustements de la juste valeur des instruments financiers dérivés	Bénéfice 2013	Perte 2013	Bénéfice 2012	Perte 2012
Couverture de juste valeur de risque de taux d'intérêt				
Ecart de réévaluation du portefeuille couvert		-4.736	1.098	
Ecart de réévaluation des instruments de couverture	4.700			-1.139
Résultat échelonné de la juste valeur initiale du portefeuille couvert	1.253		579	
Couverture du flux de trésorerie du risque d'intérêt				
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés - partie inefficace			135	
Reprise dans les résultats de la valeur intrinsèque initiale des instruments financiers dérivés selon l'évolution du cash flow attendue à l'origine				-8

	Reconnu dans les fonds propres	Perte 2013	Reconnu dans les fonds propres	Perte 2012
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés - partie efficace	8.559		-10.539	
Cession cashflow hedge		-3.280		-3.091

Instruments financiers dérivés à des fins de trading

(€ 1.000)									
Selon la nature	Selon le type	Valeur comptable		Montant notionnel		Valeur comptable		Montant notionnel	
		Actifs 2013	Passifs 2013	A recevoir (actifs) 2013	A livrer (passifs) 2013	Actifs 2012	Passifs 2012	A recevoir (actifs) 2012	A livrer (passifs) 2012
Taux d'intérêt	Option	4		22.750		12	3.577	130.482	
	Cap/Floor/Collar	324	2.315	140.000		647		280.000	
	IRS	319	1.567	50.000	105.364	684	2.745	55.000	126.454
	FRA								
	Autres					2.520		2.065	
Actions	Equity option					1.603		7.043	
	Autres								
Valuta (FX)	FX forward	926	6.443	35.405	330.245	558	2.037	21.842	8.946
	FX option						604		22.020
Intérêts à recevoir/à payer		39	145			85	1.136		
Total		1.612	10.471	248.155	435.609	6.109	10.099	496.432	157.420
< 1 an		946	1.165			2.394	4.715		
> 1 an		666	9.306			1.195	5.384		
Obligations en trading						2.520			
Actions en trading		0				0			

Cette rubrique comprend les instruments financiers dérivés auxquels **CFE, DEME, la Banque J.Van Breda & C°, Extensa Group** et **Leasinvest Real Estate** font appel, ne répondant pas au critères de 'hedging' (couverture).

Note 20 : impôts

I. Actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan

(€ 1.000)	Actifs 2013	Passifs 2013	NET 2013	Actifs 2012	Passifs 2012	NET 2012
Immobilisations incorporelles	22	3.935	-3.913		1.509	-1.509
Immobilisations corporelles	15.312	98.761	-83.449	-195	4.709	-4.904
Immeubles de placement		282	-282		452	-452
Placements de trésorerie	-1.960	1.263	-3.223	-3.784	2.496	-6.280
Avantages du personnel	13.198	2.491	10.707	660	310	350
Provisions	3.282	31.385	-28.104	1.556	242	1.314
Instruments financiers dérivés	8.448	-1.196	9.644		-3.416	3.416
Rubriques fonds de roulement	28.252	18.065	10.187	200	8.741	-8.541
Pertes fiscales & crédits d'impôts / déduction pour investissement	107.894	-1.019	108.914	26.729	-3.831	30.560
Compensation	-116.303	-116.303	0			0
Total	58.146	37.664	20.481	25.165	11.211	13.954

L'évolution des actifs et passifs d'impôts différés nets doit être principalement attribuée en 2013 à la consolidation intégrale de CFE et DEME et, par ailleurs, à l'évolution des réserves de revalorisation 'Titres disponibles à la vente' et 'Instruments financiers dérivés', ainsi que des pertes fiscales. La rubrique 'Compensation' reflète la compensation entre les actifs et les passifs d'impôts différés par entité chez DEME.

En 2012 est entrée en vigueur une loi permettant aux membres du Crédit Professionnel – moyennant le paiement au Trésor d'une cotisation spéciale – de sortir de ce réseau. ABK bank en a fait usage en décembre 2012 contre paiement d'une cotisation spéciale unique de 60,1 millions d'euros. Au final, l'impact de cette cotisation sur le résultat consolidé en 2012 était limité compte tenu, d'une part, de la reprise de l'impôt différé qui avait été constitué à cet effet dès 2011 pour un montant de 39,2 millions d'euros, et d'autre part, de l'inscription d'une créance fiscale différée dans les comptes de 2012.

II. Actifs d'impôts différés non-comptabilisés

Créances non-comptabilisées en raison de pertes fiscales	65.676		65.676	11.790	11.790
Autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés (*)	23.196		23.196	23.467	23.467
Total	88.872		88.872	35.257	35.257

(*) Les autres actifs d'impôts différés non-comptabilisés concernent principalement des montants dont la récupération est limitée dans le temps et dépend de l'importance du résultat imposable qui est comptabilisé au cours de cette période. Les créances qui résultent de la récupération d'excédents de RDT non-utilisés ne sont pas reprises dans ce relevé.

III. Charges (produits) d'impôt exigibles et différés	2013	2012
Impôts exigibles, nets		
Impôts sur le résultat de l'exercice	-13.543	-16.571
Ajustements aux impôts exigibles des exercices antérieurs	49	3.057
Total	-13.495	-13.515
Impôts différés, nets		
Afférents à la naissance et à l'extourne des différences	-1.640	577
Dotations pertes fiscales (utilisées)	-5.850	15.343
Autres impôts différés		39.211
Total	-7.491	55.131
Total des charges (produits) d'impôt exigibles et différés	-20.985	41.616

IV. Rapprochement entre le taux d'impôt applicable et le taux d'impôt effectif

Résultat avant impôts	368.676	169.063
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-153.333	-133.761
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	215.343	35.302
Taux d'impôt applicable (%)	33,99%	33,99%
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt applicable	-73.195	-11.999
Impact des taux dans d'autres juridictions	-999	-102
Impact des revenus non-taxables	64.913	21.507
Impact des frais non-deductibles	-7.991	-5.123
Impact des pertes fiscales	-554	-3.217
Impact des sur- ou sous-estimations pendant les exercices antérieurs	96	93
Impact ABK (2012 : reprise de provision)		39.211
Autres augmentations (diminutions)	-3.255	1.245
Charge d'impôt sur base du taux d'impôt effectif	-20.985	41.616
Résultat avant impôts	368.676	169.063
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (-)	-153.333	-133.761
Résultat avant impôts, résultats des sociétés mises en équivalence exclus	215.343	35.302
Taux d'impôt effectif (%)	9,75%	-117,89%

Le poste impôts porte uniquement sur les impôts des participations consolidées intégralement. Une partie importante du résultat consolidé d'AvH est réalisée au niveau d'entreprises qui sont reprises par mise en équivalence. Etant donné que la contribution de ces participations est résumée en une seule ligne, la charge d'impôt de ces entreprises n'est pas visible dans les comptes consolidés d'AvH. Les revenus non imposables portent principalement sur les plus-values (exonérées) et les dividendes.

Note 21 : paiement fondé sur des actions

1. Plan d'options d'AvH - réglé en instruments de capitaux propres au 31 décembre 2013

Année d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options exercées	Nombre d'options échues	Solde	Prix d'exercice (€)	Période d'exercice
2005	44.500	-35.000		9.500	27,08	01/01/2009 - 24/01/2013 + 5 ans
2006	46.000	-30.500		15.500	46,09	01/01/2010 - 03/01/2014 + 5 ans
2007	45.000	-3.000		42.000	62,12	01/01/2011 - 08/01/2015 + 5 ans
2008	46.500	-1.000	-2.000	43.500	66,05	01/01/2012 - 02/01/2016 + 5 ans
2009	49.500	-17.500	-2.000	30.000	37,02	01/01/2013 - 05/01/2017
2010	49.000		-2.000	47.000	52,05	01/01/2014 - 04/01/2018
2011	49.000		-2.500	46.500	60,81	01/01/2015 - 04/01/2019
2012	47.000			47.000	56,11	01/01/2016 - 03/01/2020
2013	49.500			49.500	61,71	01/01/2017 - 03/01/2021
	426.000	-87.000	-8.500	330.500		

Le plan d'options d'AvH, approuvé en mars 1999, vise la motivation à long terme des administrateurs exécutifs, des membres du comité exécutif, des cadres et des consultants dont les activités sont essentielles au succès du groupe. Les options donnent droit à l'acquisition du nombre équivalent d'actions AvH.

Le comité des rémunérations est chargé du suivi de ce plan et de la sélection des bénéficiaires. Les options sont offertes gratuitement et ont une durée de 8 ans. La société a fait usage de la possibilité de prolonger d'un maximum de 5 ans, sans charges supplémentaires, le délai d'exercice des options offertes par la société entre le 2 novembre 2002 et le 31 août 2008, ceci dans les limites fixées par la Loi de Relance économique du 27 mars 2009.

La juste valeur au 31 décembre 2013 des options accordées 2005-2013 s'élève à 4,9 millions d'euros et est calculée par une partie externe, à l'aide du modèle Black & Scholes modifié, dont les critères principaux sont :

Année d'attribution	Cours de bourse (€)	Rendement en dividende	Volatilité	Taux d'intérêt	Durée estimée	Valeur Black & Scholes (€)	Rotation des bénéficiaires
2005	28,06	1,92%	20,36%	3,16%	6,24	6,79	1,33%
2006	47,60	1,37%	18,10%	3,23%	5,95	11,94	1,33%
2007	66,90	1,35%	22,05%	4,04%	5,75	21,74	1,33%
2008	65,85	1,75%	20,24%	4,34%	5,90	17,78	1,33%
2009	37,02	2,66%	42,84%	3,39%	6,50	15,47	1,33%
2010	52,23	2,66%	34,34%	3,28%	7,29	16,53	1,33%
2011	63,80	2,26%	23,42%	2,82%	7,22	15,77	1,33%
2012	58,99	3,26%	31,65%	2,14%	7,40	15,13	1,33%
2013	63,62	3,26%	25,00%	1,27%	7,84	11,26	1,33%

En 2013 49.500 nouvelles options ont été attribuées au prix d'exercice de 61,71 euros par action. La juste valeur lors de l'attribution a été fixée à 0,6 million d'euros et est prise en résultats sur la période 'vesting' de 4 ans.

Afin de couvrir les obligations d'options actuelles, AvH (& subholdings) détient un total de 358.500 actions propres en portefeuille.

2. Plans d'options et de warrants réglés en trésorerie des filiales consolidées d'AvH

Les bénéficiaires des plans d'options de Van Laere, Delen Private Bank, Banque J.Van Breda & C°, BDM, ASCO et Anima Care disposent d'une option de vente à charge des sociétés-mère respectives Anfima, Delen Investments, Finaxis et AvH (qui disposent elles-mêmes d'une option d'achat et d'un droit de préemption afin d'empêcher le transfert des actions à des tiers).

Ces plans d'options concernent des actions non cotées, dont la valeur est fixée dans le plan d'options. La fixation du prix d'exercice des options de vente (dépendant du plan d'options) est basée sur la croissance des fonds propres, un multiple sur la croissance du bénéfice consolidé ou une définition de la valeur de marché de la société.

Conformément à l'IFRS 2 l'impact de ces plans d'options et de warrants est incorporé dans les dettes, sur base des estimations les plus fiables. Ces dettes sont actualisées lors de l'exercice, la nouvelle attribution ou l'ajustement des paramètres. Ces augmentations ou diminutions des dettes représentent une charge ou un produit dans le compte de résultats.

La dette totale des plans d'options et de warrants des entités consolidées intégralement au 31 décembre 2013 s'élève à 6,7 millions d'euros.

3. Actions propres

En 2013, AvH a acheté 75.000 actions propres pour couvrir les obligations actuelles et futures du groupe en matière d'options. Sur la même période, 72.000 actions propres ont été vendues suite à l'exercice d'options sur actions. Au final, AvH détient directement et par le biais de sa filiale Brinvest un total de 358.500 actions propres, soit 3.000 de plus qu'à la fin de l'année 2012. A la fin 2013, les engagements d'AvH liés aux options en circulation portent sur 330.500 actions.

Par ailleurs, AvH a conclu au cours de l'année 2013 un contrat de liquidité avec Kepler Cheuvreux. Dans le cadre de ce contrat, en vertu duquel Kepler Cheuvreux opère des transactions en actions en toute autonomie mais pour le compte d'Ackermans & van Haaren, 183.287 actions propres ont été achetées et 180.262 actions propres ont été vendues, ce qui donne un solde de 3.025 actions propres à la fin de l'année 2013.

Actions propres détenues dans le cadre du plan d'options	2013	2012
Solde d'ouverture	355.500	369.000
Achat d'actions propres	75.000	
Vente d'actions propres	-72.000	-13.500
Solde de clôture	358.500	355.500

Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	2013	2012
Solde d'ouverture	0	
Achat d'actions propres	183.287	
Vente d'actions propres	-180.262	
Solde de clôture	3.025	

Note 22 : droits et engagements hors bilan

I. Droits et engagements hors bilan, CFE-DEME exclus

(€ 1.000)	2013	2012
Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagements	130.997	115.663
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation	331.427	193.479
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, s'ils ne sont pas portés au bilan	13.870	13.221
Engagements d'acquisition d'immobilisations	29.175	20.710
Engagements de cession d'immobilisations	241.713	220.576
Droits et engagements hors bilan des banques (Banque J.Van Breda & C°)		
- crédit d'engagement utilisés	328.530	307.407
- garanties bancaires	51.150	53.749
- mobilières et titres négociables prêtés + actifs grevés de sûretés réelles	179.565	140.290

En 2013, les garanties personnelles sont constituées de 25,6 millions d'euros de garanties concernant des projets immobiliers d'Extensa, de 40,7 millions d'euros de garanties concernant les chantiers de construction d'Algemene Aannemingen Van Laere, de 8,4 millions d'euro de garanties liées aux projets de Egemin et de 11,1 millions d'euros concernant de projets de développement de Rent-A-Port. Le solde de 45,2 millions d'euros concerne des garanties constituées par AvH & subholdings (y compris le development capital) dans le cadre de la vente de participations.

Les sûretés réelles se composent à raison de 34,0 millions d'euros de sûretés constituées par Extensa dans le cadre de ses activités de promotion foncière et de développement de projets. Par ailleurs, des sûretés ont été constituées pour 191,4 millions d'euros par Anima Care dans le cadre du financement des biens immobiliers et pour 10,8 millions d'euros à la SNTC sous la forme de contrats de transport donnés en gage. Le solde est représenté par des sûretés chez Algemene Aannemingen Van Laere (18,3 millions d'euros) et chez AvH & subholdings (nantissement d'actions Hertel pour 77,0 millions d'euros).

Les sous-traitants d'Algemene Aannemingen Van Laere ont constitué pour 13,9 millions d'euros de garanties.

Les engagements d'acquisition d'immobilisations comprennent notamment des options dans le cadre de plans d'options sur actions au niveau d'AvH & subholdings, Development Capital et Private Banking ou des options dans le cadre de conventions d'actionnaires dans le segment Development Capital.

Les engagements de cession d'immobilisations représentent des options call sur les actifs d'AvH & subholdings (y compris le development capital) à hauteur de 185,5 millions d'euros. Les options d'achat accordées sur des contrats de leasing et sur des immeubles de placement chez Extensa Group et Leasinvest Real Estate expliquent les 56,2 millions d'euros restants.

II. Droits et engagements hors bilan de CFE-DEME

(€ 1.000)	2013
Engagements	
Bonne exécution et performance bonds (a)	928.273
Soumissions (b)	30.977
Restitution d'acomptes (c)	17.453
Retenues de garanties (d)	61.792
Paieement à terme des sous-traitants et fournisseurs (e)	36.283
Autres engagements donnés - dont 115.638 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	236.873
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté des dettes et engagements d'entreprises comprises dans la consolidation (f)	472.137
Total	1.783.788
Droits	
Bonne exécution et performance bonds	51.036
Autres engagements reçus	14.883
Total	65.919

(a) Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.

(b) Garanties données dans le cadre d'appels d'offres.

(c) Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).

(d) Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.

(e) Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

(f) Sûretés réelles reprises par DEME pour 472 millions d'euros dans le cadre du financement de la flotte.

Note 23 : emploi

I. Effectifs moyens	2013	2012
Direction et employés	1.515	1.345
Ouvriers	456	481
II. Frais de personnel		
(€ 1.000)	2013	2012
Rémunérations et charges sociales	-119.297	-111.492
Pensions (prestations définies et cotisations définies)	-4.892	-3.334
Paielement fondé sur des actions	-1.984	-3.614
Total	-126.172	-118.440

Les acquisitions de deux maisons de repos et de soins par Anima Care sont à l'origine de l'augmentation de l'effectif du personnel. Au siège social d'AvH 31 personnes sont employées.

Note 24 : obligations en matière de pensions

(€ 1.000)	2013	2012
Régimes de pensions à prestations définies	-41.474	-2.352
Autres obligations en matière de pension (prépension)	-3.269	-2.023
Total obligations en matières de pension	-44.743	-4.375
Total actifs en matières de pension	2.261	1.323

I. Régimes à prestations définies	2013	2012
1. Montants repris au bilan		
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies	-39.213	-1.029
La valeur actualisée des obligations intégralement ou partiellement financées (-)	-145.208	-7.508
Juste valeur des actifs des régimes	105.995	6.479
Actifs (obligations) nets résultant des régimes à prestations définies, total	-39.213	-1.029
Obligations (-)	-41.474	-2.352
Actifs	2.261	1.323
Variation des actifs (obligations) nets au bilan		
Actifs (obligations) repris au bilan, solde d'ouverture	-1.029	-1.331
Effets des regroupements d'entreprises	-39.458	0
Charges prises en résultat	-1.055	-54
Charges comptabilisées en capitaux propres	1.985	-894
Contributions aux actifs des régimes	235	473
Autres mouvements	109	777
Actifs (obligations) repris au bilan, solde de clôture	-39.213	-1.029
2a. Charges prises en résultat	-1.055	-54
Coût des services rendus	-510	-345
Charges d'intérêt	-245	-345
Revenus d'intérêt des actifs des régimes (-)	423	636
Coût des services passés non reconnus	-723	0
2b. Charges comptabilisées en capitaux propres	1.985	-894
Ecarts actuariels repris dans les résultats non-réalisés	457	-1.344
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des revenus d'intérêt (-)	260	-81
Effet de la variation des taux de change	0	0
Autres	1.268	531

(€ 1.000)	2013	2012
3a. Mouvements des obligations résultant des régimes à prestations définies		
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde d'ouverture	-7.508	-7.385
Effets des regroupements d'entreprises	-136.782	0
Coût des services rendus	-510	-345
charges d'intérêt	-245	-345
Contributions aux actifs des régimes	-20	-9
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	121	1.146
Ecarts actuariels, net	457	-1.344
<i>Ecarts actuariels découlant de variations dans les hypothèses démographiques</i>	0	-4
<i>Ecarts actuariels découlant de variations dans les hypothèses financières</i>	415	-1.260
<i>Ecarts actuariels découlant d'ajustement liés à l'expérience</i>	42	-79
Coût des services passés non reconnus	-723	0
Autres mouvements	3	775
Obligations résultant des régimes à prestations définies, solde de clôture	-145.208	-7.508
3b. Mouvements des actifs des régimes à prestations définies		
Juste valeur des actifs, solde d'ouverture	6.479	6.055
Effets des regroupements d'entreprises	97.324	0
Rendement des actifs des régimes (à l'exclusion des revenus d'intérêt)	260	-81
Revenus d'intérêt	423	636
Contributions aux actifs des régimes	255	482
Prestations versées aux bénéficiaires (-)	-121	-1.146
Autres mouvements	1.375	533
Juste valeur des actifs, solde de clôture	105.995	6.479
4. Principales hypothèses actuarielles		
Taux d'actualisation	3,4%	2,89% - 5,05%
Taux attendus d'augmentation des salaires	3%<60a - 2% > 60a	3,50% - 5,27%
Taux d'inflation	2%	2%
Tables de mortalité	MR/FR	MR/FR
5. Autres informations		
Duration (en années)	11,62	14,85
Rendement moyen réel des actifs des régimes	4,83%	2,48%
Cotisations prévues de verser au régimes au cours de l'exercice prochain	8.657	365
6. Analyse de sensibilité		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 25 PB	-2,90%	-2,77%
Diminution de 25 PB	+2,90%	+2,95%
Taux de croissances des salaires		
Augmentation de 25 PB	+2,0%	+4,86%
Diminution de 25 PB	-1,8%	-4,46%

Les plans de pension à prestations définies augmentent fortement suite à l'acquisition du contrôle de CFE (et de DEME) fin 2013, mais sans impact sur le résultat. Tout comme les autres plans de pension (notamment AvH et ABK bank), les plans de pension de CFE sont presque entièrement souscrits auprès d'assureurs dans le cadre de la branche 21 (assurances vie avec taux garanti). Les informations en provenance de CFE prédominent sur les hypothèses actuarielles, autres informations et analyses de sensibilité susmentionnées pour la période 2013. La fusion de 2 plans de pension chez AvH explique la rubrique 'coût des services passés'.

II. Régimes à cotisations définies	2013	2012
Total des charges comptabilisées dans le compte de résultats	-4.400	-4.027

Note 25 : activités abandonnées

Il n'y a pas eu d'activités abandonnées.

Note 26 : parties liées

I. Parties liées, à l'exclusion de CFE

(€ 1.000)	Exercice 2013				Exercice 2012			
	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2013	Filiales	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL 2012

1. Actifs vers les parties liées - bilan

Immobilisations financières	32.621	19	0	32.640	45.561	0	0	45.561
Créances et cautionnements : valeur brute	32.621	19		32.640	45.561	0		45.561
Créances	63.742	0	0	63.742	49.386	113	0	49.499
Créances commerciales	5.297			5.297	2.272			2.272
Autres créances : valeur brute	58.445			58.445	47.114	113		47.227
Autres créances : réduction de valeur				0				0
Banques - créances sur instit. crédit et clients	3.172	1.016	0	4.188	3.609	2.629	0	6.238
Comptes de régularisation - actif	2.362	58	0	2.420	2.692	61	0	2.753
TOTAL	101.898	1.093	0	102.990	101.248	2.803	0	104.051

2. Passifs vers les parties liées - bilan

Dettes financières	3.390	0	0	3.390	3.848	0	0	3.848
Dettes subordonnées				0				0
Autres dettes financières	3.390			3.390	3.848			3.848
Autres dettes	7.392	19	0	7.411	7.392	0	0	7.392
Dettes commerciales	2.842	19		2.861	1.189			1.189
Autres dettes	4.549			4.549	6.203	0		6.203
Banques - dettes envers établissements de crédit, clients & titres	31.151	1.492	0	32.643	2.290	1.385	0	3.675
Comptes de régularisation - passif	17	96	0	113	200	442	0	642
TOTAL	41.949	1.607	0	43.557	13.730	1.827	0	15.557

3. Transactions entre parties liées - compte de résultats

Produits	45.202	92	3	45.297	19.708	71	3	19.782
Prestations de services	1.285		3	1.288	1.279	0	3	1.282
Produits immobiliers	494			494	333			333
Produits - intérêts provenant des activités bancaires	117	37		154	144	71		215
Honoraires et commissions perçus des activités bancaires	16.098	-33		16.065	13.054			13.054
Produits provenant des contrats de construction	27.207			27.207	4.898			4.898
Autres produits des activités ordinaires		88		88				0
Autres produits opérationnels	676	72	409	1.157	2.485	92	400	2.976
Intérêts sur créances immobilisations financières	667			667	2.457			2.457
Dividendes			409	409		15	400	415
Autres produits opérationnels	9	72		81	28	77		105
Charges opérationnelles (-)	-185	-4.670	0	-4.855	-35	-3.882	0	-3.917
Charges financières Banque J.Van Breda & C° (-)	-26	-58		-84	-1	-26		-27
Réductions de valeur (-)				0				0
Autres charges opérationnelles (-)	-159	-4.612		-4.771	-34	-3.856		-3.890
Produits financiers	2.802	0	0	2.802	2.090	4	0	2.095
Revenus d'intérêt	2.618			2.618	2.090	4		2.095
Autres produits financiers	184			184				0
Charges financières (-)	-121	0	0	-121	-296	0	0	-296
Charges d'intérêt (-)	-121			-121	-296			-296

Note 26 : parties liées (suite)

Les prêts accordés par AvH (& subholdings) et Sofinim à des participations non reprises par consolidation intégrale figurent dans le tableau de la p. 181. Sur ces prêts intragroupes sont appliqués des intérêts conformes au marché. Ceci vaut également pour les financements accordés par Extensa à ses filiales intégrées par mise en équivalence.

Compte tenu de la consolidation intégrale de la Banque J.Van Breda & C° et de l'intégration de Delen Investments par la méthode de mise en équivalence, le commercial paper de la Banque J.Van Breda & C° de 25,5 millions d'euros détenu par Delen Private Bank est inscrit en tant que dette de la Banque J.Van Breda & C° à l'égard d'une partie liée. Le prêt accordé par la Banque J.Van Breda & C° à Anima Care (3,2 millions d'euros) dans le cadre de ses activités dans le domaine des maisons de repos et de soins est repris à la fois dans les créances et les dettes à l'égard de parties liées. L'activité de construction menée par Van Laere pour le compte d'Anima Care et de Building Green One (Tour & Taxis) est contenue dans la rubrique "Produits provenant des contrats de construction".

II. Transactions avec des parties liées - CFE

-Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.288.662 actions de CFE depuis le 24 décembre 2013, devenant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,4%.

-CFE avait conclu le 24 octobre 2001 un contrat de services avec VINCI Construction SAS, actionnaire de référence de CFE jusqu'au 24 décembre 2013. Les rémunérations dues par CFE en vertu de ce contrat s'élèvent à 1,2 million d'euros et sont entièrement payées pour 2013.

-Pour l'exécution de certains marchés, le groupe CFE constitue des sociétés momentanées avec des partenaires. Le groupe CFE a également mis à disposition de ces entités du personnel, du matériel ou refacturé des dépenses. Le montant des autres produits facturés à ces entités s'élève à 38,8 millions d'euros.

III. Rémunération (€ 1.000)	2013	2012
Rémunération des administrateurs		
Tantièmes à charge d'AvH	278	278
Rémunération des membres du comité exécutif		
Rémunération fixe	2.309	2.311
Rémunération variable	1.829	1.560
Options sur actions	243	212
Assurance groupe et assurance hospitalisation	506	340
Bénéfice en nature (voiture de société)	43	45

IV. Le commissaire Ernst & Young a reçu les rémunérations suivantes liées aux :

	AvH	Filiales ⁽¹⁾		AvH	Filiales ⁽¹⁾	
(€ 1.000)			Total 2013			Total 2012
Mandat statutaire	46	656	703	43	691	735
Missions spéciales						
- Autres missions de contrôle		23	23	6	20	25
- Conseils fiscaux	7 ⁽²⁾	197	203	18	249	267
- Autres missions hormis les missions de réviseur	18 ⁽²⁾	146	164		87	87
Total	71	1.022	1.093	67	1.046	1.113

⁽¹⁾ Entités contrôlées conjointement reprises selon la méthode de mise en équivalence incluses.

⁽²⁾ Une rémunération complémentaire de 6.630 euros (hors TVA) a été payée à Ernst & Young Tax Consultants au titre de conseils fiscaux et 17.850 euros (hors TVA) à Ernst & Young Réviseurs d'entreprise au titre d'activités diverses.

Note 27 : résultat par action

	2013	2012
I. Activités poursuivies et abandonnées		
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	293.901	167.343
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.138.392	33.134.654
Résultat de base par action (€)	8,87	5,05
Résultat consolidé net, part du groupe (€ 1.000)	293.901	167.343
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.138.392	33.134.654
Impact options sur actions	63.128	51.892
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.201.520	33.186.546
Résultat dilué par action (€)	8,85	5,04
II. Activités poursuivies		
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	293.901	167.343
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.138.392	33.134.654
Résultat de base par action (€)	8,87	5,05
Résultat consolidé net des activités poursuivies, part du groupe (€ 1.000)	293.901	167.343
Moyenne pondérée du nombre d'actions ⁽¹⁾	33.138.392	33.134.654
Impact options sur actions	63.128	51.892
Moyenne pondérée ajustée du nombre d'actions	33.201.520	33.186.546
Résultat dilué par action (€)	8,85	5,04

⁽¹⁾ Sur base des actions émises, corrigée compte tenu des actions propres en portefeuille.

Note 28 : dividendes proposés et distribués

(€ 1.000)		
I. Déterminé et distribué durant l'année	2013	2012
Dividendes sur actions ordinaires :		
- dividende final 2012: 1,67 euro par action (2011 : 1,64 euro par action) ⁽¹⁾	-55.349	-54.349
II. A proposer pour l'approbation à l'assemblée générale		
Dividendes sur actions ordinaires :		
- dividende final 2013 : 1,70 euro par action ⁽¹⁾	-56.330	
III. Dividende par action (€)		
Brut	1,7000	1,6700
Net	1,2750	1,2525

⁽¹⁾ Dividendes distribués aux actions propres détenues par AvH & subholdings exclus

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE ACKERMANS & VAN HAAREN SA SUR LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport contient notre opinion sur les comptes consolidés (les 'Comptes Consolidés') ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires comme défini ci-dessous. Les Comptes Consolidés incluent le bilan consolidé au 31 décembre 2013, l'état consolidé du compte de résultats, l'état consolidé des résultats réalisés et non-réalisés, l'état des variations des capitaux propres consolidés et le tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2013 ainsi que les notes explicatives.

Rapport sur les Comptes Consolidés - opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des Comptes Consolidés d'Ackermans & van Haaren SA ('la Société') et de ses filiales (conjointement le 'Groupe') pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces Comptes Consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Le total du bilan consolidé s'élève à 10.887.514.(000) euros et l'état consolidé du compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice (attribuable aux propriétaires de la société) de 293.901.(000) euros.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des Comptes Consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des Comptes Consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Le conseil d'administration est également responsable de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de Comptes Consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces Comptes Consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit ('International Standards on Auditing – ISA'). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les Comptes Consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du commissaire, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent

d'erreurs. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des Comptes Consolidés du Groupe donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le conseil d'administration ainsi que l'appréciation de la présentation d'ensemble des Comptes Consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les Comptes Consolidés de la Société donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2013, et de ses performances consolidées ainsi que de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les Comptes Consolidés, incluant la déclaration du gouvernement d'entreprise, conformément aux articles 96 et 119 du Code des sociétés ainsi qu'au respect de ces Comptes Consolidés avec le Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit et conformément à la norme complémentaire applicable émise par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, notre responsabilité est d'effectuer certaines procédures, dans tous les aspects significatifs, sur le respect de certaines obligations légales et réglementaires, comme défini par la norme complémentaire. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante, qui n'est pas de nature à modifier notre opinion sur les Comptes Consolidés:

- Le rapport de gestion sur les Comptes Consolidés inclut les informations requises par la loi, concorde avec les Comptes Consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, le 28 mars 2014

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCCRL
Commissaire
Représentée par

Marnix Van Dooren
Associé

Notes

COMPTES STATUTAIRES

Conformément à l'article 105 de la loi belge sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren sont présentés ci-après sous forme abrégée. Conformément aux articles 98 et 100 de la loi belge sur les sociétés commerciales, le rapport de gestion, les comptes annuels d'Ackermans & van Haaren, ainsi que le rapport du commissaire sont déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Le commissaire a émis une opinion sans réserve sur les comptes annuels statutaires d'Ackermans & van Haaren.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du commissaire se trouvent au siège de la société pour information et sont disponibles sur simple demande.

Les comptes statutaires sont établis conformément aux normes comptables belges.

Adresse : Begijnenvest 113 - 2000 Anvers, Belgique - Tél. : +32 3 231 87 70 - Fax : +32 3 225 25 33 - E-mail : info@avh.be

Bilan

(€ 1.000)	Note	2013	2012	2011
Actif				
Actifs immobilisés		2.323.153	2.360.286	2.358.577
I. Frais d'établissement				
II. Immobilisations incorporelles		96	0	0
III. Immobilisations corporelles	(1)	11.772	12.382	12.996
A. Terrains et constructions		8.042	8.378	8.713
C. Mobilier et matériel roulant		1.180	1.324	1.487
D. Leasing et droits similaires		0	32	48
E. Autres immobilisations corporelles		2.549	2.648	2.747
F. Immobilisations en cours et acomptes versés				
IV. Immobilisations financières		2.311.286	2.347.905	2.345.581
A. Entreprises liées	(2)	2.129.936	2.166.225	2.162.156
I. Participations		2.121.779	2.163.151	2.151.592
2. Créances		8.157	3.073	10.565
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	(3)	172.840	172.417	172.417
I. Participations		172.840	172.417	172.417
2. Créances		0	0	0
C. Autres immobilisations financières		8.510	9.263	11.007
I. Actions et parts		8.508	9.261	11.005
2. Créances et cautionnements en numéraire		2	2	2
Actifs circulants		57.421	64.110	67.606
V. Créances à plus d'un an				
A. Créances commerciales				
B. Autres créances				
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution				
A. Stocks				
1. Approvisionnements				
2. En cours de fabrication				
3. Produits finis				
4. Marchandises				
5. Immeubles destinés à la vente				
6. Acomptes versés				
B. Commandes en cours d'exécution				
VII. Créances à un an au plus		8.563	8.011	11.466
A. Créances commerciales		3.461	3.282	2.721
B. Autres créances		5.102	4.729	8.745
VIII. Placements de trésorerie	(4)	44.217	50.243	54.599
A. Actions propres		18.262	16.225	16.945
B. Autres placements		25.955	34.018	37.654
IX. Valeurs disponibles		4.366	5.530	958
X. Comptes de régularisation		275	326	583
TOTAL DE L' ACTIF		2.380.575	2.424.397	2.426.183

Bilan

(€ 1.000)	Note	2013	2012	2011
Passif				
Fonds propres	(5)	1.425.789	1.638.622	1.654.718
I. Capital		2.295	2.295	2.295
A. Capital souscrit		2.295	2.295	2.295
B. Capital non appelé (-)				
II. Primes d'émission		111.612	111.612	111.612
III. Plus-values de réévaluation				
IV. Réserves		66.054	60.113	60.113
A. Réserve légale		248	248	248
B. Réserves indisponibles		18.297	16.260	16.980
1. Actions propres		18.262	16.225	16.945
2. Autres		35	35	35
C. Réserves immunisées				
D. Réserves disponibles		47.509	43.605	42.885
V. Bénéfice reporté		1.245.829	1.464.602	1.480.698
Perte reportée (-)				
VI. Subsidés en capital				
Provisions et impôts différés		118	157	314
VII. A. Provisions pour risques et charges		118	157	314
1. Pensions et obligations similaires		118	157	314
2. Charges fiscales				
3. Grosses réparations et gros entretien				
4. Autres risques et charges				
B. Impôts différés				
Dettes		954.667	785.618	771.150
VIII. Dettes à plus d'un an		87.990	19	34
A. Dettes financières	(6)	87.990	19	34
B. Dettes commerciales				
C. Acomptes reçus sur commandes				
D. Autres dettes				
IX. Dettes à un an au plus		864.185	782.422	770.689
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		0	17	16
B. Dettes financières	(7)	803.248	722.856	707.573
1. Etablissements de crédit				
2. Autres emprunts		803.248	722.856	707.573
C. Dettes commerciales		697	404	433
1. Fournisseurs		697	404	433
E. Dettes fiscales, salariales et sociales		2.313	2.124	1.803
1. Impôts		153	173	156
2. Rémunérations et charges sociales		2.160	1.951	1.647
F. Autres dettes	(8)	57.927	57.021	60.864
X. Comptes de régularisation		2.493	3.177	426
TOTAL DU PASSIF		2.380.575	2.424.397	2.426.183

COMPTES STATUTAIRES

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2013	2012	2011
Charges				
A. Charges des dettes	(9)	6.649	8.556	11.691
B. Autres charges financières	(10)	2.633	1.073	900
C. Services et biens divers		7.068	6.615	5.811
D. Rémunérations, charges sociales et pensions		2.359	2.457	2.105
E. Autres charges d'exploitation		240	263	221
F. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles		640	686	683
G. Réductions de valeur		3.357	0	4.945
1. Sur immobilisations financières		3.357	0	1.153
2. Sur actifs circulants		0	0	3.792
H. Provisions pour risques et charges			0	0
I. Moins-values sur réalisation		189.001	1.358	7.948
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		1	6	14
2. D'immobilisations financières	(11)	187.788	745	5.870
3. D'actifs circulants		1.212	607	2.065
J. Charges exceptionnelles		0	839	0
K. Impôts		4	5	0
L. Bénéfice de l'exercice		0	40.122	948.758
M. Transfert aux réserves immunisées				
N. Bénéfice de l'exercice à affecter		0	40.122	948.758
Affectations et prélèvements				
A. Bénéfice à affecter		1.309.115	1.520.820	1.539.642
1. Bénéfice de l'exercice à affecter		-155.448	40.122	948.758
2. Résultat reporté de l'exercice précédent		1.464.602	1.480.698	590.884
Total		1.309.115	1.520.820	1.539.642

Compte de résultats

(€ 1.000)	Note	2013	2012	2011
Produits				
A. Produits des immobilisations financières		46.943	49.784	44.037
1. Dividendes	(12)	45.535	47.927	42.244
2. Intérêts		273	694	627
3. Tantièmes		1.134	1.164	1.165
B. Produits des actifs circulants		1.219	1.478	1.337
C. Autres produits financiers		0	0	13
D. Produits des services prestés		4.344	4.338	3.870
E. Autres produits courants		447	338	313
F. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles				
G. Reprises de réductions de valeur	(13)	3.184	5.745	8.069
1. Sur immobilisations financières		313	1.027	6.188
2. Sur actifs circulants		2.871	4.718	1.882
H. Reprises de provisions pour risques et charges		39	157	36
I. Plus-values sur réalisations :	(13)	288	133	925.356
1. D'immobilisations incorporelles et corporelles		0	0	18
2. D'immobilisations financières		86	133	925.239
3. D'actifs circulants		202	0	99
J. Produits exceptionnels		0	0	31
K. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales				
L. Perte de l'exercice		155.488	0	0
M. Prélèvements sur les réserves immunisées				
N. Perte de l'exercice à affecter		155.488	0	0
Affectations et prélèvements				
C. Dotations aux fonds propres		5.941	0	3.732
3. Aux autres réserves		5.941	0	3.732
D. Résultat à reporter		1.245.829	1.464.602	1.480.698
1. Bénéfice à reporter		1.245.829	1.464.602	1.480.698
F. Bénéfice à distribuer		57.345	56.217	55.212
1. Rémunération du capital		56.945	55.940	54.935
2. Administrateurs ou gérants		400	278	278
Total		1.309.115	1.520.820	1.539.642

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS STATUTAIRES

Bilan

Actif

1. Immobilisations corporelles : la composition de ce poste est restée pour l'essentiel inchangée par rapport aux années précédentes : il s'agit principalement des bâtiments et installations des immeubles situés Begijnenvest 113 et Schermersstraat 44 à Anvers où est établi le siège social d'Ackermans & van Haaren. Le bâtiment situé Schermersstraat 42, qui est donné en location à la filiale Leasinvest Real Estate, est repris sous les 'autres immobilisations corporelles'.
2. Immobilisations financières – Entreprises liées : comme nous l'expliquons en détail par ailleurs dans ce rapport annuel, Ackermans & van Haaren a acquis, le 24 décembre 2013, le contrôle sur CFE par l'apport dans CFE de sa participation de 50% dans DEME et l'achat de 3.066.440 actions CFE à Vinci. Le reste de la mutation découle de la participation d'AvH à l'augmentation de capital d'Anima Care, Leasinvest Real Estate et AvH India et de la réduction de valeur actée sur AvH India, entre autres.
3. Immobilisations financières – Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation : AvH a légèrement relevé, en 2013, sa participation dans Sipef.
4. Placements de trésorerie : Ackermans & van Haaren a racheté, durant l'année 2013, 75.000 actions propres et en a vendu 72.000. Ces mouvements s'expliquent entièrement par l'exercice d'options sur actions et la couverture des engagements qui s'y rattache par AvH. Le poste 'autres placements' contient, outre le portefeuille de placements d'AvH, des liquidités qui ont été placées sur des comptes de placements spécifiques.

Passif

5. Fonds propres : à la fin de l'exercice 2013, les fonds propres (statutaires) d'AvH s'élèvent à 1.425,8 millions d'euros, soit 42,56 euros par action. Ceci prend déjà en compte la répartition bénéficiaire proposée à l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 mai 2014. La diminution des fonds propres en 2013 s'explique par le paiement d'un dividende de 1,67 euro par action en juin 2013 et par le résultat de l'exercice 2013.
6. Dettes financières à plus d'un an : AvH a financé à moyen terme, par voie de dette bancaire, l'achat de 3.066.440 actions CFE pour un montant de 88,0 millions d'euros.
7. Dettes financières à un an au plus : ce poste contient à la fois les dettes à court terme émises sous la forme de commercial paper pour 38,9 millions d'euros et le financement intragroupe qui a été obtenu de la part de la filiale AvH Coordination Center pour la somme de 764,4 millions d'euros.
8. Autres dettes : ce montant se compose principalement de la répartition du résultat telle qu'elle sera proposée à l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 mai 2014 et qui s'élève au total à 57,3 millions d'euros.

Compte de résultats

Charges

9. Charges des dettes : les charges d'intérêts diminuent par rapport à l'année 2012 en raison, notamment, d'une baisse des taux d'intérêt sur le marché.
10. Autres charges financières : l'augmentation des autres charges financières s'explique principalement par les commissions payées pour l'obtention des différentes lignes bancaires qui étaient nécessaires dans le contexte de l'acquisition du contrôle sur CFE et de l'offre d'achat d'AvH sur CFE qui a suivi.
11. Moins-value sur la réalisation d'immobilisations financières : la moins-value de 187,8 millions d'euros a été réalisée sur l'apport dans CFE de la participation de 50% d'AvH dans DEME.

Produits

12. Dividendes : Ackermans & van Haaren a perçu, pendant l'année 2013, des dividendes provenant de ses participations pour un montant comparable à celui de 2012. Les principaux dividendes proviennent de DEME, Finaxis, AvH Coordination Center et Sipef.
13. Les plus-values et reprises de réductions de valeur ont été limitées en 2013 et se situaient principalement dans le portefeuille de placements d'AvH.

Notes

Données générales concernant la société

Siège social

Begijnenvest 113, 2000 Anvers, Belgique
TVA BE 0404.616.494
RPM Anvers

Date de constitution, dernières modifications des statuts

La société fut constituée le 30 décembre 1924 par acte notarié, paru in extenso dans les annexes au Moniteur Belge du 15 janvier 1925 sous le numéro 566. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et ce pour la dernière fois par acte notarié le 25 novembre 2011, publié par extrait dans les annexes au Moniteur Belge du 14 décembre 2011 sous le numéro 11187554.

Durée de la société

Indéterminée.

Forme juridique, droit d'application

Société anonyme de droit belge faisant ou ayant fait appel public à l'épargne au sens de l'article 438 du Code des Sociétés.

Raison sociale de la société

La société a pour objet :

- (a) l'étude, la surveillance et la direction de tous travaux publics ou privés, particulièrement dans le domaine de la construction en général, l'organisation, la gestion de toutes sociétés ou entreprises et l'assistance à celles-ci sous toutes formes ;
- (b) l'entreprise maritime et terrestre de tous travaux publics ou privés dans le domaine de la construction et notamment l'entreprise de tous travaux maritimes et fluviaux, gros travaux d'irrigation et de régularisation des cours d'eau, gros travaux d'assèchement et de pompage, de dragage, de forage, de sondage et fonçage de puits, de drainage, de construction d'ouvrages d'art, de terrassement

et d'entreprise générale de construction, ainsi que le renflouage de bateaux et navires ;

- (c) la prospection terrestre et maritime dans le domaine de l'industrie extractive, notamment : le pétrole brut ou gaz naturel et les produits minéraux en général ;
- (d) l'exploitation, la production, la transformation, la distribution, l'achat, la vente et le transport de tous produits de l'industrie extractive ;
- (e) l'acquisition, l'exploitation, la mise en valeur, la cession de terrains, immeubles et droits immobiliers quelconques ;
- (f) l'acquisition, l'exploitation et la réalisation, sous quelque forme que ce soit, de droits intellectuels, de brevets et de concessions ;
- (g) l'acquisition d'un intérêt ou d'une participation, par voie de souscription, d'apport, de fusion, d'intervention financière ou de toute autre manière, dans toutes sociétés existantes ou à constituer, entreprises, exploitations ou associations en Belgique ou à l'étranger ;
- (h) la gestion, la valorisation et la réalisation de ces intérêts ou participations ;
- (i) la participation directe ou indirecte à la gestion, à la direction, au contrôle ou à la liquidation de sociétés, d'entreprises, d'exploitations et d'associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation ;
- (j) accorder avis et assistance en toute matière possible de gestion d'entreprise à la direction des sociétés, des entreprises, des exploitations et associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation, et en général tous actes se rapportant, en son entier ou partiellement, directement ou indirectement aux activités d'un holding.

L'entreprise peut exercer toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou étant de nature à en activer la réalisation. Elle peut se porter caution ou accorder son aval en faveur de sociétés, d'entreprises, d'exploitations ou d'associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation, se présenter comme agent ou représentant, accorder des avances, des crédits et des sûretés hypothécaire ou autres.

L'activité commerciale de la société peut s'exercer tant à l'étranger qu'en Belgique.

Consultation des documents concernant la société

Les comptes annuels statutaires et consolidés de la société sont déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique. La version coordonnée des statuts de la société peut être consultée au greffe du tribunal de commerce d'Anvers. Le rapport annuel financier est envoyée aux actionnaires nominatifs, ainsi qu'à quiconque en fait la demande. La version coordonnée des statuts et le rapport annuel financier sont également disponibles sur le site internet (www.avh.be).

Données générales concernant le capital

Capital souscrit

Le capital souscrit s'élève à 2.295.277,90 euros. Le capital totalement libéré, est représenté par 33.496.904 actions, sans désignation de valeur nominale.

Augmentations de capital

L'augmentation de capital la plus récente date du 11 octobre 1999, dans le cadre de la fusion par reprise de Belcofi SA par Ackermans & van Haaren SA.

Capital autorisé

Le conseil d'administration peut, dans les cas prévus dans le rapport spécial approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2011, augmenter le capital social d'un montant maximum de 500.000 euros en une ou plusieurs fois sur une période de 5 ans prenant cours le 14 décembre 2011.

Le conseil d'administration peut également faire appel au capital autorisé, dans le cas d'une offre publique d'acquisition sur les titres émis par la société, aux conditions et dans les limites de l'article 607 du Code des Sociétés. Le conseil d'administration peut utiliser cette autorisation, si la notification de l'Autorité des Services et Marchés Financiers (FSMA) selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition, n'a pas été donnée plus que trois ans après le 25 novembre 2011.

Les augmentations de capital décidées en vertu de ces autorisations peuvent être effectuées conformément aux modalités à déterminer par le conseil d'administration, et notamment par apport en numéraire ou, sous réserve des dispositions légales, par des apports ne consistant pas en numéraire, ou par la conversion de réserves disponibles ou indisponibles et de primes d'émission avec ou sans émission de nouvelles actions ou par l'émission d'obligations convertibles subordonnées ou non, ainsi que

par l'émission de warrants ou autres valeurs mobilières, attachés ou non à d'autres titres de la société, auquel cas le conseil est habilité à décider que les nouveaux titres resteront nominatifs.

Les autorisations peuvent être renouvelées conformément aux dispositions légales. Le conseil d'administration peut, dans l'intérêt de la société, limiter ou lever le droit préférentiel des actionnaires dans le cadre d'une augmentation de capital ou lors de l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations auxquelles sont rattachées ou non des warrants ou, sous réserve des limitations légales en la matière, lors de l'émission de warrants, réalisée dans les limites du capital autorisé, y compris au profit d'une ou plusieurs personnes déterminées ou de membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Nature des actions

Les actions entièrement libérées et autres titres de la société sont nominatifs ou dématérialisés. Chaque titulaire peut demander à tout moment et à ses frais la conversion de ses titres entièrement libérés sous une autre forme, dans les limites de la loi et sans faire préjudice aux dispositions du troisième paragraphe de l'article 9 des statuts. Depuis le 1er janvier 2008 la société ne peut plus émettre des actions au porteur et les actions nominatives ne peuvent plus être converties en actions au porteur.

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société, qui peut suspendre les droits de chaque action pour lesquels il existerait des contestations au sujet de la propriété, de l'usufruit ou de la nue-propriété. En cas d'usufruit, le nu-propriétaire de l'action sera représenté par l'usufruitier vis à vis de la société, sauf disposition contraire expressément convenue entre les parties.

Actions au porteur

Depuis le 1er janvier 2008 la société ne peut plus émettre des actions au porteur et les actions nominatives ne peuvent plus être converties en actions au porteur. A partir de

cette même date, les actions au porteur qui ne sont pas encore inscrites sur un compte-titres seront automatiquement converties en actions dématérialisées dès le moment où elles seront inscrites sur un compte-titres.

Par ailleurs, il convient de signaler que les actions au porteur qui n'avaient pas été converties en actions nominatives ou en actions dématérialisées pour le 31 décembre 2013 au plus tard, ont été converties de plein droit en actions dématérialisées le 1er janvier 2014. Ces actions ont été inscrites sur un compte-titres au nom d'Ackermans & van Haaren. Les droits liés à ces actions (droit de vote, droit de participation au bénéfice, etc.) ont été suspendus. Le détenteur de telles actions peut à nouveau faire valoir ses droits en se présentant à sa banque muni de ses titres au porteur et en demandant que les actions soient inscrites à son nom. Nous conseillons à ces actionnaires de prendre contact à cet effet avec leur banque au cours de cet exercice.

Contact

Les questions peuvent être posées par téléphone au numéro +32 3 231 87 70 ou par e-mail : dirsec@avh.be à l'attention de Luc Bertrand, Jan Suykens ou Tom Bamelis.

Ackermans & van Haaren SA
Begijnenvest 113
2000 Anvers, Belgique
Téléphone +32 3 231 87 70
Fax +32 3 225 25 33
RPR Anvers
TVA : BE 0404.616.494
E-mail : info@avh.be
Site web : www.avh.be

Photos

- Ackermans & van Haaren, Comités de direction d'Anima Care, Extensa, SNTC, Rent-A-Port: © Nicolas van Haaren
- CFE: © Philippe Van Gelooven
- Leasinvest Real Estate: © www.detiffe.com
- Duval: © Odalys; © Barylko-Gleichauf
- Max Green: © Electrabel - Raf Beckers; © Electrabel - David Plas

La version numérique de ce rapport annuel peut être consultée sur **www.avh2013.be**.

Dit jaarverslag is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

This annual report is also available in English.

La version néerlandaise de ce rapport doit être considérée comme référence officielle.

Concept et réalisation

FBD sa (www.fbd.be)

